

ACTEURS DE CHANGEMENT EN AMÉRIQUE LATINE

DU MEME AUTEUR

***LA CRISE CALEDONIENNE Rémission ou
Guérison ?*** L'Harmattan 1993

Daniel DOMMEL

ACTEURS DE CHANGEMENT EN AMÉRIQUE LATINE

Un demi-siècle d'expériences

L'Harmattan
5-7, rue de l'École
Polytechnique
75005 Paris
FRANCE

L'Harmattan
Hongrie
Hargita u. 3
1026 Budapest
HONGRIE

L'Harmattan
Italia
Via Bava, 37
10214 Torino
ITALIE

© L'Harmattan, 2002
ISBN : 2-7475-2287-3

On n'a pas assez porté attention à l'existence, dans notre société, d'une catégorie d'acteurs qui ne sont ni vraiment politiques, ni vraiment économiques, ni seulement spirituels, mais qui se déterminent prioritairement en fonction de considérations éthiques et engageant, à partir d'une réaction de type moral, des formes d'actions très souvent novatrices. Ce sont des "acteurs de sens".

Jean-Baptiste de Foucauld et Denis Piveteau, Une société en quête de sens

Chaque individu est important. Toute personne possède un énorme potentiel et elle peut influencer la vie des autres au sein des communautés et des nations...

Muhammad Yunus, Vers un monde sans pauvreté

Si vous avez la rougeole, vous la passez à tous ceux qui sont en contact avec vous. Si vous ne l'avez pas, vous pouvez en parler jusqu'à en devenir tout rouge, mais vous ne la passerez jamais.

Frank Buchman

TABLE DES MATIERES

Prologue	9
1. Trois départs de feu	15
<i>Au Brésil</i>	
<i>En Amérique Centrale</i>	
<i>En Uruguay</i>	
2. Autour de São Paulo	29
<i>A Santos, port du café</i>	
<i>Dans les cités industrielles</i>	
3. Avec les dockers de Rio de Janeiro	39
<i>Des luttes fratricides entre clans rivaux...</i>	
<i>...à un combat commun ...</i>	
<i>...qui s'étend au pays et au monde.</i>	
4. Turbulences entre colonels au Guatemala	55
5. Sur les rives du Rio de la Plata	61
<i>D'une famille à l'industrie</i>	
<i>De Montevideo à Buenos Aires</i>	
<i>De la côte Est au versant Pacifique.</i>	
6 Dans toutes les classes	77
<i>Chez les traminots</i>	
<i>Honnêteté en affaires</i>	
<i>Dans l'armée aussi</i>	
7. Porter un message	93
<i>Des métropoles du Sud à la chaudière du Nordeste</i>	
<i>Le long de la Cordillère des Andes</i>	
<i>Rassemblement à Petrópolis</i>	
8. Rebonds	113
<i>L'ardeur de quelques étudiants péruviens</i>	
<i>La persévérance d'un ouvrier de Recife</i>	

9. Dans les favelas	125
<i>Le maréchal et l'imprimeur : donner l'élan</i>	
<i>Euclides : servir ou se servir ?</i>	
<i>Les pouvoirs publics : prévoir des crédits</i>	
<i>Luiz et Edir : reconstruire des liens et des logements</i>	
<i>Ana et Anna : animer et réhabiliter</i>	
<i>Voir plus loin que chez soi</i>	
10. En Colombie	141
11. Chez l'archevêque de Salvador de Bahia	149
12. Parmi les camelots et les chauffeurs de taxi	157
13. Syndicats ouvriers et dictatures militaires	165
<i>Au Chili</i>	
<i>En Uruguay</i>	
14. Panser les blessures d'une guerre	171
<i>1982: Contact préliminaire en terrain neutre</i>	
<i>1983: Sur une île du Delta Tigre</i>	
<i>1984: La Santa Casa de Ejercicios</i>	
<i>1987: Rapprochement d'anciens combattants</i>	
15. Rétablir la démocratie	181
<i>Uruguay : ramener les civils au pouvoir</i>	
<i>Salvador: retrouver la paix</i>	
<i>Costa Rica : aider ses voisins</i>	
<i>Guatemala : émerger de la guerre civile</i>	
16. Des élections propres	201
<i>Du Queensland...</i>	
<i>...par Taïwan...</i>	
<i>...au Brésil.</i>	
17. Un sens à la vie	213
Annexe : Règlement d'un conflit aux National Airlines	219

PROLOGUE

La session que venait de tenir la société des philosophes catholiques du Brésil devait s'achever ce jour de 1974 en présence de l'archevêque de São Paulo, Dom Paulo Evaristo Arns. Pour la séance de clôture, le président avait invité trois hommes à prendre la parole afin de faire part de leurs expériences : un général, un ingénieur et un docker illettré du port de Rio de Janeiro. Ce dernier, Francisco Araújo de Souza, raconta ce qui lui était arrivé.

Il était né en 1912 dans l'Etat d'Amazonie. Son père avait une ascendance française, sa mère appartenait à une tribu indienne. Ils n'étaient pas mariés : ses grands-parents paternels s'étaient toujours opposés au mariage de leur fils. Après la naissance de Francisco, son père avait trouvé un emploi de gardien dans une vaste exploitation d'élevage, située dans une zone reculée de l'Etat de Bahia, au nord du Brésil. Le propriétaire du domaine était en conflit incessant avec son voisin le plus proche. Un beau matin ce dernier fit irruption avec une escouade d'hommes à sa solde, qui attachèrent son père à un arbre, arrachèrent les vêtements de sa mère et la violèrent, puis les tuèrent tous deux à bout portant sous les yeux de l'enfant. Francisco fut emmené et enfermé dans une chambre. Une nuit il réussit à s'enfuir. Il avait neuf ans. Il vécut alors en sauvage, à la lisière de la forêt équatoriale, solitaire, se nourrissant de cueillette et de chapardages. De temps à autre il s'aventurait dans une propriété pour y dérober un ou deux poulets et quelques produits de ferme. Bientôt ses cheveux tombèrent plus bas que ses épaules et il ne resta plus grand-chose de ses vêtements.

Un jour une odeur de viande grillée parvint jusqu'à lui. En la suivant il aboutit à une grande clairière et aperçut au loin un feu et des hommes. Il s'approcha sans se montrer et attendit. Quand

les hommes s'éloignèrent pour chercher de l'eau dans un ruisseau, il bondit, s'empara d'un gros morceau de viande qui rôtissait sur le charbon de bois et détala vers la jungle. Mais il y avait un chien, qui se mit à aboyer. Les hommes revinrent précipitamment, aperçurent Francisco et arrivèrent à le rattraper et à le maîtriser. Francisco resta ligoté pendant trois jours. Il n'eut pas trop de ce temps pour réussir à se faire comprendre, car en quelques années, à force de ne parler à personne, il avait perdu une bonne partie de son vocabulaire d'enfant. Il raconta l'agression dont avaient été victimes ses parents. Ses ravisseurs l'écoutèrent avec sympathie, le nourrirent et prirent soin de lui. C'étaient des vagabonds qui volaient du bétail, allaient le vendre en ville, vivaient quelque temps dans l'insouciance sur le produit de la vente, puis recommençaient. Ils étaient tous des hors-la-loi, à un titre ou à un autre, haïssant le monde policé, la loi et l'ordre. Francisco s'intégra à la bande et eut tôt fait de partager leurs vues, poursuivi qu'il était par le désir de venger la mort des siens et bourré d'amertume. Il apprit d'eux à se servir d'un pistolet et devint un fin tireur, participant à leurs rapines et à leurs chasses. Mais il avait le coeur large. Quand ses compagnons avaient tué un cerf pour leurs besoins immédiats et qu'il y avait un surplus, il prenait son cheval et allait distribuer les restes aux pauvres gens des environs. Il se faisait ainsi des amis.

C'est dans une petite localité de l'Etat de Bahia, Lagoainha, qu'il eut son premier contact avec une fille. Elle lui plaisait et il se mit à la voir souvent. Il avait juste quinze ans. Ces visites n'étaient pas du goût d'un sergent de police qui, tout en étant marié, fréquentait aussi la fille. Mais, bien qu'il fût deux fois plus âgé que lui, le sous-officier n'osait s'en prendre à Francisco, qui portait constamment ses deux pistolets et était connu pour avoir la détente rapide. Un jour la fille invita Francisco à une soirée et lui demanda de ne pas venir armé. Quand il arriva, le sergent était là, flanqué de plusieurs hommes en armes. Le policier se saisit de lui, l'emmena et le fit rouer de coups de matraque. Un passant, entendant ses gémissements, entra et demanda ce qui arrivait. "Nous ne le tuons pas, dit le caporal qui tenait la matraque. Nous lui administrons juste une correction." Le passant à ce moment reconnut Francisco : c'était un des bénéficiaires de ses distributions de viande. "Le prochain coup,

dit-il, devra me passer sur le corps." Le sergent, qui s'intéressait à la soeur de l'intrus, fit cesser la bastonnade. Francisco fut hébergé par le passant secourable, puis il séjourna quelques mois, pour se remettre, chez d'anciens amis de sa mère. Là, le fils de la maison l'entraîna au maniement du fusil.

Fort de sa nouvelle dextérité, Francisco devint alors un bandit à son propre compte, attaquant des fermes ou des villages, tantôt seul, tantôt avec d'autres. En 1930 il se joignit à une bande d'insurgés dont le chef se réclamait du futur président Getúlio Vargas. Dans les villes tenues par l'armée, les rebelles attaquaient des banques ou des maisons de commerce et brûlaient ce qu'ils ne pouvaient emporter. Francisco était à son affaire, ce brigandage répondait à sa soif insatiable de vengeance. Par la suite, il prit part au soulèvement de l'Etat de São Paulo contre les autorités fédérales. Puis, fait prisonnier par les troupes gouvernementales, il changea de camp et se battit dans leurs rangs jusqu'à ce que les forces de São Paulo fussent défaites. Il devint une sorte de garde du corps de son général. De temps à autre les amis politiques de ce dernier se servaient de lui pour écarter un adversaire qui encombraient leur chemin. Il recevait ces ordres comme un employé qui se voit assigner sa tâche quotidienne.

A l'occasion d'un baptême, il rencontra Vicelana, qui allait devenir sa femme. Il dit au général qu'il voulait fonder une famille et souhaitait quitter l'armée pour prendre un emploi civil. Le général lui donna une lettre de recommandation pour le directeur du port de Rio. Cela tombait bien : dans une vie rangée, la seule chose que Francisco avait à vendre était la force d'une paire de biceps peu commune. Il fut embauché le 1er mai 1940 et affecté au quai de chargement du minerai de fer. Sa tâche consistait à lancer des pelletées de minerai dans de grosses bennes, qu'on vidait ensuite dans la cale des navires. La naissance d'un garçon le décida à tourner complètement la page. Il démontra ses revolvers, les graissa et les rangea. Son fils devint le centre de sa vie.

Subitement, à deux ans et demi, l'enfant mourut. Francisco bascula. Il enterra son fils, déterra ses revolvers et les remit en service. Il redevint l'exécuteur des basses oeuvres de politiciens

cyniques, qui s'arrangeaient pour lui assurer toujours de bons alibis avec des gens qui lui ressemblaient. Au port, lorsque le syndicat officiel fut doublé par un syndicat illégal plus dur, il adhéra à ce dernier et, là aussi, il devint l'homme des actions punitives. On savait qu'il maniait le poing, le couteau et le revolver et excellait dans les trois exercices. Il dépensait tout son argent en *cachaça*, un alcool de canne à sucre plus fort que la vodka. Aussi n'y avait-il pas grand-chose à manger et presque aucun meuble dans la bicoque au sol de terre battue où il vivait avec sa femme. Les jours de paye, son ivresse terrorisait ses compagnons de travail et ses chefs. La vengeance était redevenue sa raison de vivre. Il détestait les riches, les patrons, la police, les autorités, la société tout entière. Les dirigeants de son syndicat connaissaient ces sentiments et les exploitaient à fond.

Un des agents du port, Nelson Marcellino de Carvalho, lui proposa un jour de venir avec lui retrouver quelques amis qui essayaient de changer la vie chez eux et autour d'eux. Non, ça ne disait rien à Francisco. L'autre insista. On y rencontrait des gens intéressants, d'un peu partout.

"Y aura-t-il des femmes ? demanda Souza.

- Oui

- Et des boissons ?

- Oui", répondit son compagnon, sans préciser lesquelles.

Francisco devint furieux lorsqu'il vit ce dont il s'agissait. On lui remit des livres, qu'il prit sans les regarder. N'était-ce pas une façon de l'humilier, lui qui ne savait pas lire ? A peine sorti il alla boire et revint à la maison sérieusement éméché, ayant toujours les livres sous le bras. Ce fut sa femme qui les ouvrit. Elle les trouva intéressants. "Je peux te les lire", lui dit-elle un jour où il était sobre. Cette lecture éveilla sa curiosité. Il alla retrouver les camarades des docks qu'il avait vus à cette réunion, afin d'en savoir un peu plus. Ceux-ci avaient engagé une action audacieuse pour débarrasser le port de la corruption qui y sévissait et de la violence qu'y faisaient régner les règlements de comptes entre clans rivaux. Leur courage l'impressionna. Nelson, surtout, se révéla pour lui un ami sûr et constant. Alors qu'on avait tendance à le traiter comme "un cas", un homme impossible, il

sentait en Nelson un compagnon qui croyait en lui et lui faisait confiance.

Peu à peu, son comportement changea. Il sentit qu'il avait des torts à réparer. Il présenta des excuses à des hommes qu'il avait malmenés. Il vint restituer au directeur du port des objets qu'il avait volés. Alors qu'un soir, sous l'empire de l'alcool, il déambulait en brandissant son pistolet eu quête d'une victime, ses nouveaux amis eurent toutes les peines du monde à le maîtriser. Le lendemain il leur demanda pardon, les larmes aux yeux, et il jura qu'il ne toucherait plus à son maudit breuvage. Malgré quelques défaillances, il tint parole et dans le port, son énergie qui avait causé tant de ravages devint une force constructive, aux côtés de ceux qui l'avaient aidé à prendre ce tournant.

- A quoi bon ce revolver que tu portes ? lui demanda un jour un camarade.

- C'est ici une place dangereuse.

Mais quelques jours plus tard, l'arme avait disparu. "Je n'en ai pas vraiment besoin, expliqua Francisco, c'était pour impressionner."

La vie à la maison, aussi, était transformée. Vicelana, dont l'amour et la patience avaient été mis à rude épreuve, s'épanouit. Et il arriva ce que le ménage souhaitait depuis longtemps : Vicelana donna naissance à une petite fille. Les heureux parents voulurent la faire baptiser. Mais lui-même n'avait pas été baptisé et le couple n'avait jamais célébré de mariage. On alla consulter l'évêque. Celui-ci fut si frappé par cet ancien forban devenu méconnaissable qu'il décida de grouper les trois sacrements en une même cérémonie.

Francisco de Souza n'apprit jamais à lire, mais il avait une mémoire étonnante. Ses récits bouleversaient ceux qui l'écoutaient. Il en fut ainsi des membres de la société des philosophes catholiques. Ceux-ci lui demandèrent de rester avec eux un jour de plus. Mais il fallait qu'il attrape l'autobus de nuit pour reprendre son travail à Rio le lendemain matin. Ils téléphonèrent à son chef et se cotisèrent pour lui payer un retour

en avion, de manière à le garder quelques heures de plus. Dom Paulo Evaristo conclut la réunion en disant : "Messieurs, vous avez discuté philosophie ces derniers jours. Ce que vous venez d'entendre aujourd'hui, c'est la réalité de la vie. Voilà l'épée avec laquelle vous allez mener au dehors le combat qui vous attend."

Un cas extrême que celui de cet homme inculte, brutal, esclave de l'alcool, dénué de scrupules, qui trouve une raison de vivre et devient un aiguillon de renouveau pour ceux qu'il côtoie ? Sans doute. Mais certainement pas un cas unique. L'histoire de Souza est au contraire typique de celles que l'on trouve dans les pages suivantes et qui se sont passées en Amérique latine dans la seconde moitié du vingtième siècle. Des gens acquièrent une nouvelle vision pour leur vie et pour le monde qui les entoure ; et, parce qu'ils acceptent les changements qu'elle implique pour leur propre comportement, ils entraînent d'autres gens, des groupes, des communautés entières à se prendre en charge et à infléchir leur devenir. Et à la manière dont se propage un incendie de forêt, ils transmettent ainsi cette vision de proche en proche, d'un homme à l'autre, dans leur pays et à travers tout un continent.

Trois départs de feu

Au Brésil

São Vicente, 1948. Deux femmes font connaissance et se lient d'amitié.

L'une s'appelle Leonor Villares. Elle habite São Paulo et possède une résidence secondaire, au bord de la mer à São Vicente, à côté de Santos, le grand port d'exportation du café. Sa famille est d'origine allemande. Son grand-père est devenu l'un des plus gros planteurs de café et son père un industriel du textile. Son mari, Luiz, après avoir monté une petite entreprise d'importation et de réparation d'ascenseurs, se trouvera, à la fin de sa carrière, à la tête d'un des plus importants groupes privés du pays.

La seconde, Helena Londahl, est norvégienne et major de l'Armée du Salut. Les autorités brésiliennes apprécient son action sociale au point que, lorsque le siège de Londres voudra la déplacer en Afrique du Sud, le gouverneur de l'Etat de São Paulo interviendra par la voie diplomatique pour faire prolonger son séjour au Brésil.

Helena et Leonor ont des raisons de sympathiser. Les Villares soutiennent financièrement l'Armée du Salut. Leonor est d'autre part préoccupée par l'extension que prend la prostitution à São Vicente. C'est un fléau qu'Helena connaît bien pour s'être longuement attachée à le combattre. A l'occasion de leurs entretiens, Leonor évoque une utopie qui la berce depuis toujours, celle de voir les membres des différentes religions oeuvrer ensemble au lieu de s'entre-déchirer. "Ce n'est pas une pure

chimère, lui dit Helena, qui lui raconte que, lors d'un voyage en Europe, deux ans auparavant, elle s'est rendue dans un centre de rencontres à Caux, en Suisse, au-dessus de Montreux et du lac de Genève. Ce centre, explique-t-elle, venait juste d'être ouvert par un mouvement de "réarmement moral et spirituel" lancé en 1938, au moment où l'on ne parlait que de réarmement militaire, et dont elle avait croisé l'initiateur, Frank Buchman, en Norvège avant la guerre, quand elle s'apprêtait à partir pour l'Amérique latine. Elle a vu là des chrétiens de toutes confessions, des adeptes d'autres religions, des agnostiques, résolus à vivre, sans compromis, selon les impératifs de leur foi ou de leur conscience, et agissant ensemble dans une profonde unité.

Leonor est captivée par les récits de son amie et impatiente d'en savoir davantage. En 1949, Luiz doit aller en Europe pour ses affaires. Elle lui demande d'en profiter pour l'emmener à Caux. Le ménage y séjourne cette année-là avec les deux aînés de ses quatre enfants. Pour Leonor, c'est à la fois un choc et une révélation. Considérée avec une lucidité dénuée de toute complaisance, l'image qu'elle avait d'elle-même se trouve remise en question. Elle se croyait une mère parfaite. Elle s'aperçoit qu'il n'en est rien, qu'elle s'est mise sur un piédestal vis-à-vis de ses enfants, que cela doit changer. Elle en est toute désespérée. Elle retrouvera du courage dans une rue de Suisse en lisant dans une devanture deux vers allemands (l'allemand est sa langue maternelle) :

*Immer wenn du meinst es geht nicht mehr
Kommt von irgendwo ein Lichtlein her¹*

En même temps Leonor et Luiz sont impressionnés par ce qu'ils découvrent : des gens de toutes origines sociales, de toutes formations, de toutes les races, de tous les continents, unis dans une recherche commune reposant à la fois sur une exigence personnelle et sur une perspective mondiale; un climat d'écoute, de transparence, d'humilité simple et sincère, qui fait tomber les barrières, y compris celles qu'on n'aurait jamais cru pouvoir

¹ Ce que l'on pourrait traduire:

Lorsque rien ne va plus et qu'on se désespère
Surgit de quelque part un rayon de lumière.

abattre aussi vite, comme celles qui séparaient Français et Allemands au lendemain de la guerre. Helena avait raison : ce à quoi Leonor aspire confusément depuis sa jeunesse, elle le voit ici accompli, elle veut maintenant le transporter au Brésil. Elle et son mari repartent conquis.

Au retour, ayant fait l'essai de se recueillir un moment chaque matin, Leonor est surprise d'avoir la pensée, précise et insistante, de devoir acheter une nouvelle maison. Elle se demande pourquoi, car elle est très heureuse dans le confortable logement de la rue des Français que Luiz a réaménagé il n'y a pas longtemps avec beaucoup de soin. Mais elle suit l'intuition reçue et commence ses recherches, sans trop savoir. Et puis un jour, visitant une maison, qui a priori ne la tentait pas, elle tombe en arrêt, en ouvrant la porte, devant l'exacte réplique d'un patio avec trois fenêtres, qu'elle avait vu en rêve quelque temps auparavant. "Voici la maison que je veux que tu achètes pour mon service", croit-elle entendre. Elle se sent prête à aller aussitôt de l'avant et est reconnaissante de trouver son mari disposé à la suivre.

Le jour même où Luiz signe l'acte d'achat, une autre pensée s'impose à elle : la maison de la rue des Français ne doit pas être vendue mais devenir un centre à partir duquel l'esprit qu'elle a vu à l'oeuvre pendant son séjour en Suisse puisse rayonner à São Paulo, au Brésil et sur le continent tout entier. Luiz accepte à nouveau l'idée de son épouse et télégraphie immédiatement à Frank Buchman qu'une maison est à la disposition de son mouvement à São Paulo comme base pour l'Amérique du Sud. Elle le sera encore cinquante ans plus tard.

En 1950 Caux accueille à leur tour le frère et la belle-soeur de Leonor, Ernesto et Maria-Antonieta Diederichsen, qui en reviennent eux aussi décidés à repenser leur façon de vivre. L'année suivante s'y rend toute une délégation de cadres et d'ouvriers des établissements textiles Argos, que dirige Ernesto.

En décembre 1951 Frank Buchman envoie trois messagers en tournée dans plusieurs pays d'Amérique latine pour informer les dirigeants politiques, religieux, économiques, syndicaux,

universitaires, qu'une assemblée est appelée à réunir des représentants des deux Amériques à Miami au mois de janvier suivant et pour les y inviter². D'un premier voyage fait vingt ans plus tôt en Amérique du Sud, il avait rapporté de fortes impressions, qui avaient laissé leur marque sur sa façon de penser. C'était à l'époque de la grande dépression. Il avait été, comme d'autres, consterné de voir les énormes quantités de café qu'on jetait à la mer pour limiter l'effondrement des cours, alors que tant de gens manquaient de tout. Le matérialisme des classes privilégiées, la tiédeur de leur christianisme ou leur franc rejet de toute exigence morale lui avaient paru annonceurs de conflits à venir. Des ferments de subversion étaient visibles, notamment parmi les étudiants. "Ces pays sont en faillite spirituelle", a-t-on retrouvé dans ses notes³

Lorsque le trio arrive au Brésil, il trouve déjà là une petite équipe pour l'accueillir et le piloter. Les Villares donnent à l'occasion de leur passage une grande réception, à laquelle ils invitent un large échantillon du monde industriel, politique, intellectuel...et ils montent pour eux tout un programme de visites. Luiz organise à leur intention un déplacement à Santos, le débouché maritime de la région et une place d'importance stratégique à ses yeux. Si São Paulo est le coeur du Brésil, dit-il, Santos en est le poumon. Les communistes y sont fort bien implantés avec quelques hommes remarquables. Ils y mènent une lutte opiniâtre face à un patronat souvent rigide et fermé à tout changement. Le groupe prend contact tant avec les dockers et leurs leaders qu'avec la direction du port.

Au rassemblement de Miami, se trouve un jeune Français de 26 ans, Louis Laure, qui a commencé à travailler à plein temps avec les équipes de Buchman. Louis est un garçon plein d'allant mais prompt à s'enflammer et capable de ruer dans les brancards. Pendant la guerre il a été torturé par les occupants et leurs acolytes miliciens. Il est sorti de leurs mains avec une mâchoire en

² La mission s'arrête successivement au Pérou, au Chili, en Argentine, au Brésil, au Venezuela, au Costa-Rica et au Guatemala.

³ *Frank Buchman, a life* par Garth Lean, Ed. Constable, Londres, 1985 (p. 147-148).

piteux état. Mais il s'est aussi aventuré dans quelques transactions de marché noir. Malgré la nouvelle orientation qu'il vient de donner à sa vie, ceux qui sont appelés à travailler avec lui renâclent parfois. Certains d'entre eux considèrent que sa présence est davantage une gêne qu'une aide pour le bon déroulement d'une conférence comme celle de Miami et ils souhaiteraient qu'on l'expédie ailleurs.

La réaction de Frank Buchman, qui a remarqué son charisme et lui fait confiance, est de lui offrir un grand défi et un superbe champ d'activité : il le dépêche au Brésil pour entamer une action en Amérique latine. S'embarqueront avec lui un autre Français, un Suisse et un Américain. Ce dernier, Vincent Vercuski, de loin l'aîné des quatre, faisait partie du petit groupe porteur d'invitations pour Miami et il est le seul qui ait déjà mis le pied en Amérique du Sud. Un peu émus de la mission qui leur est confiée, les intéressés demandent ce qu'il leur faudra faire en débarquant sur ce continent. "Vous planterez un bâton en terre. Vous en planterez un second à côté. Vous tendrez une ficelle entre les deux. Vous vous y suspendrez. Et vous attendrez de voir où vous pousse le vent." Ils n'obtiendront pas d'autres instructions. Mais ils trouveront un précieux port d'attache chez les Villares et les Diederichsen, qui les hébergeront tant à São Paulo qu'à Santos. Et ils recevront bientôt un peu de renfort. Grâce à des dons de meubles et de rideaux, la maison de la rue des Français ne tardera pas à être opérationnelle. Helena Londahl, quelques semaines avant de quitter le pays, fera cadeau de son bien le plus précieux : sa petite Ford.

Qu'allait bien pouvoir faire cette petite équipe inexpérimentée, ignorante de la langue et assez hétéroclite ? Comment un Français comme Louis, chaleureux et un peu canaille, meneur d'hommes et cabochard, allait-il parvenir à travailler avec son compatriote, un aristocrate distingué et cultivé ? ou un jeune Suisse futé, ayant tout juste dépassé les vingt ans, avec un Américain proche de la quarantaine, massif et candide, que l'on croirait sorti d'une bande dessinée ? Pourtant le choix de ces jeunes hommes se révélera étonnamment juste : cinq mois après leur arrivée, ils embarqueront en avion une cinquantaine de passagers - des syndicalistes, des industriels, des militaires - qu'ils

auront décidés à prendre part à une assemblée faisant suite à celle de Miami, sur l'île de Mackinac, dans le Michigan, et qui auront trouvé des fonds pour financer leur voyage.

En Amérique centrale

L'année même - 1948 - où Leonor Villares et Helena Londahl faisaient connaissance, un jeune syndicaliste du Costa-Rica, Luis Alberto Monge Alvarez, assistait à la conférence de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), qui se tenait cette année-là à San Francisco. Son pays, qui allait devenir une oasis de paix dans une région troublée, sortait tout juste de la période la plus agitée de son histoire. Après une campagne fort mouvementée, les élections présidentielles, qui venaient de donner la victoire à un candidat d'opposition, avaient été annulées. Un jeune ingénieur, qui s'était déjà fait connaître antérieurement par ses vives critiques contre la politique et la corruption du parti jusqu'alors en place, José Figueres Ferrer, avait à ce moment-là pris la tête d'une insurrection puis, deux mois plus tard, de la junte provisoire qui s'était formée en attendant de remettre le pouvoir au président régulièrement élu. Mais, en quelques mois, la junte avait pris des mesures spectaculaires. L'armée avait été dissoute, les banques nationalisées, le parti communiste déclaré hors la loi.

A San Francisco, Monge noua des contacts qui se poursuivirent plus tard à Genève, où il fut affecté au siège de l'OIT, et lui donnèrent l'occasion de se rendre plusieurs fois à Caux. Il était à ce poste depuis quelques mois lorsqu'en 1950 José Figueres et deux autres compatriotes vinrent lui rendre visite pour évoquer avec lui la situation politique et les besoins de leur pays. Il les emmena tous les trois à Caux au mois de septembre et là, dira-t-il plus tard, "nous prîmes conscience de notre responsabilité, ce qui nous conduisit à fonder un nouveau mouvement politique, lequel vit le jour un an après, en octobre 1951 et (...) prit la forme d'un parti démocratique". Ils réfléchirent ensemble à ce qui pourrait être fait pour libérer les pays d'Amérique latine de quelques fléaux qui affligent la plupart d'entre eux : les dictatures, l'exploitation des Indiens, la division des travailleurs... Les quatre hommes devaient tous devenir, à tour

de rôle, président de la République du Costa Rica et Figueres devait l'être à trois reprises.

Ce fut Figueres qui, un peu plus tard, en décembre 1951, accueillit et guida à San José, la capitale, les trois envoyés de Frank Buchman qui venaient annoncer et préparer l'assemblée de Miami. Il prit part lui-même à cette assemblée, qui offrait, déclara-t-il, "un aiguillon suscité non par une crainte collective, comme à la guerre, mais par un espoir commun de paix".

Un point saillant de la rencontre de Miami devait être le compte-rendu, fait par des membres de trois compagnies aériennes américaines, des événements que ces dernières venaient de traverser un an auparavant. Les compagnies National Airlines, Eastern Airlines et Panamerican World Airways, empêtrées dans des conflits sociaux interminables et ruineux, en étaient sorties avec une rapidité surprenante à la suite d'une intervention de quelques hommes, dont l'effet s'était propagé de l'une à l'autre⁴. Les agents de Panamerican décidèrent de faire un pas de plus et d'aller faire connaître leur expérience dans les villes d'Amérique du Sud desservies par leur réseau.

Ils s'arrêtèrent notamment au Guatemala, où le représentant local de la "Panam", impressionné par le règlement du conflit qui avait affecté la compagnie aux Etats-Unis, invita un groupe de délégués syndicaux de son entreprise à se rendre à l'assemblée de Mackinac avec le chef du personnel. Mais aucun d'entre eux ne semblait intéressé. La violente opposition d'éléments communistes à cette invitation en intrigua pourtant certains. Au nom de quelques-uns de ses camarades, l'un d'eux, Luis Puig, militant du Parti d'Action Révolutionnaire, qui occupait le poste de secrétaire des conflits, proposa d'envoyer une délégation pour voir de quoi il s'agissait. Il provoqua un vacarme de protestations, entendit fuser les mots de traître et de vendu et sentit un objet dur pressé contre ses côtes, dont il ne sut jamais si c'était vraiment un revolver, tandis qu'on lui présentait une feuille

⁴ Voir en annexe un extrait d'une lettre du journaliste Peter Howard, qui évoque le règlement du conflit des National Airlines.

blanche. "Signe ! - Qu'est-ce que je dois signer ? - Ta démission." Il s'exécuta.

Mais avec quelques autres, poussés comme lui par la curiosité, il se rendit malgré tout à Mackinac. Il y rencontra une foule de gens disparates, venus de tous les coins du monde et des milieux les plus divers, apparemment unis par le désir de travailler ensemble à l'avènement d'un monde meilleur. Y avait-il là un facteur de changement authentique ?

Peu après son arrivée, quelqu'un l'invita à rencontrer Frank Buchman. Voilà qui allait l'éclairer, lui permettre de poser au grand manitou quelques bonnes questions dialectiques et de voir comment il s'en tirerait.

"Je vous présente Luis Puig, du Guatemala, dit l'introducteur.

- Vous a-t-on offert du thé ? demanda Buchman.

- Non.

- Francis, donne-lui une tasse de thé, reprit Buchman, et emmène-le à la préparation de la réunion de cet après-midi.

Un peu désarçonné de n'avoir pu placer ses questions, Puig se dit qu'après tout, c'était aussi bien ainsi. Il allait voir d'un seul coup tout l'état-major du mouvement et découvrir comment les choses se manigançaient. Il retrouva en effet Frank Buchman au milieu de tout un groupe, demandant ce qu'il advenait d'un tel et d'un tel, s'informant de leur santé, donnant en fin de compte l'impression de bavarder avec des amis plus que de tirer des plans de bataille. S'adressant à l'un des participants, Buchman lui demanda :

"Avez-vous surmonté la faiblesse dont nous avons parlé l'autre jour ?

- Oui, j'ai changé sur ce point.

- Alors c'est vous qui conduirez la réunion de cet après-midi.

Rires.

- Quel en sera le thème ? demanda l'intéressé.

- Le transport aérien montrera la voie", répondit Frank Buchman, qui ajouta aussitôt : "Vous prendrez Luis Puig avec vous sur l'estrade et vous lui donnerez la parole".

Plusieurs pilotes américains racontèrent comment leurs compagnies étaient sorties du long conflit interne qui les déchirait. Luis Puig, quant à lui, n'arrive pas à se rappeler ce qu'il a bien pu dire ce jour-là.

Le lendemain, Puig faisait la connaissance d'un militant communiste italien, Angelo Pasetto. Là, au moins, Puig allait retrouver quelqu'un avec qui il serait possible de se comprendre. Et voilà que Pasetto se met à lui parler de Dieu. Puig sursaute :

"Comment pouvez-vous me parler de Dieu, vous qui avez reçu, comme moi, une formation basée sur le matérialisme historique ?

- Vous travaillez dans l'électronique, n'est-ce pas ? Lorsque vous entrez dans une pièce, que vous tournez le bouton électrique et que la lumière ne s'allume pas, qu'est-ce que ça veut dire ?

- Peut-être que l'ampoule est grillée ou qu'un fusible a sauté.

- Eh! bien, vous tournez l'interrupteur qui est en vous, vous ne voyez pas de lumière et vous en concluez que Dieu n'existe pas, au lieu de chercher où se trouve le court-circuit dans votre vie".

Pasetto se mit à rire et Puig partit furieux.

Un peu plus tard, un Anglais offrit à Puig de se donner ensemble un temps d'écoute silencieuse et de noter chacun ce qui lui viendrait à l'esprit. Puig tenta d'éluder la proposition. L'Anglais insista et Puig finit par accepter mollement un rendez-vous pour le soir même à 18h. dans une certaine pièce. Mais il n'avait aucune envie de s'y rendre et il suggéra à ses compagnons du Guatemala d'aller dîner à l'extérieur et de ne revenir qu'ensuite pour assister à une soirée théâtrale. En rentrant vers 20h., il s'arrangea pour passer avec le groupe par la pièce où l'Anglais lui avait donné rendez-vous. Il pourrait ainsi lui dire qu'il était venu à l'endroit convenu - sans préciser à quelle heure - et qu'il ne l'y avait pas trouvé. Quand il ouvrit la porte, l'Anglais était là, qui l'attendait. "Ah! dit-il, avec un grand sourire et sans un mot de reproche. Magnifique! Vous avez amené les membres de votre délégation. Recueillons-nous donc tous ensemble." On s'assit en rond et chacun des hôtes, y compris le directeur du personnel de l'escale

guatémaltèque de la Panam, eut des pensées qui touchaient un point sensible de sa vie.

Puig, pour sa part, pensa qu'il devait faire trois choses : rendre certains objets qu'il avait dérobés, remettre en ordre ses relations avec une fille, demander pardon à sa mère pour ses ressentiments envers elle. Ses parents avaient divorcé quand il avait six ans. Le juge avait décidé que la fille irait avec sa mère et le fils avec son père. Personne ne lui avait rien expliqué et Luis avait cru longtemps que sa mère l'avait abandonné. Quand ses camarades de classe l'interrogeaient au sujet de sa mère, il ne savait que répondre. Il avait fini par dire qu'il n'avait pas de mère. Sa rancune envers sa mère s'était bientôt muée en haine de la société. Il avait dix-sept ans lorsqu'en juin 1944, le président du Guatemala, au pouvoir depuis 1931, dut démissionner sous la pression d'une agitation sociale, pour céder la place à une junte. Le jeune Luis prit part à une révolte populaire qui renversa à son tour cette dernière dès le mois d'octobre. Deux mois plus tard les élections portaient triomphalement à la présidence un universitaire exilé, Juan José Arevalo, inaugurant une période de régime démocratique réformiste.

Parti à Mackinac avec des préoccupations d'ordre social et politique, Puig en revint avec des décisions très personnelles. Mais celles-ci devaient, à leur tour, avoir des répercussions beaucoup plus générales. A son retour, il partit à la recherche de sa mère, se réconcilia avec elle, renoua avec sa soeur et ses demi-frères. Il entreprit, là où il avait blessé des gens, menti, volé, de réparer ce qui pouvait l'être par un aveu ou une restitution. Du même coup, sa vision des problèmes de l'Amérique latine évolua. La première condition d'une action réaliste n'était-elle pas de mettre ses actes en conformité avec les idéaux dont on se réclamait ? Les réformes voulues par ses amis marxistes lui semblaient toujours justes, mais les méthodes contestables. De leur côté, les catholiques, tout en se réclamant de la doctrine sociale de l'Eglise, faisaient constamment cause commune avec les grands propriétaires et le patronat. Luis Puig sentit qu'il lui fallait transmettre aux uns et aux autres le message qu'il avait reçu.

En Uruguay

Originaire de Saint-Sébastien, José Alonso avait été pendant plusieurs années champion de tennis d'Espagne, jusqu'à ce qu'il fût battu par son frère Manuel. Au début des années 1920, les deux frères avaient été envoyés aux Etats-Unis pour disputer la coupe Davis au nom de leur pays. Ils furent battus par les Australiens. Mais José resta aux Etats-Unis. Il y rencontra et épousa Irène, une jeune fille de l'Ohio. Le ménage eut deux enfants, un garçon et une fille, Jeanette. Son métier d'ingénieur civil obligeait José à déménager souvent. Un de ces transferts l'amena en 1948 à Buenos Aires et, deux ans plus tard, à Montevideo.

Irène avait un caractère affirmé. Sur la façon dont sa fille devait se conduire, sur ce qu'elle devait faire et ne pas faire, elle avait des idées bien arrêtées, qui ne coïncidaient pas avec celles de Jeanette. De là des éclats de voix, des portes claquées et des jours de silence glacial. La situation empira lorsque des jeunes gens entrèrent en scène. L'un d'eux, nommé Carlos, commença à prendre possession du coeur de Jeanette. Il était élégant, dansait merveilleusement le tango et avait une éblouissante personnalité. Arpenter les rue à son bras gonflait Jeanette de fierté. Que ses parents fussent totalement opposés à cette relation ne rendait celle-ci que plus excitante. Travaillant à l'époque pour un journal où elle s'occupait, entre autres choses, de la chronique mondaine, Jeanette avait une excellente raison de sortir presque tous les soirs et de rencontrer Carlos constamment. Ainsi commença une double vie de cachotteries et de mensonges.

Là-dessus, la bombe éclata. Les parents décidèrent tout d'un coup qu'il était temps pour Jeanette de finir ses études aux Etats-Unis. Elle suivrait les cours de journalisme de l'université du Missouri. La date était fixée, le billet pris. Alors, la veille du départ, Carlos et Jeanette scellèrent leurs fiançailles par une cérémonie romantique. Suivirent deux années d'études et de lettres quasi quotidiennes, avec une photo de Carlos trônant sur la table ; avec aussi, à mesure que le temps passait, un soupçon de doute qui s'insinuait dans le coeur de Jeanette. Un mois avant la date de

remise des diplômes, Jeanette apprit la mort soudaine de sa grand-mère dans l'Ohio. Irène vint pour les obsèques. Il y eut une nouvelle confrontation animée entre mère et fille. Celle-ci exposa avec précision ce qu'elle voulait faire de sa vie : elle épouserait Carlos, quoi qu'il advienne ; Carlos avait acheté son billet de retour en Uruguay, s'occupait des préparatifs de mariage et cherchait leur futur logement. Quant à ses parents, ils cesseraient de dominer sa vie. Irène se voyait perdre sa fille après sa mère. Jeanette, de son côté, était si pétrie d'orgueil que sa position demeurerait inflexible, bien qu'elle commençât, par moments, à n'être plus tout à fait sûre d'elle.

C'est alors qu'une amie, à laquelle Irène livra ses angoisses, suggéra que Jeanette et elle aillent toutes deux à Mackinac, où s'était ouvert un centre analogue à celui de Caux et où une session était justement en cours. L'idée plut à Jeanette, bien que l'invitation vînt de son irritante mère. Peut-être y aurait-il des chevaux, sa passion. De toutes façons, quelques jours de repos pour échapper vers le nord à la chaleur de l'été ne feraient pas de mal.

De la fraîcheur, il y en avait, mais en fait de repos, Jeanette se retrouvait dès le second jour à faire la cuisine pour deux cents personnes ! Ce qui la frappa le plus fut l'atmosphère qui régnait là, parmi des gens de tous âges et de toutes croyances, qui semblaient unis par un but commun. Ils parlaient d'eux-mêmes avec une ouverture et une simplicité qu'elle n'avait jamais rencontrées auparavant. Ils irradiaient la joie de gens qui avaient trouvé un sens à leur vie. Leurs idées n'avaient rien de bien original : revenir à quelques valeurs fondamentales et commencer par les respecter soi-même, prendre le temps de chercher la volonté du Tout-Puissant pour chacun. Mais les mettre en pratique était une autre affaire. Prise entre ses doutes sur son avenir auprès de Carlos avec des projets de mariage imminent et sa fierté qui se rebiffait à l'idée qu'elle pourrait avoir tort, Jeanette était complètement décontenancée. Il lui fallait absolument y voir clair avant de quitter cette île.

Elle s'assit et attendit, espérant que lui viendraient quelques lumières. Il en vint, mais pas celles qu'elle aurait

souhaitées. Sa première pensée fut de demander pardon à sa mère pour ces années de révolte, son orgueil obstiné et les moments où elle l'avait détestée ; la seconde, de lui avouer certaines choses qu'elle lui avait dissimulées. Ces pensées étaient si inconfortables qu'elle les écarta vivement. Mais elles revenaient obstinément. Après plusieurs jours d'un combat intérieur épuisant, la mère et la fille, soudain, se trouvèrent ensemble et seules. Quelque chose en Jeanette lui dit : "c'est le moment" et lui donna la force de parler.

Alors, à sa grande surprise, Irène se mit à pleurer et, dans ses larmes, à lui demander pardon elle aussi : "J'ai toujours voulu te contrôler, j'avais peur que tu ne fasses les fautes que j'ai faites quand j'avais ton âge. Mais à présent, si tu laisses Dieu diriger ta vie, tu n'as plus besoin de personne pour te contrôler. Et si tu crois vraiment que Carlos est l'homme que tu dois épouser, tu as ma bénédiction". Jeanette n'en revenait pas. Elles tombèrent dans les bras l'une de l'autre. Le mur de glace avait fondu.

Jeanette découvrait que la révolte, qui obscurcissait son esprit, était devenue sans objet. Elle réalisait, à sa honte, qu'elle avait inconsciemment utilisé Carlos, toutes ces années, comme un instrument de vengeance contre ses parents, qu'elle lui devait de profondes excuses et qu'en toute justice elle devait rompre leur engagement et lui rendre sa liberté. Ce qu'elle avait éprouvé pour lui, elle s'en apercevait maintenant, n'était pas de l'amour mais de la fascination, puis elle avait exploité les sentiments qu'il avait pour elle. Quand elle lui eut écrit, ce fut comme si une tonne de briques était tombée de ses épaules. Bientôt atteint par les nouvelles de ce qui arrivait aux siens à Mackinac, José les y rejoignit avec son fils. Ce fut la plus joyeuse réunion de famille qu'ils eussent jamais eue. Dix ans plus tard, l'ancienne étudiante en journalisme devait épouser un journaliste uruguayen, Omar Ibargoyen, qui, de son côté, se consacrait alors entièrement à l'action qui avait touché et transformé sa femme.

AUTOUR DE SÃO PAULO

A Santos, port du café

Au moment où les quatre envoyés de Frank Buchman débarquent pour la première fois à São Paulo, le point chaud entre tous est le port de Santos, à une heure et demie de là. Dès le début, ils y passent une grande partie de leur temps. Le premier contact est un peu rude et il arrive à certains d'entre eux d'éprouver un sentiment de crainte physique lorsqu'ils se trouvent, à l'heure où s'achève la journée de travail, au milieu d'une marée de dockers, dont un certain nombre ont une mine patibulaire. Mais ils sont guidés dans les docks par quelques travailleurs du port qui ont pris part à l'assemblée de Miami. Le soir, ils vont voir chez eux certains de leurs leaders et, le dimanche, ils en reçoivent qui viennent, parfois en famille, réfléchir avec eux à ce qu'on pourrait faire pour transformer la vie du port. Les propos de ces hommes révèlent l'ampleur du fossé qui les sépare de la direction : "Ce n'est pas une question de salaire. Quoi que nous demandions, la réponse est non.0 Défiance, peur et haine, voilà de quoi sont faits nos rapports. Nous sommes traités moins bien que des machines." Mais leur esprit révolutionnaire a vite fait de saisir la portée de ce que leur laisse entrevoir le langage inhabituel de leurs visiteurs. Lors d'un meeting que ces derniers suscitent au coeur des docks le 20 avril 1952 et qui rassemble quatre cents personnes, l'ancien président du syndicats des dockers fait venir sur l'estrade son ennemi juré, un conseiller municipal qui le dépasse de 30 centimètres, et il lui demande pardon de ses torts. C'est une réconciliation spectaculaire, tout à fait dans le goût populaire brésilien, avec des larmes et des flots d'émotion. Cette réunion est aussi un détonateur, qui met en branle beaucoup de bonnes volontés.

Les jeunes compagnons s'emploient à nouer dans le même temps des relations avec les employeurs. L'un d'eux est invité au Rotary pour parler de ce qu'ils font. De fil en aiguille, on les fait venir au conseil de l'organisation patronale des docks. Une meilleure atmosphère commence à s'établir entre le président du syndicat des dockers et le directeur du personnel. Elle ne suffit pas à mettre le climat au beau fixe d'un seul coup, mais elle permet de résoudre de multiples petits problèmes et d'éviter quelques gros conflits.

Aussi importants que le port sont, à Santos, les entrepôts de café. Un ami des Villares y introduit les jeunes envoyés de Frank Buchman. Il les met notamment en rapport avec l'Association Commerciale, un organisme à mi-chemin entre une fédération patronale et une chambre de commerce. C'est un haut lieu du capitalisme pur et dur. Au nombre de ceux qui ont participé en 1952 à l'assemblée de Miami figure un homme d'affaires d'origine suisse du nom de Wysling, honni des syndicats. Y ont également pris part des responsables du syndicat ouvrier des entrepôts de café, dont un ancien président, Carlos Anselmo, secrétaire local du parti socialiste⁵. Ce dernier n'avait jamais rencontré Wysling auparavant, si ce n'est pour échanger avec lui quelques propos acerbes. C'est à Miami qu'ils se sont pour la première fois retrouvés côte à côte. Les organisateurs de la conférence leur avaient demandé de bien vouloir, en leur qualité de Brésiliens et de professionnels du café, préparer le café pour tous les participants. Une pointe de fierté patriotique les avait poussés à surmonter leur antagonisme pour faire ensemble le meilleur café possible. De retour à Santos, ces deux hommes se revoient et la confiance qui naît entre eux se diffuse du haut en bas de leurs organisations respectives.

Les leaders syndicaux n'en doivent pas moins surmonter une vive opposition interne. Au début de l'été 1952, pendant que certains d'entre eux séjournent à Mackinac, une fraction

⁵ C'est au Brésil, à cette époque, un petit parti. La plupart des ouvriers adhèrent au Parti des Travailleurs Brésiliens, fondé par Getulio Vargas.

extrémiste, suivant une stratégie de rupture, fait adopter une plateforme de revendications exorbitantes, de nature à rendre tout accord impossible. Il leur faut batailler au retour pour faire annuler les résolutions prises en leur absence et convaincre leurs troupes de limiter leurs demandes à ce qui leur paraît juste. Après quoi ils engagent des négociations qui aboutiront à de notables avancées sociales, telles qu'un premier contrat collectif de travail - le patronat n'avait jusqu'alors jamais voulu en entendre parler - et à une substantielle amélioration des fiches de paye des ouvriers. Deux mois plus tard, le président du syndicat des employés de bureau lance à son tour un pavé en réclamant une hausse de salaires de 50%. Son homologue du syndicat ouvrier va le voir, lui parle des nouvelles relations qu'il a établies avec la direction et des conditions qui viennent d'être signées, les meilleures jamais obtenues. Résultat : une lettre entièrement différente est adressée aux employeurs. Accompagné de Louis Laure, il va voir le président de la fédération patronale pour organiser une réunion avec le président des employés. Non seulement une grève est évitée, mais une ambiance toute nouvelle est créée et un accord bientôt conclu.

Là comme ailleurs, le changement social passe par des changements personnels. L'une des premières décisions que Carlos Anselmo se sent appelé à prendre n'a rien à voir avec les relations entre patrons et ouvriers. Elle consiste à restituer un violon qu'il avait emprunté et qu'il n'avait nulle intention de rendre: ce débardeur costaud et militant combatif est aussi un amateur de musique classique. Sa femme, de son côté, va voir le directeur d'un grand magasin pour lui avouer qu'elle a volé quelques articles et demander à en payer le prix. Le directeur ne sait comment comptabiliser la recette. "Donnez cette somme à une oeuvre, dit-il. - Vous la donnerez vous-même", répond-elle, en laissant l'argent entre ses mains. Les Anselmo sont des Noirs. En principe, il n'existe pas de préjugés raciaux au Brésil. Personne pourtant n'est étonné, lors d'une réunion à la maison de campagne des Diederichsen, le *Sítio das Figueiras*, de voir Mme Anselmo fondre en larmes en déversant tous ses sentiments d'infériorité comme femme de couleur sans grande éducation, qui appréhendait de rencontrer les *gran finos*, les gens raffinés du grand monde. Ses

enfants de dix-neuf et dix-sept ans ne voulaient pas qu'elle accepte l'invitation, de peur qu'elle ne se trouve humiliée. Tout au contraire, le ménage repart à Santos exultant d'avoir vécu deux jours au sein d'une "société sans classes ni races". L'année suivante, pendant un séjour à Caux de Carlos, des gens qui ne lui veulent pas de bien viennent cuisiner son fils pour récolter ce qu'ils peuvent trouver comme vilaines histoires à raconter sur son compte. A son retour Carlos est ainsi amené à se montrer plus sincère sur son passé qu'il ne l'avait jamais été avec les siens, ce qui aboutit à resserrer davantage encore l'unité de son ménage et de sa famille. Il décide de donner le salaire d'une journée chaque mois pour soutenir l'action de la petite équipe venue travailler à Santos sans rétribution.

Par la suite, Carlos est conduit à faire une coûteuse réparation. Il décide de restituer, majorée des intérêts, une somme qu'il a détournée sur les fonds du syndicat plusieurs années auparavant et de rendre publique, à ses frais, sa lettre d'excuses dans l'un des principaux journaux de Santos⁶. Il s'y déclare prêt à assumer toutes les conséquences que pourrait comporter son acte. Il ajoute qu'il n'est pas motivé par la peur ou le remords et qu'il réalise le tort que sa démarche peut porter à sa réputation. Mais ce qui le préoccupe, ce sont les conséquences de sa façon de penser et de vivre. Il ne veut pas participer à la maladie du monde mais à sa guérison et, pour cela, remettre en ordre dans son passé ce qui peut l'être. Cette lettre déclenche les commentaires. Certains y voient une manoeuvre de Carlos, qui aurait, paradoxalement, inventé cette histoire de vol pour se donner, en réparant son forfait, une image d'honnêteté et une chance de se faire élire au conseil municipal. Son cas est discuté un dimanche pendant une heure au syndicat. Quelqu'un propose même d'en saisir la police : c'est ainsi qu'on doit traiter un voleur, si éminent soit-il. Carlos décide de reconnaître les faits sans chercher à se défendre. Contre toute attente, sa défense est prise par un homme qui n'est pas de son bord : "Vous ne comprenez pas du tout ce qui se passe. Carlos a eu le courage de faire ce que je n'aurais jamais fait moi-même. Carlos est né à un nouvel esprit". Il conclut : "Que celui qui est

⁶ *A Tribuna*, 12 juin 1955.

sans péché lui jette la première pierre". Un vote massif classe l'affaire.

Carlos et ses camarades ont à coeur de partager ce qu'ils ont appris et de communiquer à d'autres la vision nouvelle qui les anime. C'est ainsi qu'un jour de mars 1953, quelques-uns d'entre eux se font inviter par l'Association Commerciale. Ils présentent leurs excuses pour le tour hargneux souvent donné à leur action et parlent du chemin sur lequel ils se sont engagés, allant au-delà du capitalisme et de la lutte des classes. On les sent aussi tendus et réfléchis que des athlètes avant une compétition, tandis que les auditeurs retiennent leur souffle en écoutant ces hommes, tous connus pour leur passé d'agitateurs, exprimer leurs convictions.

Quelques semaines plus tard, le président nouvellement élu de la Fédération nationale des Transports routiers, secrétaire du parti socialiste, qu'on se serait attendu à voir rejeter sur les capitalistes la responsabilité de tout ce qui ne va pas, explique aux représentants de dix-huit syndicats : "Le Brésil sombre dans la malhonnêteté, non seulement celle des requins haut placés mais encore celle qui, multipliée par millions, produit l'état de chaos dans lequel nous nous trouvons. La voie est tracée : il nous faut personnellement accepter la discipline de principes moraux afin que nous soyons à même de l'exiger des autres."

Lors d'une vague de grèves qui déferle à la même époque dans l'industrie de la région, plusieurs tentatives sont faites, à coups de tracts et de discours, pour organiser une grève de solidarité parmi les dockers, "avant-garde du prolétariat brésilien". En l'absence du président, c'est le secrétaire du syndicat, un des hommes venus à Mackinac, qui doit faire face à la situation et la grève n'éclatera jamais. "Nous n'avons pas marché, explique l'un de ses lieutenants avec simplicité, parce que nous avons trouvé une solution qui nous paraît meilleure et nous voulons l'essayer."

Au beau milieu de cette agitation, les présidents de vingt-neuf des trente-sept syndicats de Santos rédigent et signent une "déclaration de principes" destinée au gouverneur de l'Etat de São Paulo. "Nous sommes convaincus, peut-on y lire, que le but des syndicats n'est pas seulement d'être un instrument de protection

économique des travailleurs et une arme de combat contre le capitalisme; nous voulons à travers eux créer une force morale et spirituelle organisée, capable par son action d'exercer son influence dans la nation et d'instaurer la paix à l'intérieur comme à l'extérieur de nos frontières." De telles déclarations, qui reflètent un profond changement d'attitude, ne manquent pas d'impressionner de nombreux hommes d'affaires et attirent bientôt l'attention des grands quotidiens de São Paulo. Le gouverneur, quant à lui, se laissera inviter deux mois plus tard à la maison de la rue des Français.

Dans les cités industrielles

Par les liens qu'ont les Villares avec les milieux industriels, les idées qui se répandent dans le port et les entrepôts de Santos gagnent d'autres branches dans toute la région. Elles touchent notamment les usines textiles du groupe Kowarick à Santo André, au sud-est de São Paulo. L'action d'un homme suffit parfois à changer le climat de toute une usine. Il en va ainsi de Pericles Martins, nommé chef du personnel d'une fabrique textile de 800 ouvriers après être revenu lui aussi de Mackinac. Il se rend compte qu'il lui faut commencer par remettre en ordre certaines relations et, en particulier, par faire la paix avec son grand ennemi, un technicien allemand du département de tissage. Les deux hommes en étaient arrivés à s'éviter systématiquement. Pericles décide d'aller lui présenter des excuses pour son attitude passée. La nouvelle fait aussitôt le tour des ateliers, tant l'animosité des deux hommes était connue de tous.

A partir du mois de novembre 1952, Pericles se met à organiser, dans une section de l'usine après l'autre, une série d'entretiens, groupant chacun, pendant une heure, vingt à trente ouvriers et agents de maîtrise volontaires, pour aborder de front tout ce qui touche à l'état d'esprit dans l'entreprise. Une demi-heure est prise sur le temps de travail, une demi-heure sur le temps libre des salariés. Après des sourires sceptiques et quelques moqueries, s'amorce bientôt une réaction en chaîne : des ouvriers se réconcilient avec des camarades de travail, avec leurs contremaîtres, leurs voisins, leurs femmes. Deux ouvrières

travaillent ensemble au contrôle des pièces d'étoffe. Celles-ci glissent sur un cylindre de telle façon que le travail de l'une et de l'autre doit se faire à la même vitesse. Or ces deux femmes se haïssaient au point que leur production et...leur salaire étaient tombés à 25% de la normale. L'une des ouvrières, après une des séances montées par Pericles, se résout à faire le premier pas pour rompre la glace, à la suite de quoi le salaire des deux femmes remonte de 500 à 2.000 cruzeiros par mois.

De vieux problèmes qui traînaient depuis des années et qui entravaient la bonne marche des ateliers se règlent à travers un regain de sincérité et quelques sacrifices d'amour-propre. Certains ouvriers viennent s'excuser de leur attitude passée dans le bureau du grand patron, Alberto Kowarick. Celui-ci en est bouleversé. Il est originaire de l'empire austro-hongrois, plus précisément de Slovaquie. C'est un patron à la mode d'autrefois. Il ne tolère aucune faute et il attend de son personnel une loyauté sans faille. Très lié à Luiz Villares, il s'est laissé entraîner à prendre part à la rencontre de Mackinac de juin 1952 et il commence à ouvrir les yeux sur ce que pensent ses salariés. Un litige opposait depuis longtemps la direction au syndicat au sujet d'une gratification de fin d'année. Kowarick avait affirmé péremptoirement qu'il ne la payerait jamais, à moins d'y être contraint par les tribunaux. Six semaines plus tard, le 23 décembre, il convoque Pericles et lui annonce qu'il a décidé, devant l'état d'esprit nouveau qui règne parmi le personnel, de verser à tous une gratification pour Noël de 75% du salaire mensuel, alors que le syndicat réclamait 50%.

Le département de finissage était un centre d'agitation d'où était partie en 1947 une grève que le patron n'avait pas encore pardonnée à ses ouvriers. Ceux-ci avaient abandonné leurs machines en marche et il y avait eu pour des centaines de milliers de cruzeiros de dégâts. Au cours d'une réunion, le chef de ce département avoue qu'il a été mis à ce poste non pour sa compétence technique mais parce qu'il est un "dur", capable de mener les hommes d'une main de fer. Durant les années suivantes, sa vie a été un calvaire, marquée par la tension, la peur et même un jour une menace de mort. L'atmosphère de ce département change à tel point qu'Alberto Kowarick, qui n'y avait plus remis les pieds depuis cette fameuse grève, y refait une apparition

inopinée. Les ouvriers stupéfaits arrêtent le travail, se demandant ce qui ne va pas et quels reproches on va leur asséner. Au lieu de cela, le patron se dirige vers un ouvrier, lui pose des questions sur sa famille, son travail, suggère de modifier sa machine pour lui faciliter la tâche...Le personnel n'en croit pas ses yeux. Dans un autre atelier, un contremaître va voir Kowarick pour une franche explication sur les réactions qu'ont suscitées des décisions de la direction jugées arbitraires. Ils discutent deux heures, alors que peu auparavant le patron considérait cet homme comme un des éléments les plus difficiles de l'établissement et avait déclaré qu'il ferait mieux de ne jamais se montrer dans son bureau.

C'est à Jundiai, à une centaine de kilomètres au nord-ouest de São Paulo, du côté opposé à celui de Santo André, que sont implantés les établissements textiles Argos, dont le frère de Leonor Villares, Ernesto Diederichsen, est le patron. Avec 1.400 salariés, ce dernier est le premier employeur de la ville. Il est revenu de Caux avec un gros problème à l'esprit. Les fournitures à l'armée représentaient près du tiers de son chiffre d'affaires et une proportion plus importante encore de son bénéfice. A son retour de Suisse, il a décidé de ne plus donner de dessous-de-table, moyennant quoi il a perdu ses marchés militaires. Mais il a aussi changé radicalement d'attitude à l'égard de son personnel, avec lequel il n'avait eu pratiquement aucun contact auparavant en dehors des rapports de service. Il s'est mis à entretenir des relations personnelles avec ses directeurs. Il a institué une réunion hebdomadaire avec les contremaîtres. Il a décidé de passer quatre jours par semaines dans ses usines. Il a gagné ainsi le dévouement de ses salariés.

Il en mesure le prix lors de la vague de grèves qui submerge pendant un mois la région de São Paulo en mars et avril 1953. Les échauffourées se succèdent, réprimées à coups de grenades lacrymogènes et d'arrestations. L'extension du mouvement à Jundiai a été préparée par des éléments venus de la grande métropole. Un matin de bonne heure, pressentant quelque chose, Ernesto Diederichsen descend dans la rue pour voir ce qui se passe. Il rencontre bientôt des groupes d'ouvriers de son entreprise qui, manifestement noyautés, ont reçu l'ordre de ne pas

se présenter à leurs postes. Il se dirige résolument vers eux, engage la discussion et les désarme par son calme et sa détermination d'examiner tous les problèmes sur une base de totale honnêteté. Si les organisateurs du mouvement réussissent à interrompre le travail dans certains établissements, ils sont mis en échec au point névralgique, c'est à dire chez Argos. Certains éléments parviennent à y pénétrer et à arrêter des machines, mais les ouvriers de la fabrique les remettent aussitôt en marche. Les ouvrières, intimidées, sortent par une porte et rentrent par une autre. Après trente-six heures d'affilée où Ernesto ne cesse de recevoir des délégations et de garder le contact avec ses hommes, contrairement à d'autres patrons qui se sont prudemment retirés à São Paulo, 95% des ouvriers d'Argos sont au travail et la grève à Jundiaí n'est plus qu'un mouvement sporadique.

A Santo André aussi, où Alberto Kowarick a décidé, peu de temps auparavant, d'accorder de substantiels avantages à son personnel, quelques raids sont lancés depuis São Paulo mais ils n'aboutissent pas. Si la grève était survenue plus tôt, confie un contremaître à ses amis, quelle bonne occasion c'eût été pour beaucoup de régler de vieux comptes!

Tout comme à Santos, ceux qui ont fait ces expériences sont prêts à les livrer pour qu'elles puissent servir à d'autres. C'est ainsi qu'un soir de janvier 1953, Pericles arrive de Santo André à la rue des Français avec des membres de sa famille et deux agents de maîtrise de l'usine, rejoints par des syndicalistes et des industriels du café venus de Santos, pour y retrouver à dîner le ministre du Travail et le vice-président du Parlement de l'Etat de São Paulo, le directeur d'une station de radio et quelques autres invités. Le ministre devient un habitué de ces rencontres. Au cours de l'une d'elles, il admet, devant les ouvriers et les industriels présents, que, fils d'une lavandière, il a eu beaucoup de peine à ne pas réserver son intérêt et sa sympathie aux seuls travailleurs.

Au mois de juin les ouvriers des établissements Kowarick reprennent l'initiative sur une grande échelle en organisant un dîner de cinq cents personnes au siège du syndicat des travailleurs

de la métallurgie, de la mécanique et du matériel électrique de Santo André, pour faire connaître à d'autres le nouvel esprit qui est à l'oeuvre dans leur entreprise, ainsi qu'à Jundiai et à Santos. Les convives sont placés de telle manière que chaque ouvrier ou responsable syndical soit assis à côté d'un employeur, d'un cadre ou d'un fonctionnaire. C'est une fois de plus Pericles qui dirige la soirée en donnant successivement la parole à des participants venus de différentes usines et de différentes villes, des ouvriers et des patrons et même certaines de leurs épouses, qui font le lien entre ce qui s'est passé à l'atelier ou au bureau et à la maison.

AVEC LES DOCKERS DE RIO DE JANEIRO

Des luttes fratricides...

L'action qui a commencé à s'étendre dans la région de São Paulo ne tarde pas à atteindre Rio de Janeiro. Quelques hommes s'en font les instruments. L'un d'eux n'est autre que Nelson Marcellino de Carvalho, celui qui, un peu plus tard, amorcera le retournement de Francisco de Souza⁷. Il est né dans une famille pauvre de Rio. Son père, chauffeur dans les soutes des cargos de la marine marchande brésilienne, est mort jeune de la tuberculose. Nelson lui-même est entré dans les services du port à quatorze ans et a inauguré pour l'occasion son premier pantalon long. Au début, son déjeuner consistait le plus souvent en bananes trop mûres que les marchands de légumes allaient mettre au rebut. Bien qu'en grande partie autodidacte, Nelson a fait peu à peu son chemin dans le port et s'est vu confier des responsabilités croissantes. Il est ainsi devenu le chef de l'entrepôt de bagages, auquel il incombe de décharger les bagages des passagers des paquebots. C'est un poste recherché. Le prédécesseur de Nelson s'est retiré fortune faite, grâce aux nombreux bakchichs acceptés pour faire échapper des valises au contrôle de la douane. Nelson, justement, a voulu à tout prix sortir de la pauvreté de son enfance et il a de gros besoins d'argent. C'est un amateur de voitures dernier cri, un grand joueur, aux courses comme aux cartes, un expert en whisky, dont il sait reconnaître au goût une douzaine de marques. Il est marié et a une petite fille. Il a aussi, comme beaucoup d'autres, plusieurs maîtresses.

⁷ Cf. prologue.

A cette époque, les soins, les hôpitaux, l'assurance-maladie, le contrôle des conditions de travail, sont organisés par profession. Pour les métiers de la mer - marins, dockers, etc. - l'organisme compétent est l'*Instituto dos Maritimos*. Nelson est membre de son comité national, ce qui le conduit à se rendre en inspection dans différents ports. C'est ainsi que, lors d'une visite à Santos, il entre en contact avec les dockers et les travailleurs des entrepôts, qui lui parlent de ce qui est en train de se passer chez eux. Ils l'invitent avec un de ses collègues à les retrouver un week-end au *Sítio das Figueiras* des Diederichsen. Ils y sont rejoints par des ouvriers de Santo André. Les uns et les autres racontent comment ils ont résolu des conflits en dépassant leurs intérêts propres et en mettant de côté leurs ambitions personnelles.

Nelson retient son souffle. Pendant ce week-end, il fait la connaissance de Vincent Vercuski, l'un des quatre membres de la petite escouade venue à Sao Paulo après la conférence de Miami en janvier 1951. Il lui demande s'il ne viendrait pas passer quelque temps à Rio. Mais aucun des deux n'a de quoi payer un séjour prolongé à l'hôtel et il n'y a pas à Rio d'appartement disponible, comme à São Paulo. Le président de la fédération syndicale maritime, qui avait passé quelques heures à Caux à l'occasion d'une conférence à Genève de l'Organisation Internationale du Travail, offre un pied à terre sous forme d'un grand bureau contigu au sien. On y installe un divan-lit et l'on fait un peu de place dans une armoire encombrée de littérature syndicale et de brochures anti-américaines. Le lieu est idéal pour y faire des rencontres mais le confort rudimentaire. Nelson est stupéfait de voir un "yankee" accepter de camper dans une installation aussi sommaire et se dit qu'il doit vraiment croire à ce qu'il fait. Décidément, tous ces hommes qu'il rencontre lui semblent porteurs de changements dont on aurait bien besoin dans le port de Rio.

Le port est à cette époque le théâtre de conflits fréquents et d'un désordre endémique. La plupart des dockers portent sur eux un pistolet ou un couteau. Vols et grèves entraînent de telles pertes de marchandises que les compagnies d'assurance imposent une surprime sur les cargaisons chargées ou déchargées à Rio. L'année précédente, une grève a paralysé le port pendant

cinquante-quatre jours. L'un des meneurs était un conducteur de grue fier et endurant, Damásio Cardoso, né en Amazonie de père indien. Il a été suspendu pour trente jours au début de la grève et ses camarades ont exigé et obtenu sa réintégration. Encouragés par ce succès, ils ont subordonné la reprise du travail au limogeage du directeur. L'impasse était totale : on apercevait du port les files d'attente des bateaux qui s'allongeaient à l'infini dans l'immense baie de Guanabara tandis que les fruits et légumes pourrissaient à bord et sur les quais. De guerre lasse les autorités ont fini par céder et le directeur a dû se retirer⁸.

Le syndicat auquel appartient Damásio et dont il est vice-président, l'*União dos Servidores do Porto do Rio*, a été fondé en 1952 par un homme truculent et plein de fougue, au passé peu recommandable, originaire du Pernambuco, dans le nord-est du Brésil, et connu sous le nom de Duque de Assis. Son ascension a été facilitée par une disposition de la loi brésilienne interdisant aux fonctionnaires et aux agents des entreprises d'Etat - donc du port de Rio - de former un syndicat. L'organisation qui représentait traditionnellement le personnel des ports relevant de l'administration fédérale, l'*União dos Portuários do Brasil*, n'était pas un véritable syndicat et elle était accusée d'être dans la main de bureaucrates ayant partie liée avec la direction. En créant son syndicat sauvage, le "Duc" a voulu se poser en véritable porte-parole des travailleurs. Il a rapidement gagné en prestige et a bientôt pris figure de médiateur, investi d'une sorte de délégation de pouvoirs, en vertu de laquelle il intervient au dehors en passant par-dessus la tête du directeur du port. Il s'appuie sur une quarantaine d'hommes de confiance qui soutiennent les mouvements de grève par la coercition et la violence, en utilisant des méthodes qui semblent tirées de films de gangsters. Damásio est l'un d'eux.

Cette fois-ci le syndicat sauvage vient de lancer un nouvel ordre de grève. Mais sa cible ne se limite pas au directeur du port.

⁸ Damasio Cardoso a donné sur ces événements son témoignage, dont il est fait largement usage ici, dans *Un Changement d'Espérance*, ouvrage publié sous la direction de Gabriel Marcel aux Editions Plon en 1958.

Elle englobe aussi le chef du dépôt des bagages, autrement dit Nelson. Celui-ci est en effet dans le port l'un des responsables de l'*União dos Portuários do Brasil*. Or voilà que celle-ci s'avise de résister. Défiant le mot d'ordre de grève, Nelson vient d'annoncer qu'il entend ouvrir l'entrepôt de bagages. "Deux navires arrivaient ce jour-là ayant à bord des diplomates étrangers, raconte Damásio, et il était essentiel à la bonne réputation du Brésil, paraît-il, qu'ils pussent débarquer avec tous leurs bagages. J'avais fait avertir Nelson, ajoute-t-il, que s'il essayait de travailler il risquait d'y laisser sa peau. Les règlements de compte étaient monnaie courante dans le port. Je m'étais préparé pour la bagarre. Ajoutant un second revolver à celui qui ne me quittait jamais, ainsi qu'un couteau, je m'étais rendu au dépôt à la tête d'un groupe de camarades bien armés. Arrivé sur place, je me dirigeai sur Nelson: au moindre geste de sa part, je tirais.

"Je m'attendais à une réaction violente. A ma grande surprise, il parla avec calme. Il me dit combien il regrettait que nous soyons ennemis, quand en fait nous luttons tous les deux pour nos camarades de travail. Mais nous le faisons de la mauvaise manière. Il me parla d'une tâche nouvelle qui attendait tous les travailleurs du port et exigeait leur unité. A ma stupéfaction, il alla jusqu'à admettre qu'il avait lui-même commis des erreurs et que l'*União dos Portuários do Brasil* n'était pas sans reproche." Damásio n'en croyait pas ses oreilles, tout en se demandant ce qu'il pouvait y avoir là-dedans: de la lâcheté ? Une manœuvre ? Le fait est que, retenu dans son attaque, il laissa Nelson parler jusqu'au bout et convint de le revoir le lendemain. Faute de quoi, dit Damásio par la suite, "la femme de l'un de nous serait aujourd'hui veuve et l'autre remplie d'amertume parce que son mari serait en prison".

Le lendemain Nelson s'expliqua sur son attitude de la veille. En se rendant au port ce matin-là, il était décidé à vendre sa peau le plus cher possible. Mais en apercevant Damásio et ses acolytes s'avancer vers lui il s'était rappelé ce qu'il avait entendu chez les Diederichsen. Il avait à ce moment-là senti toute peur, toute haine, toute arrogance le quitter pour ne laisser place qu'au désir de gagner la confiance de son adversaire. Il lui proposa que quelques militants de leurs deux syndicats se rendent ensemble à

une manifestation qu'organisaient près de São Paulo des responsables syndicaux du port de Santos. Contre toute probabilité, Damásio ne refusa pas.

Le samedi suivant un autocar emmenait une quarantaine de voyageurs de Rio vers São Paulo. C'était déjà un succès que les membres des deux syndicats rivaux aient, après quelques tergiversations, consenti à voyager ensemble. Pendant le trajet, ils s'observaient du coin de l'oeil. L'accueil de la vaste résidence secondaire des Diederichsen fut des plus chaleureux. En dehors de ce qu'avaient à leur dire leurs camarades de Santos, une chose impressionna Damásio : leur hôte était un patron qui avait décidé de ne plus payer de pots de vin aux fonctionnaires dont dépendaient ses contrats. Il fut aussi frappé de découvrir le manifeste adressé au gouverneur de l'Etat par vingt-neuf présidents de syndicats de Santos l'assurant de leur appui pour créer une atmosphère propre à mettre fin aux divisions sans recourir à la force. Après deux jours passés dans cette ambiance de fraternité, les barrières entre les deux groupes venus de Rio commencèrent à tomber. Au retour, les uns et les autres étaient devenus des amis avec un but commun.

...à un combat commun...

Un peu plus tard, en août 1953, Nelson et Damásio s'envolaient pour Caux, parmi quatre-vingt-quatre personnes de Rio, Santos et São Paulo, dans un avion spécial affrété par les Villares et d'autres industriels, avec la participation de différents ministères qui prenaient en charge les billets de délégués de leur ressort (du ministère des Transports, par exemple, pour les dockers). Ce déplacement allait susciter un nouvel élan. Damásio en rendit compte au ministre des Transports et il eut l'occasion, lors d'une audience accordée à une délégation des travailleurs des ports, d'en parler au chef de l'Etat, Getúlio Vargas. A ce dernier, il déclara sans ambages qu'il l'avait suivi aveuglément dans le passé et qu'à présent il était résolu à conduire sa vie sans accommodements, suivant une ligne morale à laquelle il croyait et en recherchant ce qui lui semblait juste. Il entendait militer pour

que les hommes d'Etat fondent leur politique sur les mêmes bases !

Mais le retour à Rio de Damásio et de Nelson fut plutôt agité. Tout le monde dans le port était au courant de leur voyage commun, des paroles qu'ils avaient prononcées publiquement et de l'engagement qu'ils avaient pris de lutter côte à côte pour faire progresser de nouvelles idées, qui ne faisaient pas l'unanimité. Par ailleurs le coût de la vie grimpait rapidement et l'année 1953 s'acheva sans que les ouvriers du port aient obtenu une majoration de salaires. Ils déposèrent une demande d'augmentation de 50%, que la compagnie accepta pourvu qu'elle fût elle-même autorisée à réajuster ses tarifs. Les salariés donnèrent leur accord pour attendre la décision du gouvernement. Mais celui-ci différa délibérément sa réponse, tandis que de son côté, le ministre du Travail, João Goulart, suggérait à l'équipe de Duque de Assis, avec lequel il entretenait des liens, de déclencher une grève de protestation contre l'attitude de la compagnie. Il apparut à Damásio, qui était encore vice-président de son syndicat, que c'était un mouvement lancé à des fins politiques et qu'il ne pouvait laisser faire cela sans réagir.

"Je décidai, raconte-t-il, de faire le tour du port avec un locotracteur sur lequel nous avons placé un drapeau brésilien et une banderole portant l'inscription agressive : *Boycottez la grève*. D'entrepôt en entrepôt, nous exposions à nos camarades les données de la situation. Arrivant au hangar 7, le locotracteur fut entouré par un groupe de dockers excités qui m'y attendaient et une bagarre se déclencha. Ils se saisirent de moi et m'immobilisèrent pendant que l'un d'eux m'assommait d'un coup de bouteille. Je me réveillai à l'hôpital avec onze points de suture au cuir chevelu. Je pouvais m'estimer heureux d'avoir la vie sauve. En me voyant tomber, un de mes amis avait bondi et, tirant son revolver, avait hurlé : "Le premier qui touche encore à Damásio, je le descends." Malheureusement, quelqu'un avait couru jusqu'à mon appartement et annoncé à Nair, ma femme, que j'avais été assassiné. Nair, qui était enceinte, s'était effondrée et, sous le coup de l'émotion violente, avait donné naissance à notre sixième enfant deux mois trop tôt."

La petite fille prématurée, Angelina, était née avec les jambes déformées. Submergé de rage, Damásio se ressaisit pourtant. Si Dieu avait voulu qu'il reste en vie, ce n'était pas pour rien. Il fallait choisir l'obéissance, non la révolte, ne pas chercher à se venger de son agresseur mais essayer, une fois rétabli, de s'en faire un ami. Cela prit du temps : chaque fois que ce dernier apercevait Damásio, il s'esquivait. Ils finirent tout de même par se rencontrer et se réconcilier.

Damásio n'en fut pas moins expulsé de son syndicat par le "Duc". Celui-ci avait pratiquement pris le contrôle du port, où des groupes d'hommes armés faisaient la loi. La corruption et le vol avaient pris une telle extension à Rio qu'une partie du trafic était détournée sur Santos.

Mais, dans le même temps, les yeux commençaient à s'ouvrir. Les camarades de Nelson et Damásio multipliaient les réunions et approfondissaient leurs réflexions. Ils durent reconnaître qu'ils n'étaient pas exempts des reproches qu'ils adressaient aux politiciens véreux. L'usage était largement répandu parmi les agents du port de prélever des marchandises, notamment des produits alimentaires, en principe pour les besoins de leurs familles, mais en allant parfois jusqu'à utiliser pour cela des camions! L'un d'eux voulut d'abord "normaliser" cette pratique pour la ramener à un niveau "raisonnable". Il se rendit vite compte que rien ne changerait s'il ne se décidait pas à l'abandonner. Son exemple ne tarda pas à être suivi. Nelson, de son côté, prit conscience que s'il avait lutté pour améliorer la condition des salariés, il avait lutté beaucoup plus encore pour s'acheter un appartement dans le quartier chic de Copacabana. Il résolut aussi de couper court à sa passion des courses de chevaux, qui engloutissait une part non négligeable de son traitement. Il sut refuser une grosse enveloppe, qui lui était offerte pour fermer les yeux sur le passage d'une caisse de contrebande et qui l'aurait juste à ce moment-là grandement aidé à faire face à une échéance difficile. Il mit en outre fin à ses liaisons extra-conjugales et ce ne fut pas la décision qui contribua le moins à asseoir son crédit parmi les agents du port.

Les habitudes ne changèrent pas d'un seul coup. L'une d'elles était de ne jamais sortir sans armes. A partir du moment où l'on découvrait que des différends pouvaient se régler sans recourir à la violence, être constamment armé ne s'imposait plus autant. Mais y renoncer exigeait un certain courage. "Cela me prit un certain temps, se rappelle Damásio. Je me suis dit : "Vends tes deux revolvers, un couteau te suffira!" Un incident qui aurait pu finir tragiquement me poussa à renoncer également à ce dernier. Un jour, quelques camarades m'abordèrent en faisant toutes sortes de remarques blessantes sur mon compte. Au début, je pus me contenir, mais à un certain moment l'un d'entre eux m'insulta tellement que j'en oubliai toutes mes bonnes résolutions et, tirant mon couteau, je le lui plantai dans l'épaule."

Les femmes avaient été jusque-là tenues à l'écart des activités et des réunions de leurs maris. Elles commencèrent à se trouver associées à leurs initiatives nouvelles. Damásio vivait depuis vingt ans avec Nair, qui lui avait maintenant donné sept enfants, mais son sens des responsabilités n'avait jamais été jusqu'à faire d'elle son épouse. La pensée lui vint un matin de mettre en ordre sa situation familiale devant Dieu et devant les hommes. Le mariage eut lieu le 29 décembre 1956. Avant la cérémonie, Nair et lui allèrent se confesser, elle pour la première fois depuis de longues années, lui pour la première fois de sa vie. Il était un peu inquiet : le prêtre n'avait prévu qu'un temps limité. Comment, avec un passé comme le sien, allait-il arriver à tout dire ? Les enfants assistèrent au mariage de leurs parents, tous vêtus de blanc, une adorable brochette allant de deux à quinze ans, y compris Angelina dont les jambes s'étaient assez redressées pour qu'elle pût marcher. Au mariage civil, ils avaient pris pour témoins Luiz et Leonor Villares. Ceux-ci déjeunaient pour la première fois à la table d'un docker. L'appartement était si exigu que les invités au repas avaient été répartis en trois services successifs. Damásio et Nair voulurent utiliser l'occasion pour apporter un témoignage aux familles de la "Vila Portuária", la cité ouvrière où ils habitaient. Le soir, à la fête qui réunit dans la salle de la cité plusieurs centaines de dockers et leurs familles, Damásio dit en quelques mots le sens que prenait pour lui cet événement. Il fut suivi par Nelson, l'ennemi d'hier, puis par le secrétaire général de l'*União dos Portuários do Brasil*, qui rappela

qu'il détestait naguère Damásio sans le connaître pour la seule raison qu'il appartenait à une organisation rivale; par un jeune industriel aussi, dont l'esprit révolutionnaire mettait constamment Damásio au défi. Quelques jours plus tard l'assistante sociale du port confiait au couple : "Vous m'en donnez du travail! Maintenant que vous êtes mariés, cela fait envie à d'autres."

Un nouvel état d'esprit s'était peu à peu répandu dans le personnel du port. Le syndicat sauvage avait perdu de son influence et le gouvernement avait prononcé sa dissolution à la fin de 1954. Damásio réintégra l'association syndicale officiellement reconnue et les principaux cadres de son ancien syndicat l'y rejoignirent les uns après les autres. Tombé à 150 membres en 1953, il en retrouvait 4.000 trois ans plus tard, sur 7.000 dockers.

Encore fallait-il que l'unité ouvrière retrouvée se traduisît par un véritable changement. Le syndicat officiel adopta de nouveaux statuts et, pour la première fois, organisa en 1957 des élections réellement libres. "La forme des élections est aussi importante que le résultat", déclarait son président. Cela tranchait avec la pratique de l'ancienne *União dos Portuários do Brasil*, dont les élections étaient faites par quelques dizaines d'hommes, qui s'arrangeaient ensuite pour récolter les soixante signatures indispensables pour atteindre le quorum; et aussi avec celle de l'ancien syndicat de Damásio, où l'on votait à main levée et où il était prudent de se conformer au mot d'ordre du chef. Cette fois-ci, le scrutin eut lieu à bulletins secrets, sous le contrôle du président du tribunal électoral de l'Etat. Quatorze bureaux de vote étaient répartis dans les docks, de telle sorte que chacun pût participer au scrutin sur son lieu de travail.

Quelques jours auparavant, le chef de la police du port avait convoqué les dirigeants du syndicat légal. Il voulait les informer des dispositions que prenaient les communistes pour emporter les élections, et insistait pour qu'ils fissent les mêmes promesses que ces derniers : trois repas gratuits au port, une pension après 25 années de travail, etc. Nelson répondit : "Nous voulons apporter la preuve au gouvernement qu'il est possible

d'être honnête en politique. Nous ne ferons aucune promesse qui ne soit pas réalisable."

Trois listes se présentaient : celle du comité directeur sortant, une seconde soutenue par le parti socialiste et également conduite par des hommes qui avaient appuyé les récents changements dans le port, et une troisième ayant à sa tête un employé des bureaux et bénéficiant à la fois, curieusement, de la faveur de l'administration du port et de l'appui des communistes. Ces derniers ne voulaient surtout rien avoir à faire avec les responsables des deux premières listes, avec lesquels ils sentaient que tout compromis idéologique était exclu. Le scrutin se déroula le 29 mars 1957 sans incident. La première liste fut élue par 997 voix, contre 675 à la seconde et 587 à la troisième. Le leader de la liste arrivée en seconde position se montra beau joueur en félicitant le vainqueur. Le lendemain, la presse s'émerveillait de l'événement et le grand quotidien *Correio da Manhã* y consacrait trois colonnes : "Pour la première fois au Brésil, écrivait-il, un groupement d'employés des services publics a tenu des élections en respectant la légalité."

Ainsi, de 1954 à 1957 une profonde transformation s'était opérée dans le port de Rio. Plus aucune grève n'avait été enregistrée. L'unité syndicale avait été rétablie. Elle l'avait été dans une structure légale et respectueuse des règles démocratiques. La corruption avait commencé à reculer et le comité directeur de l'*União dos Portuários do Brasil* avait décidé qu'il ne prendrait plus systématiquement la défense des dockers accusés de malhonnêteté.

...qui s'étend au pays et au monde.

Non contents de ce qu'ils avaient réalisé chez eux, les dockers de Rio éprouvèrent le besoin d'en faire part à d'autres. Ils ne se cantonnèrent pas aux frontières du Brésil. Dès 1956, six d'entre eux, dont Damásio, partaient pour Buenos Aires à l'invitation du ministre argentin du travail. La direction du port prenait à sa charge une partie des frais de leur voyage, qui les menait jusque dans le bureau du président argentin Aramburú. Un

peu plus tard, c'est vers les Etats-Unis que s'envolaient Damásio, Nelson et d'autres. Ils n'auraient jamais imaginé avoir à Washington des entretiens avec des sénateurs ou des hauts fonctionnaires du Département d'Etat. Mais ils rencontrèrent aussi des personnages d'un autre profil, tel Anastasio, un homme qui passait pour un gros bonnet de la mafia et qui contrôlait avec son groupe les dockers de Brooklyn. Il était intrigué par ces Brésiliens et les respectait, si bien qu'il ne leur fit pas obstacle. Ceux-ci purent ainsi nouer des liens avec les dockers de Brooklyn, qui les mirent aussi en contact avec ceux de New-York et de Baltimore. Leur rayonnement s'étendait ainsi de proche en proche.

En 1959, ils franchissaient un pas de plus et entreprenaient de faire un film, *Hommes du Brésil*, pour partager leur expérience. Cela n'alla pas sans sacrifices : une centaine d'hommes abandonnèrent à plusieurs reprises des journées de salaire pour participer au tournage. Ni sans quelque opposition : les membres des clans qui avaient naguère le contrôle du port et n'avaient pas accepté le changement de leurs camarades supportaient mal de voir les caméras opérer dans les docks. Pendant le tournage, on fut conduit à reprendre plus d'une fois une séquence, pour tenir compte de nouveaux événements qui survenaient en cours de route. Une fois réalisé, le film allait parcourir tout le pays : les ports, bien sûr, mais aussi les usines, les campagnes agitées du nord-est, les bidonvilles des grandes cités, les services postaux, où le chapardage était devenu monnaie courante. Dans les années qui suivirent il fut doublé en plus de vingt langues et il fut présenté, souvent par les dockers de Rio eux-mêmes, dans les ports du monde entier et dans bien des lieux de tension sur tous les continents.

La version française fut projetée en séance spéciale pour la première fois en France le 23 mars 1961 au Blanc-Mesnil, dans la banlieue parisienne, en présence de Bernard Hardion, qui venait d'occuper pendant sept ans le poste d'ambassadeur au Brésil. En quelques mots d'introduction, le diplomate rappela les conditions désastreuses dans lesquelles, lors de son arrivée dans ce pays, fonctionnait le port de Rio. Puis il avait eu vent du mouvement qui s'était créé parmi les dockers. "Un jour, dit-il, j'ai rencontré les protagonistes du film que vous allez voir tout à l'heure. Mon

témoignage porte sur un point précis : si extraordinaire que vous paraisse l'histoire que vous allez voir se dérouler devant vous, c'est une histoire vraie. Il n'y a pas d'acteurs, pas de fiction. Il y a une trame humaine, vécue par des hommes qui sont nos frères, par ces Brésiliens que j'ai connus et que j'ai beaucoup aimés et qui, ayant trouvé une voie de sagesse et de fraternité entre eux, ont pensé que de leur expérience se dégageait un message qui pouvait intéresser les autres nations."

Rien n'est acquis pour toujours. Au début des années 1960, la situation s'était de nouveau dégradée dans le port. En 1962, la démission subite du président Jânio Quadros portait le vice-président, João Goulart, à la magistrature suprême. Les hommes qui avaient été les artisans des changements survenus dans le port se trouvèrent entravés ou écartés de la direction de l'*União dos Portuários do Brasil* et les vieilles habitudes de corruption et de violence firent un retour en force. La connivence qui liait le nouveau président à Duque de Assis y était-elle pour quelque chose ? Cette dégradation s'inscrivait dans une évolution plus générale, qui faisait régner une ambiance pré-révolutionnaire. Des hommes d'affaires cédaient ou fermaient leurs entreprises et liquidaient leurs biens immobiliers pour quitter le pays.

La prise du pouvoir par les militaires en avril 1964 et l'accession à la présidence du général Humberto Castelo Branco marquèrent un tournant, du moins pour un temps, dans le pays comme dans le port⁹. L'un des protagonistes du nouveau redressement spectaculaire dans le port de Rio fut Otton Barbosa, un des hommes de l'équipe de Nelson Marcellino. Le directeur remarqua cet agent et le nomma inspecteur de la première division du port, qui traitait la majeure partie du café chargé à Rio. A ce poste, Barbosa mobilisa ses hommes, élimina la contrebande, réorganisa le travail de telle sorte que vingt-sept grues pouvaient

⁹ Sur cette période, on peut se reporter à l'ouvrage de Georges-André Fiechter, *Le régime modernisateur du Brésil, 1964-1972* (A.W. Sijthoff, Leiden - Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales, Genève - 1972). L'auteur avait été l'un des quatre jeunes gens envoyés par Frank Buchman à São Paulo en 1952.

fonctionner en même temps alors qu'auparavant, pour en faire tourner plus de quinze à la fois, il fallait embaucher du personnel supplémentaire. Les autres divisions suivirent le mouvement. Barbosa reçut une nouvelle promotion comme directeur du trafic pour l'ensemble du port. Précédemment, lorsqu'un bateau entrait dans le port, la compagnie de navigation payait des pots-de-vin aux administrateurs du port et à certains dirigeants ouvriers. Cette pratique fut totalement éliminée, de même que les bakchichs pour obtenir un chargement ou un déchargement accéléré. "Ce qui est le plus dur pour moi, disait cet ancien ouvrier porté à un poste de direction, c'est de dire non à mes amis." Bientôt, le ministre des Transports pouvait annoncer que les recettes du port avaient plus que doublé en un an, tandis que les coûts d'administration avaient été réduits sans accroissement sensible des investissements, et cela malgré l'inflation.

A la même époque, les dockers de Rio manifestèrent une fois de plus leur dynamisme et leur sens des responsabilités vis-à-vis de leur pays en apportant, sans souci des barrières de classe, leur soutien à une nouvelle initiative de Leonor Villares. Cette dernière eut en 1965 la pensée de chercher un lieu proche de Rio, vacant et prêt à servir, qui pourrait devenir un centre de rencontres et de formation. Un agent immobilier l'emmena voir une jolie propriété à Petrópolis, qui portait le nom de *sítio São Luiz*. L'emplacement était idéal, perché dans la montagne, à une soixantaine de kilomètres de Rio. La ville avait été fondée en 1843 par l'empereur Pedro II et, avant la construction de Brasília, les gouvernements s'y installaient volontiers pendant la saison chaude.

La propriété offerte était séduisante, avec deux maisons et trois petites villas d'hôte. Mais Leonor jugea qu'elle était trop grande et trop chère. Elle retourna cinq fois à Rio avec des amis pour chercher autre chose. Ensemble, ils finirent par arriver à la conclusion que le premier endroit visité pourrait bien être le bon. Quelques membres des équipes qui s'étaient constituées à Rio et São Paulo se réunirent alors et parvinrent à la conviction non seulement que c'était bien là qu'il fallait aller, mais encore qu'on

devrait offrir la moitié du prix demandé par les propriétaires - deux frères - et un règlement en cinq échéances.

Quand ils se portèrent acquéreurs, le frère aîné, un industriel, était parti s'établir en Australie. Il avait passé la guerre en Allemagne, la situation lui paraissait instable au Brésil, il ne voulait pas subir de nouveaux bouleversements si des forces subversives l'emportaient dans ce pays. Il câbla en retour que, compte tenu de la destination que devait recevoir la propriété, il était d'accord sur le prix et qu'il acceptait d'être payé en trois versements sur un an. Le frère cadet, qui était resté au Brésil et habitait sur place, s'inclina.

Le *sítio São Luiz* était acheté, mais l'argent restait à trouver. Ce sont les dockers qui lancèrent la campagne financière. Ils décidèrent d'organiser sur les lieux un gigantesque barbecue pour cinq cents personnes. Trois de leurs femmes rendirent visite au maire, qui était le directeur des abattoirs de la ville, lui expliquèrent l'opération et lui demandèrent de leur faire cadeau d'un boeuf. Le maire leur donna le boeuf et, avec leurs maris, elles passèrent la nuit à le dépecer. Entre temps, d'autres dockers étaient allés emprunter aux militaires de longues tables, des bancs et des tentes. L'un d'eux apporta des oranges de sa petite ferme. Le soir du repas, comme la cible financière que s'étaient fixée les dockers n'était pas atteinte, des invités proposèrent de faire passer un chapeau à la ronde. La femme d'un haut dignitaire de l'armée détacha de son cou deux superbes rangs de perles - le cadeau de fiançailles que lui avait donné son mari - et les mit dans le chapeau. A la fin de la soirée, le compte y était.

Accompagnée de deux autres dames, Leonor alla ensuite rendre visite au président de la banque Bradesco (Banco Brasileiro de Descontos), une des plus grandes banques privées, pour lui parler de l'action dans laquelle elle était engagée et pour lui demander tout de go si sa banque ferait don d'une somme couvrant le quart du prix de la propriété qui venait d'être achetée. Le président était un homme de foi en même temps qu'un homme strict dans sa gestion. Mais il aimait un langage clair. Il demanda trois jours pour donner sa réponse. Ce fut oui. D'autres établissements de crédit suivirent son exemple, à un moindre

niveau. Un an plus tard, grâce à de multiples contributions, souvent extrêmement modestes, la totalité du prix était couverte. Trente-cinq ans plus tard, au moment où ces lignes sont écrites, le *sítio* est toujours en service, après avoir reçu les hôtes les plus variés, brésiliens ou étrangers, allant des sénateurs et des généraux aux ouvriers et aux habitants des bidonvilles.

Ces derniers ne sont d'ailleurs pas seulement ceux des grandes agglomérations urbaines. Quelques trois mille personnes vivent juste à côté de la propriété, sur la colline Morro da Neila, souvent à vingt par baraque, sous la menace permanente d'une expulsion. A plusieurs reprises, certaines d'entre elles sont venues voir l'équipe du *sítio*, soucieuses d'améliorer les conditions misérables et précaires de leur collectivité. Lors d'une de ces visites, l'une d'elles a évoqué la charge pesant sur les femmes, qui devaient, après le départ des hommes au travail, descendre chercher l'eau dans le torrent au bas de la colline. "Pourtant, Dieu donne l'eau, a-t-elle ajouté. Notre communauté ne manque pas de bras et le conseil municipal peut nous fournir les matériaux nécessaires à une adduction d'eau. On devrait pouvoir trouver une solution". Peu après, le maire était invité à venir sur place. Quelques semaines plus tard, les habitants de Morro da Neila construisaient sur le terrain du *sítio* un petit barrage et agençaient une chaîne assez compliquée de tuyaux en plastique. L'eau arriva bientôt dans quatre cents foyers et un esprit communautaire était né. Puis vint le tour de l'éclairage des rues, d'un terrain de jeux, d'une crèche. Mais les habitants du bidonville ne sont pas seulement préoccupés d'aménagements matériels. Ils viennent aussi trouver leurs voisins du *sítio* pour savoir comment se garder de l'esprit d'individualisme et de violence qui menace constamment leur communauté. La tranquillité d'esprit qu'éprouve une mère en sachant que ses enfants peuvent aller en toute sécurité à l'école au bas de la colline ou la solidarité qui rend impossible l'emprise de bandes criminelles leur paraît aussi importante que l'adduction d'eau et les égouts.

Turbulences entre colonels au Guatemala

Après avoir participé au mouvement populaire de 1944, le jeune Luis Puig avait commencé à travailler dans des stations de radio. Il se lia avec le patron de l'une d'elles, *Radio Internationale*, nommé José Monteros. C'était un homme de droite qui aimait discuter avec le marxiste qu'était Puig. Monteros lui dit un jour :

"Vous n'arriverez pas à me convaincre et la réciproque est vraie. Serait-il possible qu'il y eût une troisième solution, quelque chose à quoi nous puissions nous attacher, vous et moi, afin de travailler ensemble pour le bien du pays ?

- Je ne connais rien de tel", répondit Puig.

Quelques années plus tard, rentré de Mackinac, Puig vint revoir Monteros et lui rappela leur conversation : "J'ai maintenant trouvé ce que vous cherchiez. - Mes cheveux se dressent sur ma tête, lui dit son interlocuteur en l'entendant raconter ce qu'il venait de découvrir. Je vais vous donner du temps sur ma radio pour en parler." Ils se mirent aussitôt à préparer une brochure destinée aux auditeurs qui poseraient des questions à la suite des émissions projetées. Puis les émissions commencèrent, à raison d'un quart d'heure deux fois par semaine. Il y en eut environ cent vingt en tout, de 1952 à 1954. Une petite équipe se constitua rapidement, pour préparer puis répéter les scénarios. On lisait à plusieurs voix les récits d'expériences faites ailleurs dans le monde, puisées dans des livres ou des périodiques rapportés de Mackinac.

Les émissions de Puig déclenchèrent la fureur des partisans du gouvernement. Le président Arevalo avait entre temps cédé la place, à la fin de son mandat en 1951, au jeune colonel Jacobo Arbenz Guzman, un des animateurs du mouvement

qui avait renversé la dictature en deux temps, en juin et octobre 1944. Arbenz s'était donné pour but de poursuivre et d'amplifier le processus réformateur par la promulgation de lois sociales, l'affermissement du mouvement syndical, une réforme agraire surtout, qui entendait s'attaquer à la racine de l'archaïsme du pays. L'objectif annoncé ne pouvait être taxé d'extrémiste : "transformer le Guatemala d'un pays attardé avec une économie essentiellement féodale en un pays moderne et capitaliste", avait dit le président dans son discours d'investiture (15 mars 1951). La réforme agraire n'était pas radicale : elle ne visait que les terres non cultivées des grands domaines. Mais elle touchait sévèrement l'United Fruit Company. Cette société disposait en effet de vastes superficies inexploitées et elle en avait sous-estimé la valeur dans ses déclarations fiscales, qui servaient de base aux indemnités. Les autorités américaines crurent devoir prendre sa défense et accusèrent le gouvernement Arbenz de conduire le pays vers le communisme. Rien pourtant ne permettait de l'affirmer. La presse, par exemple, jouissait d'une complète liberté. Le petit parti communiste n'était que le plus petit des partis de la majorité. C'était aussi, il est vrai, le mieux organisé et le seul à avoir une idéologie sérieuse. Plusieurs leaders d'autres formations qui soutenaient le gouvernement se rendaient d'autre part en 1953 derrière le rideau de fer. La méfiance de Washington trouvait surtout à s'alimenter dans le langage exalté des partisans du régime, qui célébraient avec lyrisme leur "révolution d'octobre" et qui défilaient dans les rues en dénonçant "la guerre impérialiste de Corée" et "la sale guerre d'Indochine". Leurs outrances verbales et les pressions américaines, ajoutées au mécontentement de ceux qui s'estimaient lésés par les réformes, créaient une tension dont le studio de *Radio Internationale* connut une illustration dramatique. Un des hommes qui travaillaient là montra un jour des signes de nervosité et demanda brusquement à un de ses collègues de le remplacer un moment. Il avait besoin d'air. Puis il revint calmé. Il expliqua alors à son camarade qu'il avait reçu d'un groupe d'extrême droite la consigne de diffuser une certaine musique à une certaine heure. C'était le signal convenu avec une série de complices, qui devaient assassiner à la même heure vingt-trois dirigeants communistes. "Je déteste les communistes, dit-il, mais je ne pouvais simplement pas faire cela."

Se sentant menacé par les Etats-Unis, le président Arbenz voulut acheter des armes. Il parvint à s'en procurer en Europe de l'Est. L'arrivée d'un bateau chargé de matériel militaire précipita les événements. Armés par les Américains, des exilés guatémaltèques regroupés au Honduras autour du colonel Castillo Armas franchissaient la frontière le 17 juin 1954. Dix jours plus tard, le président était renversé. Ses partisans avaient néanmoins eu le temps de s'en prendre à *Radio Internationale*, d'incarcérer Luis Puig pendant deux jours et de saisir le texte de toutes ses émissions en le menaçant : "Vous pervertissez le sentiment révolutionnaire de nos gens et on ne vous le pardonnera jamais".

Puig n'en fut pas moins choqué par l'attitude des nouveaux dirigeants envers les syndicats, dont ils entendaient brider la liberté de mouvement parce qu'ils les avaient trouvés infiltrés par les communistes. Il fut également révolté par le plébiscite organisé par Castillo Armas, avec obligation pour chaque votant d'inscrire son nom et son adresse sur le registre sur lequel on votait. Les fonctionnaires qui voteraient "non" savaient qu'ils perdraient leur place. Ayant appris à prendre ses décisions à l'écoute de la voix intérieure, il sentit qu'il devait voter selon sa conscience. Ainsi il vota contre le nouveau gouvernement et découvrit plus tard qu'il n'y avait eu qu'un nombre infime de voix contre dans tout le pays et que les communistes eux-mêmes s'étaient abstenus. Il estimait, quant à lui, qu'il devait affirmer sa position et remplit la colonne *Observations* ménagée sur le registre : "Ma conscience ne me permet pas de soutenir ce gouvernement."

Puig, qui demeurait actif sur le plan syndical, fut bientôt approché par d'autres syndicalistes, dont certains s'étaient naguère opposés à lui, pour réorganiser avec eux le mouvement ouvrier. Cette initiative ne pouvait qu'aller à l'encontre des vœux du gouvernement et elle ne manquerait pas de susciter l'opposition de la police. Puig proposa à ses compagnons de prendre le temps, chacun, de chercher la voie qui lui semblerait la bonne, après quoi l'on échangerait les réflexions qui seraient venues aux uns et aux autres. La pensée commune qui sortit de cet échange fut de demander audience au Chef de l'Etat et de lui parler franchement.

Ce n'était pas facile, car il y avait beaucoup de choses à lui dire qu'il n'allait pas aimer entendre. Le président les reçut, gardé par des hommes en armes dans son bureau. Ses visiteurs lui tinrent le langage dont ils étaient convenus.

"Vous ouvrez la voie à la pire oppression qu'aient connue les travailleurs dans ce pays. Nous vous croyons sincère. Faites en sorte de changer le cours des choses.

- L'un de vous n'a-t-il pas collaboré avec les communistes? demanda le président.

- Ce doit être moi, répondit Puig. Mais j'ai aussi appris à aimer mon pays tel qu'il est et à travailler pour qu'il devienne tel qu'il devrait être. Et à ne pas chercher à savoir qui a raison mais ce qui est juste".

Le colonel les fit asseoir et fit sortir ses gardes du corps. "Vous m'inspirez confiance parce que vous parlez vrai. Ceux qui se disent mes amis ne font que me flatter. Je pense que nous pouvons faire des choses ensemble. La législation du travail n'est pas ma spécialité. Je suis un militaire. Mon but était d'écarter les communistes du pouvoir." A la surprise générale, il maintint les lois sociales antérieures, introduisant seulement quelques dispositions propres à empêcher des extrémistes notoires d'accéder à la direction des syndicats.

Peu après, il reconvoqua Puig. "Dites-moi, qu'est-ce qui vous a changé ?" Puig le lui expliqua et lui proposa de lui faire rencontrer quelques-uns de ses amis. Le président les reçut au palais. Il fit ensuite venir Puig encore une fois. Il était manifestement en quête d'une philosophie propre à guider sa politique.

"Une nouvelle conférence a lieu d'ici peu à Mackinac, lui dit Puig. Pourquoi n'y enverriez-vous pas quelqu'un en qui vous avez confiance ?

- Dans ce cas, répondit Armas, je vais envoyer quelqu'un de l'opposition", ce qu'il fit en effet.

Devenu en 1954 l'un des fondateurs du congrès des syndicats guatémaltèques, puis, en 1956, envoyé à Genève dans la délégation de son pays à l'Organisation Internationale du Travail, Luis Puig se demandait quel tour donner à cette relation avec un

dictateur, qui était en même temps un homme en recherche et qui avait commencé à prendre des mesures pour tenter d'affranchir de la corruption l'appareil gouvernemental, lorsque, le 23 juillet 1957, Castillo Armas fut assassiné par un de ses gardes du corps, qui se tua lui-même ensuite. Le mobile du crime ne fut jamais éclairci. Ce meurtre fit entrer le Guatemala dans une longue période de troubles. Puig sentit qu'il ne pouvait plus, dans l'immédiat, poursuivre dans son pays l'action qu'il avait entamée et à laquelle il voulait désormais consacrer l'essentiel de son énergie et il émigra au Brésil.

Sur les rives du Rio de la Plata

D'une famille à l'industrie

Revenus en Uruguay et infiment reconnaissants pour le séjour qui avait transformé leur fille rebelle, les Alonso eurent à coeur de rester porteurs de l'esprit qu'ils avaient rencontré à Mackinac. A leur tour, ils envoyèrent là-bas certaines de leurs relations.

Parmi elles figurait Oscar Braúlio Alaniz, chargé du service administratif d'une usine métallurgique, Ferrosnalt, et responsable du syndicat des employés de bureau de l'établissement. C'était un homme arrogant, au tempérament violent, qui avait su se faire détester aussi bien par la direction que par les ouvriers de l'entreprise. Il était en guerre ouverte avec le secrétaire du syndicat des ouvriers, Armando Perdomo, qui allait jusqu'à faire jeter des pots de peinture contre les murs de sa maison. Dans cette ambiance conflictuelle, génératrice de multiples désordres, la société marchait au plus mal et était menacée de fermer. L'action au nominal de 100 pesos était tombée à 37 pesos.

Les premières réactions d'Alaniz à Mackinac furent plutôt négatives. "Votre truc ne marchera jamais", déclara-t-il, péremptoire, au cours d'un repas. Son interlocuteur le renvoya à un texte de la première épître de Paul aux Corinthiens, qui énumère tous les péchés qui vous écartent du royaume de Dieu. Alaniz tapa sur la table : "Je ne me laisserai pas insulter!". Il retourna dans sa chambre avec l'intention de faire ses bagages. Puis, sans raison apparente, en se regardant dans la glace, il fixa sa moustache. "Pourquoi est-ce que je porte cette moustache ? se

demanda-t-il. Oui, c'est bien ça, c'est un attribut de ma vanité. Je veux faire le beau, attirer les femmes." Le lendemain elle avait été rasée et Alaniz commençait à se voir avec d'autres yeux : "Tout ce qu'on m'a dit hier à table s'applique à moi", se dit-il. Il était venu pour quelques jours. Il resta tout un mois.

Il revint à Montevideo complètement changé. "Une transformation fantastique", dit un de ses amis. Sa femme, Sara, qui souffrait du coeur, vit s'évanouir ses symptômes. Sa maison connut un défilé incessant de salariés de l'usine. La paix fut rétablie entre Alaniz et Perdomo et entre "cols blancs" et "cols bleus". Avec l'appui de la grande majorité des ouvriers, Perdomo créa un nouveau syndicat aux règles démocratiques. Les grèves cessèrent. Le directeur de Ferrosnalt demeura stupéfait de voir un jour Alaniz et Perdomo arriver ensemble dans son bureau. Puis une seconde étape fut franchie et l'on vit la confiance renaître entre le personnel et la direction. Le cours de l'action remonta bientôt à 135 pesos.

L'année suivante, en 1957, Oscar Alaniz fut invité à retourner à Mackinac avec Sara et Perdomo. Le directeur général de Ferrosnalt ne voulait pas le laisser partir, soutenant qu'il avait besoin de lui sur place. Alaniz insista. "Eh! bien, allez-y", finit par lancer le directeur dans un mouvement de colère. Alaniz aggrava son cas en restant un peu plus que les deux semaines initialement prévues. A son retour, son poste avait été supprimé. On lui offrit un emploi tout à fait subalterne. Voyant qu'il l'acceptait contre toute attente, le directeur le licencia. Il devait d'ailleurs être bientôt remercié à son tour. Alaniz traversa quelques mois difficiles, puis il trouva un travail à temps partiel, qui lui procurait juste de quoi vivre. Plus tard, il fut recruté par l'Organisation des Etats Américains. Le directeur du bureau de l'OEA à Montevideo, Juan Bautista Schroeder Otero, qui le connaissait, lui demanda de venir travailler à ses côtés. Cette collaboration devait avoir des suites importantes¹⁰.

¹⁰ Cf. chapitre 16.

En quittant Mackinac, Alaniz était passé par Detroit, où il était allé voir un dirigeant syndical de l'industrie du caoutchouc nommé Bomarito. Il lui avait raconté ce qui venait de lui arriver. Bomarito l'écoutait d'un air sceptique :

"Je voudrais bien voir ce qui restera de tout ça dans un an, dit-il.

- D'accord, je reviendrai vous voir dans un an avec ma femme et mon pire ennemi".

Bomarito avait pris la promesse au sérieux. De loin en loin, il téléphonait à Alaniz pour la lui rappeler. Rendez-vous fut pris. Les voyageurs étaient répartis en trois voitures. Celle qui amenait Alaniz arriva la première. "Et votre femme ?", demanda Bomarito, juste au moment où le second véhicule venait d'arriver et où la porte s'ouvrait, livrant passage à Mme Alaniz, qui se mit à raconter son étonnement au retour de son mari l'année précédente. Un peu stupéfait mais non démonté, Bomarito se tourna vers Alaniz : "Mais vous m'aviez aussi parlé de votre pire ennemi." Le hasard fait parfois bien les choses, à moins que ce ne soit la providence. La troisième voiture était arrivée la dernière et c'est au moment précis où Bomarito prononçait ces mots que Perdomo frappait à la porte. "Je n'arrive pas à le croire", dit l'Américain.

Alaniz et Perdomo acquirent une influence notable sur le mouvement syndical en Uruguay, bien au delà du cadre de l'industrie métallurgique. Ce fut, par exemple, en apprenant ce qui s'était passé à Ferrosnalt qu'un agent du port de Montevideo, Victorino González, vint trouver Oscar Alaniz. Il ne tarda pas à se mettre en mouvement avec quelques camarades du port. Les dockers de Rio furent invités en 1965 à venir livrer leurs expériences. Leur exemple ne suscita pas de transformations d'une ampleur comparable à celles qui s'étaient produites à Rio mais il fit tout de même souffler un vent nouveau d'honnêteté. En témoignent les aveux d'un grutier, Atilio de Bon, qui avait l'habitude, lorsqu'il déchargeait des automobiles, de les déposer avec précaution s'il avait bien reçu le bakchich attendu. Dans le cas contraire, la voiture atterrissait sur le quai un peu brutalement et était bonne pour aller chez le garagiste. En cas de réclamation, Atilio avait son excuse toute prête : "les grues sont d'un modèle périmé".

Victorino González sentit qu'il lui fallait unir ses camarades autour d'un but commun. L'idée lui vint de créer une coopérative de construction pour procurer aux travailleurs du port de meilleurs logements. Il commença par en parler avec quelques-uns d'entre eux, qu'il rencontrait le soir après le travail, des dockers sans instruction mais auxquels il communiqua l'ambition de faire quelque chose pour leurs familles et pour le pays. Une assistante sociale du port s'enthousiasma pour le projet et apporta son aide. En 1991, après quatre ans de démarches pour élaborer les plans et boucler le financement, la coopérative était enfin constituée et le terrain acheté, un terrain sauvage, planté d'arbres qu'il fallait déraciner en passant des cordes autour des troncs et en tirant dessus à cinq ou six. Car, pour réduire les frais, les membres de la coopérative avaient décidé d'entreprendre les travaux eux-mêmes, n'engageant quelques professionnels que pour superviser le travail.

Malgré ses cinquante-huit ans, Victorino se levait tous les jours à quatre heures du matin et travaillait au port jusqu'à une heure. De là, il partait directement sur le chantier et rentrait le soir à six ou huit heures. "Ma force, dit-il lorsqu'il évoque cette période, je la puisais dans une heure de silence que je prenais chaque jour devant Dieu. J'arrivais au port à six heures, et commençais le travail à sept heures. Dans l'intervalle, je m'asseyais dans la cabine de la grue et, là-haut, je notais les idées qui me venaient. C'est dans ces moments que beaucoup de choses sont devenues claires." A côté des problèmes du port et de la coopérative, il y avait ceux de la famille. Victorino avait un fils étudiant, en rébellion contre les injustices qu'il voyait autour de lui. Comme beaucoup de jeunes, il écoutait davantage un de ses professeurs, lié au mouvement insurrectionnel des Tupamaros, que son père, qui n'avait fait que trois années d'école. Mais la discipline et la constance de Victorino finirent par gagner son fils et aussi sa femme, Carlucha. Celle-ci avait accueilli froidement les nouvelles idées de son mari et l'opération épuisante qu'il avait entreprise. "Elle me mettait des bâtons dans les roues, raconte Victorino, parce qu'elle n'y croyait pas. Elle me répétait : "Des maisons pour les pauvres, ça n'existe pas." Et puis, ajoute-t-il les larmes aux yeux, une fois dans notre nouveau logement, elle m'a dit : "Après t'avoir vu pédaler, soir après soir, sur ton vélo pour

bâtir notre maison, j'ai su que tu m'aimais." Le jour de l'inauguration, tout le monde était ému et Carlucha pleurait plus que les autres.

Quand José Alonso fut appelé pour un an aux Etats-Unis, sa femme et lui décidèrent de mettre pendant leur absence leur appartement de Montevideo à la disposition d'un couple écossais, Angus et Ruth Lamond, qui s'étaient pris de passion pour l'Amérique latine et qui entendaient mettre leurs forces et leurs modestes moyens au service de cette partie du monde. Ce foyer fut le centre où se forma une petite équipe uruguayenne. Parmi les quelques personnes que les Alonso eurent le temps de présenter aux Lamond avant de partir se trouvait un étudiant en droit, celui qui allait devenir, quelques années plus tard, le mari de Jeanette, Omar Ibargoyen. C'était un fils de bonne famille mais toujours désargenté. Les siens le considéraient comme un idéaliste éloigné des réalités et le tenaient un peu à l'écart de la gestion du patrimoine familial. De fait, Omar était à la fois un esprit constamment en recherche et un tempérament militant. Il participait avec passion aux débats idéologiques qui se déroulaient à cette époque à l'université pendant des nuits entières. Il avait commencé à tâter du journalisme en obtenant du journal *El Pais* l'ouverture d'une rubrique intitulée "Tribune libre de la jeunesse" et en y écrivant avec un groupe d'étudiants qu'il avait rassemblés autour de lui.

Il était un jour tombé sur un article de ce journal relatif à des conférences données par trois hommes qui étaient de passage en Uruguay. L'article évoquait quelques-unes des idées développées par ces visiteurs. Omar fut fasciné. Il lui fallait absolument rencontrer ces hommes. Au journal, personne ne savait où ils se trouvaient. Il prit alors l'annuaire du téléphone et se mit à appeler un hôtel après l'autre jusqu'à ce qu'il les eût localisés. Il partit aussitôt les retrouver. Il y avait là Vincent Vercuski¹¹, arrivé du Brésil avec un ouvrier de São Paulo, qui avait été le chef de la cellule communiste d'une société métallurgique et qui, après avoir séjourné à Caux en même temps

¹¹ Cf. chapitre 1.

que le fils du patron, était devenu avec celui-ci le principal artisan des changements survenus dans l'entreprise. La conversation se prolongea si tard que les voyageurs demandèrent à Omar de les laisser. Omar répondit qu'il reviendrait le lendemain matin avec un groupe d'amis, ce qu'il fit. Après plusieurs autres entretiens, le moment de quitter Montevideo arriva pour ces étrangers, qui dirent à Omar qu'il serait le bienvenu, s'il le voulait, à la prochaine conférence de Caux. Cela ne les engageait pas beaucoup vis-à-vis d'un jeune étudiant impécunieux.

Mais Omar était tenace et un beau jour de l'été 1954 - l'été même où Jeanette Alonso se réconciliait à Mackinac avec sa mère - il fit son apparition à Caux. Il avait profité d'un billet circulaire qui lui avait été donné pour représenter une institution culturelle uruguayenne à un colloque international contre le totalitarisme. Ce qu'il vit à Caux lui ouvrit de tout nouveaux horizons : un homme pouvait changer et ce changement se répercuter autour de lui. Omar avait quitté son colloque assez déçu. Il mesurait à présent la futilité d'un combat contre des idées et les gens qui les défendent, en regard d'un combat pour aider des hommes à trouver leur véritable voie. Pendant ce séjour, il procéda à une révision de sa vie, qui se révéla fondamentale pour l'avenir. Il écrivit au second mari de sa mère et à d'autres membres de sa famille des lettres d'excuses, qui amorcèrent une transformation complète des relations familiales et lui permirent plus tard de régler avec une rapidité surprenante un âpre conflit successoral vieux de quinze ans.

Ayant à son retour rencontré le ménage Alonso, puis par eux les Lamond, il s'engagea aux côtés de ceux-ci et devint pour eux un précieux auxiliaire. Il commença par aider Angus, qui ne disposait d'aucune publication en espagnol, à traduire un petit guide illustré, intitulé *Et maintenant, où allons-nous ?* Il connaissait beaucoup de monde et mit les Lamond en relation avec un grand nombre de gens. Après la fin de ses études, il poursuivit cette action dans plusieurs pays. Jeanette y participait et ils se marièrent en 1964. Omar devait plus tard, avec sa femme et deux amis français, créer et animer, dans le même esprit, un mouvement de formation morale, *Viva la Gente*, qui recevait des jeunes stagiaires d'Amérique latine un an ou deux pour les aider à

trouver un sens à leur vie et qui en a vu défiler plusieurs centaines.

De Montevideo à Buenos Aires

Le logement prêté par les Alonso était un appartement superbe, dominant l'estuaire, luxueusement meublé, entretenu par deux domestiques, avec au sous-sol une berline et un break dans le garage. Mais il posait à ses occupants un redoutable problème : pour des gens sans aucun revenu régulier, comment survivre financièrement ? En les voyant dans un pareil cadre, personne, sinon les Alonso eux-mêmes, ne pouvait s'imaginer qu'ils avaient des besoins d'argent. De fait, Jeanette, qui n'était pas encore mariée, vendit aux Etats-Unis ses boucles d'oreilles de diamant et en envoya le prix aux hôtes de ses parents à Montevideo. Même si d'autres dons arrivèrent, il fallait dépenser avec parcimonie. Aussi Angus n'eut-il pas beaucoup de succès le jour où, étant sorti avec en poche le plus clair de l'argent disponible du ménage, il rentra avec une dinde qu'il avait obtenue pour un prix imbattable. En bon Ecossais, il n'avait pu résister à une telle occasion.

Les événements ne tardèrent pas à justifier l'achat et la dinde à trouver son emploi. Angus reçut un appel d'un ami des Alonso, que ceux-ci lui avaient présenté avant de partir, Raúl Migone. C'était un ancien diplomate argentin, en désaccord avec le président Perón, et qui s'était volontairement exilé en Uruguay. Quelques cadets de la marine, compromis dans un coup manqué contre Perón, venaient de se réfugier à Montevideo et Migone demandait si les Lamond pouvaient les recevoir à dîner et leur projeter un court métrage, *Une idée prend des ailes*, sur le règlement du conflit des compagnies aériennes américaines en 1951.

Raúl Migone était avocat de formation. Il avait, dans les années 30, travaillé dans les services du Bureau International du Travail à Genève, et occupé par la suite divers postes diplomatiques. A l'époque où il habitait Genève, il avait fait la connaissance de Frank Buchman et, à son invitation, il avait pris part à plusieurs réunions. L'une d'elles, à Saint-Cergues, l'avait

profondément marqué. Aussi fut-il tout heureux des retrouvailles que représentaient pour lui ses visites à l'appartement prêté par les Alonso.

Un jour qu'il y déjeunait, il invita ses interlocuteurs à venir en Argentine dès que les circonstances le permettraient, tout en reconnaissant que ce n'était pas possible dans l'immédiat. Pendant qu'ils étaient ensemble après le repas, il sentit qu'il devait se tenir prêt à jouer un rôle éventuel dans la réorganisation de son pays et plus précisément en ce qui concernait le monde du travail. Au moment où il s'en ouvrait à ses amis, il ne se doutait pas qu'une mission imminente et périlleuse l'attendait. Trois semaines plus tard, en septembre 1955, Perón était renversé. Migone était rappelé en Argentine pour être nommé ministre conseiller à Londres. Cela n'avait apparemment pas de rapport avec les problèmes ouvriers. Mais, tandis qu'il faisait ses adieux à Montevideo, un message du nouveau président, le général Aramburu, l'informait qu'on avait immédiatement besoin de lui à Buenos Aires et qu'un avion militaire venait le chercher.

Pendant les vingt minutes de vol, il eut l'intuition qu'on allait lui demander de prendre le ministère du Travail et il pria pour recevoir la force et l'inspiration nécessaires. A son arrivée à la Casa Rosada, siège de la présidence, Aramburu lui dit que le régime démocratique tout juste établi était menacé par une grève générale que les syndicats péronistes étaient sur le point de lancer. Il allait falloir faire appel à la troupe et l'on risquait la guerre civile. Comme l'avait pressenti Migone, le président avait décidé de lui confier le portefeuille du Travail. Il comptait lui envoyer une escorte armée pour se rendre au ministère. Migone répondit qu'il irait à pied, accompagné seulement de deux gardes du corps. "Vous avez carte blanche, pourvu que la grève soit évitée", lui fut-il répondu. En arrivant au ministère, il trouva les représentants syndicaux rassemblés. Il leur dit qu'il pourrait recourir à l'armée pour s'opposer à la grève, mais qu'il préférerait faire appel à leur sens patriotique et qu'il leur demandait d'y renoncer. Ses interlocuteurs furent surpris et quelque peu subjugués de voir le ministre arriver dans ces conditions. Le dialogue se déroula dans l'ordre et la grève n'eut pas lieu.

"L'Argentine a besoin de vous. Venez de suite." En recevant à Montevideo ce message, qui confirme l'invitation antérieure de Raúl Migone et que leur transmet un collaborateur du nouveau ministre, les Lamond sentent qu'il faut y donner suite sans plus attendre. Ils s'embarquent pour Buenos-Aires par le ferry-boat de nuit avec trois compagnons. L'arrivée au port est déconcertante. Les voyageurs se bousculent étrangement pour débarquer. Les formalités sont interminables. La police et la douane enfin passées, la petite troupe se retrouve seule avec ses valises dans un lieu désert. Plus aucun taxi pour aller en ville. Voilà qui explique la précipitation des passagers un peu plus tôt. Enfin passe une camionnette. Le chauffeur demande : "Vous êtes en panne ?" et charge tout le monde sous sa bâche.

Une fois à l'hôtel, impossible d'entrer en rapport avec Migone. Le ministre est si occupé qu'on ne parviendra à le joindre qu'au bout de six jours. Que faire dans l'immédiat ? Les Lamond sont arrivés munis, en tout et pour tout, des adresses de quelques abonnés à un petit bulletin de leur mouvement édité à Londres. Leurs appels téléphoniques tombent dans le vide l'un après l'autre. Un numéro ne répond pas, un autre concerne une personne décédée, l'abonné d'un troisième a déménagé en province. Enfin une réponse : une dame d'origine norvégienne, Ellinor Salmon, qui a un jour rencontré un de leurs amis en Inde, dans un avion. "Vous êtes là ? C'est sensationnel. J'arrive dans un quart d'heure." Par elle, des contacts seront rapidement établis. Peu à peu, un petit noyau se constituera à Buenos Aires comme naguère à Montevideo.

Quant au nouveau ministre du Travail, dès qu'il aura pu recevoir Angus Lamond, il prendra deux décisions. La première sera de distribuer à tous les responsables syndicaux le petit guide illustré, désormais disponible en espagnol, *Et maintenant, où allons-nous ?* La seconde consistera à inviter une délégation des dockers de Rio pour leur faire rencontrer des syndicalistes argentins.

C'est l'occasion pour les dockers de multiplier les contacts. Ils rendent notamment visite à Mgr de Andrea, évêque

de Palermo, un district de Buenos Aires. Damásio Cardoso fait allusion à son projet d'épouser sa compagne, la mère de ses enfants. "Une chose longtemps attendue est doublement bénie", lui dit le prélat, dont les encouragements le confirment dans ses intentions. A la différence d'une grande partie de la hiérarchie catholique, l'évêque, sous le régime de Perón, a gardé son franc-parler. Aussi a-t-il été persécuté par les péronistes, qui ont mis le feu à son église, comme à quelques autres. Lui et son secrétaire, qui deviendra ensuite archiprêtre de la cathédrale, seront constamment très proches de l'équipe d'Angus Lamond. "Vos difficultés sont les nôtres, disent-ils. Les églises sont pleines mais il n'y a plus personne dès qu'il s'agit de s'engager. Continuez à semer. Nous prions pour vous, priez pour nous."

Ayant appris le travail qui commençait en Argentine, José et Irène Alonso, qui étaient encore aux Etats-Unis, apportèrent, une fois de plus, une aide généreuse à leurs amis pour couvrir les frais de leur hébergement à Buenos Aires. Ils se sentaient concernés par l'Argentine depuis qu'ils y avaient vécu. De leur côté, Oscar Alaniz et Luis Puig¹² se joignirent quelque temps à la petite équipe qui se constituait autour des Lamond.

Cette équipe vécut de nouvelles aventures. Un jour, un homme sonna à la porte de l'appartement où elle était installée. Il se présenta : Werner Pohlmann, ingénieur de la verrerie Cristalux. L'établissement était implanté dans le district industriel d'Avellaneda, à la périphérie de la capitale. L'homme avait rencontré des proches de Frank Buchman en Allemagne avant la guerre. "J'ai appris d'eux qu'on pouvait se recueillir en pensant aux sujets de gratitude pour le passé, aux tâches qui vous attendent aujourd'hui et aux orientations à prendre pour l'avenir. Je ne trouve aucune raison d'être reconnaissant pour le passé, je ne vois rien pour le présent et pas davantage pour le futur. Mais, ce matin, je me suis souvenu qu'un ami m'avait donné votre adresse et la pensée m'est venue d'inviter deux d'entre vous à venir habiter chez moi, à côté de l'usine où je travaille." En dépit de cette étrange entrée en matière, Luis Puig et Oscar Alaniz décidèrent d'y aller.

¹² Installé au Brésil depuis 1957 (cf. supra chapitre 4).

Ils ne tardèrent pas à se demander s'ils allaient rester. L'endroit était à une bonne heure du centre ville. La maison des Pohlmann était située dans l'enceinte même de l'usine. Après avoir monté un escalier, il fallait traverser une cour intérieure où vivaient deux molosses. La famille comptait quatre garçons et une femme qui menait tout le monde à la baguette. Les ouvriers de l'usine étaient fermés et hostiles.

Là-dessus, Werner arriva un matin tout excité : "L'un de nos militants ouvriers veut vous voir." Ils venaient de se disputer. L'ouvrier, Alborno, avait déclaré à l'ingénieur :

"Vous ne comprendrez jamais un révolutionnaire comme moi.

- J'ai deux amis plus révolutionnaires que vous", avait répliqué Werner.

Alborno avait éclaté de rire : "Ah! je voudrais bien voir ça!"

Puig et Alaniz découvrirent un gaillard rude, impressionnant, au visage couturé de balafres.

"Alors, leur dit-il en guise d'accueil, il paraît que vous êtes plus révolutionnaires que moi!

- Le pire réactionnaire, répondit Alaniz, est celui qui veut voir le monde devenir différent et qui ne veut pas changer lui-même".

Un peu désarçonné, Alborno renvoya la suite du débat à plus tard. "Venez au syndicat ce soir, on en reparlera."

Le soir même, le trésorier du syndicat se montra particulièrement coriace dans la discussion et ne cessa de déblatérer contre les patrons.

"Vos idées ne tiennent pas debout, c'est un fatras.

- Vous voulez vraiment voir émerger un monde nouveau ? lui dit un des visiteurs.

- Bien sûr!

- Alors dites-vous bien que vous avez tellement de venin en vous que vous ne serez jamais capable d'aider qui que ce soit à bâtir une société nouvelle.

- Eh! bien, si vous voulez tout savoir, répliqua le trésorier, j'étais souffleur de verre, un artiste, et un jour le chef du personnel est venu me taper sur l'épaule pour me dire : "Tu es muté dans les

bureaux ". Je n'ai plus jamais été autorisé à retourner à la soufflerie. Je hais cet homme, et sa classe, et tous les capitalistes".

Le lendemain, Luis et Oscar demandèrent à Werner à rencontrer le chef du personnel.

"Connaissez-vous cet homme ? lui demandèrent-ils, autour d'une tasse de café.

- Oui, c'est un de mes ouvriers préférés, je l'aime beaucoup.

- Pourquoi l'avez-vous transféré ?

- Le docteur m'avait dit que s'il continuait à travailler comme souffleur, ses poumons ne le supporteraient pas.

- Le lui avez-vous jamais dit ?

- Non, c'est moi qui commande, c'est à moi à fixer les affectations."

En écoutant le récit de la conversation de la veille, le chef du personnel avait les larmes aux yeux : "Je n'y avais jamais pensé."

Pendant leur séjour en Argentine, les dockers de Rio furent reçus à Cristalux. Tandis que Damásio Cardoso racontait son histoire, l'un des ouvriers de la soufflerie nommé Pablo¹³ paraissait mal à l'aise. Il était de plus en plus nerveux et regardait constamment sa montre. Puis il s'apaisa. Plus tard, il raconta à Puig qu'il avait reçu d'une cellule terroriste, qu'il avait l'intention de rallier et qui voulait le mettre à l'épreuve, l'ordre de placer un bâton de dynamite sous la voiture du directeur de l'usine avant une certaine heure. Le récit de Damásio était captivant, Pablo n'en voulait rien manquer. Mais il se prolongeait et l'heure limite approchait. A la fin il était trop tard.

"Allez dire ça au directeur, lui dit Puig.

- Jamais! il me ferait jeter en prison."

Il dut sans doute finir par se décider à le faire, car Luis Puig reçut plus tard du directeur une carte de vœux sur laquelle il avait écrit : "avec mon éternelle reconnaissance".

¹³ Nom d'emprunt.

Pablo resta marqué par cet incident. Il contribua, par la suite, à renouveler l'atmosphère dans l'entreprise. Quand les péronistes revinrent au pouvoir, il devint conseiller municipal d'Avellaneda. Après un nouveau changement de régime, les partisans de Perón furent l'objet d'enquêtes de la part des militaires. En sortant de la maison de Pablo, ces derniers conclurent : "Celui-là est incorruptible".

Comme celle de Ferrosnalt en Uruguay, l'aventure de la verrerie Cristalux eut dans le monde syndical argentin un écho qui dépassa les murs de l'usine

De la côte Est au versant Pacifique.

Pour échapper à la chaleur humide de l'été austral, beaucoup d'Argentins vont chercher un peu de brise marine sur la côte voisine de l'Uruguay. Une année, alors qu'ils habitaient Buenos Aires, Angus et Ruth Lamond décidèrent de faire de même et louèrent une maison à Atlantida, assez grande pour pouvoir héberger des hôtes de passage. Cela leur donnait aussi l'occasion de resserrer des amitiés nouées quelques années plus tôt à Montevideo. Ils avaient avec eux à ce moment-là un jeune Allemand, Hilmar von Campe, qui participait à leur travail. Hilmar avait un oncle ambassadeur d'Allemagne au Chili, qui avait perdu à la fois sa femme et sa fille unique de cancer l'année précédente et qui s'apprêtait à passer tristement Noël seul à Santiago. Les Lamond proposèrent à Hilmar de l'inviter à passer les fêtes dans cette maison de vacances. L'ambassadeur accepta avec empressement. La veille de son arrivée, le réfrigérateur tomba en panne. Ce fut Omar Ibargoyen qui sauva la situation en apportant le sien de Montevideo.

L'ambassadeur alla nager tous les jours avec son neveu et les Lamond firent leur possible pour qu'il passe un séjour agréable. Ruth ne se souvient pas qu'il ait été fait une seule fois mention de l'activité à laquelle elle se livrait avec son mari. Sans doute Hilmar en avait-il parlé à son oncle. Quoi qu'il en soit, sitôt rentré à Santiago, l'ambassadeur invita les Lamond à venir passer trois semaines avec Hilmar pour amorcer au Chili le travail qu'ils

avaient entrepris en Argentine. Ils les inclut dans tous les déjeuners et dîners de l'ambassade et invita même à une réception spécialement organisée pour entendre les Lamond tout un aréopage de dirigeants chiliens, ainsi que des membres du corps diplomatique et de la colonie allemande.

La seule introduction que les Lamond avaient apportée au Chili était pour une certaine Mary Posse. Quelques années auparavant, à la suite d'une intoxication due à des fruits de mer et qui avait failli lui coûter la vie, cette dame s'était fait soigner dans une clinique située sur les hauts de Montreux. Elle était à cette occasion montée jusqu'à Caux et y avait laissé son adresse en demandant que si quelqu'un venait au Chili, il passe la voir. Angus se rendit à l'adresse indiquée mais ne trouva pas trace de ce nom. Un matin, il se réveilla avec l'idée impérative qu'il devait sortir et ne pas rentrer sans avoir retrouvé Mary Posse. Il se mit un chasse et revint six heures plus tard, mission accomplie. Il n'avait pas pris garde à une particularité locale. En Amérique latine, les femmes gardent leur nom après leur mariage et ne font qu'y ajouter celui de leur mari. Et au Chili, elles sont surtout connues par leur nom de jeune fille. Il avait donc fini par trouver une dame du nom de Mary Errazuriz de Posse, qui appartenait à une vieille famille aristocratique du pays. C'était une femme impotente, soutenue dans son lit par une masse de coussins roses. Toute son existence tournait autour d'elle-même et de son état.

A mesure qu'elle faisait plus ample connaissance des Lamond et les présentait aux membres de sa famille et à ses amis, Mary reprenait des forces, jour après jour, tandis que son entourage s'interrogeait sur les causes de cette résurrection progressive. Elle semblait retrouver un sens à la vie, une vie qui pour elle avait été très gâtée et protégée et qui s'était affadie dans la contemplation de ses ennuis de santé. Elle se rendit compte que les gens auxquels elle avait envie de faire rencontrer les Lamond préféreraient recevoir sa visite plutôt que d'être convoqués au pied de son lit. Elle s'aperçut qu'elle pouvait se rendre utile en traduisant en espagnol des documents que les Lamond ne possédaient qu'en anglais. Plus tard une de ses nièces alla à Mackinac, une autre à une conférence à Miami. Une petite nièce vint passer quelque temps chez les Lamond pour les aider en

Argentine. Mary elle-même se rétablit assez pour se mettre à voyager. Elle alla au Brésil, y rencontra nombre d'hommes et de femmes dont la vie avait été renouvelée et put se rendre compte des changements qui s'en étaient suivis dans les usines et dans les docks. Ce spectacle lui valut encore un regain de vigueur. Elle séjourna chez les Lamond à Buenos Aires et put participer à leur travail. Pour couronner le tout, quelques années plus tard, elle devait partir avec eux faire une tournée en Europe¹⁴.

¹⁴ Cf. chapitre 8.

DANS TOUTES LES CLASSES

Le nouvel état d'esprit qui, des dockers de Santos, avait gagné ceux de Rio, se propageait en même temps dans d'autres milieux.

Chez les traminots

José Lopes Veras est né dans l'Etat de Píauí, au nord-est du Brésil. Sa famille s'est brisée quand il avait deux ans. Il est alors resté avec son père. Il avait huit ans lorsqu'un jour, sorti avec sa tante aveugle pour se baigner à la rivière, il vit une femme accoster près de lui dans une barque. "Je suis ta mère. Monte pour que nous parlions". Quand il fut assis à côté d'elle, la mère remit l'embarcation en marche et l'emmena plus loin, sur la rive opposée. Mais elle avait été vue en ville et le père devina ce qui s'était passé. Il alerta la police, qui mit la main sur la mère et l'enfant. José, qui était resté trois jours enfermé dans une pièce obscure, en caleçon de bain, se jeta au cou de son père, tremblant de fièvre.

Après cette expérience traumatisante et jusqu'à ce que son père se remarie, José, alors âgé de dix ans, n'aura pas su ce qu'était un véritable foyer. Il se marie à son tour à vingt-deux ans et accueille chez lui son père, veuf de sa seconde femme. Il est alors conducteur de tramway et gagne si peu qu'il n'a pas de quoi payer le traitement médical que nécessiterait l'état de son père, qui mourra faute de soins. Ce décès et sa jeunesse difficile le laissent amer et lui inculquent la passion de s'attaquer à la misère de son pays. Un fond religieux hérité de son père le retient d'adhérer au communisme. Il décide de militer au parti socialiste qui est en

train de s'organiser et il en rejoint l'aile trotskiste, qui lui paraît la plus disciplinée et la plus révolutionnaire. Il n'a pas fait d'études scolaires mais il suit un cours catholique de formation syndicale.

Les traminots de Rio veulent le mettre à la tête de leur syndicat. A l'époque, la loi impose au candidat d'obtenir de la police, après enquête sur son passé politique, une déclaration selon laquelle il n'y a rien à reprocher à l'intéressé, autrement dit qu'il n'est pas communiste. José refuse de se plier à cette exigence. Il fait campagne et est élu haut la main. Après quoi il engage une procédure et obtient une décision de justice reconnaissant la validité de son élection. Mais le ministre de l'Intérieur ne l'entend pas ainsi. Il annule le scrutin et provoque une nouvelle élection, que José Veras emporte une seconde fois, sans avoir davantage demandé le nihil obstat de la police. Le gouvernement est fort embarrassé. C'est un sénateur socialiste qui débloque la situation en allant trouver le président du Brésil, Getúlio Vargas, accompagné de tous les syndicalistes nouvellement élus et en acceptant de se porter garant que José Veras est un membre de son parti et non un communiste.

En 1954, lors des élections au parlement fédéral, José Veras se présente sur la liste du parti socialiste. Il corse la campagne en suscitant une grève des tramways, bien que les employés des services publics n'aient pas le droit de grève. Au moment où il mobilise ses adhérents au siège du syndicat, la police contre-attaque en cernant les locaux. Treize cents hommes sont pris au piège. Les choses risquent de mal tourner, car ils portent tous une arme sur eux. José leur donne alors comme consigne de s'avancer de plein gré vers les fourgons de la police. Lui-même reste libre, protégé qu'il est par l'immunité dont jouissent les candidats à moins de vingt jours du vote. Il appelle aussitôt le siège de son parti et des amis parlementaires. L'opinion est alertée. Une telle rafle est d'un fort mauvais effet en période électorale. Les traminots sont relâchés. Ils y gagnent quelques revendications satisfaites. Aux élections la liste socialiste enlève un siège. Le député qui l'occupera fera supprimer la déclaration de police obligatoire que Veras a, par deux fois, refusé de solliciter

José Veras lui-même n'est pas élu. Mais son attitude, qui a permis d'éviter un affrontement peut-être sanglant, n'est pas passée inaperçue des syndicalistes de Santos dont il a été question plus haut. A l'occasion d'une réunion organisée par eux le 4 juin 1955, ceux-ci invitent Veras à les rejoindre. Ils ont aussi invité José Garcia, ancien président des travailleurs de l'industrie hydroélectrique de São Paulo, devenu par la suite délégué au conseil de la Confédération Nationale des Travailleurs de l'Industrie. Or, à l'instar de ses amis de Santos, Garcia a engagé une action depuis quelques mois, du côté tant patronal que syndical, au sein de la puissante société américano-canadienne Light & Power Company of Brazil. Il se trouve que les tramways de Rio dépendent de cette société et que Veras et Garcia se sont affrontés dans le passé. Et voici que les deux hommes se retrouvent à São Paulo, où Veras, sur le chemin de Santos, a passé la nuit. Le matin, il voit arriver vers lui Garcia, qui lui présente ses excuses pour leurs disputes passées et exprime le désir de travailler la main dans la main avec lui. Qu'ont donc ces gens de Santos pour avoir changé de la sorte un type comme Garcia ? se demande Veras. Mais ce qui l'aura le plus marqué, ce sont les sept heures de chemin de fer du retour, pendant lesquelles il engloutit un livre que lui ont donné ses hôtes. Il y est question de la lutte que mènent des gens qui ont découvert que l'on ne change pas la société sans changer les hommes. Certains d'entre eux sont socialistes comme lui. Il y a là quelque chose qui le bouscule. Qu'en est-il donc de lui-même ? En lançant sa grève des tramways, pensait-il d'abord aux besoins de ses camarades ou d'abord à son élection ?

L'été suivant, deux de ses nouveaux amis invitent José à les accompagner à Caux. José leur répond qu'il n'en a pas les moyens et qu'il ne veut pas non plus être à leur charge. Ils finissent par le convaincre en lui expliquant qu'ils ont réussi à récolter autour d'eux le prix du voyage. José ne s'attendait pas à être à tel point secoué par ce séjour. Le monde dont il rêvait, pour lequel il était prêt à consacrer sa vie, un monde où les barrières de classe disparaissent, le voici devant ses yeux ! Et, presque en même temps, il découvre le défi qui lui est lancé : mesurer sa vie à des critères moraux absolus. Il parle comme un socialiste, mais ne vit-il pas comme un bourgeois ? N'exploite-t-il pas les travailleurs,

tout comme le font les capitalistes, afin de capter leurs votes ? N'encourt-il pas les reproches qu'il leur adresse : soit de pouvoir, transactions douteuses, vie personnelle fort éloignée des principes affichés ? José Veras n'est pas croyant, mais il accepte l'idée d'écouter sa conscience. Et voilà que les pensées qui l'assaillent sont celles qu'il aurait aimé ne jamais avoir. Ce qu'elles l'invitent à faire est si pénible, elles sont si fortes, si persistantes, qu'elles ne peuvent venir de lui. Faut-il vraiment qu'il en passe par là ? Il en devient malade, ressent des douleurs à la langue et aux gencives, consulte un médecin qui se trouve sur place. "Je vais vous donner quelque chose pour vous soulager, mais je ne peux rien vous prescrire pour vous guérir. Votre mal est nerveux. Il disparaîtra dès que vous aurez pris les décisions qui vous arrêtent." Les troubles disparaissent en effet quelques jours plus tard.

A son retour, José s'ouvre à sa femme de ce qu'il lui avait toujours soigneusement caché jusque là. Pour elle, c'est un monde qui s'effondre. Elle se doutait pourtant qu'il y avait une autre femme dans la vie de son mari. Mais elle non plus n'osait pas aborder le sujet. Il y avait dix enfants et elle redoutait par dessus tout de se retrouver seule avec eux. Pendant trois jours, elle n'ouvre pas la bouche. Puis elle se décide à son tour à franchir le pas : "Si tu veux avoir avec moi une relation nouvelle de transparence totale, je te pardonne". Le pacte est conclu. Il sera tenu. Les enfants en seront aussitôt les bénéficiaires. Les deux aînés, alors âgés de seize et quatorze ans, Daniel et Lydia, ne s'adressaient plus la parole. Cela durait depuis deux ans. Devant eux aussi, José décide d'avaler sa fierté et de leur dire la vérité sur lui-même. Il met en jeu son prestige paternel mais abolit la distance qui détournait ses enfants de se confier à lui.

Avec les traminots, il organise un meeting, auquel il invite toute une série de responsables syndicaux appartenant aux différentes branches du groupe à Rio, São Paulo, Santos, Porto Alegre et dont il confie la conduite à José Garcia, un Garcia en grande forme, qui a lui-même remis beaucoup de choses en ordre dans sa vie, qui a cessé de boire, qui a adopté la discipline de la méditation quotidienne. Veras, quant à lui, décide de faire preuve, là aussi, d'une franchise sans réserve et il reconnaît avoir tiré parti des revendications des travailleurs à des fins politiques.

Dans les semaines qui suivent, il réunit avec ses camarades quelques cadres de la direction des tramways. Après avoir, ensemble, reconsidéré leurs motivations respectives, ils arrêtent plusieurs décisions. Les travailleurs y trouvent l'accomplissement de progrès espérés depuis longtemps : congés payés, treizième mois (bien avant que ces avantages ne soient inscrits dans la loi), meilleures conditions de travail, réduction des horaires. Des incidents surgiront encore mais, avec de la bonne volonté, ils trouveront une solution. Ce sera, une fois, un crédit de la Banque Centrale pour permettre à la compagnie d'apurer sans nouveau délai une dette envers son personnel. Une autre fois, pour satisfaire une revendication sans augmenter les tarifs de tramway, d'électricité et de téléphone (la compagnie contrôle les trois services), ce sera le paiement des avantages consentis au personnel dans un compte temporairement bloqué, qui sera ultérieurement utilisé pour créer des colonies de vacances.

Honnêteté en affaires

Le courant d'honnêteté et le nouveau sens des responsabilités qui se manifestent ici et là parmi les dockers, dans les syndicats ouvriers, chez les traminots, ne manquent pas d'amener aussi des patrons à s'interroger sur la façon de gérer leurs affaires. On se souvient de la courageuse et fort coûteuse décision d'Ernesto Diederichsen de ne plus soudoyer les militaires qui achetaient ses fournitures pour l'armée. Il n'est pas le seul. Une cousine de sa femme, Elza de Araújo, tenait jadis toujours prête une petite enveloppe destinée au contrôleur du fisc qui viendrait vérifier les comptes de son imprimerie. Elle décide de mettre fin à cette pratique.

Guilherme Borghoff est président d'une importante firme importatrice de pièces d'automobiles, créée par son père. Il préside aussi l'Association Nationale pour les Machines, Véhicules et Pièces Détachées et l'Association des Importateurs Brésiliens. Il a été frappé par l'expérience des compagnies aériennes

américaines¹⁵. "Voilà le genre d'aide que le Brésil aurait besoin de recevoir des Etats-Unis", a-t-il déclaré lorsqu'il a entendu les pilotes raconter leur histoire. Dès lors, il commence à se poser des questions sur la façon dont il dirige l'entreprise familiale. Lui et son frère se sont arrangés pour marginaliser leur père au sein de la société que ce dernier avait constituée. Ils ne le trouvaient pas assez dynamique. Il en est résulté une pénible division entre le père et les fils. Guilherme décide de réparer ses torts et il rétablit dans la famille des relations normales.

Il entreprend ensuite de remettre en ordre ses affaires sur la base de l'honnêteté. Il supprime notamment sa double comptabilité: une pour lui et l'autre pour l'administration. Dans le cadre de ses fonctions associatives, il lui appartient de distribuer des tracteurs importés subventionnés par les pouvoirs publics. Chacun est anxieux d'en recevoir et prêt à donner pour cela de gros dessous-de-table. Borghoff s'attache à ce que la distribution ne donne lieu à aucun tripotage et que les tracteurs soient répartis selon les besoins. Quelques années plus tard, le gouverneur de l'Etat de Guanabara, Carlos Lacerda, l'appelle auprès de lui pour présider une agence de développement industriel et agricole, puis pour diriger les finances de l'Etat. Celui-ci est lourdement endetté et les fonctionnaires, sous-payés, sont nombreux à exercer un métier d'appoint. Borghoff redresse en deux ans une situation délabrée et il y parvient notamment en s'appuyant sur l'esprit de dévouement qu'il suscite dans les services. Plus tard encore, sous la présidence du général Castelo Branco (1964-67), il est appelé à présider un service de ravitaillement et de contrôle des prix alimentaires, qui offre de multiples occasions de prévarication. Durant son mandat, le service est géré avec une entière probité. A ce poste, il fera venir auprès de lui Nelson Marcellino comme chef de la division des transports.

Un autre patron, Erwin Zimmermann, a été impressionné par le changement des dockers de Rio. Elevé en Suisse, il considérait qu'une gestion honnête devait aller de soi et les principes chrétiens lui étaient familiers. Cela suffisait à lui donner

¹⁵Cf. chapitre 4 et annexe I.

bonne conscience. En 1928, au moment où il achevait sa formation commerciale, il a décroché un contrat avec une firme textile suisse qui l'a envoyé au Brésil. Sept ans plus tard, à vingt-cinq ans, il a créé à Rio sa propre affaire d'importation de machines comptables. Des amis lui ont dit que, pour réussir, il devait se conformer à l'usage et graisser la patte des acheteurs des sociétés clientes. Il a décidé de s'en tenir à sa propre ligne de conduite et de tâcher de réussir par la qualité de son service. Au début, il a manqué certains contrats mais, au bout de trois ans, les progrès ont commencé doucement, bientôt freinés par la guerre qui entravait les importations d'Europe. L'affaire a pris son essor après la fin des hostilités. Des succursales ont été ouvertes dans tout le pays. A l'entreprise commerciale s'est ajouté un atelier d'imprimerie. Les effectifs se sont élevés jusqu'à six cents personnes. Mais en même temps ont grandi la tension et les soucis et un ulcère a fait son apparition.

Parmi les sources de préoccupations figuraient en bonne place les désordres du port de Rio. Zimmermann avait fini, comme d'autres, par acheminer ses approvisionnements par Santos. Lorsqu'il constate le changement spectaculaire intervenu dans le port, il cherche à en comprendre la raison. Il est conduit à faire le lien entre l'expérience des dockers et son héritage chrétien : Dieu ne peut-il l'aider à trouver, lui aussi, jour après jour, les décisions justes à prendre dans sa vie personnelle et familiale comme dans la conduite de ses affaires ?

Le première réponse à cette question touchera ses rapports avec l'inspecteur des impôts. Celui-ci procède chaque année à l'évaluation d'une certaine taxe forfaitaire. L'entreprise a un conseiller fiscal, appelé *despachante*, selon lequel il est d'usage qu'elle remette une enveloppe à l'inspecteur. Zimmermann décide d'avoir avec ce dernier un entretien personnel. Il lui dit qu'il a résolu de faire prévaloir l'honnêteté absolue et il lui demande de fixer en conscience le montant correct qu'il va devoir payer. Quelques jours plus tard, l'inspecteur le rappelle pour lui dire la somme qu'il envisage de retenir. Zimmermann donne aussitôt son accord : l'augmentation est inférieure au dessous-de-table qu'il aurait versé.

Le moment de silence matinal devient alors la source de nombreuses décisions. Zimmermann s'intéresse davantage à ses employés, il est plus d'une fois en mesure de les aider à résoudre des questions touchant à leur vie privée. Son stress disparaît et sa santé s'améliore. Il arrive qu'il appréhende d'accorder une augmentation de salaire mais sente qu'il doit aller de l'avant et avoir confiance qu'il pourra assumer la dépense. En 1962 le fabricant de machines à écrire Hermès le consulte sur l'implantation éventuelle d'une usine au Brésil. L'époque est justement fort agitée par des menaces de soulèvement et une vague de défiance pousse de nombreux hommes d'affaires à essayer de s'établir ailleurs. La réponse rationnelle serait : "pas maintenant". Mais Zimmermann sent qu'il doit répondre oui. L'usine est construite à São Paulo, son ouverture crée huit cents emplois et le Brésil exportera ses produits dans le reste de l'Amérique latine et même au-delà.

Plus tard d'autres problèmes surgissent. Un associé meurt, d'autres cèdent la place à la nouvelle génération, dont certains membres ne sont soucieux que de rendement immédiat. Là encore une solution est trouvée. Une scission amiable est décidée entre l'imprimerie, que Zimmermann conserve, et l'équipement de bureau, qui revient à ses partenaires. Par la suite, les difficultés s'accumulent. Pour faire face à une crise prolongée, qui touche notamment l'imprimerie, nombre de concurrents cassent les prix en éludant les taxes. Zimmermann refuse d'entrer dans ce jeu. Mais à près de quatre-vingts ans et malgré l'aide de sa fille, il se sent à bout de forces. La réponse de la voix intérieure est nette : "N'as-tu pas reçu jusqu'ici une bonne santé et tout ce qu'il te faut ? Continue à te battre."

C'est seulement quelques années plus tard qu'il sent le moment venu de passer la main. Mais comment trouver un acheteur en ce temps de crise aiguë ? Faut-il vendre en bloc ou machine par machine ? Et dans ce dernier cas, que faire des cent vingt salariés ? Il faut croire que c'est pourtant bien le moment de vendre. A quatre mois de distance, deux des principales machines trouvent preneur contre paiement comptant et quelques mois plus tard, un acquéreur se présente pour reprendre le reste, avec tout le personnel.

De cette longue carrière dans les affaires, menée dans un pays où les habitudes en ce domaine sont très relâchées, Erwin Zimmermann emporte la conviction que tout homme engagé dans le commerce, l'industrie ou la finance peut trouver la solution de ses problèmes professionnels en les remettant à Dieu et sans rien abandonner de sa rectitude morale. Ainsi libéré de la peur et de la cupidité, considérant le succès de ses entreprises non comme un but en soi mais comme sa participation au service de la communauté, il estime avoir contribué à la prospérité de son pays d'origine et de son pays d'adoption, sans avoir fait fortune mais sans avoir manqué de rien. Tout cela, il le dit à ses confrères plus jeunes avec une grande simplicité, sans redouter ni les sourires ni les haussements d'épaule.

L'expérience d'Erwin Zimmermann est celle d'un homme venu travailler en Amérique latine, qui y a créé des entreprises et y a complètement pris racine. Celle de son compatriote Hellmut Dachler est celle d'un cadre commercial d'une fabrique suisse de matériel électrique, pour qui l'Amérique latine - le Mexique en l'occurrence - se présente comme un marché d'exportation. Comme la première, elle montre que, contrairement à une idée reçue, la corruption n'est pas fatale dans cette partie du monde¹⁶ ..

Fin 1955, ouvrant sa réunion hebdomadaire, le président de la compagnie où travaille Dachler annonce qu'il vient de recevoir un télégramme : "Commande centrale thermique acquise". Il s'agit d'un groupe de turbines à vapeur pour la centrale de Laguna. C'est le premier grand succès de la firme au Mexique. Mais voilà que des rumeurs se mettent à circuler dans la maison : le représentant local du groupe aurait promis un dessous-de-table. Est-ce vrai ? A qui ?

Janvier 1956 : la société dépêche Dachler à Mexico, muni d'une certaine somme. C'est son premier voyage dans ce pays. Ce sera aussi le premier contact direct du siège avec son représentant local et avec son client. Le représentant se montre plutôt froid et

¹⁶ Dachler en a rendu compte dans la revue *Changer* (octobre 1977).

distant. Par où commencer ? Qui est cet industriel important dont il est question, beau-frère du client ? C'est lui qui aurait précisé les exigences. Dachler rencontre le client au club des industriels, un endroit très chic. Comment aborder la question délicate ? Il attend. Après un repas servi dans des assiettes en or et une tasse de bon café, le Mexicain lui tend sa carte. Il l'attend le soir même chez lui, à parti de 21 heures. Dachler retourne à l'hôtel, recompte l'argent qu'il a mis dans un coffre. Il s'arrête. Payer un pot-de-vin ! Impossible. Il remet l'argent dans le coffre et se met en route les mains vides. La villa se trouve à Chapultepec, le meilleur quartier de la capitale. Il est attendu. Il parle franchement :

"Je n'ai pas apporté d'argent. Pourquoi cette commission ? Le prix fixé n'en comportait aucune, ni pour vous ni pour qui que ce soit d'autre. Etes-vous conscient que nous faisons quelque chose qui n'est pas juste ? Veuillez y réfléchir.

- L'argent est destiné à mon beau-frère, répond le client. Si vous ne respectez pas votre promesse, ajoute-t-il en levant le doigt, vous rompez un gentlemen's agreement et vous vous privez de nombreux autres contrats."

La porte du jardin se referme bruyamment. Que faire ?

Dachler repense à la visite à Zurich de M. Mora, l'ingénieur-conseil de la firme *Palomina y Mora*, maître d'oeuvre de la centrale de Laguna, qui découvrait la Suisse et était accompagné de sa femme. Il garde d'eux un bon souvenir : des Mexicains cultivés, ouverts, simples, devenus en quelques jours de vrais amis. Tous les sujets avaient été abordés : le recul des églises, les manquements des chrétiens, l'écoute de la voix divine, l'esprit de responsabilité qu'il faudrait tant développer dans l'industrie.

Ce matin-là, Hellmut Dachler retrouve ses amis sur le seuil de leur maison entourée d'arbres tropicaux et dominée par la silhouette enneigée du Popocatepetl. Après un petit déjeuner à la mexicaine, on s'assied dans le grand salon. Enfin il peut parler de ce qui lui tient à coeur. Faut-il respecter l'engagement pris ? On se tait. Puis M. Mora parle : "C'est une loi non écrite chez nous, que l'on paye les commissions promises. Donnez leur part à tous ceux à qui il a été promis quelque chose, mais aidez-les à voir qu'il n'est pas juste de recevoir de l'argent qu'on ne mérite pas, de toucher des versements occultes, d'être tenaillé par la peur d'une

dénonciation. Que ce soit votre dernière commission : soyez franc avec les Mexicains, il vous comprendront." Après une pause, ils prient ensemble pour que Dachler trouve les paroles appropriées et qu'il ait le courage nécessaire.

Chaque jour celui-ci fait une visite, un paquet de dollars dans la poche. La secrétaire, qui fait ou non barrage à la porte de son patron, reçoit une enveloppe. Elle la prend d'un air indifférent, sans remercier. Chez ledit patron, Dachler entre avec un roman policier dans lequel il a glissé l'argent et qu'il "oublie" en sortant. Le chef du bureau d'études, un jeune Mexicain qui a fait des études en Europe, l'invite à déjeuner. Il refuse les dollars : "Je sais que c'est l'usage ici et on me reproche de ne pas m'y plier. Mais je suis décidé." Voilà un homme honnête et résolu, prêt à tenir tête.

La veille de son départ, Dachler rend visite à l'industriel de Chapultepec. Celui-ci attend une réponse et l'argent pour son beau-frère. Il prend la liasse serrée dans une enveloppe sans mot dire et la glisse dans un tiroir.

"Je remplis un engagement, lui dit Dachler, mais c'est la dernière fois. Nous continuerons à vous faire des offres et nous nous efforcerons d'obtenir vos commandes mais ce sera dans l'honnêteté. Etes-vous d'accord ?"

L'industriel réfléchit un instant. "D'accord. Et vous vous êtes fait un ami. Bon voyage."

Peu de temps après ce même client veut commander un deuxième groupe de turbines. Le devis du fabricant suisse va rejoindre ceux qui viennent du monde entier. Les données techniques sont complètes, le prix calculé sans commission. Dachler doit se rendre à Mexico où le client le reçoit. Les différents spécialistes sont réunis autour d'une table. Ils posent des questions, exigent des concessions, menacent de se tourner vers les concurrents. Lorsqu'ils en viennent au prix, Dachler a une seconde d'hésitation : va-t-il céder pour ne pas laisser échapper l'affaire ? Une voix en lui l'arrête. Il tient bon. A sa grande surprise, le directeur demande alors :

"Votre prix n'inclut-il aucune commission ?

- Non.

- C'est votre dernier prix ?"

Les ingénieurs mexicains se taisent. Une prière silencieuse rapide et Dachler répond :

"C'est mon dernier prix.

- Vous avez la commande. Mes félicitations."

Dans l'armée aussi

Les idées qui ont pénétré au Brésil par les ports et les usines ont aussi atteint l'armée, les universités, le monde politique... Dès 1952 une délégation de l'armée de l'air brésilienne a participé à la conférence de Mackinac, sous la conduite du major Deoclécio Lima de Siqueira. Dans son compte-rendu, distribué par la suite aux officiers d'aviation¹⁷, le major relate la forte impression que lui a faite l'honnêteté d'Ernesto Diederichsen dans ses relations d'affaires avec le gouvernement, malgré le prix qu'il lui en a coûté. Il rapporte aussi les témoignages recueillis auprès d'officiers de tous grades sur la façon dont les troupes de leurs pays respectifs ressentent l'impact d'un nouvel état d'esprit. Celui-ci, relève-t-il, donne aux soldats des valeurs positives à défendre et pas seulement un ennemi à combattre. Il ajoute à la discipline militaire une discipline intérieure et un sens des responsabilités. Il dispose au travail en équipe et crée un esprit de corps, au sein des unités et entre elles, à travers une plus grande loyauté et un plus grand désir de servir. Ses exigences morales donnent une perception plus claire, qui aide notamment à déceler les indices de subversion. Il accroît le souci et l'aptitude des soldats à obtenir la confiance de la population civile. Et en temps de paix il suscite une nouvelle conception de l'action des forces armées comme cadre de formation civique et comme épine dorsale de la nation.

Deux ans plus tard, l'état-major de la marine manifeste à son tour son intérêt pour ce mouvement d'idées, suivi par le chef de la maison militaire du président Vargas, qui, à l'occasion d'une journée de l'armée, lui apporte un vibrant appui dans un discours radiodiffusé. Guilherme Borghoff, de son côté, l'introduit à l'Ecole

¹⁷ Conférence prononcée le 2 juillet 1952 devant l'état-major des forces aériennes.

Supérieure de Guerre, un établissement créé en 1949, couramment appelé "la Sorbonne", mais qui s'apparenterait moins, en France, à la Sorbonne ou à l'Ecole de Guerre qu'à l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale. Aux côtés des meilleurs officiers se retrouvent là de brillants cadres civils pour étudier ensemble les grands problèmes du pays. Pépinière de dirigeants et laboratoire d'idées, l'Ecole Supérieure de Guerre, qui, à cette époque, a pour directeur des études le général Castelo Branco, futur chef de l'Etat, reçoit ainsi les dockers de Rio. L'expérience de ces syndicalistes d'obédiences diverses, qui s'affrontaient jusqu'à une date récente, passionne les officiers des trois armes, eux-mêmes en rivalité permanente.

Luiz Villares pensait depuis longtemps qu'un contact devrait être pris avec le général Macedo Soares, un de ses amis personnels, créateur du centre sidérurgique de Volta Redonda et président de la Companhia Siderurgica Nacional. Cette cité industrielle était la fierté du Brésil. La conférence qui s'y tint du 21 au 25 avril 1955 fut un événement mémorable. Le général y fut assidu, captivé par ce qu'il entendait. Les compagnies aériennes des Etats-Unis qui avaient, quatre ans plus tôt, résolu les conflits qui les déchiraient, y avaient envoyé des délégués. Les ports de Rio et de Santos y étaient solidement représentés. La rencontre de gens d'une autre classe prenant à coeur la construction commune d'un monde nouveau fut un déclic pour plus d'un, aussi bien parmi les dirigeants que parmi les militants ouvriers.

L'un de ces derniers, pour qui ces quelques jours marquèrent un tournant dans sa vie, fut Luiz Antônio Leite, président des travailleurs de la sidérurgie à Volta Redonda. Il était la bête noire de Macedo Soares. Mais la discorde régnait aussi à l'intérieur du syndicat et à la maison, où le ménage était près de se rompre. Luiz Antônio venait de perdre un fils, noyé. Une Européenne qui faisait partie du groupe de passage habita quelques jours chez lui. Sa femme tomba légèrement malade à ce moment-là. Voir une dame de la bonne société, blanche (les Leite étaient noirs), en visite de l'étranger, enfiler spontanément un tablier et se mettre à laver la cuisine fut un détail qui frappa le couple. Le fait est qu'au contact de ces gens de passage, son attitude changea du tout au tout, tant à l'usine que dans sa famille.

Dans les années qui suivirent, Luiz Antônio Leite fut conduit à insuffler dans son syndicat un esprit constructif et il demeura jusqu'à sa mort, en 1994, fidèle à la ligne d'action qu'il avait adoptée et aux amitiés qu'il avait nouées pendant ces journées.

Certains de ceux qui y avaient participé continuèrent à se réunir pour réfléchir ensemble et partager les décisions prises, des décisions parfois très simples et touchant au fond des choses. Tel ouvrier sachant à peine écrire chargeait sa fille de transcrire en bon portugais sur un carnet les pensées qui lui venaient : un manquement qu'il fallait reconnaître et réparer, la décision de couvrir sa maisonnette d'un toit convenable pour sa famille, la résolution de cesser de fumer et de donner à cette nouvelle révolution l'argent qu'il aurait dépensé en tabac. Le général Macedo Soares se joignit à l'une ou l'autre de ces rencontres. Il devait devenir plus tard membre du gouvernement et se montrer attentif aux conditions des travailleurs. Il s'apprêtait à se rendre à Mackinac dans le courant de l'été lorsque le président Café Filho mit son veto à ce voyage, révélant qu'un courant hostile savait se faire entendre jusqu'au sommet de l'Etat¹⁸.

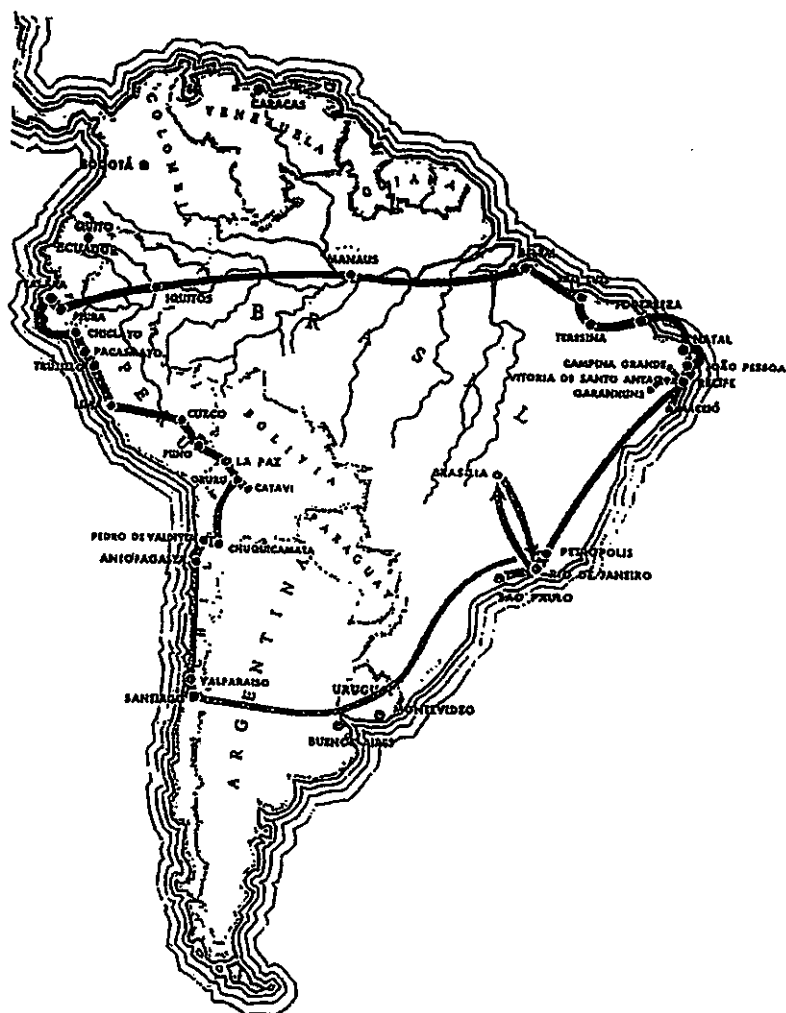
Cela n'empêcha pas de nouvelles avancées parmi les chefs militaires brésiliens. Le général Hugo Bethlem, alors qu'il occupait un poste d'ambassadeur, avait été impressionné par le film des dockers de Rio. "Ces hommes sont nos véritables ambassadeurs", avait-il dit. Plus tard, il s'était laissé inviter à une assemblée réunissant à Miami, fin avril 1961, des participants des deux Amériques. On y avait un soir présenté une pièce de théâtre intitulée *L'Echelle*. Le personnage principal est un homme possédé par l'ambition et l'intérêt et qui, parvenu au haut de l'échelle, s'aperçoit qu'il a contribué à crucifier le Christ. Comme catholique, Bethlem en était sorti secoué : "cet homme, c'est moi". Il avait vu sur scène son portrait, celui d'un homme utilisant toute situation, toute relation, pour grimper plus haut. Un souvenir cuisant lui était revenu à l'esprit. Il remontait à l'inauguration de Brasília comme nouvelle capitale par le président de la République. Sa femme était alors sur le point d'accoucher et il

¹⁸ Café Filho assurait la transition entre le suicide de Vargas (24 août 1954) et la prise de fonction de Kubitschek (31 janvier 1956).

l'avait plantée là pour aller se joindre à la cohorte des personnages importants du régime en arborant toutes ses décorations.

Le choc que fut pour lui cette rencontre de Miami l'amena à bouleverser ses plans. Il avait prévu de poursuivre son voyage vers le nord pour s'offrir un séjour de vacances et de shopping à New-York avec sa femme. Il regagna le Brésil sans plus tarder, ferma son bureau d'affaires. Il donna l'argent qu'il avait mis de côté pour ses vacances afin de soutenir l'action dont il venait d'être le témoin. et il entreprit de mobiliser en sa faveur les milieux économiques. Il alla voir le Chef de l'Etat, Jânio Quadros, en vue d'avoir son accord et son appui pour inviter une mission itinérante à sillonner le pays. Celle-ci allait, d'avril à décembre, parcourir non seulement le Brésil mais plusieurs pays d'Amérique du Sud et revenir boucler son périple par un rassemblement à Petrópolis, dans la montagne au-dessus de Rio.

Itinéraire de la mission accompagnant la pièce *Le Tigre* en 1961



PORTER UN MESSAGE

Pour comprendre l'écho, d'une ampleur surprenante, éveillé sur son passage par la mission itinérante de 1961, il faut se rappeler les circonstances de l'époque. L'assemblée de Miami s'était ouverte quelques jours après la tentative infructueuse des Etats-Unis de débarquer à Cuba. L'île faisait alors figure de base avancée de l'Union soviétique dans le Nouveau Monde. On était en pleine guerre froide. L'Occident était partout sur la défensive. Le communisme marquait des points et s'implantait dans un pays du tiers monde après l'autre. Sa propagande, intense, visait notamment l'Amérique latine. Sur le plan des idées, le combat semblait inégal. A beaucoup de pays du Sud, comme de prolétaires du Nord, l'alternative paraissait être : accepter le triomphe du communisme ou se résigner au monde tel qu'il était.

Or, voilà que se révélaient des communistes qui avaient quitté le parti non par dépit ou par dégoût, ou encore sous l'effet d'une purge, mais parce qu'ils avaient trouvé un idéal plus grand, au service duquel ils mettaient désormais toute leur fougue. De là une estampille souvent attribuée au Réarmement moral et le réduisant à un mouvement anticomuniste. Le contresens était pourtant difficile à commettre. "Ni communisme, ni anticomunisme, disait l'invitation à Miami. L'un et l'autre sont trop petits." En apportant une espérance capable de gagner des communistes chevronnés - une espérance puisée dans l'héritage chrétien mais sans référence confessionnelle imposée - ce mouvement laissait au contraire entrevoir une chance de ne pas se laisser acculer un jour au dilemme : le goulag ou la bombe. Il invitait à gagner ses adversaires et non à les perdre. Face à la guerre froide, son attitude aurait pu se résumer : gagner l'Est en changeant l'Ouest.

Des métropoles du Sud à la chaudière du Nordeste

A l'aube du 27 avril, la mission s'envolait en charters de Miami, forte de quelque cent cinquante personnes, y compris la troupe d'une pièce de théâtre, *Le Tigre*, écrite et jouée par des étudiants japonais appartenant à l'organisation des Zengakuren, une association militante d'extrême-gauche. Cette pièce mettait en scène les émeutes que ces étudiants avaient contribué à provoquer à Tokyo et qui avaient fait annuler la visite au Japon du général Eisenhower¹⁹. Les membres de la troupe venaient de faire les titres de la presse américaine en présentant leurs excuses au général Eisenhower pour la part qu'ils avaient prise aux manifestations violentes de l'année précédente.

La première du *Tigre* sur le continent sud-américain eut lieu à São Paulo le 1^{er} mai. Ce jour-là, des milliers de travailleurs avaient défilé dans les rues derrière des drapeaux rouges en criant "Cuba, notre modèle", pour marquer l'ouverture au même moment d'une grande conférence sino-soviétique à Mexico visant à établir des plans de pénétration en Amérique latine. Cela n'empêcha pas, le soir, l'affluence au théâtre d'engorger le trafic et de recommencer les jours suivants, au point que dix jours plus tard, la télévision diffusait des extraits de la pièce et des interviews des acteurs. Un télégramme du premier ministre japonais apporta ses encouragements à la troupe, saluant "le feu et la passion pour une voie qui ne va ni à gauche ni à droite mais tout droit". La mission fut reçue par le gouverneur de l'Etat. Elle eut surtout de multiples contacts, qui laissèrent une marque durable sur nombre de gens comme, par exemple, Armando Magri, délégué à l'immigration pour l'Etat de São Paulo et les Etats du Sud. Un fonctionnaire comme lui était exposé à de grandes tentations. Des voyageurs arrivés avec un visa de tourisme et qui voulaient travailler sur place avaient besoin de sa signature. De nombreux artistes entrés de cette manière essayaient, pendant leur séjour, de donner des

¹⁹ Ces manifestations sont évoquées dans le dernier chapitre du livre de Basil Entwistle *Japan's Decisive Decade, How a determined minority changed the nation's course in the 1950s*. (Grosvenor Books, 1985).

représentations. D'autres, dont le permis de séjour expirait, venaient offrir de l'argent pour obtenir une prorogation. Des solliciteurs relançaient Magri jusque chez lui. Un jour il reçut d'une agence de voyage une liasse de passeports contenant cinq dollars chacun. Les visas demandés étaient parfaitement réguliers et n'impliquaient aucun passe-droit. Magri interrogea ses services sur la raison de ce paiement. "Votre prédécesseur exigeait cinq dollars par visa", lui dit-on. Il convoqua le directeur de l'agence. Celui-ci crut qu'il avait jugé la somme insuffisante et fut tout étonné lorsqu'il lui rendit les dollars avec les visas en lui demandant de ne plus jamais recommencer. Magri dut à sa rencontre avec la troupe du *Tigre* de se retirer sans s'être enrichi, ce qui était rare pour qui occupait un tel poste, mais il lui dut aussi de rester en paix avec lui-même et d'encourager les usagers à plus de civisme.

Le 15 mai, les représentations commençaient au grand théâtre municipal de Rio dans la même effervescence qu'à São Paulo, entrecoupées de meetings en plein air, de visites dans les écoles et de projections du film *Hommes du Brésil*. Une représentation mémorable devait avoir lieu le 6 juin à Niterói, la ville située face à Rio, à l'autre extrémité de la baie. Une grève des autobus venait d'être péniblement résolue, tandis qu'une autre s'était déclenchée dans le service des eaux. Dans cette atmosphère troublée, la venue de la pièce ne plaisait pas à tout le monde. Lorsque le véhicule qui devait annoncer la représentation par haut-parleur ne se présenta pas à l'heure dite, les membres de la troupe commencèrent à soupçonner un sabotage, qui put être déjoué à temps. De son côté, le personnel du grand hôpital San Pedro Antônio avait quitté le travail : il n'était plus payé depuis deux mois. Les repas n'avaient pas été servis aux malades ce jour-là. Une réunion était prévue le soir pour débattre des prochaines étapes de la vague d'agitation en cours. La pièce avait déjà eu un tel écho dans la région que les dirigeants syndicaux de l'hôpital décidèrent de retarder la séance jusqu'à minuit pour pouvoir assister au spectacle. Après la représentation, les hommes se rendirent à la réunion syndicale. Celle-ci commença par la projection du film *Hommes du Brésil*, à la demande du président du syndicat des travailleurs hospitaliers. Le lendemain, ce dernier invitait quelques membres de la mission qui accompagnait la

troupe théâtrale à rencontrer les membres de son syndicat. On devait apprendre ensuite la conclusion d'un accord avec la direction de l'hôpital, portant notamment sur le paiement des arriérés de salaire.

Puis voici le tour de Petrópolis et de Brasília. Dans la capitale, les gens viennent voir la pièce de 50 km à la ronde en autobus, en camionnette, à bicyclette...La mission y rencontre les autorités fédérales. Peu après, le président Jânio Quadros et son épouse reçoivent plusieurs de ses membres, conduits par le maréchal Távora et le général Bethlem. Il y a parmi eux une infirmière française, qui s'est engagée pendant la guerre dans la résistance à l'occupant, qui a été élue à la libération membre de l'assemblée constituante et qui, après un séjour à Caux en 1947, s'est consacrée corps et âme à la réconciliation franco-allemande²⁰. Elle dit au président comment elle a été conduite à demander pardon aux Allemands pour la haine qu'elle a nourrie à leur endroit, pour s'être réjouie d'entendre passer les bombardiers alliés se dirigeant vers l'Est et comment elle a été porter ce message aux habitants des villes en ruines dont elle avait souhaité la destruction. En l'entendant, Quadros déclare : "Nous devons amener cela au Brésil. De quoi avez-vous besoin ? - Eh! bien, il nous faudrait des moyens de transport, des hébergements, des lieux de spectacle". Le président donne ordre aux chefs militaires des trois armes d'apporter leur appui au déroulement de la mission.

Cet appui tombe à pic au moment où celle-ci est appelée à se rendre dans le lointain "Nordeste". L'écho de sa tournée dans le Sud y devancera son arrivée, attirera les foules et obligera plus d'une fois à remplacer ou à compléter les salles de théâtre par les stades.

Cette région est l'une des plus pauvres du Brésil. Dans sa partie occidentale, à l'intérieur des terres, des vagues périodiques

²⁰ Il s'agit d'Irène Laure, mère de Louis Laure (Cf. chapitre 1). Son histoire est racontée dans le livre de Jacqueline Piguet *Pour l'amour de demain* (Editions de Caux, 1985).

de sécheresse y prennent la dimension de véritables catastrophes et chassent des flux de migrants, qui descendent s'entasser dans les grandes villes du Sud. Dans la zone maritime, toute la vie agricole est axée sur la monoculture de la canne à sucre, dans des latifundia où le paysan est "broyé par la roue du destin comme la canne est broyée par la meule des moulins". Pour Josué de Castro, ce régime de très grandes propriétés, qui se caractérise par l'archaïsme technique, fait de l'ensemble du Nordeste "neuf cent mille kilomètres carrés de souffrance". La misère et la faim y entretiennent une anxiété propice aux explosions et y sont encore "plus intimement liées à la charpente sociale qu'elles ne le sont aux accidents naturels"²¹.

Lorsque la mission débarque à Recife, l'université est en ébullition. Quelques jours auparavant, les étudiants se sont soulevés et ont fermé l'accès de l'université à leurs professeurs, tandis que les militants d'organisations paysannes se tenaient prêts à marcher sur la ville et que le travail dans le port menaçait de s'arrêter. Le gouvernement a fait appel à la troupe, les tanks ont pris position aux carrefours névralgiques, des navires de guerre ont mouillé dans le port où des émeutiers se préparaient à couler un bateau pour en bloquer l'accès et empêcher l'aide américaine de débarquer. Dans cette effervescence, l'annonce de l'arrivée, au sein de la mission, du maréchal Távora fait quelque bruit. Il est lui-même un enfant du Nordeste. A la fin des années 20 et au début des années 30, il a pris part à la grande agitation sociale et militaire qui a marqué cette période, aux côtés d'un autre jeune officier, Luiz Carlos Prestes. Puis les deux hommes se sont séparés : Prestes s'est rapproché de plus en plus des communistes, dont il allait devenir le leader, tandis que Távora demeurait attaché à sa foi catholique.

La pièce des étudiants japonais est donnée au théâtre Santa-Isabel, mis par le maire à la disposition de la troupe. L'agitation ambiante, loin de décourager les spectateurs, stimule leur curiosité. Au soir de la première se retrouvent dans la salle, à côté du gouverneur de l'Etat de Pernambuco, de sa famille et de

²¹ Josué de Castro, *Une zone explosive Le Nordeste du Brésil*, Ed. du Seuil, 1965.

ses collaborateurs, des patrons et des ouvriers, des dockers, des prêtres, des officiers et aussi des étudiants, ceux-là mêmes qui, la semaine précédente, obligeaient à proclamer la loi martiale. Les jours suivants, la pièce passe à la télévision, puis est donnée au stade de football, dans le cadre d'une manifestation que certains essaient de faire échouer en faisant annoncer son annulation dans les journaux et à la radio, mais où se côtoient finalement des centaines d'étudiants et les soldats qui avaient été envoyés pour les contenir. Le président de l'union des étudiants la fait venir à l'université de Recife.

Elle se transporte dans le faubourg industriel de Jaboatão, où la foule attend patiemment l'ouverture des portes sous une pluie battante. Ceux qui ne peuvent entrer assistent debout, malgré le mauvais temps, à une projection en plein air d'*Hommes du Brésil*. A Vasco de Gama, autre banlieue misérable, quatre-vingt-deux familles acceptent de se priver d'électricité un soir pour permettre à leur curé de faire projeter le film. Le gouverneur militaire de la région le fait voir à cinq cent cinquante officiers et sous-officiers.

La mission sillonne le Nordeste pendant un bon mois. Elle visite, entre autres, Catende, centre d'industrie sucrière où la guérilla vient d'incendier deux usines, et diverses agglomérations autour de Recife. Puis elle se rend plus au nord et s'arrête notamment à Natal, à Fortaleza, la ville dont Juarez Távora est originaire et qui lui fait un accueil retentissant, à Belém, à Manaus enfin, au coeur de l'Amazonie, qui sera, fin juillet, la dernière étape brésilienne de sa tournée. Les militaires lui apportent un précieux soutien logistique en la transportant, en l'aidant à édifier promptement des scènes sur les pelouses de football et en lui prêtant des tentes pour permettre aux acteurs de s'habiller. Des écoles hébergent ses membres. Des casernes aussi et même des prisons : elles ne sont pas toutes pleines. A Manaus, trois voyageurs placés dans une cellule de trois couchettes s'étonnent que non seulement leur porte mais aussi celle des cellules voisines et même la porte extérieure de la prison restent ouvertes. Le gardien, un Indien à la mine rude et au teint basané, s'en explique : les prisonniers savent que s'ils s'avisent de s'enfuir, il les traquera dans la forêt et les rattrapera sans coup férir. Leur sort alors sera

scellé. Aux femmes, ce sont les couvents qui offrent l'hospitalité, sans souci de prosélytisme à l'égard des Japonaises de la troupe, dont aucune n'est catholique. Le confort est souvent des plus réduits dans des dortoirs étouffants et dans de vieux avions militaires où l'on est assis à la dure sur deux rangs, de part et d'autre de la carlingue; ou encore, pour remonter l'Amazone, dans de petites embarcations où la plupart des voyageurs doivent rester debout.

Par endroits la mission rencontre des marques d'hostilité : obstacles opposés à une émission de radio, messages non transmis, coupure de courant pendant une projection ou jets de pierres sur l'écran. Il n'empêche. Elle remplit les salles et les stades. A Manaus, on lui suggère de longer l'Amazone en bateau pour annoncer son spectacle, tout en se montrant sceptique sur l'intérêt qu'il suscitera dans la population. La mission suit le conseil. Un canot part sur le fleuve vers l'amont puis vers l'aval, longeant une rive à l'aller et l'autre au retour. Sur la proue se tient debout un Indien d'Amérique du Nord coiffé de ses plumes ou un Africain du Nigeria dans sa djellaba blanche. Au large de chaque village un appel est lancé par haut-parleur et un tract jeté à l'eau dans une bouteille, qu'un nageur vient récupérer. Partout il y a au moins un homme qui sait lire. Le soir, les embarcations affluent et 60.000 habitants de la ville et de la forêt se pressent sur la grand'place. Là comme ailleurs, la mission reçoit les encouragements des autorités de l'Eglise. L'archevêque de Manaus va jusqu'à exprimer la "grande joie" que lui cause sa venue dans une déclaration à la presse, qui paraît sous un titre de huit colonnes dans le journal *A Critica*. "J'espère, y écrit-il, que les catholiques vont se réveiller à leurs responsabilités humaines, sociales et chrétiennes."

Tout au long de leur parcours, les voyageurs constatent que les expériences qu'ils ont à partager correspondent étonnamment aux problèmes de leurs auditeurs. Le ministre fédéral de l'Education, qui avait vu *Le Tigre* juste après être rentré de Recife en pleine insurrection étudiante et quelques jours avant que la troupe ne s'y rende, avait déjà été frappé de voir à quel point les événements du Japon évoqués dans la pièce ressemblaient à ceux auxquels il venait d'assister. Un membre

indien de la mission évoque avec ses interlocuteurs les soulèvements paysans auxquels il a lui-même pris part dans le sud de l'Inde et leur dit comment il entend aujourd'hui répondre à l'amertume et aux injustices qui les ont provoqués.

Lorsqu'à la stupéfaction générale le président Quadros démissionne soudain le 25 août 1961, huit mois seulement après avoir pris ses fonctions, on redoute que son geste ne donne le signal d'un soulèvement dans cet instable Nordeste. Il n'en est rien. Le contact pris par la mission avec des milliers de gens dans la région y est-il pour quelque chose ? Le maréchal Távora en est persuadé et le dira quelques mois plus tard au pape, auquel il rendra visite.

Le long de la Cordillère des Andes

Les avions franchissent les Andes et la mission continue sur sa lancée sans que faiblisse son élan. Il faut dire qu'elle n'arrive pas sur un terrain totalement vierge. Le commandant en chef de l'armée péruvienne a participé à l'assemblée de Miami. La mission vient au Pérou à l'invitation du président Prado et reçoit des autorités péruviennes, civiles et militaires, les mêmes facilités que de l'autre côté de la frontière. A Iquitos, sa première escale, puis le long de la côte jusqu'à Lima, représentations, meetings et débats se poursuivent dans les salles, sur les places publiques, dans les stades et sur les ondes et se prolongent en conversations privées et en invitations dans les familles.

Un temps fort du passage à Lima est le contact entre les étudiants japonais de la troupe et ceux de l'université San Marcos, la plus ancienne et la plus militante du pays. Les uns et les autres se découvrent, une fois encore, des points communs surprenants. A l'instar des Zengakuren qui ont manifesté pour empêcher Eisenhower de venir au Japon, les étudiants de San Marcos viennent de faire un accueil houleux au vice-président Nixon, en visite au Pérou, et de lui barrer l'accès de l'université. Peu avant l'arrivée des étudiants japonais, leurs homologues péruviens échangeaient des coups avec la police et avaient fait quarante-cinq jours de grève à la faculté de médecine. La jeunesse universitaire

se passionne pour l'expérience de Cuba, où Fidel Castro est au pouvoir depuis deux ans et demi, et pour le modèle que lui offre Che Guevara, dont le prestige est au zénith.

Les affiches annonçant que des étudiants révolutionnaires japonais présentent *Le Tigre* suscitent à l'université des réactions aussi vives que contrastées. Certains sont pressés de les rencontrer, d'autant plus que nombre de Péruviens sont d'origine japonaise. Plusieurs d'entre eux joueront comme figurants dans les scènes de masse de la pièce. D'autres s'opposent catégoriquement à faire venir le spectacle. C'est notamment le cas du leader des étudiants marxistes, Campos Lamas, ami personnel de Fidel Castro. Pour vider le différend, ses camarades l'invitent à un débat privé. Campos Lamas finit par dire :

"Vous ne me convaincrez pas. Moi non plus. Arrêtons là.

- Qu'est-ce qui t'arrive ? As-tu peur ?, lui dit un de ses lieutenants. Ces gens sont dans le vrai. Si nous, marxistes, ne cherchons pas la vérité, où qu'elle soit, nous sommes des réactionnaires.

- Tu es un traître", réplique Campos Lamas en claquant la porte

Quelques jours plus tard, un étudiant en économie, parlant à la radio nationale péruvienne, déclarera qu'à son avis, si les étudiants japonais et la mission dont ils font partie étaient arrivés à San Marcos un peu plus tôt, les échauffourées de la semaine précédente n'auraient pas eu lieu.

La radio prête aussi ses fréquences à la voix de Leonard Crane, un chef indien de l'ouest canadien qui fait partie de la mission et qui vient dire aux Indiens des Andes comment lui et sa tribu ont surmonté l'amertume et l'humiliation et ont trouvé le courage de se battre non pour la revanche mais pour la justice ; comment aussi ils sont arrivés à la conviction qu'à moins de changer leur manière de vivre, ils allaient perdre les plus précieux trésors de leur tradition.

Avec l'aide d'un éminent linguiste, la mission diffuse à la radio en quechua, la langue des Incas, son message et certains chants à l'intention des Indiens du Pérou et elle part à leur rencontre en se rendant à Cusco. "Si vous donnez votre spectacle

dans leur langue, dit ce savant, les Indiens accourront de partout". C'est ce qui se passe. Le 1^{er} octobre 1961, ils sont 40.000 à se presser dans la forteresse historique de Sacsayhuaman, aux murailles faites de blocs de plus de trois cents tonnes ajustés sans mortier de façon si parfaite qu'on ne peut glisser entre eux la lame d'un couteau. Ils viennent y voir *Le Tigre*, auquel des gens du pays prêtent leur voix pour dire dans les haut-parleurs le texte traduit en quechua..

Le 9 octobre, tandis que la mission est arrivée en Bolivie, les habitants de La Paz apprennent en se réveillant qu'un coup d'Etat vient d'échouer à 5 heures du matin. A 10 heures, l'auditorium de l'université San Andres se remplit : *Le Tigre* y est donné à l'invitation de l'union des étudiants. Juste avant le lever du rideau, un étudiant saute sur l'estrade pour essayer, sans succès, de faire reporter la représentation en invoquant la mort d'un professeur dans sa tentative de prendre le pouvoir. Comme au Brésil et au Pérou, d'autres représentations suivent : au théâtre, en plein air, au stade de football, jusqu'à trois fois dans une même journée. Le président Paz Estenssoro reçoit la mission plusieurs fois, lui demande d'aller dans tout le pays, s'enquiert de ses besoins et demande au gouvernement de lui apporter son aide. Un train spécial est mis à sa disposition pour se rendre dans l'Altiplano.

C'est là que se trouvent les mines d'étain. Le quechua fait place à l'aymara. Le 24 octobre, la moitié de la population se rassemble autour du *Tigre* sur le stade de Catavi, la principale ville minière, et lui fait un accueil chaleureux. La compagnie fournit le transport jusqu'au stade. Les mineurs et une milice populaire prennent les dispositions matérielles et assurent le service d'ordre. Les responsables syndicaux, tout heureux de voir offrir un spectacle à leurs troupes, sont moins unanimes quand ils perçoivent que le message apporté n'est pas celui de la lutte des classes et certains d'entre eux viennent tenir aux membres de la mission des discours violemment anti-américains.

Au moment de repartir, le convoi est bloqué : les mineurs déclarent qu'ils ont posé de la dynamite sous le train et lâcheront

les 130 voyageurs qu'il transporte quand les pouvoirs publics auront satisfait certaines revendications. Si la police approche, le train sautera. Les membres de la mission ne montrent aucune peur, mais refusent absolument d'entrer tant soit peu dans la négociation des points litigieux entre le gouvernement et les mineurs. Ils expliquent seulement à ces derniers que le spectacle risque d'être retardé à la prochaine étape. Aux gens qui, par centaines, viennent en curieux voir ce qui se passe et dont beaucoup ont assisté à la représentation de la veille, ils distribuent des brochures illustrées. On commence à faire connaissance. Entre temps, les dirigeants du syndicat minier protestent vigoureusement contre cette prise d'otages. La matinée se passe. Puis le leader local des mineurs arrive à la gare, présente ses excuses et laisse repartir le train. Mais comme le bruit a couru que des rails ont été déboulonnés et des explosifs placés sur la voie, il faut encore attendre l'arrivée d'une autre motrice qui précédera le train pour garantir sa sécurité.

Au prochain arrêt, Oruro, des officiers viennent à leur tour présenter des excuses au nom des autorités. Mais Oruro est le siège d'autres incidents. La veille de la représentation, une bagarre entre mineurs a causé une coupure de courant qui a plongé la ville dans l'obscurité. Comme le port d'armes n'est pas autorisé, on se bat avec la dynamite de la mine. Les forces de l'ordre évitent d'intervenir. "Si nous nous en mêlons, expliquent-elles, ils s'uniront contre nous." Les faits semblent décidément confirmer l'avertissement d'un père oblat qui connaît bien la région : "Si vous n'aimez pas la guerre, ne venez pas ici." La pièce est finalement donnée à huit heures du soir, avec quatre heures de retard sur l'horaire annoncé. Le théâtre de plein air n'en est pas moins bondé. Des vigiles sont placés en haut des gradins du stade pour surveiller les alentours. Mais, pendant la représentation, on les aperçoit plus attentifs à ce qui se passe sur la scène que dans la zone environnante. Une fois de plus, les spectateurs, dont la vie tourne ici autour de la mine, trouvent au sein de la mission, avec des mineurs de la Ruhr, des gens leur parlant de problèmes qui rappellent les leurs.

Après dix-neuf jours en Bolivie, le train spécial franchit la frontière chilienne le 29 octobre et poursuit sa route : Chuquicamata, Pedro de Valdivia, Antofagasta.... La mission passe des mines d'étain aux mines de cuivre et de nitrates et elle maintient son rythme : deux représentations théâtrales et quatre projections de film en trois jours, sans compter les visites. Puis elle met le cap au sud.

De son passage à Santiago, beaucoup de Chiliens auront surtout retenu la figure d'un de ses membres, un Péruvien, Eudocio Ravines, qui retrouve le Chili où il a habité vingt-cinq ans plus tôt. Né en 1897 à Cajamarca, dans les montagnes du nord du Pérou, il avait perdu son père à huit ans. Un incident lui avait fait découvrir très tôt la réalité sociale de son pays. Sa mère, institutrice, avait reçu d'un père d'élève quelques moutons, qui paissaient, faute d'autre lieu, sur les terres du grand propriétaire de l'endroit. Celui-ci les avait fait enlever une nuit et ne les avait rendus qu'après leur avoir ôté jusqu'au dernier gramme de laine.

Ravines commença à travailler chez un commerçant local, puis il trouva un emploi à Lima, en marge duquel il réussit à suivre des cours à l'université San Marcos. Comme beaucoup d'autres étudiants, il était alors fasciné par la révolution de 1917 que venait de vivre la Russie. Il prit part à une insurrection dont l'université était le foyer. Cela lui valut d'être mis en prison comme communiste, qu'il n'était pas encore, puis exilé. Quelques années plus tard, il était à Paris. Il s'y lia avec Henri Barbusse, qui le fit recevoir par les dirigeants soviétiques. C'est au cours de son séjour à Moscou, en 1929, qu'il rejoignit la Troisième Internationale. Il en repartit pour rentrer clandestinement à Lima, fonder le parti communiste péruvien, être à nouveau arrêté et exilé, rentrer au Pérou à la faveur d'un coup d'Etat, être une fois de plus jeté en prison, s'évader et reprendre en 1934 le chemin de Moscou.

Une controverse se déroulait alors dans la capitale soviétique sur le meilleur moyen d'implanter le communisme dans un pays : la rébellion armée ou le front populaire, c'est-à-dire les alliances et l'infiltration. Manuïlsky défendait la première méthode, appuyé par les communistes d'Argentine et par ceux du

Brésil et leur chef Luiz Carlos Prestes. La seconde était celle de Dimitrov, derrière lequel se rangeaient les partis français et italiens. Elle était surtout la thèse de Mao Zedong, celle aussi de Ravines, qui a rendu compte de ce débat dans un livre, *The Yen-an Way*. Staline finit par rendre un jugement de Salomon : en Amérique latine, la voie insurrectionnelle serait retenue pour le Brésil, tandis qu'on adopterait la méthode de l'infiltration au Chili et c'est Ravines qui serait chargé de l'y appliquer. Le soulèvement de Luiz Carlos Prestes fut un fiasco, tandis que la tactique de Ravines réussit brillamment.

Parlant à l'occasion des représentations du *Tigre* à Santiago, Ravines rappelle à ses auditeurs qu'il est arrivé jadis au Chili comme un homme banni de sa patrie. Son pays d'accueil lui a donné un asile, son épouse, un premier enfant. Il aurait dû se montrer à son tour généreux et loyal envers lui. Mais il était au service de Moscou, qui l'avait placé à la tête d'une délégation du Komintern composée de Russes, de Tchèques, d'Italiens...Il a mené avec eux une oeuvre de subversion et de division.

"Quand l'esprit de compromis passe du domaine politique au domaine moral, dit-il, la situation devient sérieuse. Notre action avec les travailleurs et les syndicats avançait très, très lentement. Du côté des partis de gauche, les portes nous étaient fermées. Alors j'ai décidé d'organiser des cours de marxisme : de littérature, de philosophie, d'idéologie. Le premier groupe s'est réuni chez une jeune pianiste. A partir de là, une dame d'un rang social plus élevé nous a offert son salon. En moins de six mois nous avons constitué dix-sept groupes semblables, qui atteignaient le sommet de l'échelle sociale. Par là les portes se sont ouvertes à nous dans les partis politiques et, point essentiel, dans les banques et les établissements de crédit. Nous avons ainsi pu trouver les concours financiers pour nous doter d'une imprimerie. Nous avons publié un quotidien du matin, un du soir et sept magazines. Nous sortions même à midi un journal entièrement consacré au sport. A travers le sport, nous faisions naturellement passer d'autres choses, spécialement destinées à la jeunesse.

"Je n'ai pas utilisé la pauvreté des ouvriers ni la misère des paysans. J'ai utilisé la vanité des dames de la haute société, l'ambition de politiciens qui manquaient de soutien électoral, l'arrivisme d'étudiants qui voulaient réussir, le talent d'écrivains qui ne savaient pas quoi écrire. Ce qui a fait marcher notre machine, c'étaient les gaz d'émanation d'une société en décadence, les détritrus de l'immoralité de la société chilienne. C'est mon devoir vis-à-vis du peuple chilien que de lui dire cela et de lui demander pardon pour le mal que je lui ai fait." C'est ainsi, explique Ravines, qu'au moment où il parle, en Amérique du Sud mais aussi du Nord, le parti continue à s'infiltrer partout : dans la classe aisée, dans les universités, dans les églises...tirant parti de la peur des armes atomiques, des haines raciales, du matérialisme des hommes d'affaires.

L'arrivée au pouvoir du Front Populaire au Chili profita surtout, selon lui, aux apparatchiks. "Mes doutes étaient nés, dit-il. Je partis pour l'Espagne où la guerre civile tournait mal. En fait, elle était déjà perdue. Mes hésitations devenaient perceptibles." Rappelé à Moscou, où se poursuivaient les purges staliniennes, Ravines se sentit soupçonné en haut lieu et surveillé par la police. Il fut soulagé d'être renvoyé au Chili. Le pacte germano-soviétique consomma la rupture.

"J'entrai alors en campagne, dit-il, avec les mouvements anticomunistes. Mais je découvris qu'aucun d'entre eux n'était capable de faire face à la pénétration communiste en Amérique latine. De son côté, Moscou ne prêtait guère attention à moi, car j'étais inefficace. C'est à ce moment-là que je trouvai sur mon chemin le Réarmement moral. Jusque-là, je cherchais à opposer un argument à l'autre pour défendre ce qui était bien. La question n'est pas là, m'ont dit ces gens. La question est : comment vivez-vous ? Si un changement est nécessaire, pourquoi ne commencez-vous pas par vous-même ? C'est alors que vous verrez les autres changer autour de vous." Ravines comparait le militantisme qu'il avait connu et celui qu'il découvrait. "Nous cherchions à exploiter la nature humaine, vous vous attachez à la changer. Nous nous en remettions à la hiérarchie, vous vous en remettez à une autorité intérieure que vous n'avez jamais vue. Si bien que vous vivez sur une discipline acceptée au lieu d'une discipline imposée." Ravines

avait entrepris d'écrire un nouveau livre, qu'il voulait intituler "*The Mackinac Way*" et auquel il avait commencé à travailler. Il devait être un jour, devant son domicile, happé par un camion que l'on n'a jamais retrouvé.

Cette autre voie qu'il voulait explorer, on en connaît le principe. Ce n'est pas la loi du plus fort ni même l'application brutale de la loi de la majorité. Ce n'est pas davantage la négociation d'un compromis laborieux entre des points de vue opposés. C'est la recherche commune d'une solution qui transcende des intérêts apparemment contraires. C'est, diraient les croyants, se mettre ensemble à l'écoute d'une volonté supérieure.

Rassemblement à Petrópolis

La grande équipée de 1961 culmine à Petrópolis où se tient du 1^{er} au 11 décembre une assemblée dans un grand hôtel de la ville²². Les membres de la mission y sont rejoints par des représentants de tous les continents qui ont des expériences à partager : d'anciens Mau-Mau du Kenya, des moines bouddhistes de Birmanie, des responsables syndicaux d'Europe, du Japon, d'Australie, des deux Amériques... Cette assemblée est surtout le point de départ de nouveaux changements pour un certain nombre de participants sud-américains. Tel est le cas de certains Brésiliens venus du Nordeste.

Le passage, cinq mois plus tôt, de la mission qui accompagnait *Le Tigre* a laissé des traces dans cette région, non seulement à Recife mais aussi dans les campagnes. Au début des années 1960 les collines qui s'élèvent au dessus de l'étroite bande côtière sont en proie à l'agitation des "Ligues paysannes". Théoriquement autorisées, les organisations syndicales rurales ont été longtemps rendues impossibles au Brésil par les conditions mises à leur création. Des ligues d'autodéfense de métayers menacés d'expulsion se sont alors constituées à partir de 1945, à l'instigation du parti communiste. Mais l'interdiction de ce dernier

²² Le *sítio São Luiz* (cf. supra chapitre 3) ne sera acquis et installé que quatre ans plus tard.

en 1947 leur a porté un coup sévère. Le mouvement est reparti en 1955 d'un domaine situé dans l'Etat de Pernambuco, sous forme d'une société de bienfaisance. Celle-ci avait pour premier objectif de financer des cercueils (les dépouilles mortelles étaient jusqu'alors ensevelies dans un drap ou un hamac et portées au cimetière dans un cercueil dit "de charité", prêté par la municipalité et restitué au bord de la fosse, pour servir à d'autres enterrements). Elle se donnait aussi pour but de créer une école et d'acheter des semences, des insecticides, des outils. L'opposition du fils du propriétaire, qui a tenté de faire interdire l'association, a conduit les paysans dans le bureau d'un avocat de Recife, Francisco Julião, bientôt devenu leur leader. Le mouvement s'est rapidement étendu et structuré et a élargi son objet. Il a procédé à des occupations de terres et est devenu le symbole de la réforme agraire. Baptisé par la droite "Ligues paysannes", il a adopté ce nom. Si les Ligues ont refusé toute union organique avec l'appareil communiste, en sachant du reste se montrer par moments plus radicales que lui, certains de leurs dirigeants venaient de ses rangs et elles se sont de plus en plus ouvertement réclamées de la voie cubaine et des méthodes insurrectionnelles²³.

Or voilà qu'au moment où des ordres sont donnés à leurs militants de prendre les armes, des flottements se produisent en leur sein et enrayent le déclenchement de la révolte. Des paysans refusent d'obtempérer, prétendant qu'il y a une autre voie, non violente, qui a leur préférence. Qu'est-ce qui se cache au juste là-dedans ? Des responsables du mouvement veulent en avoir le coeur net. La possibilité se présente à eux d'envoyer un observateur à Petrópolis. Ils désignent deux militants de toute confiance pour leur faire rapport.

L'un d'eux s'appelle Jarbas Leiros. Ses parents se sont séparés quand il était jeune. Son père s'est remarié et Jarbas haïssait celle qui a remplacé sa mère. Il a vécu douze ans en évitant son père, ne lui adressant pas la parole quand il le rencontrait dans la rue. Un de ses professeurs l'a initié au

²³ Asparia Alcantara de Camarco, *Brésil Nord-Est: Mouvements paysans et crise populiste*. Thèse de doctorat de 3ème cycle, Université de Paris, 1973.

marxisme. Il a lu avec avidité. Il a pris en horreur la société et il ne voit que la violence pour bouleverser les conditions insupportables dans lesquelles vivent les gens du Nordeste. A seize ans il a rejoint les communistes. Entré à l'école des beaux-arts pour y étudier l'architecture, il en a été expulsé pour activités subversives. En 1953, il s'est fait embaucher sur le port et y a fomenté troubles et grèves. De son mariage, il a eu dix enfants, dont six morts en bas âge. La famille habite trois pièces dans un faubourg ouvrier : une chambre pour les parents, une pour les quatre enfants, enfin la salle à manger, où deux neveux dorment dans des fauteuils.

A Petrópolis, Jarbas fait la connaissance d'hommes qui veulent vaincre la misère et construire une société de justice pour tous en s'attaquant à la malhonnêteté, à la méfiance, à l'amertume. L'histoire des dockers de Rio l'impressionne. Il se persuade qu'on ne pourra jamais faire reculer l'indigence avec la haine comme mobile. Mais il apprend aussi qu'un changement bien ordonné commence par soi-même. Comme il est arrivé à beaucoup d'autres, son premier geste sera pour sa femme, Waldetrudes. Il lui écrit de Petrópolis pour lui faire part de sa découverte et de sa nouvelle orientation. "Les gens que j'ai rencontrés ici (...) entendent changer l'humanité avec l'aide de Dieu et non pas avec des grenades. Je me sens poussé à entrer dans cette armée pour créer un monde propre (...). Je sais que j'arriverai à être un homme différent...Dis aux fils qu'ils auront le foyer qu'ils désirent." Quand il sera de retour à Recife, Jarbas prendra l'autobus pour aller voir son père à Casa Amarella. En ouvrant le portail du jardin, il ira vers sa belle mère pour l'embrasser. Son père est un dur. Il porte un couteau, un coup de poing américain et un revolver et il n'hésite pas à s'en servir. Il sera si bouleversé de revoir son fils après vingt ans qu'il ne pourra plus parler pendant deux heures.

Les jours passent et certains commencent à s'inquiéter, à Recife, de ce que deviennent les deux observateurs envoyés à Petrópolis. Un des responsables de la formation et de l'entraînement des Ligues paysannes, Antônio Falcão, est mandaté pour aller voir ce qui se passe et pour les ramener. Son père était

un maçon d'origine portugaise, sa mère une métisse afro-indienne. Il a la peau sombre, ce qui, même au Brésil, lui semble un handicap pour accéder aux échelons élevés dans la conduite des affaires du pays. Il a perdu son père à huit ans. Pour nourrir Antônio et son frère constamment malade, leur mère a fait de la couture. Mais elle n'avait souvent pas de quoi payer les soins médicaux nécessaires. C'est une catholique très croyante, qui dit à ses fils : "Vous pouvez tout perdre, mais gardez la foi en Dieu." Il reste que le jour où elle a dû vendre son moyen d'existence, sa machine à coudre, pour acheter de quoi manger, la foi d'Antônio a été mise à l'épreuve et n'y a pas résisté. Il s'est mis à détester Dieu, les prêtres et le système économique. Plus tard, il est entré en usine. Un jeune homme l'a observé. Il n'a pas tardé à se lier avec lui, à découvrir son amertume, à attiser sa rancœur. Antônio s'est retrouvé bientôt membre du parti communiste. Il lui consacrera dix-huit ans de sa vie et deviendra un de ses agents recruteurs. A partir de 1947 le parti est hors-la-loi. Antônio et ses amis apprennent à agir dans la clandestinité. Ils reçoivent des films tournés à Moscou ou à La Havane et doublés en portugais et se nourrissent des émissions diffusées depuis Cuba.

Voilà Antônio plongé à son tour dans l'atmosphère de Petrópolis. Avec ses deux compagnons, il en reviendra lui aussi transformé. "J'ai passé toute la nuit, raconte-t-il, à lire un de leurs livres. Je cochais les passages qui me paraissaient servir les intérêts du peuple, pour lequel je me battais. Le lendemain je m'aperçus que j'avais tout coché! Il fallait me rendre à l'évidence. Il y avait là quelque chose qui dépassait le marxisme." Antônio décide de révéler à sa femme, une fervente catholique, ses activités communistes clandestines, qu'il appelait à son usage "réunions syndicales", et ses activités de formateur dans les Ligues. Il lui avoue que ses fonctions officielles rétribuées jouaient surtout le rôle d'une couverture à l'abri de laquelle il poursuivait son travail idéologique. Il va ensuite présenter des excuses au gouverneur de l'Etat de Pernambuco, non pas pour son militantisme mais pour ses actions subversives et les sentiments qu'il a nourris à son endroit. Il va voir aussi le directeur du port pour lui faire part de ses nouvelles décisions. Il fait naturellement l'objet de maintes attaques mais comme il a toujours été pauvre et

continue de l'être, il est manifeste qu'il ne reçoit d'argent de nulle part.

De tous les épisodes qui auront marqué cette conférence de Petrópolis, celui qui restera gravé dans la mémoire des Brésiliens est la réconciliation spectaculaire des deux maréchaux Juarez Távora et Henrique Teixeira Lott. L'un et l'autre avaient été candidats à la présidence de la République, à deux moments différents: le premier avait été battu d'une courte tête par Juscelino Kubitschek en 1955, le second avait dû s'incliner devant Jânio Quadros aux élections suivantes, fin 1960. Bien qu'ils n'aient donc pas été directement rivaux, tout les opposait. Le premier avait été le candidat de la droite modérée, le second celui de la gauche. Le premier était un chrétien réformiste, dont les idées s'inscrivaient dans la ligne de l'encyclique *Rerum novarum*, l'autre se situait beaucoup plus près des marxistes. Il leur était arrivé de se heurter rudement. Lott, qui avait été ministre de la guerre, avait eu l'occasion de mettre Távora aux arrêts. Certains redoutaient que les choses ne dégénèrent en affrontements plus violents.

Deux généraux furent les instruments de leur réconciliation. Ils approchèrent séparément les deux maréchaux et dépêchèrent auprès d'eux d'autres amis pour les presser de faire passer l'intérêt national avant leurs préoccupations personnelles. Juarez Távora, le premier, fit dire un matin : "Oui, je veux bien voir Lott." Le message fut aussitôt transmis. La rencontre fut organisée à l'hôtel Quitandinha, siège de la conférence. Távora, qui avait pris part à la mission itinérante, était déjà sur place. Il descendit l'escalier extérieur, dont Lott gravissait les marches. La photo de leur poignée de mains fit sensation dans les journaux du Brésil.

Il ne s'agissait pas d'un geste de pure façade. Dans une lettre de février 1962, jointe au rapport de l'assemblée de Petrópolis, les deux maréchaux faisaient état de la division des nations en factions rivales et de la vague d'espoir que représentait un mouvement fondé, écrivaient-ils, sur l'idée simple que l'homme

doit changer lui-même afin de commencer à lutter pour changer la société.

REBONDS

Au cours des mois qui suivent la grande tournée de 1961, un certain nombre de ceux qui ont été touchés par elle prennent à leur tour de nouvelles initiatives. C'est le cas d'un groupe d'étudiants péruviens, celui aussi d'Antônio Falcão et de ses amis.

L'ardeur de quelques étudiants péruviens

Parmi les congressistes qui se sont rassemblés à Petrópolis figurent une quinzaine d'étudiants péruviens de l'université San Marcos et de celle de Cusco, qu'a visitées la mission. Lors du passage du *Tigre* au Pérou, ces étudiants ont été frappés par l'étonnante similitude entre les manifestations anti-américaines de Tokyo et celles qui venaient de se produire à Lima. Au contact de la troupe japonaise, ils découvrent une conception nouvelle du changement social. Ils pensaient jusqu'alors que changer le régime politique suffirait à transformer la société. Ils s'aperçoivent du rôle primordial du facteur humain.

Les acteurs japonais leur racontent ce qui leur est arrivé. Ainsi l'un d'eux, étudiant à l'université de Wasada, était une sorte d'anarchiste hirsute, qui avait l'habitude de se lever vers trois heures de l'après-midi, de manger puis de disparaître pour le reste de la journée. Lorsqu'il a commencé à se remettre en question, il a noté un jour : "En bon Japonais, je crains trois choses : le feu, les tremblements de terre et mon père. Je dois être franc avec mon père. Je dois lui dire que l'argent qu'il m'a donné pour m'acheter des vêtements convenables a été avalé sous forme de bière avec mes amis." Cela a été le point de départ d'un bouleversement radical. Dans l'apparence d'abord, quand le coiffeur eut passé par

là. Mais surtout dans le rythme des journées et un nouveau but dans la vie, qui l'a conduit jusqu'en Amérique du Sud.

Les jeunes Péruviens sont mis au défi. L'un d'eux, Enrique Tamashiro, cachait à ses parents ses mauvaises notes à l'université. Il décide d'être honnête, de cesser de boire, de ne plus laisser complaisamment n'importe quel fantasme occuper son esprit. Son camarade Solon Espinoza et lui sont d'ardents révolutionnaires, très engagés l'un et l'autre. Dès qu'ils commencent à frayer avec la troupe du *Tigre* et à manifester de l'intérêt pour les idées que la pièce illustre, ils sont en butte à des attaques féroces. Tamashiro se fait traiter de lâche. Espinoza est convoqué pour faire son autocritique. Il refuse de se prêter à une telle séance. Son retournement cause une grande perturbation, car il tenait avec talent le journal des étudiants.

Avec quelques camarades venus de Bolivie, le groupe d'étudiants péruviens réunis à Petropolis, inspiré par *Le Tigre*, décide de porter lui aussi son histoire à la scène et, en deux semaines de travail intense, il écrit et monte "*Le Condor*". La pièce décrit le conflit entre des factions rivales d'étudiants, sur un fond de corruption, d'immoralité et d'intrigue politique, et la lutte pour le pouvoir à l'université et dans le pays. Les étudiants sont confrontés au fait qu'ils méritent les mêmes reproches que ceux qu'ils dénoncent et cela les conduit à réorienter leur vie.

Lors de la présentation du *Condor* à Petropolis, la mère de Richard Nixon se trouve dans la salle. A la fin du spectacle, elle monte sur l'estrade féliciter les acteurs. Ceux-ci lui répondent en lui présentant leurs excuses pour la façon dont son fils a été accueilli deux mois plus tôt à l'université San Marcos.

Après avoir porté son spectacle à São Paulo, la troupe du *Condor*, encouragée par le maréchal Távora, s'envole à son tour pour Recife, où l'ont invitée l'université de l'Etat de Pernambuco, l'université catholique et l'université rurale, ainsi qu'un groupe d'agents du port. Un avion de l'armée de l'air l'emmène le 1^{er} juin 1962 avec une nombreuse équipe, où figurent des étudiants brésiliens, qui ont, comme les membres de la troupe, interrompu leurs études afin de participer à cette action; également des

syndicalistes venus de Rio de Janeiro et d'Uruguay, qui ont demandé un congé pour cette mission, ainsi que la famille d'un industriel de São Paulo et plusieurs généraux. A chaque étape, de nouveaux étudiants s'agrégent à cette cohorte.

Comme si l'histoire se répétait à un an de distance, le jour où la mission arrive à Recife, les étudiants y sont en grève, tandis qu'à João Pessoa, la capitale de l'Etat voisin de Paraíba, une foule de paysans en colère occupe la place centrale et menace de déclencher une insurrection, au point qu'il est fait appel à l'armée. *Le Condor* est joué au théâtre Santa Isabel et diffusé à deux reprises à une heure de grande écoute à la télévision locale. Celle-ci organise une table ronde, à laquelle prennent part des personnalités locales, telles que le Père Antônio Melo, dont le mouvement syndical catholique rural fait pendant aux Ligues paysannes²⁴.

A la sortie d'une représentation, un petit bonhomme demande à parler aux organisateurs. Il n'avait pas de ticket, mais il a tant insisté qu'on a fini par le laisser entrer. On l'écoute. Il est le tailleur de son village. "Voilà ce qui vient d'arriver chez nous. Des gens sont venus avec des armes et des munitions. Ils nous ont demandé de nous soulever. Alors je suis monté sur une chaise. Je leur ai dit : "Repartez d'ici. Nous avons une meilleure voie à suivre." Les hommes sont repartis. Mais je voulais vous le dire." Un vieil habitant de Recife ajoute après son départ : "Il fallait vraiment qu'il tienne à vous prévenir. Pour rentrer chez lui, cet homme va marcher 20 kilomètres. Il n'a plus d'autobus à cette heure-ci."

²⁴ Bien que dépourvus au départ de base légale, tout comme les ligues, les syndicats paysans créés à l'initiative de l'Eglise étaient tolérés par les autorités. Ils entendaient également lutter contre une oppression quasi féodale mais ils rejetaient les méthodes séditeuses des ligues. Francisco Julião soulignait à sa manière la différence séparant les ligues des syndicats: "Le syndicat lutte pour le salaire, la ligue lutte pour la terre. Le salaire est un verre d'eau, la terre est la source qui remplit le verre." Cf. Maria Julieta Costa Cazalans, *Le syndicat paysan comme instrument institutionnel de participation. Le cas du Nordeste du Brésil*. Mémoire présenté à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, Paris 1969.

Après son passage à Recife, la mission parcourt villes et villages de la région. Elle continue à attirer les foules dans les salles et sur les places publiques. Elle rencontre aussi des oppositions. Le responsable d'un programme d'urgence pour le Nordeste a insisté pour qu'elle se rende dans l'Etat de Paraíba, bastion des Liges paysannes. L'archevêque de João Pessoa, capitale de l'Etat, s'en réjouit : "Vous allez pénétrer des secteurs qui nous sont totalement fermés". De fait, elle est accueillie dans la ville par des slogans hostiles qui s'étalent sur les murs.

A Sapé, la tension est encore plus grande. Six semaines auparavant, un dirigeant des Liges y a été assassiné, des milliers de paysans se sont mobilisés et il a fallu avoir recours à l'armée pour les empêcher de marcher sur la capitale provinciale. Les membres de la mission ont été avertis du risque qu'ils prenaient. Quatre d'entre eux y partent néanmoins, munis d'un projecteur et d'une bobine d'*Hommes du Brésil*. Il y a là un Brésilien, Daniel Veras, le fils du traminot José Veras²⁵; un Guatémaltèque, Luis Puig; un Nigérian et un Américain. Ils se rendent chez le président local des Liges. Ils le trouvent, entourés de quelques hommes à l'écoute d'un poste de radio. "Vous pouvez rester, c'est le bulletin de Moscou en portugais." Daniel Veras présente ses compagnons un à un. "Et voici, dit-il, en terminant par l'Américain, un pur produit du capitalisme, le fils d'un banquier de Wall Street." Les visiteurs expliquent qu'ils sont venus proposer de leur montrer un film. Leurs interlocuteurs veulent bien le voir, mais ils les préviennent que si le film défend des thèses capitalistes, ils démoliront leur voiture. Rendez-vous est pris pour le lendemain.

Le secrétaire de la Ligue les accompagne à la sortie et leur propose de passer chez lui. Un attroupement s'est formé au dehors. Le groupe franchit la rue principale et entre dans une maison très pauvre. Le secrétaire ouvre un coffre. Il en tire, tout au fond, une bible. "J'étais un catéchiste évangélique. Aujourd'hui, je suis communiste. J'aurais dû prêcher la parole de Dieu, mais il y a tant d'injustice. - Dieu peut vous utiliser", lui dit le Nigérian.

²⁵ Cf. chapitre 6

Au moment où les visiteurs sortent, le maire de la localité, qui a été averti de leur présence, arrive tout juste. "Qu'est-ce que vous faites là ? C'est un endroit dangereux, ici. - Nous préparons une représentation." Celle-ci a lieu, comme convenu, le lendemain, sans incident. Le public ne boude pas. Quelques liens se nouent. Un peu plus tard, ce sera au tour des hommes du 15^{ème} régiment d'infanterie, celui qui avait arrêté la marche des paysans sur João Pessoa, d'assister à la projection d'*Hommes du Brésil*.

Le passage de cette nouvelle mission ne tarde pas à faire sentir ses effets, notamment dans le port de Recife. Fin 1962, le directeur du port ne peut que prendre acte des "résultats fantastiques" enregistrés au cours des mois passés. Après des années d'agitation et de violences, le port a connu un changement qui est devenu la grande affaire de la cité. Un différend sur le non-paiement d'un dépassement d'horaire, qui naguère aurait empoisonné l'atmosphère, se règle sans aucun marchandage après la consultation du conseiller juridique du port, qui juge la demande fondée. L'habitude se perd de piller et de chaparder. L'alcoolisme a visiblement reculé. Les prix des aliments de base à la coopérative, où s'approvisionnent la plupart des dockers, ont baissé de 30% depuis que le gérant, qui est aussi le responsable du journal des travailleurs du port, *Tribuna Portuária*, opère dans un nouvel esprit. Pour la première fois, les grossistes acceptent de vendre à crédit. Et les adhésions à la coopérative se multiplient

Au début de juillet 1962, après avoir rayonné dans la région de Recife, l'équipe itinérante se rend plus au sud, à Salvador de Bahia, la première capitale du Brésil colonial, où elle est invitée par le gouverneur de l'Etat. Celui-ci organise son programme et lui donne l'hospitalité à l'hôtel ou chez des particuliers. Elle se trouve là au moment où l'on fête l'indépendance de Bahia. Le gouverneur invite la mission à marcher à ses côtés dans le défilé jusqu'à la place de l'Indépendance. Là il la présente à la foule, qu'il invite à assister aux représentations du *Condor* ou à regarder la pièce à la télévision. Quelques jours plus tard, il profite de sa présence pour

l'associer à la solution d'une petite crise qui oppose la ville et l'Etat de Bahia.

Comme avant lui *Le Tigre*, *Le Condor* circulera à travers le monde. Il est invité en Italie, en Suisse, au Canada, aux Etats-Unis. A Naples, il est joué un jour dans une usine de conserves, un autre jour à l'université. Voyant des autocars déverser une centaine de personnes sur le campus, certaines en costumes nationaux, un étudiant intrigué interroge un des chauffeurs :

"Qu'est-ce que c'est que tout ce peuple ? Des touristes ou quoi ?

- Non. Ce sont des gens qui présentent une pièce de théâtre, *Le Condor*. Si tu t'intéresses à l'avenir de l'Italie et du monde, tu ferais bien d'aller la voir."

L'étudiant grimpe dans l'autocar, pose sa pile de livres de philosophie et se cale dans un siège au premier rang pour continuer la conversation. "Ah! c'est *Le Condor*. Tout le monde en parle à l'université. De quoi s'agit-il ? Tu as l'air assez convaincu."

Le chauffeur rit. "Tu vois le type là-bas avec une moustache noire ? Celui qui porte une veste de cuir et une casquette et qui distribue des tracts ? C'est Giuseppe. Il est l'un de nous quatre qui trimbavons le groupe depuis cinquante jours. On a sillonné le secteur jour et nuit jusque dans les plus petits villages. Les premiers jours, nous ne disions pas grand-chose. On observait. Et puis une drôle de chose est arrivée à Giuseppe.

- Quoi donc ?

- Il est l'un des chefs de notre syndicat et communiste militant. Pas un gars facile. Eh! bien, sans rien nous dire, pour la première fois en quinze ans, il a manqué la réunion de la cellule pour emmener sa femme et ses gosses voir la pièce. Et depuis lors, c'est un homme changé.

- Qu'est-ce que ça veut dire, "un homme changé"? demande l'étudiant en psychologie.

- Ça veut dire ce que ça dit. Il est complètement différent. Hier, il s'est excusé pour avoir donné la veille une fausse raison de notre retard. Mieux que cela : à côté de sa femme il avait une maîtresse et il a décidé de rompre. Il dit maintenant que le communisme est dépassé. Guérir la malhonnêteté et l'égoïsme, qui

causent tant d'injustice, c'est une grande révolution et c'est quelque chose que les partis politiques ne font pas.

- Et qu'est-ce que les autres en pensent ? dit l'étudiant.

- Nous étions à Sorrento la semaine dernière. Le maire avait organisé une réunion spéciale. Nous, les quatre chauffeurs, nous sommes montés sur l'estrade et nous avons dit que cette idée était en train de nettoyer Naples et le pays. Tu vois, nous faisons maintenant partie de la troupe. Nous nous occupons de la camionnette avec le haut-parleur qui annonce la pièce là où elle doit aller. Nous avons distribué des milliers de tracts et nous vendons des livres le soir après les représentations.

- Vous êtes bien payés pour ça ?

- Ils n'ont rien pour nous payer. Aucun d'eux ne reçoit de salaire. La municipalité nous paye pour conduire les cars. Le reste, nous le faisons parce que nous le voulons. Tiens! regarde là, c'est Miguele qui est justement en train de vendre un livre à un de tes camarades. Il ne sait pas lire mais son fils, celui qui a eu la polio, le lui a lu deux fois. C'est pour ça qu'il le vend si bien."

Le Condor avait commencé sa tournée en Italie par les provinces du Sud : les Pouilles, la Campanie. Le groupe sentait qu'il devait aller en Sicile avant de se diriger vers le Nord. Mais il n'y avait pas été invité. Le cardinal de Palerme, qui était à l'époque Mgr Ruffini, passait de surcroît pour être un des membres les plus conservateurs de la hiérarchie catholique.

Le chemin de la Sicile fut ouvert par Mary Errazuriz de Posse, cette dame chilienne languissante que les Lamond s'étaient acharnés à chercher dans Santiago et qui avait recouvré des forces nouvelles au point de se joindre avec eux à l'expédition du *Condor*²⁶. Elle allait retrouver en Italie des souvenirs et des amis de jeunesse, du temps où son père était ambassadeur auprès du Saint-Siège. Elle donna aux Lamond l'adresse d'une duchesse sicilienne, que les Lamond allèrent voir de sa part à Palerme. La duchesse les encouragea à demander une audience au cardinal. Elle avait des raisons de penser qu'il ne se mettrait pas en travers de leur projet. Le cardinal manifesta le désir de rencontrer les dockers brésiliens venus en Italie avec le groupe et de voir le film

²⁶ Cf. chapitre 5.

qu'ils avaient tourné. L'ayant vu, il voulut en voir d'autres et convia chaque fois des invités, de plus en plus nombreux. Il demanda ensuite au clergé de l'île d'apporter toute son assistance à la troupe du *Condor*, qui resta en Sicile trois mois. A sa demande, *Hommes du Brésil* fut projeté un soir en plein air sur la grande place de Corleone, un fief de la mafia qui avait enregistré un nombre incroyable de meurtres au cours de l'année précédente. A la fin du spectacle, le maire se leva et s'avança, la main tendue vers un prêtre qui était son ennemi mortel.

La persévérance d'un ouvrier de Recife

Les mois passent et la situation se dégrade à nouveau dans le Nordeste. Des oppositions s'accusent entre ruraux et citadins et, au sein de l'armée, entre hommes de troupe et officiers, tandis que l'inflation repart. Le port de Recife renoue avec les désordres, les mauvais résultats financiers et une gestion corrompue. Avec quelques amis, Antônio Falcão, qui reste marqué par le rassemblement de Petrópolis, décide en avril 1963 de prendre une nouvelle initiative. Il fait venir un film récemment tourné à Mackinac et qui vient d'être présenté dans toute une série de villes au sud du pays. Ce film, *Le couronnement de ma vie*, suggère qu'il peut exister un chemin vers l'unité entre des communautés rivales en retraçant la vie d'une femme de couleur, Mary Mc Leod Bethune, qui a été au coeur des luttes raciales aux Etats-Unis. Le gouverneur militaire du district, le général Castelo Branco (futur président du Brésil), accorde son patronage au projet d'Antônio.

Comme les fois précédentes, les représentations font salle comble et sont l'occasion de nombreux contacts. La vedette du film, Muriel Smith, est venue pour la circonstance. L'une de ses premières visites est pour le gouverneur Miguel Arraes et sa famille. Le gouverneur est un homme peu loquace. A son affirmation répétée : "Vous ne pourrez pas prêcher la morale aux affamés", l'actrice répond : "Nous ne sommes pas venus ici pour prêcher la morale, mais pour transformer des hommes afin qu'il y ait du travail et de la nourriture pour tous". Elle lui dit qu'elle était une chanteuse qui cherchait la célébrité et lui raconte comment, au

lieu de cela, elle a décidé de devenir porte-parole d'une idée révolutionnaire.

Une bonne part de la situation difficile prévalant à ce moment-là au Pernambuc tient au conflit qui oppose le gouverneur aux chefs d'entreprise et aux propriétaires terriens. La fédération des employeurs vient de publier dans la presse une page entière citant des cas de troubles où la police a refusé d'intervenir. Le gouverneur a répliqué en publiant une page entière relatant des actes de violence des patrons à l'égard des travailleurs. A ce moment-là, le directeur du journal *Diario de Pernambuco*, conquis par le film et ce qu'il vient de découvrir à cette occasion, publie une page entière sous le titre : "Il existe une solution. Les gouvernants, les patrons et le peuple peuvent la mettre en oeuvre ensemble." Et il obtient d'un journal rival du sien de publier la même page.

Cette nouvelle tournée est l'occasion de mettre à l'épreuve la foi des militants d'une manière insolite. "Nous avons décidé, raconte Antônio Falcão, de présenter *Le couronnement de ma vie* dans l'Etat de Paraíba. Nous avons mis dans l'opération tout l'argent que nous avons et nous en avons récolté juste assez pour envoyer quelques-uns d'entre nous à Campina Grande, la principale ville de cet Etat. Au moment de partir, il nous restait de quoi acheter un unique sandwich. Aussitôt arrivés après un long trajet en car, nous sommes allés voir le plus grand cinéma de la ville, qui devait projeter le film sur une base commerciale pendant une semaine. Nous avons si faim que nous ne parvenions pas à penser à autre chose qu'à manger. Nous nous tumes un moment pour demander à Dieu que faire. La pensée qui nous vint fut celle d'aller réserver des chambres dans un certain hôtel, qui se trouvait être un des plus grands de la ville." Les quatre compagnons prirent en tremblant le chemin de l'hôtel et pénétrèrent dans la salle à manger. A une table de l'autre côté de la salle ils aperçurent un groupe de messieurs. "Qui sont ces personnes ? demandèrent-ils au garçon. - Le maire et quelques conseillers municipaux". Les dockers se dirigèrent vers eux et se présentèrent. Apprenant pourquoi ils étaient là, le maire s'écria : "Voilà ce qu'il nous faut ici". Il fit appeler le directeur de l'hôtel et lui dit : "Ces gens sont les invités de la municipalité pendant leur séjour ici."

En 1964, la révolte gronde encore une fois. Des marches s'organisent contre l'inflation, la corruption et l'anarchie. La chute du président Goulart et l'accession au pouvoir, le 12 avril, du maréchal Castelo Branco inaugurent une série de présidents militaires. Ces bouleversements se répercutent à Recife. Une partie des dirigeants du port sont mis en prison. D'autres prennent la fuite ou sont éloignés. Un nouveau directeur est nommé à la tête du port, un militaire très dynamique, très vaniteux aussi. Il supprime plusieurs avantages sociaux que les syndicats avaient conquis. Il prend tous les ouvriers pour des communistes. Avec ses brillants talents d'administrateur, il aura fabriqué beaucoup plus de communistes qu'il n'y en avait auparavant, si l'on en croit Antônio et ses amis.

Ceux-ci se demandent comment approcher cet homme pour essayer de le gagner et de changer son attitude. Ils s'arrangent pour le rencontrer, se montrent sincères et directs avec lui et ne lui cachent pas les résultats auxquels mène sa manière d'agir. Ils lui disent qu'ils comprennent ses problèmes et sont prêts à travailler avec lui si, de son côté, il travaille avec eux. S'il nettoie le port de haut en bas, les dockers le feront de bas en haut. Ils lui parlent des changements intervenus dans le port de Rio. Ils lui font voir *Hommes du Brésil*, ainsi qu'à ses collaborateurs. Chacun retrousse ses manches et se met au travail. On s'aperçoit que les services sociaux traînent un lourd déficit et qu'ils ne sont pas seuls dans ce cas. Un an plus tard, le port a remboursé ses dettes et commencé à reconstituer des réserves. Le redressement est aussi impressionnant que dans le port de Rio à la même époque. La presse parle de "miracle" Dans son numéro du 20 mars 1965, sous le titre "Rétablissement complet dans les onze derniers mois", le journal *O Globo* relève que les recettes du port ont augmenté de 100% au cours de cette période. Pendant la même période la croissance de la productivité a généré des primes qui ont augmenté certaines rémunérations de moitié. Avec la diminution des vols, le coût des assurances a baissé.

Comme ses camarades de Rio, Antônio Falcão sera appelé à partager son expérience dans de nombreux ports : Rotterdam,

Londres, Gênes, Montevideo...Des éducateurs du Mozambique, rencontrés à Pretoria, lui demanderont de venir la transmettre dans leur pays où, comme au Brésil, on parle portugais.

DANS LES FAVELAS

Comme la plupart des grandes villes sous toutes les latitudes, Rio de Janeiro voit affluer un flot de familles misérables que leur dénuement et un irrésistible exode rural chassent de l'arrière-pays ou des campagnes du Minas Gerais ou encore des terres arides du lointain Nordeste. Ce mouvement a encore été accentué par les lois sociales favorables aux salariés urbains promulguées au début des années 1940 par Getúlio Vargas. La plupart de ces familles n'ont d'autre recours, en arrivant, que de se trouver ou de s'édifier un gîte dans un des multiples bidonvilles de l'agglomération. Les premières cahutes ont poussé sous les yeux des policiers, qui détournaient le regard pour quelques billets, et avec la complicité de politiciens, qui promettaient aux habitants de faire régulariser l'occupation illégale des terrains s'ils leur donnaient leurs voix. Sur ce terreau de corruption, elles ont proliféré, s'accrochant aux pentes de collines abruptes, dont l'une a donné son nom de Favela à ces cités de planches et de tôle ondulée, qui constituent, comme tous les bidonvilles du monde, un univers d'insalubrité, de promiscuité et de précarité ; et aussi un étonnant mélange de racket, de la part de ceux qui, déjà sur place, aident les nouveaux arrivants à s'implanter sans titre sur la propriété d'autrui et exploitent ensuite leurs obligés, et de solidarité entre les compagnons de misère que le sort a rassemblés là. A leurs pénibles conditions matérielles s'ajoute encore l'épreuve, pour les favelados, d'être considérés comme des parias. Au sein de cet univers déshérité, des initiatives vont surgir à Rio dans les années 1960, inspirées par l'expérience des dockers et transmises par un maréchal de l'armée de l'air et un ouvrier imprimeur.

Le maréchal et l'imprimeur : donner l'élan

L'officier s'appelle Antônio Guedes Muniz. Il a fondé l'école des cadets de l'air et l'institut technologique de São Paulo. Il a dessiné l'un des premiers avions brésiliens, conçu et supervisé la construction de minéraliers. Il a lancé une fabrique nationale de moteurs à explosion. Dès qu'il aperçoit un besoin à satisfaire, une tâche à accomplir, il s'y attelle. Le maréchal Távora lui a fait un jour connaître ses amis et cette rencontre a ramené le ménage de son collègue vers l'Eglise après quarante ans d'éloignement, non sans que ce cheminement ait surpris certains ecclésiastiques.

"Comment ? leur dit un jour un prélat très écouté de la haute société, je vous ai montré jadis un soleil brillant et vous vous êtes raccrochés à une toute petite flamme!

- Monseigneur, répond Guedes Muniz, je rampais dans l'obscurité, j'ai trouvé une boîte d'allumettes, j'en ai frotté une, qui m'a permis d'allumer à son tour une bougie, grâce à laquelle j'ai pu ouvrir une porte et là resplendit devant moi le soleil que vous avez jadis voulu me montrer."

Le maréchal et sa femme décident de faire quelque chose pour les habitants des bidonvilles. Ils pensent aux dockers dont ils ont fait la connaissance à l'issue d'une projection de leur film. Ils invitent un jour ces derniers - cela se passe en 1963 - avec d'autres amis et quelques leaders de favelas. Au nombre de ceux-ci figure un ouvrier travaillant au service d'imprimerie de la municipalité, José de Almeida Neto, que le fils des Muniz, adjoint au maire de Rio, a eu l'occasion de rencontrer. C'est la première fois qu'il met les pieds dans une maison bourgeoise. Il est tout surpris d'y rencontrer, en la personne d'Erwin Zimmermann, un homme d'affaires qui a réussi à monter une entreprise prospère sans frauder le fisc ni distribuer de bakchichs ; et des dockers qui font passer l'intérêt de leur pays avant le leur ; et encore un général qui a participé à plusieurs coups d'Etat et qui est aujourd'hui convaincu que la seule vraie révolution est celle du caractère. "J'ai soudain compris, dira José de Almeida, que nous, les favelados, nous ne représentons pas un million de problèmes mais deux millions de bras prêts à empoigner ces problèmes. Ce soir-là, nous avons décidé d'aller ensemble montrer ce film dans les diverses favelas de la ville." De fait, le film parcourra près de 200 favelas.

Euclides : servir ou se servir ?

Une des premières est la favela Parada de Lucas, dont les habitants ont élu président Euclides da Silva. Euclides a accepté cette charge dans un esprit de service, mais il n'a pas tardé à voir que sa position pouvait lui valoir toutes sortes d'avantages matériels. Cela a commencé avec la concession qu'il a obtenue pour redistribuer l'électricité dans les cabanes du quartier. Le courant lui est facturé 4 cruzeiros le kwh. Il le revend 11 cruzeiros...et empoche la différence. Tout le monde le sait mais personne n'ose réclamer : c'est à lui que les gens doivent d'avoir l'électricité chez eux.

Euclides a pourtant un ennemi mortel, qui a obtenu la concession pour un autre quartier de la favela. Il s'appelle Amfilofilo. Euclides a tout fait pour la lui enlever. "Je suis allé quatre fois chez lui pour tenter de le descendre, avouera-t-il plus tard. Un soir, c'est lui qui est arrivé chez moi avec quinze types pour se venger. J'ai tout juste eu le temps de me sauver par la porte de la cuisine. Peu à peu les gens ont perdu confiance en moi. Tout y a contribué : la violence, la corruption que je favorisais au sein de l'association, les femmes, qui venaient me chercher jusque devant la maison. Ma femme Horondina en a beaucoup souffert. Tout ce que je gagnais, je le dépensais pour mon plaisir. Horondina en était réduite à prendre de l'argent dans mon porte-monnaie quand je dormais."

Le samedi soir où le film vient dans la favela, il y a foule. Après la projection, la discussion s'engage avec les dockers. Ceux-ci racontent comment, en passant leurs actes au crible, ils ont dû reconnaître des fautes, réparer des torts...Euclides sort de là bousculé. Il a l'impression d'avoir devant lui des hommes libres, efficaces, et il regarde ce qu'il a fait de sa propre vie : quelque chose de vide, d'inutile, centré sur ses ambitions personnelles. Il faut y mettre de l'ordre.

Par où commencer ? Demander pardon à sa femme pour tout ce qu'il a fait derrière son dos. La vie du ménage en devient

vite fort différente. Il y a aussi Amfilofilo. "Tout comme moi, raconte Euclides, il voulait améliorer les conditions de vie des favelados et pourtant nous étions ennemis. C'était absurde. Cela ne pouvait pas continuer. Trois fois, je lui ai écrit pour lui demander d'excuser mon attitude...mais, chaque fois, j'ai déchiré la lettre. Je me disais : "Je ne vais tout de même pas me ridiculiser devant mon ennemi." J'ai pourtant réussi à lui envoyer la quatrième lettre. En rentrant un soir j'ai trouvé Amfilofilo qui m'attendait. On a longuement parlé. J'ai alors seulement découvert son vrai visage, celui d'un homme qui avait beaucoup souffert." Et puis, il y a l'affaire de l'électricité. Euclides décide d'admettre la réalité publiquement et de démissionner de la présidence de l'association. Sa franchise rétablit la confiance et les favelados le réélisent. Plus tard, il aura la pensée de demander à la municipalité d'approfondir le canal longeant la favela. L'idée surprend après une longue période de sécheresse. Mais il insiste. L'ouvrage sera à peine terminé que des pluies diluviennes s'abattront sur la ville et ravageront de nombreuses favelas. Parada de Lucas sera indemne.

Les pouvoirs publics : prévoir des crédits

Le film circule ainsi d'une favela à l'autre, présenté par quelques dockers et des favelados qui ont déjà reçu sa visite. De son passage et des contacts qui s'ensuivent sortiront, plus ou moins tôt, des résultats variables. Dans le meilleur des cas, cela ira jusqu'au relogement des habitants dans des maisons neuves en dur. Les circonstances, il faut le dire, sont particulièrement favorables. Le gouverneur de l'Etat de Guanabara²⁷ est à ce moment-là un homme énergique, Carlos Lacerda, qui a décidé de prendre à bras le corps le problème des bidonvilles de Rio. Il a trouvé les moyens financiers de sa politique en obtenant des crédits sur les fonds consacrés par les Etats-Unis à l'Alliance pour le Progrès, qu'a lancée quelques années auparavant le président Kennedy avec vingt-deux pays d'Amérique latine, pour tenter de

²⁷ Lors du transfert de la capitale à Brasilia, le district fédéral de Rio de Janeiro est devenu l'Etat de Guanabara, qui a fusionné par la suite avec l'Etat de Rio.

faire obstacle à l'expansion idéologique de Cuba sur le continent. Mais il lui faut des interlocuteurs. José de Almeida devient son homme de contact dans les favelas. Et celles-ci sont encouragées, quand elles ne sont pas encore organisées, à constituer des associations capables de discuter avec les pouvoirs publics et de mobiliser les habitants. Le fonctionnement de ces associations donne parfois lieu à des incidents pittoresques. Une élection s'était terminée si tard, raconte Euclides da Silva, qu'il a fallu remettre au lendemain le décompte des voix. Mais que faire des urnes entre temps ? "Personne ne faisant confiance à personne, dit-il, nous les avons finalement placées au milieu de la rue et, tous ensemble, nous les avons surveillées toute la nuit!"

Dans le même temps, le gouvernement local se donne un nouvel instrument pour contribuer au relogement des favelados en créant la Compagnie d'Habitation Populaire. Le premier président en est une femme, Sandra Cavalcanti. Elle a commencé par être professeur. Elle se souvient qu'elle avait cinq petites faveladas parmi ses élèves. "Correctement vêtues, bien éduquées, elles ne se distinguaient en rien des autres enfants, sauf peut-être qu'elles semblaient plus motivées dans leurs études. Un jour, l'une d'entre elles est tombée malade. J'ai décidé d'aller lui rendre visite. C'était la première fois que je pénétrais dans une favela et ce que j'ai vu m'a bouleversée. Mais quelle incroyable propreté à l'intérieur des baraques! Mon élève était orpheline et était élevée par sa tante. Quelle ne fut pas ma surprise de voir dans cette cabane une machine à coudre, une télévision, un réfrigérateur...J'ai demandé à la tante : "Vous qui êtes si bien équipée, pourquoi vivez-vous dans une favela ?" Elle m'a répondu : "Nous n'avons aucune chance de pouvoir acheter une maison. Le crédit immobilier n'existe pas pour nous." J'ai alors compris qu'il fallait mettre à la portée des favelados des possibilités de crédit à long terme.

"C'est dans ce but qu'a été créée la Compagnie d'Habitation Populaire. Elle construit et vend des appartements et des petites maisons que les acheteurs paient en vingt ans et elle laisse aux familles le soin d'en achever la décoration intérieure. Avant de prendre des décisions, je consultais un comité de leaders de favelas, dont faisaient partie Euclides da Silva et José de Almeida. Par ce dialogue, nous voulions nous assurer que les

projets répondaient aux nécessités les plus urgentes des utilisateurs. Nous préparions aussi les familles à vivre dans un nouvel environnement. Certains projets ont mieux réussi que d'autres. Mais l'erreur elle-même n'est-elle pas aussi source d'enseignement? Au début, on relogeait, en effet, les habitants d'une favela à des kilomètres de leur lieu de travail et du quartier qui leur était familier. Les favelados opposaient une grande résistance à de tels déplacements. Des efforts furent alors faits pour les installer plus près du centre de la ville. Les listes d'attente ne cessèrent dès lors plus de s'allonger." Cette politique fut par la suite reprise à l'échelon fédéral.

Luiz et Edir : reconstruire des liens et des logements

Un des quartiers bénéficiaires de relogements en dur fut la favela São João. Mais ce fut au prix d'une longue attente et d'un effort persévérant de son leader, Luiz Pereira de Araújo. Comme beaucoup d'autres, Luiz et sa femme Edir étaient originaires du Nordeste. Mariés depuis huit ans, ils étaient descendus de Fortaleza à Rio avec leurs cinq enfants. Edir avait alors tout juste vingt-cinq ans. Luiz était parti le premier. C'était un beau garçon, qui aimait danser. Au bout de quelques mois, Edir commença à subir l'assaut de taquineries : Luiz devait avoir du succès, il ne reviendrait jamais. Un beau matin, Edir décida d'embarquer ses enfants et son petit bagage et partit le rejoindre sans s'être annoncée. Il avait trouvé une petite maison, qui méritait à peine ce nom, à Niterói, de l'autre côté de la baie. Il fallait s'y rendre en bateau. Le pont de 14 km. qui allait plus tard relier Niteroi à Rio n'existait pas encore. Luiz devait partir à 4h. du matin pour être à 7h. à son travail de carreur. Le logement était humide, sans électricité, perché au sommet d'une colline, au pied de laquelle Edir passait son temps à aller chercher de l'eau. Mais Edir était fière. Elle écrivait à Fortaleza que tout allait bien et elle donnait comme adresse celle de quelqu'un qui habitait au bas de la colline.

Après cinq mois de ce régime, Edir finit par accepter de s'installer auprès d'une de ses tantes qui habitait la favela São João. Non sans répugnance. Elle avait eu une enfance aisée. Son père gagnait bien sa vie, il aimait composer de la musique. Sa

mère avait une bonne. Elle se résignait mal à élever ses enfants dans cet environnement de saleté, de manque d'hygiène, de bagarres. Ici de nouveau, sa bicoque était située tout en haut d'une côte raide. Luiz avait dû construire une palissade pour empêcher les enfants de tomber. Edir devait descendre faire la queue au robinet public pour remonter des bidons pleins sur la tête par un chemin caillouteux. Il suffisait d'un faux pas et tout était à recommencer. Les jours de pluie, elle soufflait un peu : elle recueillait l'eau qui tombait du ciel dans un récipient qu'elle accrochait au bord du toit. Dans la journée, elle faisait quelques lessives pour des gens de l'*asfalto*, les beaux quartiers aux rues de macadam. Elle avait honte de son état et ne se liait pas avec ses voisins. Lorsqu'on on frappait à la porte, elle se cachait et faisait semblant de n'être pas là. Luiz s'adaptait mieux et avait même fini par être très populaire dans la favela. Grand amateur de samba, il était de toutes les fêtes mais il n'y emmenait pas les siens. Au fil des années - douze longues années - Edir devint peu à peu amère. Elle parlait sans cesse de partir ailleurs, mais où aller sans argent ? Cette insistance créait des dissensions dans le ménage.

A cette époque, une vive tension régnait dans la favela : le propriétaire du terrain sur lequel elle était édifiée menaçait les occupants d'expulsion et il commençait à passer à l'acte. Il avait réussi à faire démolir trente-sept cabanes, dont les voisins recueillirent les occupants, en attendant qu'on ait pu en rebâtir de nouvelles. Avec quelques autres, Luiz entreprit de défendre les favelados. Au cours d'un incident avec la police, il rencontra José de Almeida. Ce dernier lui apprit à commencer sa journée par un temps de pause, tourné vers Dieu pour lui demander de le guider dans les décisions qu'il avait à prendre.

Edir remarqua bientôt que son mari changeait. Il avait cessé de boire. Il l'entraînait aux fêtes du quartier. Elle avait l'impression qu'une force nouvelle habitait désormais son mari. Un matin, Luiz pensa qu'il devait rencontrer le gouverneur de l'Etat pour lui demander son aide. Lors de l'inauguration d'une école, il réussit à se frayer un chemin jusqu'à lui et à lui dire quelques mots. Il eut gain de cause : les expulsions furent arrêtées. Mais l'action de Luiz continuait à l'accaparer aux dépens de sa famille et elle le mêlait à des conflits qui ne manquaient pas

d'inquiéter son épouse. Et, bien entendu, les difficultés quotidiennes de la vie dans la favela persistaient.

Un jour qu'il posait un carrelage dans la maison d'un docteur, lors de la pause de midi, tandis qu'il réfléchissait dans le calme à la situation de la favela, une idée s'imposa à lui : "Téléphone au ministre de l'Intérieur!" Quelle chance avait-il d'obtenir la communication ? Il ne se démonta pas pour autant. A sa grande surprise, on lui passa le ministre, qui lui dit de venir le voir et le reçut quelques jours plus tard, assisté de collaborateurs²⁸. Luiz put lui parler des 560 familles de la favela, du risque d'expulsion auquel elles demeuraient exposées, du plan de relogement qu'il avait conçu pour elles. Son plan ne se révéla pas praticable, mais une solution alternative fut trouvée et, après de longues démarches, on offrit aux habitants de la favela de leur construire des logements sur un terrain situé à quelques centaines de mètres de là seulement.

Pendant la construction, Luiz remarqua que beaucoup de ceux qui participaient aux travaux ne savaient pas s'y prendre. Il demanda à ceux qui paraissaient qualifiés d'apprendre le métier aux autres, tout en travaillant. Découvrant cela, le gouverneur officialisa cette pratique et les ouvriers confirmés reçurent une indemnité d'enseignant. De leur côté, des femmes de l'extérieur vinrent, dans le même temps, initier celles de la favela à la cuisine au gaz (et non plus sur un feu de bois) et à la vie en appartement.

Une fois le chantier ouvert, les choses allèrent bon train. De leurs baraques, les favelados voyaient monter les immeubles de la nouvelle cité. Ils allaient devenir des citoyens comme les autres, avec une adresse. Puis, un jour, les camions de déménagement sont arrivés et les ont transportés l'un après l'autre avec leurs affaires. Le tour d'Edir est arrivé le 20 mai 1971. En entrant dans la cuisine et la salle de bains, elle est restée en arrêt devant les robinets, qui marquaient la fin de longues années de corvée d'eau.

²⁸ Bien que Rio eût cessé d'être la capitale depuis une dizaine d'années, la ville abritait encore certains ministères.

Les membres de la famille s'étaient beaucoup rapprochés. Sur le plan professionnel aussi, Luiz avait appris à travailler en équipe. Edir et lui organisaient des réunions hebdomadaires pour résoudre ensemble les problèmes du quartier. Au cours de l'été 1973, des amis leur demandèrent de se joindre à une délégation brésilienne qui se rendait à Caux. Edir hésitait beaucoup. Luiz était convaincu qu'il fallait accepter et insistait pour qu'Edir l'accompagne. On les aida à financer le voyage et eux-mêmes y participèrent dans la mesure de leurs moyens.

L'accueil de Caux fut chaleureux. Un soir, tandis qu'ils dînaient avec un autre ménage, la jeune femme leur raconta comment elle était parvenue à aimer quelqu'un qu'elle haïssait. En sortant de table, Edir remonta dans sa chambre. Elle avait besoin d'être seule. Elle aurait voulu dormir, mais n'y arrivait pas. Voilà que lui revenaient des images de Fortaleza, de sa mère qui y vivait toujours. La dernière fois qu'elles s'étaient vues, c'était à Rio, à la favela. Sa mère faisait tout le temps la comparaison entre Edir et ses soeurs, qui avaient de belles maisons, s'habillaient bien et dont Edir était jalouse. La mère et la fille s'étaient disputées. La première était partie en disant qu'elle ne reviendrait plus. La seconde lui avait répondu que dans ces conditions, elle n'essayerait pas de la revoir. Il y avait dix ans de cela. Edir pensa ce soir-là qu'elle devait écrire à sa mère et lui demander pardon. Elle le fit dès le lendemain. Elle ne pensait pas recevoir de réponse. Celle-ci arriva très vite, juste avant leur départ de Suisse. Edir la montra à ses enfants à son retour. Elle sentait qu'elle devait aller avec Luiz à Fortaleza. Leur fils leur offrit le voyage. Un voyage long et fatigant : trois jours et deux nuits d'autobus. Mais Edir ne l'a pas regretté. Six mois après leur réconciliation, sa mère était morte.

Luiz et Edir ont réussi à transformer leurs conditions de vie. Mais après ce qu'ils avaient traversé, ils ne pouvaient en rester là. "Nous devons aider tous ceux qui vivent encore dans des favelas à avoir un jour des logements comme le nôtre. Nous devons aussi lutter pour que l'esprit de communauté né dans les baraques de bois ne meure pas entre les murs de béton de nos immeubles neufs." Ils ont tenu parole, au prix d'un effort

persévérant. Luiz explique que la décision la plus difficile qu'il ait eu à prendre a été d'affirmer son opposition à la violence parmi ses propres compagnons. "C'est toujours le type le plus dur qui devient le chef et j'avais peur d'avoir l'air d'un poltron", dit-il. Loin d'être un poltron, il aura dû accepter de prendre des risques et faire preuve de beaucoup de sang-froid, en même temps que de dévouement, pour tenir bon au milieu des bagarres entre clans et pour se faire respecter par les parrains des bidonvilles, qui n'osent pas trop s'en prendre ouvertement aux animateurs d'une action sociale très appréciée de la population. Il n'empêche qu'il a eu de grandes satisfactions. Des dizaines de milliers de logements se sont construits pour reloger les favelados, le plus souvent en accession à la propriété avec des prêts à long terme assortis d'une mensualité de l'ordre de 15% du salaire minimum. Mais des centaines de milliers de ruraux continuent à déferler vers les centres urbains..."La population de notre favela augmente de 10% par an, déclare le leader d'une favela de la banlieue de Rio. C'est d'abord dans les campagnes de l'intérieur qu'il faudrait s'attaquer à notre problème."

Ana et Anna : animer et réhabiliter

Les zones d'habitat précaire se repeuplent et se reconstituent sans cesse et elles abritent jusqu'au quart ou au tiers de la population de Rio²⁹. Les plus malsaines sont les plus récentes, celles qui se forment, par exemple, au-dessous des autoroutes urbaines et qui ajoutent à leurs autres tares l'air vicié des gaz d'échappement. Faute de parvenir à les résorber, on essaye de les aménager un peu mieux, d'installer un éclairage public, de construire des escaliers de béton sur les pentes raides des collines, de mettre en place des pompes et des réseaux de distribution d'eau...Les progrès reposent en partie sur les favelados eux-mêmes, sur leur capacité à s'organiser et à se mobiliser pour exécuter certains de ces travaux avec des matériaux fournis par la municipalité et sur l'esprit que parviennent à faire régner les

²⁹ Les évaluations varient beaucoup et prennent plus ou moins en compte la population des favelas réhabilitées.

responsables d'associations dans les favelas ou, comme celles-ci préfèrent s'appeler aujourd'hui, dans les communautés.

Ana Ines Sousa a été élue présidente, puis trésorière de la communauté de Nova Holanda, l'une parmi une douzaine qui composent la zone de Maré³⁰. Cette zone s'est constituée en un immense ensemble de gourbis infestés de rats, qui ont été édifiés, parfois sur pilotis, sur des terrains marécageux en bord de mer à présent remblayés. Elle abrite près de 250.000 personnes. C'est au souvenir des polders, gagnés sur la mer, que Nova Holanda doit son nom. Le père d'Ana avait une petite boutique à Serra Branca, dans l'Etat de Paraíba. Une vague de sécheresse avait fait s'évanouir sa clientèle et l'avait conduit à tout vendre pour émigrer à Rio en 1970. Une fois en possession d'une bicoque de deux pièces dans la favela, il avait ouvert une échoppe dans la première pièce et fait venir sa femme et ses cinq enfants le rejoindre dans la seconde. Ana avait huit ans. Elle garde de cette transplantation un souvenir affreux : l'exiguïté, l'inconfort, l'odeur surtout, qui devenait insupportable à marée basse.

Les parents ont beaucoup travaillé pour permettre à leurs enfants de faire des études. Ana a passé des examens d'infirmière, puis un concours pour pouvoir donner des cours de santé publique à l'université. Elle a quasiment renoncé à toute vie privée pour consacrer tout son temps libre et son énergie à la communauté de Nova Holanda. Celle-ci avait une première fois créé une association mais ses dirigeants étaient désignés par l'administration et ne se démenaient guère. Ils sont désormais élus et les choses ont changé. L'association a défini ses actions prioritaires. Elle n'a pas oublié les égouts enterrés destinés à remplacer les canaux d'évacuation à ciel ouvert et pour lesquels il a fallu faire des démarches jusqu'à Brasília. Elle a constitué une coopérative de matériaux de construction. Elle s'est attachée à déterminer la façon la plus efficace et la plus juste d'utiliser les subventions fédérales en évitant le saupoudrage. Elle s'est préoccupée de la garde des jeunes enfants et de la formation des plus grands. Aux yeux d'Ana, la clef du succès c'est l'honnêteté et

³⁰ Pour plus de détails, voir *Bread, Bricks & Belief* par Mary Lean (Kumarian Press, West Hartford, Connecticut, USA, 1995).

le désintéressement des responsables et aussi la participation de tous les intéressés aux décisions, ce qui les motive et les unit.

C'est aussi la conclusion à laquelle arrive Anna Marcondes Faria, qui est née dans un bidonville de Rio et qui, après son mariage avec un ouvrier de brasserie, s'est installée dans la favela Parque Vila Isabel³¹. Celle-ci ne mérite guère son nom de "parc", qui lui vient d'un parc contigu aménagé sur l'emplacement d'un ancien zoo. Les progrès y sont moins visibles qu'à Nova Holanda. En 1996, il n'y a pas encore d'égouts souterrains. Mais Anna a entrepris d'y constituer une association, dont son mari a été élu le premier président. Aucune fonction n'est rétribuée. Par deux fois, Anna a renoncé à des postes salariés. Une des plus grandes lacunes dans la favela était le manque d'école. Anna a commencé par ouvrir une classe d'alphabétisation. Puis elle s'est faite maîtresse d'école dans un ancien entrepôt. Se rendant compte que sa formation était insuffisante, elle a repris ses études secondaires le soir, tout en s'occupant des enfants dans la journée, et a obtenu un diplôme d'institutrice.

Par la suite, elle a créé un jardin d'enfants et, plus tard, monté un centre communautaire où des jeunes, au lieu de traîner dans les rues, peuvent faire du sport, recevoir des notions d'hygiène, s'initier à la tapisserie et à la menuiserie, apprendre à coudre, à recycler du papier, à faire la cuisine et, plus récemment, à manier l'ordinateur. Ces deux dernières qualifications sont celles qui ouvrent le plus d'accès à un emploi, dans la restauration et les bureaux. Encore faut-il le trouver assez vite, au moins dans le dernier cas; car, une fois son stage fini, le jeune ne peut emporter le matériel pour continuer à s'entraîner. La Banque Interaméricaine de Développement apporte son concours pour financer les équipements. Mais il faut couvrir les charges

³¹ Sur Anna Marcondes Faria et sur deux autres femmes dont il est question plus loin, Heyde Duran et Antonia Caputo de Gallicchio, on trouvera davantage de précisions dans l'ouvrage de Michael Henderson intitulé *All her Paths are Peace* (Kumarian Press, West Hartford, Connecticut, USA, 1994), qui retrace le parcours d'une quinzaine de femmes dont l'action, dans les pays et les domaines les plus divers, a été créatrice de paix.

courantes. La mairie fournit les repas pour le jardin d'enfant, mais Anna essaie de donner aussi quelque chose aux plus grands. Et quand les responsables politiques changent, il arrive que la nourriture des enfants et les salaires des enseignants se fassent attendre. Plus d'une fois, Anna a été tentée de tout lâcher. Le centre a ouvert un bazar où il vend des articles d'occasion et le produit du travail de ses élèves, si imparfait qu'il soit. Cela ne suffit pas à assurer son équilibre financier, qui dépend encore des dons reçus. Anna fait aussi appel à l'équipe du sitio São Luiz pour y recevoir, de temps à autres, des groupes de jeunes ou pour organiser des causeries sur place. Ses six enfants la soutiennent et prennent part aux activités de la communauté. A qui lui demande comment elle tient le coup, elle répond qu'elle est soutenue par sa foi chrétienne - elle est baptiste - tout comme Ana Ines, fervente catholique. Elle en a besoin : depuis qu'elle est entrée à Parque Vila Isabel, la population de la favela a décuplé.

Beaucoup d'autres favelas se sont enflées et les conditions de vie, notamment de sécurité, y demeurent inquiétantes. Les enfants des rues y posent un des problèmes les plus criants. Leur multitude est liée à la fréquence avec laquelle les hommes quittent leur femme après lui avoir donné une nombreuse progéniture. Il arrive que la mère abandonnée réunisse alors ses enfants et dise: "Il va falloir que l'un de vous se sacrifie pour que la famille survive." L'un des garçons offre alors ses services à un gang de trafiquants de drogue, pour commencer comme guetteur, chargé de signaler l'arrivée des patrouilles de police. Dès lors qu'il est embarqué dans le réseau, il lui devient très difficile de se retirer sans risquer le pire. Mais si les enfants des favelas sont les premières victimes de l'insécurité, celle-ci déborde sur les quartiers voisins : les balles perdues de la guerre entre bandes rivales ont obligé plus d'un Carioca à déménager, quand il le peut, ou à condamner certaines pièces de son logement.

Voir plus loin que chez soi

L'ampleur des problèmes n'a pas découragé ces pionniers. Infatigable, Luiz Pereira est parti hors des frontières faire part des expériences vécues à Rio, muni d'un "diaporama" qui en retrace

les points forts, dans les bidonvilles de Lima, les *barriadas*, ou dans ceux de Bogotá, les *invasiones*. A présent retraité, il a choisi de se mettre à la disposition des éléments les plus dynamiques des quartiers déshérités. Il les réunit, leur fait rencontrer des industriels, des responsables d'organisations féminines, des fonctionnaires, des enseignants. Il aiguillonne ainsi des réseaux de solidarité et d'entraide où l'amitié se traduit en actes concrets. Quand on lui demande ce qu'il fait d'autre que tous ceux qui oeuvrent dans les favelas, il répond : "La plupart essaient d'améliorer les conditions matérielles. Mais souvent les résultats restent précaires et disparaissent au gré des circonstances. Ce que nous nous efforçons de faire, c'est de changer l'attitude des gens, en particulier de ceux qui portent des responsabilités. Alors ces gens discernent mieux comment modifier durablement les conditions matérielles."

De fait, entre le début des années soixante et la fin du siècle, les attitudes ont beaucoup changé. La population des quartiers normaux a longtemps ignoré celle des bidonvilles. En trente ans, ces derniers sont devenus l'objet d'une attention prioritaire. Il faut dire que si les premiers dirigeants des associations de favelas étaient souvent illettrés, ceux de la nouvelle génération sortent parfois des universités. Un quart de siècle après l'entrée de Luiz et Edir dans leur appartement neuf, la ville de Rio a engagé, avec l'appui de la Banque Interaméricaine de Développement, un programme de résorption des favelas pour les transformer en districts urbains. Ce programme touche en 1997 une quarantaine de favelas. Mais on en dénombre dix fois plus dans la ville et quinze fois plus dans tout l'Etat de Rio!

D'autres initiatives sont plus ponctuelles. Ainsi s'est créée à Rio en 1993 une grande "Fabrique de l'Espoir" dans une ancienne usine qui a brûlé. L'un des deux propriétaires a convaincu son partenaire, après le sinistre, de ne pas vendre le terrain et d'offrir les locaux pour y implanter des activités sociales au service de sept favelas situées dans le voisinage et qui abritent 100.000 habitants. Ainsi encore se forment des équipes de favelados responsables, prêts à lutter contre la corruption et contre l'emprise de la drogue, capables de sensibiliser les élus municipaux aux problèmes des favelas et d'exposer les véritables besoins de leurs

habitants aux administrations et aux autorités politiques. On engrange de la sorte quelques résultats. A la Compagnie d'Electricité de l'Etat de Rio, le préposé à l'électrification des bidonvilles a été attentif à éviter toute faveur et les favelados ont été stupéfaits de voir qu'on leur installait l'électricité sans leur faire payer aucun dessous-de-table, et tout aussi étonnés de voir que les travaux ne s'interrompaient pas au lendemain des élections. On évite aussi quelques erreurs, comme ces blocs d'appartements tout neufs et complètement vides que découvrait un visiteur vers 1980. "Nous n'avons pas l'habitude de faire la cuisine entre quatre murs, disaient les gens auxquels ces logements étaient destinés. C'est trop chaud. Nous avons besoin d'un toit, mais il faut que l'air circule. Et, dans les chambres, il n'y a pas de place pour suspendre nos hamacs. Nous ne voulons pas de lits, là encore nous aurions trop chaud. Si seulement ils nous en avaient parlé!".

Les associations de favelados ont depuis longtemps éprouvé le besoin de se regrouper pour renforcer leur action, veiller à leur fonctionnement démocratique et faciliter le dialogue avec les pouvoirs publics. Luiz Pereira a lui-même été à la tête d'une union de trente associations. Dès 1965 une fédération s'est constituée dans l'Etat de Rio, sous l'impulsion notamment de José de Almeida, avec l'appui de Sandra Cavalcanti. Mais, du fait qu'elles sont un centre d'influence, si ce n'est de pouvoir, les associations et, davantage encore, leurs fédérations, sont l'objet de convoitises et de tentatives d'infiltrations, aussi bien par les réseaux de drogue que par les formations politiques. Pour tenter de s'affranchir de toute allégeance politique, les associations de la ville de Rio en sont venues à former une fédération municipale autonome, qui coexiste et collabore avec la fédération de l'Etat, tout en gardant son indépendance.

EN COLOMBIE

Le ministre colombien de l'Education avait invité le journaliste anglais Peter Howard, un des plus proches collaborateurs de Frank Buchman, à venir à Bogota en 1965, à l'occasion d'un voyage qu'il faisait dans plusieurs pays d'Amérique du Sud. Le décès subit de Howard au Pérou interrompit la tournée. Mais des étudiants de l'université San Marcos à Lima, qui s'étaient engagés à ses côtés, débarquèrent fin mars à Bogotá avec quelques-unes des personnes qui avaient accompagné Howard dans son périple. Comme cela s'était déjà produit deux fois à Recife, l'arrivée de ce groupe coïncidait avec une explosion de violence, marquée par des actions de guérilla et l'enlèvement d'un ancien ministre. On aurait pu penser qu'elle serait éclipsée par ce tumulte. Les journaux³² soulignèrent au contraire que ces tenants d'une autre révolution arrivaient au bon moment et la chaîne nationale de télévision annula d'autres programmes pour leur consacrer quatre vingt dix minutes.

Le groupe alla ensuite à Medellín, puis il fut invité par le président de la société sidérurgique Paz del Rio à se rendre dans le département de Boyacá, où se trouvent les installations de la firme. Il n'avait pas songé à s'attarder aussi longtemps. Il fit valoir qu'il ne pouvait guère venir à la seule invitation du patronat. Qu'à cela ne tienne : le président eut tôt fait de lui présenter une invitation signée de trois responsables syndicaux. Tous obstacles balayés, l'équipe se mit en route. A l'usine de Belencito, un chef de service, qui avait été formé en France, changea si radicalement, cessant de s'emporter contre ses subordonnés, prenant la peine de les écouter, que le climat en fut transformé parmi le personnel. L'évêque de Duitama, un autre site industriel de la compagnie, dit

³² *El Tiempo, El Espectador*

à des membres de la mission : "Vous faites ce que nous, dans l'Eglise, aimerions faire." Il leur demanda de venir parler dans des établissements d'enseignement. Puis il les présenta à l'archevêque, qui les invita à travailler avec ses prêtres.

Une famille de Medellín qui fut durablement marquée par cette visite fut celle d'Alberto del Corral, un ingénieur qui, entre autres activités, devait occuper un certain temps le poste de directeur régional, pour le département d'Antioquia (où se trouve Medellín), d'une agence d'aide sociale semi-publique, l'Institut Colombien pour le Bien-être Familial. L'institut tournait plutôt mal et Alberto entendait bien redresser la situation en donnant des consignes strictes. Mais il se souvint que l'exemple comptait plus que les ordres. Les horaires de travail allaient de 8^h30 à 17^h et les employés étaient censés déjeuner sur place. Dans la pratique, la plupart d'entre eux arrivaient autour de 10^h30, prenaient un long déjeuner et s'en allaient vers 16^h45. Le chef du personnel proposa d'installer une horloge pointeuse. Alberto refusa : "Il faut que ces gens deviennent responsables." Au lieu de quoi il surprit tout le monde en arrivant à l'heure, en mangeant ses sandwiches au bureau et en partant à l'heure. Il prit l'habitude de laisser sa porte ouverte. Chacun pouvait voir à tout instant ce qu'il faisait. Le résultat ne se fit pas attendre longtemps et l'écho en remonta jusqu'au siège à Bogotá. Alberto ne s'en tint pas là. Souvent il ne savait comment faire face aux cas sociaux, parfois tragiques, qui se présentaient à l'institut. Il fit appel à des membres de l'équipe internationale qui avaient contribué à réorienter sa propre vie et étaient devenus des amis, pour qu'ils l'aident à former ses collaborateurs, à les sensibiliser à une meilleure approche des problèmes qu'ils avaient à traiter. Il obtint à cet effet l'hospitalité d'un centre jésuite voisin.

Avant qu'une vague d'enlèvements de personnes fortunées, lancée par des chasseurs de rançons, ne l'ait conduit à s'exiler en Floride, Alberto de Corral avait fait faire à ces amis la connaissance du directeur pour la Colombie d'une multinationale pharmaceutique, Guillermo Torres. Cette compagnie, qui avait dans le pays une double activité d'importateur et de fabricant, marchait fort bien, de sorte que le directeur jugea utile de recruter

un assistant. Un jour, il reçut d'un correspondant américain une coupure de journal, selon laquelle des cadres de sa société étaient impliqués dans la contrebande et la vente d'amphétamines aux Etats-Unis. Troublé, il écrivit au directeur général américain de la firme, qu'il connaissait pour avoir été au siège, et reçut une réponse affirmant catégoriquement que de telles pratiques étaient impensables dans la société. Puis, à sa stupéfaction, il reçut un télex l'informant que son adjoint, qu'il avait lui-même trouvé et engagé, était promu par-dessus sa tête pour devenir son patron. Cela lui mit la puce à l'oreille. Il fit son enquête et il découvrit que cet homme se livrait à une production illicite d'amphétamines. Que faire ? Laisser ce trafic se poursuivre ou tenter d'y mettre fin avec les risques que cela comportait dans un pays comme la Colombie ? Après mûre réflexion, il écrivit une nouvelle fois, par loyauté, au directeur général et, comme on pouvait penser que cela ne servirait à rien, il avertit en même temps des amis bien placés, qui saisirent le FBI américain et son homologue colombien, le DAS (Departemento Administrativo de Seguridad). Le trafic fut découvert et stoppé. Cela se passait en 1973. Par mesure de sûreté, Guillermo Torres démissionna aussitôt et eut la chance de trouver sans délai un poste de chef des ventes dans une société suédoise en Colombie. En prenant ses nouvelles fonctions, il fit spécifier par son employeur qu'on ne lui demanderait jamais de verser aucune commission illicite.

D'autres eurent moins de chance que lui pour échapper aux deux fléaux de la Colombie que sont les mafias de la drogue et les mouvements de guérilla. José Raquel Mercado était un homme de couleur, qui jouissait d'une grande popularité. Il avait été docker, puis trompette professionnel. Président de la Central de Trabajadores Colombianos, la confédération syndicale la plus ancienne et à cette époque la plus importante, il avait, comme beaucoup de militants syndicaux, fréquenté les rencontres de Caux à l'occasion des conférences annuelles de l'OIT à Genève. Ces visites l'avaient profondément touché et il n'en faisait pas mystère. Il souhaitait transmettre à ses camarades des docks ce qu'il avait lui-même reçu. Il avait fait venir le film des dockers de Rio dans les ports de Cartagena et de Barranquilla. Un jour, il fut enlevé par les guérilleros du trop célèbre mouvement insurrectionnel M19 et détenu par eux pendant plusieurs mois,

durant lesquels ses geôliers lui firent écrire des lettres au gouvernement réclamant des concessions pour les travailleurs. Quand la présidence refusa toute négociation, il fut exécuté, prétendument pour avoir trahi les intérêts des travailleurs, et son corps fut retrouvé un jour de l'année 1977 dans le parc national qui est au coeur de Bogota.

Les voies d'un renouveau ne sont heureusement pas toujours aussi dramatiques. Entre deux projections dans les usines de Paz del Rio, le film *Hommes du Brésil* avait été montré en 1965 dans une classe d'un lycée de jeunes filles. Malgré des conditions déplorable, un courant instable, une obscurité insuffisante, quelques élèves furent passionnées et insistèrent pour revoir le ménage hollandais qui le leur avait projeté, Peter et Digna Hintzen. Elles eurent avec ceux-ci une conversation hebdomadaire pendant plusieurs semaines. Deux d'entre elles furent invitées à les accompagner à une rencontre internationale aux Etats-Unis. L'une des deux, Patricia Samper, accepta de les y suivre. Bien des années après, elle devait les mettre en rapport avec un prêtre aveugle, le père Miguel Triana, initiateur de l'ACMI, "Acción Católica de Medios Independientes", qui visait à aider des membres des classes dirigeantes à vivre une vie chrétienne au jour le jour. Celui-ci, à son tour, les invita à parler lors d'une de ses réunions pour des ménages. "Mon problème, leur dit-il, c'est que mes réunions n'attirent que des femmes. Il nous faut aussi des hommes. Vous, vous ne parlez pas seulement de Dieu, vous parlez aussi du monde. Cela fera venir les messieurs." Il en vint, en effet.

L'autre lycéenne, Blanca Torres, refusa l'invitation. Elle n'estimait pas honnête de s'y rendre à la légère, au risque de se trouver confrontée à des engagements dépassant ceux qu'elle était prête à prendre à ce moment-là. Beaucoup plus tard, devenue par son mariage Blanca Torres de Aparicio, elle vint aux Pays-Bas où son mari avait été affecté par la compagnie de navigation qui l'employait. Elle y retrouva fortuitement les Hintzen et reprit avec son mari une vie dirigée par le recueillement quotidien. "Je connais, leur dit-elle un jour, un ménage qui peut prendre en main

en Colombie le genre de travail que vous faites : Marta et Alfonso." Elle n'appelait les gens que par leur prénom.

Passant à l'acte, lorsqu'elle retourna à Bogotá, elle alla voir Alfonso et Marta Rueda et leur dit sans préambule ce qu'elle avait pensé pour eux. C'était un couple catholique engagé, lui cardiologue, elle professeur. Ils avaient eu neuf enfants. Ils ne se prononcèrent pas tout de suite. Lorsqu'ils comprirent qu'il s'agissait d'un engagement envers Dieu et non envers une organisation, ils décidèrent de faire un essai. Ils lancèrent des invitations à une rencontre hébergée par un centre de retraite appartenant à un mouvement français et situé dans un cadre merveilleux à Zipaquirá, à 40 km. de la capitale. Ils eurent peu de réponses, mais recommencèrent l'année suivante avec plus de succès. Ces rencontres se renouvelèrent pendant près de dix ans. La présence fidèle du père Triana leur fut d'une grande aide. Par la suite, elles se poursuivirent en ville ou en proche banlieue, pour être plus facilement accessibles à tous.

L'une des premières personnes affectées par ces rencontres fut Marta elle-même. "Le changement a commencé pour moi, raconte-t-elle, quand je me suis mise à genoux pour dire à Dieu : me voici, je veux faire ta volonté." Elle fumait les cigarettes à la chaîne et n'avait aucune intention d'y renoncer. Elle pensa alors à son fils aîné, un garçon à la fois chaleureux, cynique et agnostique. S'il la voyait renoncer à une habitude dont elle était à ce point prisonnière, il serait manifeste qu'elle en était libérée par une force supérieure. Elle s'aperçut aussi qu'elle arrivait désormais à résoudre ses conflits d'emploi du temps. Coincée naguère entre les besoins de ses enfants, son métier d'enseignante et ses études, elle allait trouver le temps de s'occuper en outre des habitants des quartiers misérables. Ayant un jour appris que dans un bidonville de Bogotá, qui porte le nom de Jean-Paul II, des enfants avaient péri dans l'incendie de leurs cabanes parce que leurs mères les avaient attachés à des tables pendant qu'elles allaient travailler, Marta et son mari se mirent à l'oeuvre et leur intervention aboutit à créer un centre social et une crèche.

La conférence de Zipaquirá de 1984, la seconde, vit arriver une femme qui avait occupé, au secrétariat de la présidence de la République, le poste de directeur général de l'Intégration populaire, responsable justement des problèmes des bidonvilles dans vingt-cinq cités à travers le pays. Docteur en droit, magistrat puis notaire, très engagée dans la vie associative et, pendant quelque temps, dans la politique comme député, Heyde María Durán de Lopez avait renoncé au bout de deux ans à son poste officiel, un peu lassée et déçue de ne pas se sentir davantage soutenue dans ses efforts, et elle avait repris son étude notariale. A dix-huit ans, ayant reçu l'éducation très stricte de son milieu et de son temps, elle avait épousé un médecin, de dix ans son aîné, qui avait déjà beaucoup vécu. Ce mariage avait été un enfer. Après sept ruptures et réconciliations successives, elle avait fini par quitter son mari, restant seule pour élever un fils et deux filles. Ce sont les enfants qui avaient le plus souffert de cette vie conjugale tumultueuse.

En accompagnant un jour son fils chez un professeur d'allemand, Heyde Durán entendit parler de l'action d'Alfonso et Marta Rueda, dont elle ne tarda pas à faire la connaissance et qui, par la suite, l'invitèrent à Zipaquirá. Là, en entendant le père Triana, elle sentit monter en elle toute sa rancoeur contre une Eglise qui condamne les divorcés et leur interdit de se remarier. Elle s'en ouvrit au prélat qui dirigeait le centre. Elle s'entretint longuement avec lui et revint apaisée. N'était-elle pas elle-même la première responsable de ses erreurs ? Réconciliée avec son église, elle décida qu'elle le serait aussi avec ses adversaires politiques. "J'entretenais mon amertume, dit-elle, comme on arrose une plante, jour après jour. J'ai cessé de le faire et elle a dépéri." Puis elle se dit qu'elle devait faire de même envers son ex-époux, qui s'était remarié. C'est ce qui lui semblait le plus difficile. Pourtant, lorsqu'il revint peu après à Bogotá voir une de ses filles, elle se surprit à constater, en lui ouvrant la porte, que son ressentiment avait disparu et qu'elle pouvait de nouveau parler avec lui de l'avenir de leurs enfants.

Une visite au sitio de Petrópolis eut pour effet de donner à l'action de Heyde Durán une nouvelle dimension. A l'occasion d'une révision constitutionnelle, l'Eglise perdit le monopole qu'elle

détenait en matière d'éducation religieuse et morale et cet enseignement devint facultatif. Du coup, ce dernier risquait de disparaître de beaucoup d'établissements pour raison d'économie. Toute une équipe rassemblée autour de Heyde Durán et de Marta Rueda, en liaison avec d'autres associations, s'attacha à éviter cette évolution, à la fois sur le terrain en organisant des formations morales et spirituelles, et sur le plan politique, en faisant campagne pour que la constitution inscrive l'éducation morale comme un objectif de l'enseignement public. Des initiatives furent également prises avec d'autres organisations non gouvernementales en faveur de la paix, dans ce pays où la violence bat tous les records : création d'une association de femmes pour promouvoir la paix (CREAPAZ), établissement d'un réseau de paix (Red de Paz).

Originaire de Palmira, une ville de 300.000 habitants, Heyde Durán parla au maire de la ville de son expérience et de son aspiration à créer un monde débarrassé de la haine, de l'envie et de la corruption. Elle trouva auprès de lui et de ses collaborateurs un accueil chaleureux, à la suite de quoi un colloque fut organisé en 1994, puis renouvelé en 1995, aux frais de la municipalité, dans le beau "Parque de Azucar". Y participèrent notamment des étudiants engagés dans le travail social. Dans le même département, celui de Valle de Cauca, Cali, la seconde ville du pays, un des centres du commerce de la drogue, connu en 1995 un développement semblable, appuyé par le gouverneur et le maire et pris en main par un comité local se réunissant chaque mois pour chercher la meilleure façon de porter remède aux tensions urbaines et à la délinquance juvénile. Le département compte une quarantaine de "parques", lieux de repos et d'activités culturelles, familiales et sportives, dont les directeurs, à leur tour, ont commencé à s'intéresser à cette action. Une goutte d'eau, dira-t-on, face à l'étendue de la culture du coca et du trafic des stupéfiants. Une goutte d'eau à côté des efforts déjà faits pour s'y opposer par les pouvoirs publics, au demeurant découragés de voir les Américains leur en demander toujours plus. Mais que ferait-on de solide face à la violence et à la corruption si l'on ne peut s'appuyer sur des hommes et des femmes résolus à ne pas se laisser prendre dans le système et à faire de l'assainissement de leur pays leur priorité absolue ?

Comme les dockers de Rio, comme les étudiants de San Marcos, Heyde Durán ne borne pas son regard aux frontières nationales. Lors d'un congrès de femmes ibéro-américaines engagées dans la vie professionnelle, qui se tenait en Espagne au mois d'octobre 1994, elle a fait la connaissance de deux Paraguayennes. Elle les a entraînées à une réunion qui se tenait au *sítio* de Petrópolis. Les deux Paraguayennes en sont reparties enthousiastes et ont invité à leur tour d'autres femmes qu'elles ont rencontrées là à venir faire part de leurs convictions à l'occasion de la journée de la femme , en 1995 et de nouveau en 1996, à Ciudad del Este puis à Asunción. Dans ce pays qui passe pour être un des plus machos qui soient, ce sont ainsi des femmes qui viennent apporter, dans des réunions publiques, au Rotary, à la télévision, le témoignage d'un esprit nouveau.

CHEZ L'ARCHEVEQUE DE SALVADOR DE BAHIA

L'accueil royal fait en juillet 1962 à la mission qui accompagnait *Le Condor* par le gouverneur de l'Etat de Bahia n'était pas fortuit³³. Cet Etat commémore chaque année, la première semaine de juillet, sa libération acquise grâce à la victoire remportée en 1823, pour le compte des Brésiliens, par Lord Thomas Cochrane sur la flotte portugaise au large de Salvador. Cette victoire a permis de réduire la dernière poche de résistance portugaise et a parachevé l'indépendance du Brésil, proclamée le 7 septembre précédent³⁴. Lord Thomas Cochrane a ainsi pris figure de "libérateur" au Brésil, après avoir déjà participé à la libération de l'Argentine, du Chili et du Pérou. Il n'est pas étonnant que son prestige ait rejailli sur les générations suivantes de sa famille, lorsque certains de ses membres se sont à leur tour trouvés sur le continent sud-américain.

Tel fut le cas, entre autres, d'une arrière-arrière-petite nièce et de son mari, Suzanne et David Howell, venus à plusieurs reprises au Brésil et à Salvador de Bahia en particulier. Ils reçurent notamment en 1973 une invitation officielle du gouverneur à prendre part aux fêtes du cent cinquantième de l'indépendance de Bahia. L'un des artisans des changements accomplis quelques années auparavant dans le port de Rio, Leonardo Lima, originaire de Bahia, qui connaissait les Howell,

³³ Cf. chapitre 8.

³⁴ On trouve le récit de cette page d'histoire dans l'ouvrage intitulé *The Life of Thomas, Lord Cochrane, 10th Earl of Dundonald* (Ed. Richard Bentley, Londres, 1869), par lequel H.R. Fox Bourne et le fils de Lord Cochrane ont complété, après la mort de ce dernier, son "*Autobiographie d'un marin*".

signala leur venue à ses amis de Salvador. Ce fut un des membres de sa famille, Antônio Rodrigues, qui fut chargé de s'occuper d'eux.

Alors âgé de quarante ans, Rodrigues avait eu une vie cahotée. Un mois après sa naissance, son père était mort de la tuberculose. Quelques mois plus tard, sa mère contractait la maladie. Il fallut séparer l'enfant de sa mère, mais aucun des grands-parents ne voulut le prendre, par crainte de la contagion. Il fut recueilli par une femme qui avait peu de moyens, tandis que sa soeur aînée était confiée à une autre famille. A quatorze ans, il commença à travailler pour un journal. Il avait dix-sept ans quand un commandant de la marine marchande lui offrit de le prendre à son bord. Il accepta aussitôt et parcourut le monde pendant trois ans. Un des souvenirs marquants laissés par cette période fut celui de s'être fait jeter hors d'un café en Afrique du Sud à cause de la couleur de sa peau. A son retour un ami l'entraîna à participer à des campagnes électorales et Rodrigues s'enthousiasma pour la politique. Mais la prise de pouvoir par les militaires en 1964 mit un terme aux élections dans le pays. Rodrigues revint à Salvador et prit un travail comptable dans une entreprise. En 1969, il se maria et eut bientôt une fille. Mais au bout de deux ans, un glaucome l'obligeait à se retirer avec une petite pension d'invalidité.

Rodrigues se sentit alors exclu du monde, privé de perspective, lésé dans ses ressources, désœuvré et déclassé. Il se laissa submerger par l'amertume, devint incapable de se fixer et se mit à traîner jour et nuit dans les bars. Quand naquit sa seconde fille, sa famille était en plein chaos et son beau-père, chez lequel il logeait, était devenu son ennemi juré. Etant inoccupé, il avait parfois accompagné Leonardo Lima, venu quelque temps à Salvador, et vaguement observé son action. Mais, aussitôt ce dernier reparti, il avait repris le cours de sa vie délabrée.

Il accepta tout de même de guider et d'accompagner le couple de visiteurs écossais qu'on lui avait confié. Lui qui vivait imbibé d'alcool, il s'irritait seulement de voir que ces gens, originaires de la patrie du whisky, ne buvaient pas du tout. Pendant leur séjour il se retint, tout en attendant avec impatience

qu'ils s'en aillent pour renouer avec ses habitudes. Quand enfin il les mena à l'aéroport, David Howell, qui avait deviné le point faible de son hôte, lui dit simplement : "Antônio, prenez soin de vous-même." Rodrigues se sentit percé à jour. Il mesura tout d'un coup le dommage causé par sa façon de vivre, il changea radicalement et devint un miracle vivant.

Ce fut alors une avalanche de réconciliations. Le premier pas de Rodrigues fut de rétablir l'unité de son foyer et de demander à sa femme son aide pour tenir sa décision. Puis il alla trouver un prêtre qu'il détestait, Gaspar Sadoc, un Noir comme lui, qu'il considérait comme un traître à la cause des Noirs pour s'être intégré à un clergé largement dominé par les Blancs. Ils se mirent tous deux à travailler ensemble dans des paroisses et des cercles divers. L'année suivante, les Howell revinrent avec d'autres Anglais, dont un docker qui raconta comment il avait fait la paix avec son beau-père. Heurté de plein fouet dans son orgueil, Rodrigues se cabra, mais il sentit que là, précisément, était pour lui la prochaine étape à franchir. Ses excuses ne reçurent pas d'écho immédiat, mais, après quelque temps, son beau-père était devenu l'un de ses meilleurs amis. Vint ensuite le tour de sa sœur, Jandira, et de son beau-frère. Rodrigues s'était brouillé avec ce dernier à une époque où il avait habité chez eux. Il y avait de quoi: il avait la mauvaise habitude, quand il avait besoin d'argent, d'en prendre sans le demander! Depuis lors, il ne lui adressait plus la parole. Il vint le trouver pour lui demander pardon. Puis il emmena Jandira voir leurs grands-parents paternels, qui avaient jadis refusé de les prendre chez eux. Jandira avait rompu avec eux au point de retirer son nom de jeune fille quand elle s'était mariée, contrairement à l'usage local, et de cacher à ses enfants leur origine familiale. Elle tomba dans les bras de sa grand-mère de quatre-vingt-douze ans.

Gaspar Sadoc voulut mettre Rodrigues en rapport avec le père Osmar Valeriano Ribeiro, doyen de la cathédrale de Salvador. La cathédrale était située en centre ville, dans un quartier réputé pour être "chaud". Le père Ribeiro y avait entrepris un important travail d'évangélisation et s'employait à réhabiliter des catégories sociales mises au ban de la société : voleurs à la tire, prostituées, homosexuels. Beaucoup de gens trouvaient qu'il

en faisait trop. Les critiques ne lui furent pas ménagées lorsqu'un jour, à Noël, il monta un tableau vivant où toutes les actrices étaient des femmes "en cours de récupération" et où le rôle de Marie était confié à une ancienne prostituée. Depuis qu'il avait commencé à exercer son ministère, il s'était intéressé aux enfants des rues livrés à eux-mêmes. Des tentatives répétées pour créer une cantine où ils trouveraient un repas régulier s'étaient heurtées à la rébellion et au vandalisme de ces jeunes, qui cassaient les carreaux et brisaient les meubles. Au début des années 1980, il devait lancer à nouveau, avec l'aide d'un prêtre italien, un projet pour réintégrer les enfants dans un cycle scolaire ou d'apprentissage et, si possible, dans leur famille³⁵.

A côté de ce travail social, le père Ribeiro assumait de nombreuses responsabilités. Il veillait sur un riche patrimoine de monuments historiques. Il assurait une émission religieuse hebdomadaire, qui lui valait un abondant courrier. Il participait aux activités de nombreux groupes et associations, où il invita Antônio Rodrigues à venir parler et présenter des films. Il était surtout le collaborateur de l'archevêque de Salvador de Bahia, le cardinal Avelar Brandão Vilela, primate du Brésil et président de la conférence épiscopale latino-américaine.

Alors que ce dernier n'était encore qu'évêque, il avait un jour reçu Luis Puig et Daniel Veras, qui se proposaient d'organiser une réunion publique dans une ville de son diocèse et avaient pensé l'en prévenir. Les deux visiteurs lui dirent ce qui avait réorienté leur propre vie et comment ils avaient décidé de se consacrer à le transmettre à d'autres. L'évêque, qui participait ce jour-là à une réunion épiscopale, demanda à deux collègues de le rejoindre, fit répéter devant eux à ses visiteurs ce qu'ils lui avaient dit et leur demanda s'ils avaient de la documentation à lui

³⁵ Projet "Axe". Le mot signifie énergie mais constitue aussi une salutation. Au bout de six ans ce projet avait déjà touché 3.000 enfants, dont plus du quart étaient au travail. Il est devenu une opération pilote en Amérique latine.

Des centaines d'associations se sont créées pour venir en aide aux enfants des rues. Mais la corruption est telle que beaucoup d'entre elles n'ont qu'une existence fictive, uniquement destinée à capter des dons et des subventions.

remettre. Il les remercia d'être venus et les invita à le revoir quand ils se rendraient dans son diocèse. Puis il fut nommé archevêque et perdit contact avec eux. En 1978, Leonardo Lima et Antônio Rodrigues furent invités par Osmar Ribeiro à venir projeter pour lui et d'autres ecclésiastiques le film *Hommes du Brésil* dans un lieu de retraite. Quelques mois plus tard, apprenant qu'ils allaient organiser une rencontre à Salvador de Bahia, le cardinal tint à l'ouvrir lui-même. Il chargea le père Ribeiro de louer le plus grand théâtre de la ville pour y tenir la réunion de clôture, où il célébra le 11 mars 1979 devant sept cents personnes un service oecuménique, auquel il demanda à un pasteur presbytérien de participer.

Parmi les organisateurs figurait une jeune femme des Philippines, Alice Cardel, venue travailler au Brésil avec l'équipe basée au *sítio São Luiz*. A son arrivée à Salvador, elle était allée présenter ses respects au cardinal. Celui-ci l'avait reçue chaleureusement. Il l'avait présentée au personnel et demandé qu'on la considère "comme sa fille".

Elle était encore à Salvador lorsque les professeurs d'un établissement universitaire catholique - et à leur suite les élèves, qui les soutenaient - se mirent en grève, en raison d'un conflit avec le recteur. Alice eut l'intuition qu'elle devait tenter d'intervenir. Elle demanda à voir Mgr. Brandão Vilela. Le secrétariat fit barrage. "Dites-lui que c'est sa fille et que j'en ai pour une minute." Elle fut introduite.

"Les discussions vont être difficiles, dit le cardinal. Tout ce que vous pouvez faire, c'est prier pour nous.

- Si je sens que Dieu me demande de faire quelque chose pour l'université, me donnez-vous votre bénédiction ?

- La situation est délicate. Mais je bénirai toute initiative voulue par Dieu.

- Je vous remercie. Voilà, c'est tout. J'avais promis de m'en tenir à une minute."

Alice et ses amis allèrent à la rencontre des étudiants et des professeurs. Ces derniers se plaignaient que le recteur eût rejeté toutes leurs propositions. Elle pensa : "Invite le recteur pour

un repas philippin." Le seul moyen de le rencontrer était d'aller à la messe qu'il célébrait dans un hôpital à cinq heures du matin. Le recteur fut tout étonné de voir un groupe comprenant plusieurs étrangers assister à ce service à pareille heure. Il le fut encore plus de voir des gens qui ne le connaissaient pas se soucier de l'inviter au moment où il était vivement critiqué et contesté. Le fait est qu'il accepta et l'on fixa une date. Le jour venu, en fin d'après-midi, le recteur se trouvait en réunion chez le cardinal.

"Je devrais, lui dit-il, vous quitter bientôt pour un dîner philippin.

- Allez-y, allez-y. Je ne vous retiens pas."

Alice avait convié avec le recteur quelques professeurs et étudiants, sans avoir dit aux uns et aux autres qui serait présent. Pendant le dîner, la conversation toucha les sujets brûlants et permit à chacun d'exprimer son point de vue. La courtoisie qu'imposait une invitation amicale l'empêcha de tourner à la confrontation brutale. Après le repas, Alice projeta à ses hôtes la cassette du film relatant l'histoire des dockers de Rio. Puis on se sépara. Deux jours plus tard, la presse annonçait la fin du conflit. Que s'était-il passé ? Le dîner y avait-il été pour quelque chose ? Tout ce que l'on put savoir, c'est que le lendemain, Mgr Brandão Vilela, qui présidait ce jour-là la séance de négociation, remarquait un changement d'atmosphère autour de la table et une attitude d'ouverture, spécialement de la part du recteur. Et lorsqu'Alice retourna voir le prélat et le trouva entouré de journalistes, il la leur présenta en portant l'heureux dénouement à son crédit. Les journalistes offrirent aussitôt à Alice et à ses amis une émission de deux heures à la radio avec questions des auditeurs par téléphone. Un groupe de visiteurs étrangers parlant portugais et ayant des choses intéressantes à raconter, c'était aussi quelque chose que la radio locale n'avait pas tous les jours à se mettre sous la dent.

Par la suite, Alice revint plusieurs fois à Salvador et, à chaque voyage, elle repassait voir le cardinal. Elle était hébergée par une amie dont la soeur dirigeait une maison de correction pour jeunes filles délinquantes mineures. C'était une tâche épuisante, dans une ambiance tendue, face à des filles en rébellion

permanente. L'archevêque était au courant de cette situation. Serait-il possible d'y remédier? Alice, qui était venue cette fois-là avec une compagne japonaise, pensa qu'on pouvait essayer. La première visite se passa plutôt mal. Trente huit filles derrière des barreaux accueillirent les deux étrangères dans un vacarme de sifflements. L'une d'entre elles jouait le rôle de meneur. Elle s'appelait Jaciara, avait tué son mari, qu'on l'avait forcée à épouser, puis s'était adonnée à la drogue et, pour se procurer de l'argent, s'était lancée dans des braquages. De façon plutôt inattendue, elle déclara : "Je veux que ces gens reviennent. - Comment voulez-vous qu'on revienne si vous faites un pareil chahut ?", dit Alice. Jaciara montra son autorité : un coup de sifflet fit taire les autres.

Une demi-douzaine de visites suivirent la première. Jaciara commença à se donner des temps d'arrêt, de retour sur elle-même et d'écoute intérieure. Les prisonnières essayaient de voler de la nourriture. Jaciara en attrapa une et allait en venir aux mains avec elle quand elle se retint. Ne se livrait-elle pas elle-même à un trafic de marijuana ? Le lendemain, elle révéla son trafic à la directrice de la prison. Un jour, elle invita Alice à la suivre dans sa cellule. Dans le corridor, Alice se dit tout d'un coup: elle va me prendre en otage. Elle s'arrêta. Elle avoua qu'elle avait peur et en dit la raison. "Comment avez-vous su que j'y pensais ?" répondit Jaciara. Celle-ci fit voir à Alice, sur le mur de sa cellule, un petit emplacement propre et carré. Elle avait là, naguère, le portrait d'un hors-la-loi, qui était son héros. Cet espace vide lui rappelait maintenant qu'elle voulait changer de maître.

Les détenues purent négocier pour obtenir une meilleure alimentation. Une des amies d'Alice à Salvador invita trois des prisonnières chez elle pour y rencontrer d'autres dames. Elles vinrent accompagnées d'une gardienne, mais en vêtements civils. Jaciara fut libérée par anticipation, sur parole. Elle loua un logement et y reçut d'autres détenues qui sortaient de prison.

Après ce qui s'était passé dans la maison de correction, Alice reçut des demandes d'autres prisons. Mais cela ne donna rien. "Ce n'était sans doute pas, comme l'était la première, une intervention dirigée par Dieu", dit-elle.

Quand l'archevêque mourut, il fut remplacé par Dom Lucas Moreira Neves, qui ne tarda pas à être nommé à son tour cardinal. Le père Osmar Ribeiro et Antônio Rodrigues voulurent l'informer des activités qu'avait si chaleureusement soutenues son prédécesseur. Il lui proposèrent de faire venir un groupe de gens pour lui en parler. Le prélat préféra qu'on lui amenât une seule personne. Il reçut ainsi Luis Puig en présence du père Ribeiro. Il l'interrogea notamment sur lui-même, sur ce qui l'avait attiré dans ce mouvement. L'entretien se prolongea au-delà du temps prévu et se conclut de la façon la plus positive. Le cardinal dit à Puig : "Je ne peux faire moins que mon prédécesseur. Les portes de l'archevêché vous sont ouvertes"; et au père Ribeiro : "Chaque fois que ces gens viendront à Salvador, qu'ils passent me voir. Je vous charge d'y veiller". De fait, Dom Lucas, qui entre temps allait devenir président de la conférence nationale des évêques du Brésil, devait tenir parole un peu plus tard, lorsque fut lancée dans le pays la campagne pour des élections propres, à laquelle le père Ribeiro prit une part active sur les ondes de la station de radio catholique locale³⁶.

³⁶ Cf. chapitre 17.

PARMI LES CAMELOTS ET LES CHAUFFEURS DE TAXI

Quinze ans ont passé depuis la grande grève des traminots de Rio organisée par José Veras³⁷. Les vieux tramways ont disparu, remplacés par des autobus, à l'exception d'une ligne, maintenue comme attraction touristique. En 1970, José travaille au dépôt de Nova Iguaçu, dans la grande banlieue de Rio. De son côté, Antônio Falcão³⁸, dont la santé a souffert de ses luttes, s'est établi à Rio avec sa femme et ses enfants. Il retrouve souvent José à son terminus, dans cette zone excentrée, particulièrement frappée par le chômage, peuplée de nombreux ruraux déracinés, sans qualification, essayant tant bien que mal de vivre de petits trafics. Ensemble ils remarquent un de ces camelots, Everardo, qui semble être un de leurs chefs de file. Ils se lient avec lui et découvrent ses conditions de vie. Ils mesurent son dénuement en pénétrant dans le gourbi où s'entassaient ses huit enfants. Les misérables gains d'Everardo se volatilisent en cigarettes, en boisson et dans ces loteries populaires qu'on appelle *jogo de bicho*, où à chaque numéro est attaché le nom d'un animal, sur lequel parient les joueurs.

José invite sa nouvelle connaissance à venir chez lui³⁹. Il lui fait part, avec simplicité, de ce qui s'est passé dans sa famille au retour de son séjour en Suisse. Everardo s'épanouit peu à peu. Il se laisse emmener un week-end au *sítio São Luiz*. Là il prend la décision de cesser de boire et de jouer, une décision qui fait

³⁷Cf. chapitre 6.

³⁸Cf. chapitre 7.

³⁹Le récit de la rencontre de José avec Everardo est emprunté, avec leur permission, à Charles Piguet et Michel Sentis dans *Ce monde que Dieu nous confie*, Ed. Le Centurion, 1979 (p.50).

aussitôt sentir ses effets sur le niveau de vie de sa famille. Bientôt, lorsqu'il vient bavarder avec José ou Antônio, il arrive entouré de camarades. Mais le Brésil vit alors sous un régime militaire, prompt à voir dans tout rassemblement l'amorce d'un complot. On cherche donc, pour se réunir, un lieu plus discret que la voie publique. Ce lieu sera fourni par une salle paroissiale du voisinage. Le curé assiste aux réunions. Quand Everardo évoque les résolutions qu'il a prises au *sítio*, ses camarades s'amusent de voir le curé soudain embarrassé de sa cigarette. Un jour la police fait irruption. Elle avait remarqué des mouvements suspects. Tous les participants doivent se présenter au commissariat. Par chance, un général de l'armée s'était joint à eux ce jour-là. Sa présence arrange l'affaire.

Au delà des changements qui se produisent dans la vie des uns et des autres, ces réunions conduisent aussi à quelques décisions collectives. Les camelots conviennent d'acheter en commun les produits qu'ils revendent dans les rues, puis ils remplacent les besaces dans lesquelles ils transportaient leurs marchandises par des petites charrettes, où elles sont mieux présentées. Leurs gains s'en ressentent de manière sensible.

La contagion atteint aussi, au milieu des années 1970, le milieu des chauffeurs de taxi. A cette époque, ces derniers sont fort mécontents de leur sort. Ils doivent chaque matin verser au propriétaire de la voiture une somme forfaitaire, indépendante du nombre de clients qu'ils transporteront dans la journée. Il leur arrive souvent le soir de rendre le véhicule sans avoir récupéré le forfait. Malgré leur adresse à se faufiler entre les obstacles, ils constituent un danger public tant ils sont épuisés par d'interminables horaires. Leurs clients non plus ne sont pas satisfaits. Il n'est pas rare qu'une course soit refusée parce que trop courte et trop peu rentable, ou encore, quand le passager ne connaît manifestement pas la ville, que le chauffeur allonge à plaisir le trajet.

Poussés par un des leurs, Ney Vargas de Oliveira, une trentaine de chauffeurs décident de créer une coopérative et s'attellent à rédiger des statuts. Ils éprouvent le besoin d'aller

consulter Herondines Saraiva de Carvalho, président du syndicat des ouvriers ébénistes de l'Etat de Rio et expert en matière de coopératives. Herondines est un homme qui a été touché par José Veras et Luiz Pereira et qui a organisé l'année précédente un séminaire syndical pour diffuser l'esprit que ses deux amis lui ont transmis. "Votre projet n'est pas conforme à la réglementation, dit-il aux chauffeurs. Et puis, vous connaissez la réputation des coopératives dans notre pays : un nid de corruption. Alors vous feriez aussi bien d'adopter une position stricte sur le plan moral." Frappé par la sincérité de ses interlocuteurs, par leur désir non seulement d'échapper à l'exploitation dont ils se sentent l'objet mais encore de créer une entreprise qui puisse servir de modèle, il accepte de réexaminer gratuitement les statuts et d'y introduire quelques idées-forces. Puis, une fois munis de statuts amendés, les chauffeurs prient Herondines d'organiser chaque mois une séance de formation pour les membres de la nouvelle coopérative. Ceux d'entre eux qui manqueront la réunion trois mois d'affilée seront exclus. Pour bénéficier du concours financier de la Banque de Crédit Coopératif, il faut d'autre part déposer les statuts auprès de l'INCRA, Instituto Nacional de Colonisation e de la Reforma Agraria⁴⁰. Lorsque le représentant de cet organisme découvre les exigences auxquelles les chauffeurs sont prêts à s'astreindre, il se montre enthousiaste. La "coopérative de travail Só-Taxi" groupe bientôt quatre cents chauffeurs. Chacun d'eux doit faire un apport initial de 400 cruzeiros et verser chaque mois un pourcentage de ses recettes. Les taxis sont fournis par la coopérative, qui doit les renouveler tous les deux ans. Les réunions mensuelles, fixées au samedi pour permettre aux familles d'y assister, se tiennent dans le local du syndicat des ébénistes, qui fait chaque fois salle comble.

Malgré ce bon départ, "Só-Taxi" ne perdurera pas, victime d'erreurs de gestion et de la faiblesse de certains responsables. Une seconde opération échouera à son tour, après que des

⁴⁰ C'est dans le secteur agricole que le mouvement coopératif s'est implanté au départ. Lorsque les premières coopératives urbaines se sont créées, c'est donc à l'institut chargé du contrôle des coopératives agricoles qu'elles ont été rattachées.

politiciens auront cherché à l'utiliser. Mais la troisième sera la bonne.

Elle est due à un chauffeur, Americo Martorelli, qui avait participé aux tentatives précédentes. Lors d'une des réunions préparatoires à ces tentatives, à laquelle avaient été conviés quelques hommes du *sítio* de Petrópolis, dont Luis Puig, celui-ci avait trouvé Martorelli plutôt inerte et indifférent. Ayant noté son accent en l'entendant parler, il l'aborda à la sortie en italien, tandis qu'ils se dirigeaient vers l'arrêt d'autobus.

"Tiens, vous parlez ma langue! répond Americo.

- Et vous, d'où êtes-vous ?

- De Belvedere Marina, un petit village sur l'Adriatique.

- J'y ai été.

- Non, ce n'est pas vrai!

Puig lui décrit l'endroit, puis lui demande comment il est venu au Brésil. Americo se met à raconter sa vie, laissant passer les autobus les uns après les autres. Il a été un homme aisé. Puis il a mal géré son bien, il l'a dilapidé et a tout perdu. Il s'est mis à boire, à jouer, sa vie s'est dérégulée. Il a rendu malheureuse sa femme qu'il adorait, une compatriote italienne rencontrée au Brésil. Leurs quatre enfants aussi ont souffert de sa brutalité.

"Qu'allez-vous penser de moi après tout ce que je viens de vous raconter ?

- Que Dieu a un plan pour vous."

Americo ouvre des yeux ahuris et les deux hommes se séparent.

En rentrant chez lui tard dans la nuit, Americo réveille sa femme, Carmela :

"Tu sais, ton mari est un autre homme à présent.

- Tu as de nouveau trop bu.

- Non, j'ai trouvé une nouvelle vie.

- Tu veux dire que tu as trouvé un nouveau boulot et que tu ne vas plus avoir à conduire ces damnés taxis ?

- Non, non, Dieu a un plan pour moi et je veux changer de vie."

Peu à peu, le changement devient visible. Americo annonce qu'il va cesser de boire, une promesse qui n'est pas

nouvelle et qui laisse Carmela sceptique, mais cette fois, il tient parole. Ce gros fumeur renonce au tabac de façon tout aussi soudaine et durable. Cela ne met pourtant pas fin aux disputes. La vie n'est pas aussi transformée que Carmela l'avait un moment espéré. Peut-être, se dit-elle, ai-je moi aussi besoin d'être différente de quelque manière. Assis côte à côte sur une plage de Rio, ils trouveront le courage de se dire toute la vérité sur leur vie et leurs sentiments. "Cela n'a pas été facile, se souvient Carmela. Après cela nous sommes demeurés là presque une demi-heure sans rien dire. Puis il m'a emmenée au cinéma. Nous n'étions pas sortis ensemble depuis des années."

Lorsque l'échec des coopératives antérieures est consommé, Americo Martorelli refuse d'en rester là. S'inspirant de leurs anciens statuts, il met en place à son tour une coopérative, qui se réclame explicitement de principes moraux absolus⁴¹. Propreté, exactitude, juste prix, sont parmi les règles que s'imposent les membres. Les chauffeurs sont placés sous la surveillance de leurs pairs, représentés dans un conseil d'éthique et de discipline. Un client mécontent peut présenter une plainte auprès de ce conseil, qui est habilité à prononcer un avertissement, une suspension ou même une exclusion. Les chauffeurs de taxi sont conscients que l'image de la profession, à l'époque, est très mauvaise, que des gens, notamment des femmes, en viennent à redouter de prendre un taxi. Ils se rendent compte que l'amélioration de leur condition passe par un meilleur service à la clientèle. Du même coup, ils améliorent aussi l'image du pays auprès des étrangers qui débarquent à Rio et pour lesquels le premier contact avec le Brésil passe par eux. Les théoriciens de l'aide au tiers-monde et les bailleurs de fonds qui financent des projets touristiques ont-ils assez conscience qu'il y a, dans cette prise de responsabilité par une population, un ingrédient important du développement ? "Lors d'une grève des autobus, raconte Americo, la plupart des taxis ont voulu profiter de la situation pour exiger n'importe quoi. Quand, avant une course, les passagers me demandaient combien il leur en coûterait et que je leur répondais : "ce que marquera le compteur", ils ne voulaient

⁴¹ "Cooperativa de Trabalho em Taxi e Transportes com Padrões Absolutos"

pas me croire. Même Carmela m'a demandé, lorsque je lui ai apporté le soir la recette de la journée, d'un montant habituel, s'il n'y avait pas un petit quelque chose en plus. Je lui ai rappelé que nous avions décidé de travailler dans l'honnêteté absolue et elle s'est excusée de sa question."

Après "Central de Taxi", "Coopataxi" a reçu à son tour le permis de l'INCRA, en tant cette fois que coopérative de consommation, offrant aux chauffeurs des possibilités d'achat de voitures, d'approvisionnement en carburant et de réparation à bon marché, ainsi qu'un service d'assurance efficace et rapide. Cet objet a été plus tard élargi à celui d'une coopérative de travail. Mal préparée, cette mutation avait en outre le défaut de mettre les deux coopératives en concurrence. Elle a été à l'origine d'une grave crise. Les directeurs ont été conduits à démissionner, puis réélus, puis de nouveau écartés en même temps que Martorelli lui-même. Il aura fallu la constance de ce dernier pour qu'ils abandonnent leur rancune et que la paix soit rétablie.

Le règlement de la crise donnera un nouvel élan aux deux coopératives. Elles sont désormais équipées d'un système d'appel par radio, qu'elles ont obtenu sans verser de pot-de-vin grâce à l'intervention d'un général attaché aux mêmes principes que leurs dirigeants. Elles ont pris racine et ont assis leur réputation. Elles ne représentent à elles deux qu'un peu plus de 500 taxis sur plus de 20.000 qui circulent en ville. Mais elles ont fait école.

Plutôt que grossir indéfiniment pour répondre à la demande, ce qui aurait conduit à une organisation difficile à gérer, elles ont en effet préféré servir de modèle à d'autres. De nouvelles coopératives se créent sur les mêmes bases. Beaucoup de leurs chauffeurs ne savent pas d'où viennent les principes qui inspirent leur règlement intérieur. Mais ils savent qu'ils doivent être honnêtes et animés d'un désir sincère de servir le public et qu'ils acceptent des obligations plus sévères que celles que leur impose la municipalité. Et, pour ne pas trop souffrir de la comparaison, l'ensemble des taxis sont conduits à améliorer leurs normes de service. Les coopératives ont progressivement pris leur place dans la vie de Rio. Elles sont consultées sur les changements à apporter aux règles de la circulation. Et leurs membres ont acquis un sens

civique. Ils le montreront par leur participation à la campagne de 1994 pour des élections propres⁴².

⁴² Cf. chapitre 17.

SYNDICATS OUVRIERS ET DICTATURES MILITAIRES

Les syndicats ouvriers ont été en Amérique latine un important enjeu de pouvoir. Les gouvernements et singulièrement les régimes autoritaires se sont efforcés de les domestiquer et d'en faire un relais de contrôle des masses populaires. Il en a été ainsi, au Brésil, de Vargas, qui avait institué dès avant la guerre un syndicalisme de type corporatiste et mussolinien, et, par la suite, de Perón en Argentine. De leur côté, les oppositions de gauche ont essayé de les infiltrer et d'en faire un levier à leur profit. Comme le relève Alain Touraine⁴³, en Amérique latine, "les syndicats se définissent plus par rapport à l'Etat que par rapport au patronat et leur action est presque toujours subordonnée à des partis politiques qu'ils ne contrôlent pas".

Les dictatures militaires ont eu à leur égard des attitudes variables. Au Chili, le général Pinochet est assez bien parvenu à les maîtriser, de manière à s'appuyer sur eux. En Uruguay, les militaires au pouvoir ont au contraire pris le parti de les dissoudre. Dans les deux cas, les responsables syndicaux ont dû faire face à des situations délicates, tant à l'intérieur du pays que vis-à-vis des organisations internationales.

Au Chili

La Compañía de Acero del Pacífico, plus couramment désignée par ses initiales CAP, est le plus important complexe

⁴³ *La parole et le sang, Politique et société en Amérique latine*, Ed. Odile Jacob, 1988 (p.283). Un chapitre de l'ouvrage est consacré au syndicalisme ouvrier (chapitre 4 de la troisième partie).

industriel du Chili. Elle exploite toute une gamme d'entreprises, principalement dans les mines de fer et la sidérurgie. Son directeur général, Roberto de Andraca, était étudiant lorsque la mission accompagnant *Le Tigre* est passée par Santiago. Il a dit par la suite que cette rencontre avait affecté toute sa vie. De leur côté, un certain nombre de responsables syndicaux chiliens se sont rendus à Caux à l'occasion de la session annuelle de l'OIT à Genève en 1974 et les années suivantes. Les syndicats de la CAP étaient bien représentés parmi eux, mais on y trouvait aussi des présidents de fédérations d'autres branches. Beaucoup de syndicalistes avaient accueilli sans déplaisir, l'année précédente, le renversement de Salvador Allende par le général Pinochet, bien qu'ils eussent souvent, au départ, voté pour le premier. Par la suite, ils se séparèrent, les uns continuant à traiter avec le nouveau pouvoir, les autres passant à l'opposition. Dans les instances internationales, la tendance était de les tenir les uns comme les autres à l'écart et de ne considérer comme interlocuteurs valables que les syndicalistes qui avaient choisi ou subi l'exil. Caux, pour sa part, ne ferma ses portes à aucun d'entre eux. L'un des résultats fut qu'à la CAP se trouvèrent face à face une direction et des syndicats qui avaient une façon commune d'aborder les problèmes, et cela à un moment où les difficultés s'accumulaient.

Le gouvernement avait en effet décidé d'abaisser les barrières douanières et d'ouvrir davantage le pays aux échanges internationaux, exposant ainsi les usines chiliennes à une concurrence qui leur interdisait - c'était le but poursuivi - de fabriquer des produits invendables à l'extérieur. Cette politique imposait aux entreprises une mutation qui ne pouvait pas se faire sans douleur, et qui s'est en effet traduite, dans l'ensemble de l'économie nationale, par une montée du chômage.

La CAP, quant à elle, devait ajouter à cet effort d'adaptation celui de passer du statut d'entreprise d'Etat à celui d'entreprise privée. Cette transformation avait été voulue par la direction de l'entreprise et bien accueillie par le personnel, auquel une grande partie des actions devaient être cédées : sur 10.000 salariés, les trois quarts acquirent des actions et, contrôlant 36% du capital, ils purent désigner trois administrateurs sur sept au conseil de la compagnie. La qualité des relations sociales dans le

groupe fut certainement pour beaucoup dans le fait que cette double épreuve put être franchie sans convulsions. Dans les mines et les ateliers dont l'activité devait cesser, tout un travail de recyclage fut entrepris pour les ouvriers et les employés touchés. Des compensations furent offertes à ceux qui ne pouvaient pas retrouver un emploi. Et les avantages acquis au personnel par des négociations menées dans un esprit constructif étaient nettement au-dessus de la moyenne constatée dans le pays.

Malgré cela, la CAP parvint à être compétitive et à placer ses produits jusque sur le marché japonais. La privatisation lui permit d'engager une diversification, qui se révéla fructueuse, portant notamment sur d'autres métaux (manganèse, or), sur l'exploitation forestière et l'industrie du bois, sur la construction de logements, sur des pêcheries. Au lieu d'accumuler des pertes, la société privatisée se mit à faire des bénéfices et à distribuer des dividendes à ses salariés actionnaires et elle put créer des emplois. Aucune entrave ne fut, d'autre part, apportée à l'activité syndicale, y compris à l'égard des syndicats qui n'étaient pas favorables au régime. Ceux qui l'étaient savaient d'ailleurs, à l'occasion, manifester leur désaccord, comme ce jour où Pinochet vint visiter dans le nord du pays un site qu'il était question de fermer et où il fut reçu par les mots des gladiateurs romains : "Morituri te salutant". Il ne fut plus question de fermeture.

La CAP avait un système de bourses d'études lui permettant d'envoyer des membres du personnel à l'étranger pour y recevoir une formation complémentaire. L'impact positif qu'avaient eu les premiers contacts pris par certains d'entre eux avec le centre de Caux conduisit à faire inscrire celui-ci parmi les destinations pour lesquelles des bourses pouvaient être accordées. Si cet impact avait toujours et uniquement pris la forme d'une amélioration des rapports entre patrons et ouvriers, les syndicats auraient pu craindre de voir s'émousser la combativité des seconds. Mais, en fait, il se traduisait aussi fort souvent par l'aplanissement de conflits entre travailleurs, là où des rivalités opposaient les dirigeants de différentes formations syndicales. Comme les dockers de Rio avant eux, les ouvriers chiliens en ont fait l'expérience. Ceux qui étaient présents, en mars 1985, à une rencontre de trois jours à Los Andes, à 80 km. au nord de

Santiago, n'oublieront pas les réconciliations en chaîne auxquelles ils ont assisté et dont l'un des artisans fut un de leurs camarades uruguayens, venu pour l'occasion, Lino Cortizo Vásquez.

En Uruguay

Lino Cortizo était lui-même passé par là et avait, lui aussi, connu les difficultés que rencontrent les dirigeants syndicaux en butte à l'hostilité d'un gouvernement dictatorial et parfois à l'incompréhension des instances internationales. Il avait milité dans le syndicalisme étudiant. Socialiste depuis toujours, il prit plus tard la tête d'un syndicat du principal hôpital du pays, où il travaillait, et il devint l'un des responsables, puis le président d'une confédération syndicale affiliée à la CISL (Confédération Internationale des Syndicats Libres) à travers sa branche régionale l'ORIT (Organisation Interaméricaine des Travailleurs). Il fut pendant plus de trente-cinq ans membre du comité exécutif de l'ORIT. En cette qualité il affronta plusieurs fois les confédérations syndicales d'obédience chrétienne, communiste ou péroniste, qui accusaient sa propre organisation d'être "jaune" et "vendue à l'impérialisme yankee". Lino Cortizo était lui-même marxiste et anticlérical, mais également anti-communiste. A ce double titre, il entretenait des relations conflictuelles avec les syndicats chrétiens, qu'il accusait de se laisser manoeuvrer par les communistes.

Un différend surgit en outre au sein de sa propre famille syndicale. Lorsque les militaires prirent le pouvoir à Montevideo, ils décidèrent de dissoudre les syndicats. Cortizo avait maintenu le sien dans la clandestinité. La CISL lui demanda un jour de défier le gouvernement et de relancer publiquement son organisation, en l'assurant qu'elle le soutiendrait financièrement et affirmerait sa solidarité avec lui. C'est ce qu'il fit. Les militaires prirent le parti de ne pas réagir, ce qui encouragea les autres centrales à l'imiter. Bientôt, la plus militante d'entre elles, la PIT-CNT, issue de l'union entre deux formations syndicales⁴⁴, attira les adhésions les

⁴⁴ Plenaria Intersindical de Trabajadores et Convención Nacional de Trabajadores.

plus nombreuses. La CISL décida de reporter sur elle son soutien et de le retirer à la confédération de Lino Cortizo. Ce dernier se sentit trahi.

Mais il était lié à son compatriote Oscar Alaniz⁴⁵ et celui-ci, avec d'autres, sut lui insuffler l'esprit qui lui permit à la fois de surmonter cette déconvenue et de contribuer à apaiser des rivalités entre les diverses organisations syndicales. Après une longue mésentente, il sut faire la paix avec les dirigeants de la confédération chrétienne aux niveaux local d'abord, puis international; et, plus tard, avec le leader de la PIT-CNT, José d'Elia. Beaucoup plus tard encore, il se réconcilia avec le responsable du siège central de la CISL auquel il en avait longtemps voulu de sa volte-face.

Entre temps, il restaurait l'unité de son ménage et revenait vivre avec sa femme, catholique convaincue, après un an de séparation. "Autrefois, j'étais athée; aujourd'hui, je suis agnostique, devait-il expliquer un jour. Je ne sais si c'est Dieu qui anime l'homme ou si c'est l'homme qui reçoit l'impulsion initiale en son for intérieur."⁴⁶ Il devait plus tard rejoindre l'Eglise catholique, encouragé en cela par un syndicaliste du Nicaragua et par un ami guatémaltèque, protestant d'ailleurs, qui l'avait aidé dans un moment difficile. Lors d'un séjour commun à Caux, cet ami avait lancé une collecte, qui lui avait permis, à son retour en Uruguay, de se faire opérer à coeur ouvert.

⁴⁵ Cf. chapitre 5.

⁴⁶ Déclaration faite à Ataiba (Brésil) en avril 1990.

PANSER LES BLESSURES D'UNE GUERRE

La guerre des Malouines a fait resurgir et a exacerbé, tant en Argentine qu'en Grande Bretagne, des passions nationalistes dont on ne soupçonnait guère qu'elles pussent être aussi virulentes. Tout en ayant conscience, dès le début des hostilités en 1982, que le gouvernement du général Galtieri avait déclenché ce conflit pour détourner l'attention de ses difficultés intérieures, les Argentins, qu'ils fussent partisans ou adversaires du régime militaire en place, étaient unanimes à penser que les Iles Malouines faisaient partie intégrante de leur pays et devaient réintégrer la mère-patrie. Ce sentiment était d'ailleurs partagé par leurs voisins uruguayens et brésiliens. Un médecin britannique, qui avait exercé aux Malouines et qui rentrait en Angleterre avec ses deux fils nés là-bas, en avait pris la mesure et s'était presque senti menacé au cours du voyage. Sur le ferry entre Montevideo et Buenos Aires, il avait été pris à partie par deux hommes prétendant qu'il ne fallait pas laisser partir ces garçons, que ceux-ci étaient argentins, qu'ils devaient rester là et recevoir une éducation argentine !

De leur côté, les Anglais, avec une égale unanimité, étaient convaincus de leur bon droit et considéraient qu'il eût été inadmissible de laisser un gouvernement dictatorial prendre par la force un territoire dont la population n'avait nul désir de passer sous sa souveraineté. Mais la plupart d'entre eux ne mesuraient pas combien leur attitude de supériorité et parfois leur cynisme avaient accumulé de rancoeurs. Leur aveuglement sur ce point avait déjà frappé trente ans plus tôt un de leurs compatriotes, Laurence Vogel, au moment où il débarquait pour la première fois en Amérique latine, à laquelle il devait consacrer plus de quarante ans de sa vie avec sa femme française. Un

membre de l'ambassade de Grande-Bretagne à Buenos Aires lui avait alors rappelé les propos tenus au tournant du siècle par un fonctionnaire du Foreign Office à un ambassadeur sur le point de prendre son poste dans ce pays : "La seule chose que vous ayez besoin de savoir au sujet de votre mission, c'est que le Royaume Uni a là-bas l'arrangement idéal : tous les avantages d'une colonie sans avoir à supporter le coût de son administration." De fait, jusqu'à Perón, toute l'économie argentine était sous contrôle britannique. Au même visiteur, un Anglais né en Argentine dans une famille établie sur place depuis quatre générations, déclarait qu'il était fier de dire qu'il ne parlait pas espagnol. Même si beaucoup de choses ont changé depuis quelques décennies, l'humiliation éprouvée par les Argentins a été l'un des ingrédients du conflit.

1982 : Contact préliminaire en terrain neutre

Il reste que cette guerre a été ressentie comme une épreuve pénible et absurde par un certain nombre d'Anglais et d'Argentins attachés aux liens entre les deux pays. Tandis que les hostilités se poursuivaient encore, Laurence Vogel, qui résidait alors à São Paulo, eut un jour l'intuition qu'il fallait faire se rencontrer des Anglais et des Argentins en terrain neutre, puisque les premiers ne pouvaient pas se rendre en Argentine. Il écrivit dans ce sens à Oscar Alaniz et à Omar Ibargoyen.

Ceux-ci reprirent cette idée à leur compte et firent en sorte que se retrouvent à Montevideo quelques Argentins et quelques Britanniques, avec des Américains du Nord et du Sud, pour réfléchir ensemble aux voies possibles d'une guérison. Parmi eux se trouvaient Ellinor Salmon, qui avait été la première à accueillir à Buenos Aires le petit groupe venu à l'invitation de Raúl Migone après la chute de Perón⁴⁷. Norvégienne mariée à un Anglais, habitant l'Argentine depuis quarante-cinq ans et parfaitement intégrée à la société de Buenos Aires, ayant des amis aux Malouines, elle se demandait comment on s'était laissé prendre dans l'engrenage de ce conflit. Elle s'impatiait par moments de

⁴⁷ Cf. chapitre 5.

voir qu'aucune initiative pour en sortir ne semblait venir d'où que ce fût. Puis elle se dit : "Toi qui appartiens aux deux mondes, argentin et britannique, que fais-tu ?". Une décision qu'elle se sentit appelée à prendre fut de donner son grand appartement de Buenos Aires pour qu'il serve à l'équipe qu'Angus et Ruth Lamond avaient groupée autour d'eux. Elle avait la chance - et le reconnaissait - qu'il n'avait pas été porté atteinte aux biens britanniques en Argentine pendant le conflit.

1983 : Sur une île du Delta Tigre

De cette entrevue à Montevideo sortit une seconde rencontre, en Argentine, en avril 1983. Les hostilités, qui n'avaient duré que dix semaines, avaient pris fin en juin 1982. Mais les militaires argentins étaient encore au pouvoir. Ellinor cherchait en vain un lieu de réunion approprié, assez discret et pas trop cher. Elle trouva finalement la colonie de vacances d'un syndicat dans le Delta Tigre, au milieu d'un chapelet de petites îles situées à l'endroit où les fleuves Uruguay et Parana se jettent dans le Rio de la Plata. Certains participants durent être logés sur une autre île que celle où l'on se rassemblait. Il n'était bien entendu pas question de solliciter du gouvernement militaire des visas pour des Anglais. Les Argentins, de leur côté, étaient venus peu nombreux, mais ils comptaient parmi eux une personnalité éminente : Mme Frondizi, la femme du dernier président démocratiquement élu. Quinze autres pays étaient représentés, au premier rang desquels les pays voisins : Chili, Uruguay, Brésil.

L'ambiance au départ était réservée. Les gens semblaient hésiter à s'exprimer, même entre Argentins. On savait le téléphone écouté, le courrier ouvert. Le temps était maussade. Le vent avait brusquement tourné. et il faisait monter le niveau des eaux dans l'estuaire. Il faisait froid la nuit, il n'y avait pas d'eau chaude. Paradoxalement, grelotter ensemble contribua à réchauffer l'atmosphère. "Avez-vous eu aussi froid que moi ?" demandait chacun à son voisin au petit déjeuner. La veille du jour où devait s'ouvrir la conférence avait surgi un nouveau sujet de méfiance : un appel téléphonique annonçant que la police envoyait des enquêteurs. La pensée venue aux organisateurs fut de les traiter

comme des coéquipiers. Deux jeunes agents se présentèrent le soir même et Ellinor les invita à assister à toutes les réunions. Ils demandèrent et reçurent la permission d'amener leurs fiancées.

Au fil des séances les échanges firent surgir beaucoup de questions personnelles. Les Uruguayens jouèrent une pièce de théâtre écrite par certains d'entre eux : *Pourquoi ne m'écoutes-tu pas ?*, qui évoque des problèmes de désunion familiale, tirés de leur propre expérience. Parmi eux se trouvaient trois couples dont le mariage avait été reconstruit dans les deux années précédentes. Etaient aussi présents onze responsables syndicaux chiliens, qui prirent une série de décisions au cours de la rencontre : ne plus boire, n'avoir désormais qu'une seule famille, être honnêtes. A la fin du repas de clôture, les deux jeunes policiers dirent que leurs supérieurs avaient rejeté leur rapport. On leur réclamait la liste intégrale des participants, davantage de détails, tout le matériel vidéo utilisé... Les organisateurs leur fournirent une liste qui n'était pas complète, mais que les enquêteurs acceptèrent.

A l'occasion de cette conférence, des articles parurent dans la presse. Des lecteurs se manifestèrent et ce fut le point de départ d'une nouvelle conférence l'année suivante avec, cette fois, une participation des Anglais.

1984 : La Santa Casa de Ejercicios

Celle-ci se tint en mars 1984 sur le thème "L'art de vivre ensemble". Elle avait pour cadre un monument historique de la capitale, le couvent Santa Casa de Ejercicios, qui avait été construit en 1795 et occupé par une communauté de femmes, dont la fondatrice avait voulu préserver des lieux où poursuivre les exercices d'Ignace de Loyola après l'expulsion des Jésuites. Entre temps les militaires avaient quitté le pouvoir et l'Argentine avait de nouveau, en la personne de Raúl Alfonsín, un président civil élu.

La veille de l'ouverture une dame argentine rendait visite à la mère supérieure. Elle s'appelait Antonia Caputo de Gallicchio. D'origine italienne, elle avait épousé un architecte. Elle voulait

faire une recherche sur la fondatrice du couvent. Elle était aussi en quête d'un peu de sérénité : son fils unique venait d'entrer au séminaire et elle était à la fois heureuse et chavirée. "Nous avons actuellement ici un groupe intéressant", lui dit la supérieure. Un des membres du groupe était justement là. La visiteuse lui posa quelques questions. Quel était cet art de vivre ensemble qu'on voulait proposer ? Cesser d'échanger des reproches et commencer par remettre en ordre dans nos propres vies ce qui avait besoin de l'être ? Voilà qui trouvait un écho en elle.

Elle revint le lendemain, puis à plusieurs reprises les jours suivants. Ce fut le début d'une étroite collaboration avec Ellinor et d'autres pour tenter de guérir les blessures léguées par la guerre des Malouines et celles aussi, plus douloureuses encore, que la dictature brutale des militaires et les multiples "disparitions" qui l'avaient marquée laissaient derrière elles. Antonia était la soeur du ministre des Affaires Etrangères, Dante Caputo. Celui-ci reçut quelques membres du groupe, qui se trouvèrent aussitôt en confiance avec lui. Il devait occuper ce poste pendant six ans et faire aboutir, avec l'aide d'une médiation du pape, un traité qui rétablît une paix menacée entre l'Argentine et le Chili en réglant un différend frontalier sur le canal de Beagle, à l'extrémité de la Terre de Feu.

La conférence fit une grande place aux problèmes - vitaux pour l'économie argentine - du monde agricole, qui était particulièrement bien représenté. Une des interventions les plus remarquées fut celle d'une jeune femme, Eulalia Saraco, architecte de son métier, qui retrouvait là, tout d'un coup, des idées pour lesquelles elle s'était enthousiasmée lorsqu'elle avait vingt ans mais sans aller jusqu'à changer pour autant sa façon de vivre. Entre temps elle s'était mariée. Elle s'était établie dans le Sud, en Patagonie, en se disant qu'il était bon que la population ne s'agglutinât pas tout entière dans la capitale et qu'elle allât aussi développer d'autres régions du pays. Elle avait milité dans des mouvements chrétiens, sans avoir le sentiment de remplir vraiment la mission de service qui lui incombait. Elle se demandait à présent pourquoi elle accomplissait si peu de chose. "Comment se fait-il que nous autres libéraux, dit-elle, qui avons bénéficié d'une éducation fondée sur de hautes valeurs culturelles

et morales, soyons demeurés inefficaces pendant ces dernières années ? J'ai trouvé la réponse : orgueil et suffisance. Nous nous sommes drapés dans l'orgueil des justes, nous avons regardé de haut les autres peuples d'Amérique latine, les Indiens, les métis. Je redécouvre ici notre besoin d'être humbles et je veux le transmettre à nos partis politiques, nos écoles, nos familles." Ces paroles suscitèrent la répartie immédiate d'une déléguée brésilienne. Les Argentins, qui s'estimaient constamment humiliés par la morgue britannique, purent alors s'apercevoir que leurs voisins éprouvaient une humiliation semblable vis-à-vis d'eux ; et aussi qu'un aveu sincère comme celui d'Eulalia était ce qui pouvait y porter remède.

1987 : Rapprochement d'anciens combattants

Les soeurs de Schoenstatt accueillaient en 1986 dans leur couvent, aux environs de Buenos Aires, une retraite dont l'initiative revenait à Antonia de Gallicchio. C'est là que prit naissance l'idée d'organiser dans ce cadre une nouvelle manifestation faisant suite à celle de 1984. Les soeurs expliquèrent que ce n'était pas possible, que ce lieu était réservé aux activités de leur communauté. Un peu plus tard, ayant mieux apprécié la portée de ce qui se préparait, elles se ravisèrent. Finalement la manifestation projetée fut divisée en deux phases : trois jours de réunions restreintes chez les soeurs, du 20 au 22 mars 1987, puis trois soirées publiques en centre ville, à la librairie El Ateneo, du 23 au 25 mars.

Cette rencontre se tenait au moment où Buenos Aires se préparait à recevoir Jean-Paul II, en tournée dans le cône Sud. Comme la visite du pape, elle se plaçait sous le signe de la réconciliation. Celle-ci était doublement nécessaire, après le conflit avec l'Angleterre et la déchirure intérieure causée par la "sale guerre" sous la dictature des généraux. Mais une grande partie de l'opinion n'y était pas prête. Les mères de la Place de Mai réclamaient la lumière sur les disparus. L'une d'elles, qui avait perdu deux filles tuées par les militaires, avait été touchée par ce qu'avait fait après la guerre la résistante française Irène

Laure pour la réconciliation franco-allemande⁴⁸. Elle voulait agir dans le même sens parmi ses compagnes mais certaines d'entre elles ne l'acceptaient pas. Un jour, dans une réunion publique, on lui retira le micro au moment où elle allait prendre la parole. Un article de presse, qui annonçait brièvement, dans le courrier des lecteurs, la rencontre des 23-25 mars et parlait de réconciliation avec les Anglais⁴⁹, valut à son auteur des réactions incendiaires.

La dernière journée de la conférence fut illustrée par l'intervention d'un jeune homme, Horacio Benitez, président d'une association d'anciens combattants. Mobilisé à dix-neuf ans, il était, comme beaucoup d'autres, revenu de la guerre traumatisé. Les soldats argentins s'attendaient à être reçus aux Malouines en libérateurs et ils étaient tombés sur une population anglophone qui ne leur témoignait aucune sympathie. Benitez, pour sa part, lorsqu'il avait été blessé à la tête, s'était laissé glisser sur la neige. Lors de leur avance, les Anglais l'avaient d'abord pris pour mort, avant que des larmes sur sa joue ne révèlent qu'il était encore en vie. Sauvé par l'ennemi, il se retrouvait prisonnier de guerre. Une fois rentré, il avait repris le dessus, mais il voyait que beaucoup de ses camarades ne surmontaient pas le choc qui frappe souvent à leur retour les anciens combattants d'une guerre perdue. Il faut dire qu'après avoir été lancés dans la bataille sans préparation, ces jeunes soldats, une fois les combats finis, avaient été mis sur des bateaux et débarqués quelque part sur la côte sud de l'Argentine avec un billet pour rentrer chez eux. Rien de plus.

Cela avait conduit Benitez à fonder l'UVIM, l'Union des Vétérans des Iles Malouines, groupant des hommes de troupe (les officiers avaient des organisations distinctes). Mais il constatait que son association ne parvenait pas à réinsérer beaucoup d'entre eux dans la vie civile normale. Par ailleurs il souhaitait vivement rencontrer des soldats anglais, pour travailler à combler le fossé qui s'était creusé entre les deux pays. Tant que ce ne serait pas fait, pensait-il, il ne retrouverait pas de paix totale. Il accepta donc l'invitation qui lui était faite de venir à la librairie El Ateneo et il y prit la parole. Il parla de la haine qu'il avait éprouvée envers les

⁴⁸ Cf. chapitre 7, note 20.

⁴⁹ Article de l'avocat Ricardo Maitzegui dans *La Nacion*, 20 mars 1987.

Anglais, de sa haine aussi envers les autorités de son pays, qui avaient intimé à leurs recrues l'ordre de tuer et qui, à leur retour, leur donnaient l'impression de les oublier. Puis il fit part de son sentiment que si sa vie avait été épargnée, c'était pour servir un but et que ce but était d'être une conscience vivante pour ses concitoyens, de témoigner que la guerre et la haine détruisaient chacun, de part et d'autre. Il se trouva à l'unisson avec un vétéran britannique présent dans la salle, qui s'était battu en Birmanie pendant la seconde guerre mondiale et qui avait surmonté sa haine des Japonais.

Quelques mois plus tard, Horacio était invité en Grande Bretagne et y faisait la rencontre qu'il souhaitait vraiment, celle d'un vétéran de la guerre des Malouines, Chris Keeble, officier parachutiste, qui avait eu de son côté un itinéraire inhabituel⁵⁰. Chris commandait en second un bataillon qui tentait de prendre d'assaut une tête de pont établie par les Argentins sur la côte, au lieu-dit "l'Oie Verte". Au moment où la bataille faisait rage, il avait entendu dans les crépitements de sa radio que le lieutenant-colonel qui dirigeait les opérations venait d'être tué. Il se retrouvait à la tête du bataillon. "Mon coeur s'est mis à battre plus vite, se souvient-il. C'était pour moi une charge énorme. A la tombée de la nuit, nous avions pratiquement épuisé nos munitions. Nous nous battions depuis quarante-huit heures et nous étions épuisés. Le froid était mordant. Un homme sur six était mort ou blessé et nous n'avions pas de réserves. J'ai rejoint mes officiers. C'était à moi maintenant à leur donner des ordres." Une crête séparait les Britanniques des Argentins. Keeble savait que ces derniers pourraient profiter de la nuit pour y placer des renforts et préparer une contre-attaque. Il savait aussi que cent douze compatriotes civils avaient été faits prisonniers et qu'il était donc hors de question de bombarder les positions ennemies.

"Notre situation était périlleuse, raconte Keeble. Je n'avais pas la moindre idée de la façon de m'y prendre. J'ai grimpé le long d'un petit ravin pour m'isoler un moment et essayer de réfléchir. En mettant les mains dans mes poches, j'ai senti du bout des

⁵⁰ Chris Keeble a raconté son aventure à Michael Smith, journaliste du périodique anglais *For a Change* (avril-mai 1992).

doigts le papier sur lequel j'avais recopié une prière de Charles de Foucault." Keeble se mit à genoux et lut sa prière : "Père, je m'abandonne à toi. Fais de moi ce que bon te semble. Quoi que tu fasses avec moi, je te remercie, pour autant que ta volonté pour moi soit accomplie. Je ne demande rien d'autre." A sa grande surprise, Keeble, qui était jusqu'alors effrayé, désarçonné, frigorifié, se sentit tout d'un coup rasséréné, réchauffé, joyeux. Surtout, il voyait clairement ce qu'il devait faire.

Il retourna vers ses hommes et leur dit qu'aux premières lueurs du jour, il traverserait le champ de bataille et inviterait les Argentins à se rendre. Cette solution fort peu militaire fut accueillie avec surprise. A six heures du matin, Keeble renvoya deux prisonniers argentins avec un bref message : "Rendez-vous ou acceptez les conséquences d'une opération militaire". Dans l'heure qui suivit, les prisonniers revinrent pour dire que leurs chefs étaient prêts à engager des pourparlers. A l'aube, Keeble se rendit donc auprès des Argentins, accompagné de son officier d'artillerie et d'un journaliste de la BBC. "Je me rappelle être descendu de la colline et avoir pensé que nous faisions là une belle promenade, raconte-t-il. J'ai appris par la suite que nous avions traversé un champ de mines." Ils rencontrèrent les officiers argentins. "Nous leur avons dit que ce qu'ils faisaient était de la folie pure. Nous n'avions pas l'intention de nous retirer. Ils pourraient peut-être nous battre, mais d'autres unités arriveraient et ils seraient pris d'assaut." Vers midi, les Argentins acceptèrent de se rendre, pourvu que ce soit dans la dignité. Ils firent une cérémonie, chantèrent leur hymne national puis déposèrent les armes. "En fait, mon offre allait au devant de leur désir de cesser les hostilités, dit Keeble, mais je ne pouvais pas le savoir au moment où je priais". Les Anglais furent stupéfaits de découvrir que la garnison argentine comptait plus de mille cinq cents hommes, alors qu'ils n'étaient eux-mêmes que quatre cent cinquante.

Après ce fait d'armes, Keeble semblait promis à une brillante carrière militaire. Mais la guerre l'avait amené à réfléchir sur la façon dont il menait sa vie. "Jamais avant de faire la guerre, note-t-il, je n'avais rencontré des hommes agissant ensemble dans une unité aussi profonde et puissante. Il ne s'agit pas d'amour au

sens courant du terme. On s'acceptait comme on était et, en même temps, on attendait de chacun qu'il se dépasse." Keeble commença à se demander s'il était bon qu'il reste dans l'armée ou s'il n'avait pas mieux à faire que de se livrer à son ambition. Visitant un jour les usines de British Leyland à Longbridge, il fut horrifié par l'atmosphère pitoyable dans laquelle on demandait aux ouvriers de travailler pour fabriquer de belles voitures. Quelle différence avec la camaraderie qu'il avait expérimentée sous les drapeaux ! C'est là que germa en lui l'idée de lutter pour le développement de la personne dans le monde de la production. En 1987, il se décida, non sans regret, à quitter l'uniforme. Avec deux collègues, il devait fonder deux ans plus tard un cabinet de consultants, qui prit son essor et lui fit faire de passionnantes expériences. Il aime citer le cas d'une firme de six cents personnes, que d'autres consultants avaient suggéré de "dégraisser" en licenciant une bonne partie du personnel. Il persuada le directeur de miser sur ses subordonnés pour retourner la situation, organisa un séminaire de deux jours avec trente cadres, leur proposa un jeu d'entreprise centré sur la notion de confiance. "Le couvercle a sauté, raconte-t-il. C'est comme si on avait déclenché un cyclone. Avec une énergie nouvelle, ils ont trouvé des solutions que nous les avons aidés à mettre en oeuvre."

C'est cet homme qu'Horacio Benitez fut appelé à rencontrer au cours de l'été 1987. Il a décrit leur entrevue dans une interview au *Guardian*⁵¹ : "Rencontrer Chris était très important pour moi. J'étais tendu. Je ne savais pas dans quel état d'esprit il viendrait vers moi, lui, l'ennemi. Il m'a simplement tendu la main, puis m'a embrassé. J'étais tellement ému que je ne pouvais pas dire un mot. Je crois que c'est à ce moment-là que la guerre s'est véritablement terminée pour moi. J'éprouvais une impression étrange. Cet homme m'apparaissait comme un vieil ami, très proche."

⁵¹ 13 septembre 1991.

RETABLIR LA DEMOCRATIE

Uruguay : ramener les civils au pouvoir

Au moment où s'effondrait la dictature militaire argentine en 1983, l'armée détenait encore le pouvoir au Brésil, au Chili et en Uruguay. Dans ce dernier pays, elle s'en était emparée dix ans plus tôt à la suite d'une période troublée, marquée notamment par le mouvement de guérilla urbaine des Tupamaros. Depuis 1977, elle avait esquissé un plan pour rétablir un régime démocratique, mais le processus était en panne et elle ne savait comment le reprendre.

Le gouvernement militaire comptait quelques ministres civils. L'un d'eux était l'ancien directeur du bureau uruguayen de l'Organisation des Etats Américains, Juan Bautista Schroeder Otero⁵², qui occupait depuis deux ans un poste de sous-secrétaire d'Etat à la Justice lorsqu'il se vit confier, à la fin de 1983, le portefeuille de l'Education et de la Culture. Ayant apprécié à l'OEA la collaboration d'Oscar Alaniz, il le fit venir auprès de lui comme directeur-adjoint de son cabinet (les postes de directeur de cabinet étaient réservés à des militaires). Quand il fut pressenti par le ministre, Alaniz demanda à réfléchir jusqu'au lendemain et accepta le poste à deux conditions : 1°) pouvoir mettre tous les problèmes sur la table en ne se cantonnant pas au strict domaine de l'éducation mais en se plaçant dans la perspective des besoins généraux de la nation; 2°) chaque matin, après avoir passé en revue les questions qui se posent, avoir un moment d'écoute silencieuse avec le ministre pour prendre du recul par rapport à l'action quotidienne. Le ministre, qui avait de son côté fréquenté

⁵² Cf. chapitre 5.

Omar Ibargoyen lorsqu'il était étudiant, ne fut pas surpris par cette demande et donna son accord.

La pratique du recueillement lui était déjà familière. Il a raconté dans un opuscule⁵³ comment il lui était arrivé, se sentant submergé, de s'isoler en demandant à ses secrétaires de ne lui transmettre aucun message ni appel téléphonique et comment, déconnecté du monde et seul face à sa conscience, il avait cru se sentir un jour appelé à prendre contact avec le commandant en chef de l'armée de terre, le général Juan Pedro Aranco. La réaction de ce dernier aurait pu faire croire qu'il attendait son appel : "Venez, je vous attends."

Schroeder partit aussitôt, sans chauffeur. C'était à la mi-avril 1984. Pendant le trajet une autre idée lui traversa l'esprit : parler à son interlocuteur comme à un ami et aller droit au fait. Il lui fit donc part, d'emblée, de ses préoccupations. Le gouvernement militaire avait promis des élections libres pour la fin de l'année 1984, sur la base d'un calendrier qui n'avait été respecté qu'en partie et avait subi de sérieux accrocs, à commencer par le rejet populaire en 1980 du projet de constitution élaboré par les militaires, suivi par l'échec des conversations engagées en 1983 avec les partis politiques. L'échéance approchait. Entre-temps les généraux argentins avaient dû se retirer sous les insultes. Était-ce le même sort qui attendait les chefs des forces armées d'Uruguay ?

"Que proposez-vous ? demanda le général Aranco.

- Dans notre tradition politique, vous, les militaires, devriez inviter les dirigeants politiques à une table de discussion, sans presse ni publicité, pour que les uns et les autres fassent connaître leurs vues et qu'un relevé de conclusions soit ensuite signé de tous, de façon que personne ne puisse ultérieurement contester l'accord donné par chacun sur ce qui aura été convenu."

A la fin de l'entretien, qui avait duré deux heures, le général dit à son visiteur : "Vous ne pourriez pas mettre tout ça par écrit ?". Schroeder n'en revenait pas. On était un vendredi, à neuf heures du soir. Il travailla tout le week-end et remit son

⁵³ *El Pacto del Club Naval*, Ed. arca, Montevideo 1994.

papier le lundi. Le mercredi ou le jeudi, il recevait un appel d'Aranco. Le document avait été approuvé par la junta des commandants en chef (le pouvoir exécutif) et allait être soumis à la junta des officiers généraux (le pouvoir législatif). Devant cette instance le document devait à nouveau recevoir une large approbation, encore qu'il y eût des nuances entre la position de la marine (la plus ouverte), celle de l'aviation (intermédiaire) et celle de l'armée de terre (la plus réservée). Il fallait aussi saisir l'état-major inter-armes. Enfin, pour que les ministres civils ne se sentent pas complètement laissés de côté, il restait à informer le conseil des ministres, avant de distribuer le document aux dirigeants des partis. Cette distribution, qui aurait mérité à la fois de la discrétion et un peu de solennité, fut faite sans précaution, comme une diffusion de routine, si bien que le chef du courant majoritaire d'un des deux grands partis, le parti national, dit *blanco*, déclara d'emblée inacceptable le schéma proposé. Comment rattraper ce faux pas ?

Pendant qu'une commission restreinte présidée par le général Rapela, ministre de l'Intérieur, travaillait sur l'acte institutionnel par lequel devraient se traduire les décisions à prendre (convocation des électeurs, mesures transitoires, assemblée constituante, plébiscite, éventuelle amnistie...), Schroeder et Alaniz eurent la pensée qu'il fallait entamer des conversations informelles et secrètes avec tous les responsables de partis politiques qu'il serait possible de toucher de cette manière, en les voyant les uns après les autres. Beaucoup d'entre eux étaient des amis personnels du ministre. Il fallait trouver un lieu de rencontre peu voyant. Alaniz offrit son appartement, où les hommes politiques défilèrent, généralement en fin d'après-midi, à une heure où Schroeder pouvait quitter son bureau pour les rejoindre sans attirer l'attention.

Les premiers conviés furent ceux que l'on soupçonnait d'être les plus réticents au dialogue, des dirigeants du parti *blanco*, un parti terrien, qui était à ce moment-là divisé en courants. Les uns étaient persuadés que leur parti gagnerait les élections sans avoir besoin d'aucune alliance. D'autres adhéraient en leur for intérieur au processus d'ouverture, mais estimaient ne pas pouvoir

lui apporter un appui public. Puis vint le tour d'un leader de l'autre grand parti traditionnel, le parti *colorado*, que l'on pourrait qualifier de radical. Il se ralliait volontiers au schéma proposé par son hôte, mais ne pourrait y adhérer formellement que si les forces armées acceptaient que participe aux élections le front de la gauche, le *Frente Amplio*, qui, à cette époque, n'était pas reconnu.

Il fallut donc retourner voir le commandant en chef de l'armée de terre, qui, entre temps, avait changé. Le nouveau titulaire du poste déclara que les forces armées avaient une objection de principe à admettre la participation d'une formation politique représentant la ligne marxiste, ce qui contredirait tout ce qui avait été enseigné aux jeunes générations d'officiers. Schroeder insista pour que toutes les tendances fussent admises à participer, quitte à ce que les listes marxistes-léninistes se présentent sous un autre nom, pour ne pas donner d'urticaire aux forces armées. C'est ainsi que le vieux parti communiste uruguayen devait s'avancer finalement sous la bannière de "Démocratie Avancée". A leur tour, des représentants du front de la gauche prirent le chemin de l'appartement d'Oscar Alaniz, de même qu'un important dirigeant syndical qu'Alaniz connaissait bien, José d'Elia³⁴.

Ces consultations permirent de cerner les conditions minimales des partis pour un transfert du pouvoir des militaires aux civils. Lorsque le ministre consulta les militaires sur l'éventualité d'un transfert selon de telles modalités, ceux-ci répondirent qu'ils seraient d'accord, mais que les hommes politiques n'accepteraient jamais ces conditions. "Ce sont eux qui les ont arrêtées", leur fut-il répondu. Dirigeants politiques et militaires se réunirent alors au club naval et mirent au point ensemble, en août 1984, ce qui devait devenir "le pacte du club naval". Schroeder ne parvint pas à y faire passer un acte institutionnel supplémentaire auquel il tenait beaucoup et qui aurait mis fin à l'administration directe de l'Université par le pouvoir politique, ce qui entraîna sa démission. Mais la réforme qui devait conduire au retour du régime civil était accomplie. Les

³⁴ Celui avec lequel devait plus tard se réconcilier Lino Cortizo, dirigeant d'une confédération rivale de la sienne (cf. chapitre 14).

élections eurent lieu à la date prévue, au mois de novembre, et le président élu, Julio Sanguinetti, du parti *colorado*, prononça son discours inaugural devant l'assemblée législative le 1^{er} mars 1985.

Salvador : retrouver la paix

Le Salvador était gouverné depuis 1931 par des dictatures militaires. Dans les années 1960 et 1970, les tensions entre ces dernières et les partis d'opposition, tolérés mais constamment tenus à l'écart du pouvoir, ne firent que s'accroître, favorisées par la dégradation des conditions économiques et sociales et, à partir de 1969, par un conflit territorial avec le Honduras. Les manipulations électorales répétées des militaires finirent par persuader leurs adversaires que l'insurrection armée représentait le seul espoir de changement. De leur côté, des escadrons terroristes d'extrême droite multipliaient les gestes d'intimidation et les assassinats à l'encontre des gens soupçonnés de soutenir les rebelles. Ces actes n'épargnaient pas des membres de l'Eglise, laquelle avait été conduite à prendre position contre le gouvernement. En 1979 le renversement, au Nicaragua voisin, du général Somoza par les Sandinistes et la crainte de voir la guérilla salvadorienne tourner en révolution communiste poussèrent les Etats-Unis à faire pression sur les militaires. Après plusieurs péripéties, les forces armées acceptèrent au début de 1980 que la principale formation politique, la démocratie chrétienne, participe à une junte et que son chef, Napoléon Duarte, en prenne la présidence en octobre de la même année. La junte ne gagna pas pour autant la confiance des insurgés. La guerre civile se poursuivit, même après l'adoption d'une nouvelle constitution, dans le cadre de laquelle Duarte devait être régulièrement élu président du Salvador en 1984.

Luis Puig et l'un de ses collègues eurent, un jour de 1981, le sentiment qu'ils devaient tenter de faire quelque chose pour contribuer à faciliter le processus de retour à la paix au Salvador. Mais ils n'y connaissaient personne. Ils furent aidés par un jeune ménage salvadorien, Juan Carlos et Concepción Barrera, qui avait participé au mouvement d'Omar Ibargoyen *Viva la Gente* et avait séjourné au *sítio* de Petrópolis. Le premier pas qu'à la suite de cela

Concepción avait été conduite à faire avait consisté à se réconcilier avec sa mère, Mercedes. Cette dernière et son mari épousé en secondes noces, Eduardo Molina, s'étaient opposés à ce mariage : Juan Carlos était entré en lice alors que les Molina avaient déjà fait le projet de marier leur fille au fils d'une famille amie. Il avait été d'autant plus affecté par cette opposition qu'il pensait que sa peau un peu sombre n'y était pas étrangère. Concepción s'était finalement mariée en secret et sa mère, qui était alors gouverneur d'une province, l'avait appris en lisant un bulletin officiel. Juan Carlos devait plus tard, lors d'un séjour à Caux, se réconcilier à son tour avec le beau-père de sa femme.

Concepción proposa d'écrire à ce dernier, membre éminent du parti chrétien démocrate et ami de Napoleón Duarte. Molina était également directeur d'un institut de formation des personnels communaux. C'était un homme fort courtois. Il reçut Puig et son compagnon à déjeuner avec sa femme, qui venait de quitter ses fonctions de gouverneur. Les Molina se mirent à questionner leurs hôtes. "Que n'ai-je connu cela plus tôt! dit Eduardo à la fin du repas. Notre situation ici est sombre. Vous nous apportez un rayon de lumière." Puis il demanda tout de go : "Alors, quand commençons-nous ?" Le lendemain, ses invités étaient mis en contact avec le vice-président d'une association d'employeurs, puis, rapidement, avec d'autres dirigeants du pays. Très vite aussi, Molina leur fournissait les facilités matérielles pour travailler, réunir l'équipe qui se constituait peu à peu autour de lui, organiser la venue d'autres visiteurs.

La guérilla allait durer encore de longues années. Bien qu'en titre commandant en chef des forces armées, le président Duarte ne parvint pas à contrôler les militaires et à mettre fin au terrorisme des escadrons de la mort, dont l'archevêque de San Salvador fut la victime la plus en vue. Mais l'action engagée par Molina et quelques autres allait bientôt faire sentir ses effets dans divers secteurs de la vie du pays.

Dans le monde du travail, par exemple, sous l'impulsion du secrétaire général de la Confédération des Travailleurs du Salvador, José Luis Grande Preza. Ce dernier avait survécu à quatre attentats. Un de ses oncles, un prêtre, avait été abattu par

les militaires. Menacé de mort, lui-même avait dû quitter le pays un certain temps. Sous son impulsion, son organisation prit une position très ferme pour les méthodes démocratiques et non violentes et modifia son approche dans ses rapports avec les employeurs. Naguère elle n'aurait cherché qu'à leur forcer la main. Elle n'acceptait pas l'idée qu'il pût y avoir une quelconque bonne volonté de leur part. En 1984, à la suite de licenciements, une grève illimitée avait été déclenchée dans une société. Elle durait déjà depuis deux mois et les grévistes comptaient tenir, s'il le fallait, jusqu'à l'effondrement de l'entreprise. A la suite d'entretiens avec des gens engagés aux côtés de Molina, ils décidèrent d'accepter une nouvelle offre de compensation et de créer leur propre entreprise avec l'argent reçu. Les choses marchèrent si bien que deux ans plus tard, ils ouvraient une seconde usine. Grande Preza raconte également que, dans une des régions les plus troublées du pays, sa confédération syndicale persuada cinquante-huit familles déplacées, représentant cinq cents personnes et comptant quatre petits chefs de la guérilla, d'accepter une offre d'amnistie. Pour les reclasser, elle put acheter des terres et une ferme d'élevage de volailles avec l'aide apportée par des syndicats autrichiens. Il faut aussi, explique Grande Preza, désintoxiquer les enfants et adolescents qui ont été entraînés dans les zones contrôlées par les rebelles, car tout est fait pour les conditionner. En plein été, on les encourage à prier pour la pluie, qui n'a aucune chance de tomber à ce moment-là. Puis on les invite à demander de la nourriture aux chefs et les approvisionnements arrivent comme par hasard le lendemain.

Un des secteurs où beaucoup de choses étaient à reprendre au Salvador, après des années de guerre civile, était la justice. Les jugements étaient rendus avec un invraisemblable retard, les prisons, fort primitives, étaient bondées de détenus, dont une bonne part d'innocents. Deux hommes, le président de la Cour Suprême et un des magistrats de la Cour, Oscar Rodriguez Diaz, responsable de la section pénale, s'attelèrent, dès leur nomination en 1989, à transformer une situation intenable. L'un et l'autre étaient animés par la conviction que l'homme peut se mettre à l'écoute de la sagesse divine et être guidé par sa conscience, une conviction qu'Oscar Rodriguez, ancien alcoolique, avait acquise

au contact des Alcooliques Anonymes et que tous deux avaient affirmé à l'occasion d'une série d'échanges avec, en particulier un groupe de juristes du Minnesota.

Sous leur impulsion, la Cour Suprême lança toute une série de réformes :

- nomination de juges itinérants;
- création de vingt-six tribunaux d'instance supplémentaires, dont la construction put être financée sur le budget ordinaire du ministère de la Justice, ce qui veut dire, commente Rodriguez, que des crédits qui "s'égarèrent" ont trouvé leur vraie destination;

- mise en place d'un bureau d'information sur les incarcérations, que la police doit informer de toute arrestation dans les douze heures et où les familles peuvent s'enquérir du lieu et du motif de la détention d'un proche, mesure fort importante dans un pays où les disparus ont été nombreux;

- installation dans chaque prison d'un "délégué à la surveillance" disposant d'un bureau où il peut recevoir gardiens et détenus et écouter leurs doléances sur le plan des droits de l'homme. Cette sorte d'ombudsman est en général un avocat.

Certaines de ces mesures, il est vrai, demeurèrent sans suite, telle la création des juges itinérants, et l'élan réformateur ne fut pas repris par la législature suivante. Les prisons restèrent surpeuplées et les détentions préventives trop nombreuses. Les progrès accomplis n'en furent pas moins réels. Les Etats-Unis, qui avaient précédemment fait obstacle à ce que le pouvoir d'investigation criminelle dont jouissaient les forces armées salvadoriennes fût transféré à une entité autonome placée sous la juridiction de la Cour Suprême, finirent par lever leur opposition. Ce transfert de pouvoir était une des conditions mises par la guérilla pour déposer les armes. En déclarant par ailleurs inconstitutionnel un article d'un arrêté de la ville de San Salvador qui portait atteinte à la liberté de parole et de réunion, la Cour Suprême fit usage pour la première fois d'un pouvoir qui lui était reconnu mais dont elle ne s'était encore jamais servie. L'effort de réforme fut par ailleurs étendu à l'enseignement du droit.

Les hauts magistrats promoteurs de ces réformes ne se cantonnèrent pas dans leur domaine technique. En 1990, la Cour Suprême offrit ses locaux pour y recevoir un séminaire sur le thème : "Redécouvrir les valeurs morales pour bâtir la paix", avec la participation de personnalités étrangères qui avaient des expériences à partager. Le général Joseph Lagu, qui avait pendant dix-sept ans dirigé le soulèvement dans le sud du Soudan, raconta comment en 1972 il avait épargné la vie de trente voyageurs musulmans dont l'avion avait fait un atterrissage forcé dans la zone qu'il contrôlait et comment cette décision avait ouvert la voie aux accords d'Addis-Abeba, qui procurèrent dix années de paix au Soudan. Alec Smith, fils de l'ancien premier ministre de Rhodésie du Sud, expliqua comment quelques Blancs et quelques Noirs avaient ensemble pu contribuer à mettre un terme en 1980 à une cruelle guerre civile, à assurer une transition pacifique vers l'indépendance du Zimbabwe et à rassembler dans une armée nationale trois groupes de combattants qui s'étaient opposés les uns aux autres. Avant de se séparer les participants décidèrent d'adresser un télégramme aux délégués du gouvernement et du Front Farabundo Marti de Libération Nationale, qui se trouvaient au même moment en train de négocier au Costa-Rica, les invitant à fonder leur poursuite de la paix sur une inspiration morale et spirituelle et à chercher dans le silence ce qui est juste pour les populations, en sachant qu'un accord ne peut se trouver qu'à mi-chemin entre les intérêts des parties en présence.

Le dialogue ouvert par Duarte avec la guérilla ne devait aboutir qu'en 1991 avec son successeur, Alfredo Cristiani, élu du parti de droite ARENA. Facilitées par les bouleversements survenus en 1989 dans le bloc soviétique et la forte réduction de l'appui apporté par l'URSS aux régimes et aux mouvements insurrectionnels qu'elle soutenait jusque là dans les Caraïbes, les négociations se déroulèrent d'avril 1990 à décembre 1991. Un des points de discussion les plus délicats concernait l'épuration de l'armée. La tâche fut confiée à une commission de trois membres : l'un était désigné par le Secrétaire général des Nations Unies et les deux autres choisis sur des listes proposées par le gouvernement d'une part et la guérilla de l'autre, avec l'assentiment des deux parties. Eduardo Molina apprit par le journal qu'il était l'un d'eux.

La commission disposa de quatre mois - de mai à septembre 1991 - pour dresser la liste des officiers à écarter, qu'elle devait avoir tous auditionnés au préalable. Elle entendit tous ceux qui avaient au moins le grade de lieutenant-colonel et tous ceux qui lui avaient été signalés jusqu'à celui de sous-lieutenant. Sa responsabilité était considérable : elle n'était pas appelée à donner des avis, mais à prendre des décisions sans appel. "Nous avons demandé à Dieu de nous guider", dit Molina. Après avoir achevé leurs auditions, les membres de la commission s'enfermèrent dans un bureau de l'ONU à New-York, pour éviter toute interférence extérieure, et commencèrent alors seulement à échanger leurs appréciations sur la base des notes prises par chacun d'eux. Ils tombèrent d'accord sans peine. Le président de la République avait soixante jours pour exécuter les décisions prises. Ce ne fut pas facile. Les officiers éliminés comprenaient un ministre et deux vice-ministres du gouvernement en exercice. Certains des hommes touchés par l'épuration se rebiffèrent et commencèrent à préparer un coup d'Etat.. En tant que porte-parole de la commission, Molina était particulièrement visé. Il fut publiquement attaqué et dut se réfugier quelque temps à l'étranger avec sa famille. Mais les verdicts de la commission furent appliqués, grâce en partie aux autorités américaines qui indemniserent les victimes de l'épuration, soit qu'elles se sentissent une part de responsabilité dans leur conduite passée, soit qu'elles voulussent les dissuader de trop parler.

Même si la confiance fut lente à revenir, le calme avec lequel le pays sut accueillir l'avancée des partisans de l'ancienne guérilla aux élections de mars 1997 témoigna de l'ampleur du chemin parcouru. Le FMLN enleva en effet le tiers des sièges au parlement, faisant jeu égal avec l'ARENA, le parti au pouvoir, et il conquist les mairies des principales villes, y compris San Salvador, sans provoquer de panique. Il accentua encore son succès aux élections de mars 2000, devenant la principale force politique du pays, aidé en cela par son aptitude à se transformer de mouvement insurrectionnel en parti de "gauche démocratique" et par le ton modéré de ses campagnes. Les violations constantes des droits de l'homme prirent progressivement fin et les journaux et stations de

radio de toutes tendances s'attachèrent à pratiquer un certain pluralisme en faisant place à leurs adversaires.

Comme ailleurs, des retournements personnels précédèrent ou accompagnèrent les changements que l'on pouvait observer dans la vie publique. Il en fut ainsi de Grande Preza, qui était séparé de sa femme et retrouva l'unité de son foyer. Tel fut encore le cas de l'un des médiateurs introduits dans les prisons, M^e Carlos Rivas Zamora. Quelques années auparavant, cet homme était à ce point lassé de se battre dans la légalité avec des fonctionnaires qui refusaient de défendre les droits légitimes des plus faibles, qu'il était sur le point de rejoindre les maquis. Un contact avec un groupe d'étrangers invités par Eduardo Molina l'avait conduit à se remettre à l'écoute de la voix intérieure, à ne pas prendre les armes et à retrouver sa foi catholique. Dans ses nouvelles fonctions, il s'attacha à répondre aux besoins spirituels des détenus en leur proposant une brochure sur l'esprit du mouvement qui l'avait lui-même transformé et en organisant des réunions de prière hebdomadaires, dont l'assistance passa en peu de temps de 25 à 125 participants. Il devint le représentant dans son pays de *Prison Fellowship International*⁵⁵.

Costa Rica : aider ses voisins

Ilot de calme dans un environnement déchiré, le Costa Rica est anxieux de contribuer au retour de la paix en Amérique Centrale, qui ne peut que contribuer à sauvegarder sa propre stabilité. Sa capitale, San José, accueille à plusieurs reprises, dans les années 1980, des manifestations marquées du sceau de la réconciliation et auxquelles sont conviés des représentants d'autres pays de la région. Une table ronde est ouverte au printemps 1984 par le chef de l'Etat, Luis Alberto Monge, et

⁵⁵ *Prison Fellowship International* a été créé par un ancien membre du cabinet du président Nixon, Charles Colson, compromis dans le scandale de Watergate, après qu'il ait été lui-même condamné à faire de la prison. Il a raconté son histoire dans un livre, *Born Again* (Ed. Chosen Books, 1976), traduit en français sous le titre *Watergate* (Ed. Trobisch, 1979).

clôturée par l'ancien président José Figueres⁵⁶. Parmi les invités figure un réfugié du Guatemala, José Pinzon. C'est un des responsables de la Confédération latino-américaine du travail (CLAT), de tendance chrétienne. Il s'est fait mal voir par le gouvernement militaire de son pays pour s'être présenté aux élections sous la bannière de la démocratie chrétienne. La guérilla, de son côté, a infiltré son organisation syndicale. Se sentant menacé de part et d'autre, il a préféré quitter le pays. Il a pris à San José la direction d'un "Institut Centre-Américain d'Etudes Sociales" (ICAES).

Pinzon organise plusieurs petits séminaires dans le sillage de cette table ronde et, en 1985, il offre les locaux de l'Institut pour héberger une nouvelle conférence. Quelques-uns des propos échangés reflètent bien l'esprit de ce colloque. Les Costaricains ont une expérience heureuse à livrer : celle d'une histoire récente où les périodes de consensus ont largement dominé et qui a débouché sur leur "neutralité active, perpétuelle et non armée". Cet exemple représente un espoir pour leurs voisins, en particulier pour ceux du Salvador, qui, pour leur part, parlent avec franchise des difficultés de leur démocratie naissante.

Moins troublé que le Salvador, le Honduras est lui aussi divisé à ce moment-là par une crise politique récente. Un missionnaire canadien raconte aux congressistes qu'une "heure apostolique présidentielle" a eu lieu dix jours auparavant dans la cathédrale de Tegucigalpa. Sur les neuf candidats à la présidence de la République, cinq étaient présents et les quatre autres s'étaient fait représenter. Ils se sont engagés à éliminer toute haine de leur campagne. Les deux candidats les plus en vue, celui du parti libéral (qui devait être élu) et celui du parti national, se sont donné l'accolade.

Au nombre des participants se trouve Lino Cortizo, qui a depuis peu cessé de présider la Confédération Générale des Travailleurs d'Uruguay⁵⁷. Il se lève et vient demander pardon à José Pinzon pour avoir, pendant des années, attisé les rivalités

⁵⁶ Cf. chapitre 1.

⁵⁷ Cf. chapitre 14.

entre syndicats d'obédience chrétienne et d'obédience marxiste. Son interlocuteur est visiblement ému.

Les Etats-Unis sont eux aussi représentés. Un ancien fonctionnaire du Pentagone déclare aux délégués d'Amérique latine: "Dans le passé nous avons été indifférents. Puis nous avons cherché à vous dominer. Aujourd'hui, je me méfie de notre penchant excessif à vouloir vous aider. Désormais, je suis décidé à écouter et à inciter les responsables de la vie publique que je connais aux Etats-Unis à faire de même."

Ces paroles touchent le président Luis Alberto Monge, qui a tenu à clore en personne la conférence. Il réaffirme son plein appui au mouvement qui les réunit ce jour-là et "qui est au service de l'homme tout entier, non d'un quelconque groupe politique ou religieux".

Le souci des Costaricains d'oeuvrer pour la réconciliation entre les gouvernements d'Amérique centrale et leurs oppositions armées trouvera son illustration la plus éclatante en août 1987, quand cinq chefs d'Etat signeront dans la localité d'Esquipulas, au Guatemala, le plan de paix dû à l'impulsion du successeur de Monge, le président Oscar Arias, auquel ce plan vaudra le prix Nobel de la paix. Il s'agit d'un plan prévoyant l'ouverture d'un dialogue entre les gouvernements et les forces rebelles, la cessation de tout soutien extérieur apporté à ces dernières, la prohibition de l'usage d'un territoire étranger comme base d'agression ; d'un plan visant aussi à instaurer un système démocratique en Amérique centrale et stipulant en particulier que chaque gouvernement tiendrait "des élections libres, pluralistes et honnêtes". Plusieurs années seront nécessaires, on l'a vu, pour que ce plan fasse sentir ses effets au Salvador.

Guatemala : émerger de la guerre civile

Il en faudra davantage encore au Guatemala pour retrouver la paix, au terme d'un cheminement sinueux où interfèrent, dans des sens divers, de nombreux facteurs, parmi lesquels trouve sa place l'action de quelques hommes. L'un d'eux

s'appelle Eliezer Cifuentes. Son aventure tient par moments du western.

Il a grandi dans le district de Chimaltenango, à une cinquantaine de kilomètres de la capitale, dans une région montagneuse peuplée d'Indiens. Le jeune Eliezer ne se distinguait de ses camarades d'école que par sa peau claire. Comme eux, il courait pieds nus et vivait dans la même pauvreté. A la fin des classes primaires, il dut, faute de ressources, attendre un an pour continuer ses études. Il apprit à réparer les chaussures puis servit chez un maréchal-ferrant, avant d'entrer dans un établissement destiné à former des instituteurs ruraux. A 21 ans, il épousa Clemencia et poursuivit des études de droit à l'université tout en exerçant son métier d'instituteur. Dans le même temps, il s'engagea dans le mouvement coopératif et bientôt s'affilia au Parti Révolutionnaire, de tendance sociale-démocrate, dont il devint secrétaire pour le secteur de Chimaltenango.

En 1970, le parti se scinda : une fraction se rapprocha de la droite, tandis qu'une autre constitua le PRO, Parti Révolutionnaire Orthodoxe, devenu bientôt le PRA, Parti Révolutionnaire Authentique, pour se transformer plus tard en PSD, Parti Socialiste Démocratique. Cifuentes devint membre de l'exécutif de cette seconde branche. En 1978, il brigua sans succès la députation. La coalition qui regroupait le PRA, la Démocratie chrétienne et le Front Uni Révolutionnaire (FUR) fut battue. Le gouvernement militaire fut accusé d'avoir truqué les élections. C'est à partir de cette époque que la guérilla, qui existait par petits noyaux depuis 1960, commença à s'organiser vraiment au plan national. Le tremblement de terre de 1976 avait déjà marqué un tournant. Il avait conduit à acheminer des secours dans toutes les zones sinistrées. L'armée avait tenté de mettre ces opérations à profit : en cherchant les survivants du séisme, elle s'efforçait aussi de dénicher les insurgés. Mais les organisations rurales impliquées dans la distribution de l'aide, souvent proches de la rébellion, en avaient tiré parti elles aussi pour faire parvenir des armes et des médicaments aux maquisards.

Lorsqu'en 1979 Lucas Garcia accéda à la présidence de la République, la guérilla avait pris assez d'ampleur pour que le

gouvernement se décidât à décapiter l'opposition. C'est à cette époque que le PRA fit place au PSD. La veille de l'enregistrement du nouveau parti, son secrétaire général, fut assassiné. Les militants ne virent alors plus d'issue possible dans l'action légale. Un Front Démocratique Contre la Répression (FDCR) fut alors constitué, tandis que les leaders de l'opposition étaient physiquement éliminés les uns après les autres. En juillet 1980, le responsable de l'institut de formation sociale du parti subit le même sort. Cifuentes le remplaça. Deux mois plus tard, il était lui aussi victime d'un attentat.

Rentrant un soir de la capitale, Eliezer aperçoit derrière lui une fourgonnette rouge qui le suit, accélère avec lui, ralentit avec lui. Il ne quitte pas des yeux le rétroviseur. En arrivant à Chimaltenango, il ne va pas directement chez lui et roule jusqu'à ce qu'il ait réussi à semer le véhicule. Mais il est alors brusquement pris en chasse par des voitures stationnées au bord du trottoir, qui ouvrent le feu sur la sienne. Il se penche en avant pour échapper aux balles et il essaye de continuer à conduire ainsi en se dirigeant d'après le toit des maisons. En voulant changer de vitesse, il s'aperçoit que l'os de son bras bouge : une balle l'a sectionné. Après plusieurs tours dans les rues, il finit par lâcher son véhicule criblé de trous et par se précipiter dans un magasin en s'accroupissant sous le comptoir. Les hommes en armes qui ne l'ont pas vu pénétrer entrent à leur tour, questionnent le marchand et ressortent sans avoir deviné où il se cache. La police passera à son tour dans la magasin, verra la voiture mitraillée arrêtée à côté et ne posera aucune question. Elle est là pour protéger les citoyens mais, devant les escadrons de la mort, il est plus prudent de ne se mêler de rien ! Entre temps, Eliezer a quitté le magasin pour trouver refuge chez des amis du voisinage. Ceux-ci le font prendre par une voiture qui vient lancer des appels de phare devant la maison et repart sur les chapeaux de roues. Eliezer est recueilli dans une propriété où il reçoit les premiers soins. Une aiguille à coudre sert à faire les points de suture et un morceau de gouttière fait office d'attelle.

Que faire à présent ? Rejoindre les maquis ? Partir au Mexique ? au Costa Rica ? Eliezer opte pour le Costa Rica, dont le consul est son ami. Mais il y a des contrôles partout et les

entrées des ambassades des pays voisins sont surveillées. Les amis d'Eliezer testent les divers barrages, viennent le prendre, changent six fois de voiture, arrivent enfin devant l'ambassade à l'instant précis où ils peuvent s'engouffrer dans un portail grand ouvert. Le séjour à l'ambassade se prolongera près de trois mois. Le gouvernement guatémaltèque ne veut pas laisser sortir Cifuentes, prétendant qu'il est un commandant de la guérilla. Ils sont plusieurs réfugiés à l'ambassade, qui commencent à s'impatienter. Certains d'entre eux conçoivent un plan pour séquestrer l'ambassadeur. Eliezer s'oppose à ce qu'on s'en prenne à lui : ce n'est pas lui qui fait obstacle à la sortie des réfugiés qu'il héberge. Le plan est abandonné. Un peu plus tard, l'ambassadeur, qui a eu vent du complot, fait appeler Cifuentes et le remercie d'avoir réussi à contrôler ses compagnons. "Ce jour-là, dit Eliezer, j'ai pris conscience que Dieu peut nous montrer le rôle qu'il nous appelle à jouer." La veille de Noël, il reçoit enfin son sauf-conduit pour le Costa Rica, assorti de la condition que rien ne paraisse dans la presse de ce pays. Deux mois plus tard, Clemencia le rejoint à San José avec les enfants, ulcérée de ce qui s'est passé. L'atmosphère de la famille est celle d'un volcan en éruption.

La vie reprend tout de même. Eliezer, qui est fils de pasteur, s'intègre à une paroisse protestante, devient responsable d'école du dimanche, diacre, conseiller presbytéral. Il retrouve son ancien camarade de classe José Pinzon. Celui-ci l'invite aux quelques séminaires puis à la conférence qu'il organise en novembre 1985 à son institut et dont il a été question un peu plus haut. Clemencia accueille ces nouvelles réunions en bougonnant : "Encore un nouveau machin où Eliezer s'est fourré." Mais ce dernier sort de la conférence du mois de novembre impressionné par les témoignages qu'il a entendus et par les films qu'il a vus : celui des dockers de Rio et celui qui retrace l'itinéraire d'Irène Laure, cette résistante française qui a parcouru l'Allemagne pour demander pardon aux Allemands pour sa haine⁵⁸. Cela remue en lui beaucoup de choses. Dans son église, il prêche l'amour du prochain. Le prochain, n'est-ce pas aussi les militaires ? Et les Américains ? Et sans chercher si loin, n'y a-t-il rien à reprendre, pour commencer, du côté des prochains tout proches ? Clemencia

⁵⁸ Cf. chapitre 7, note 20.

est la première à remarquer des changements dans l'attitude de son mari. Celui-ci fait en 1986 le voyage de Caux, qui le met face à face avec des Américains. Il trouve le courage de leur avouer publiquement combien il les détestait en bloc et combien il le regrette à présent. Et il prend la décision de rechercher, une fois rentré, le contact avec des représentants de l'armée pour leur parler dans le même sens.

De retour à San José, il reste à mettre en pratique cette résolution. Eliezer prend plusieurs fois le chemin de l'ambassade du Guatemala mais dès qu'il voit un uniforme, il a la chair de poule. Il se raisonne mais n'arrive pas à franchir le pas. Un jour, il tombe sur un officier qui était particulièrement redouté pour le rôle qu'il était censé avoir joué antérieurement dans l'élimination des opposants. "Vous voulez me voir ? Montons...Prendrez-vous un café ?" Eliezer hésite : va-t-on l'empoisonner ? Tant pis! Il en avale plusieurs tasses car il lui faut du tonus. Il prend son courage à deux mains, parle à l'officier de sa haine des militaires, de sa conviction que rien de bon ne peut se construire sur un tel sentiment, de sa décision de s'en libérer. L'officier s'ouvre, il paraît curieux de ce qu'Eliezer lui raconte. Par la suite, ils se revoient. Eliezer apprend que son interlocuteur savait qu'il était exilé politique. Il découvre qu'il a lui-même quelque appréhension à reprendre du service au Guatemala, où d'autres militaires le considèrent comme suspect. A l'occasion du passage au Costa Rica de la "reine" indienne de l'année, élue au festival folklorique de Coban et qui loge chez les Cifuentes, l'officier est reçu à leur domicile. Et, à leur stupéfaction, ses hôtes l'entendent dire à l'Indienne : "Je vous supplie de nous pardonner, au nom de votre peuple, pour tout ce que nous vous avons infligé." Un peu plus tard, il peut dire à Eliezer que les griefs qu'on avait formulés contre lui ne devraient plus, désormais, le menacer et l'empêcher de rentrer.

A partir de janvier 1987, Eliezer se hasarde à refaire quelques séjours dans son pays. Au mois d'avril, il y vient pour participer à une réunion dont il a pris l'initiative avec deux autres dirigeants syndicaux, dont José Pinzon, revenu entre temps au Guatemala. Cette manifestation réunit des représentants de presque tous les pays d'Amérique centrale, de plusieurs pays

d'Amérique du Sud et du Nord et de quelques pays d'Europe autour du thème : "Rétablir le dialogue dans la famille guatémaltèque et en Amérique centrale". Elle se tient à Panajachel, près d'un lac de montagne, dans un centre de loisirs mis à la disposition des organisateurs par le ministre du Travail, une femme, qui vient en personne y prendre part. Cette assemblée marque une étape pour faire avancer l'idée de réconciliation dans le pays. Le président Cereso en reçoit une délégation. La presse et la télévision y font écho. Une attention particulière est apportée aux problèmes de la communauté indienne. Un des maires présents invite les participants à se rendre dans sa ville, San Pedro la Laguna. La visite scelle un rapprochement du maire et des leaders traditionnels indigènes, qui ne reconnaissaient pas les autorités civiles.

Le dialogue se rétablit effectivement peu à peu, à un rythme incertain, dans les années suivantes entre les divers partenaires guatémaltèques, en différents terrains neutres : Espagne, Canada, Mexique... Les armes ne se taisent pas pour autant. Mais on remarque un changement de ton dans certains communiqués des milices rebelles, tandis que les contacts se multiplient à San José, au *sítio* de Petrópolis, au centre de Caux, entre des militaires de haut rang et les amis de Cifuentes, auxquels l'armée a demandé de venir préparer les élèves-officiers au rôle qu'ils devront jouer dans la réconciliation nationale. Le 15 septembre 1995, pour la fête de l'indépendance, Cifuentes lui-même se voit décerner le titre de "citoyen distingué du Guatemala" par l'ambassadeur de son pays à San José, en reconnaissance de son aide matérielle et spirituelle à ses compatriotes vivant au Costa Rica et de sa contribution à faire connaître la culture de son pays, ce qui ne manque pas de saveur de la part d'un gouvernement envers un de ses ressortissants réfugié politique à l'étranger.

Un peu plus tard, en pleine préparation de l'élection présidentielle, le candidat conservateur qui sera élu en janvier 1996, Alvaro Arzu, fait appel au groupe de *Viva la Gente*⁵⁹, devenu *Gente que Avanza*, pour faire bénéficier les animateurs de

⁵⁹ Cf chapitre 5.

sa campagne de quelques séances de formation civique et morale. Une fois installé, le nouveau président ose nouer ouvertement les contacts entamés par ses prédécesseurs avec les dirigeants de la guérilla. Une volonté d'entente est perceptible dans les jeunes générations, du côté aussi bien des officiers que des insurgés. Les négociations s'accroissent en 1996, jalonnées par des accords successifs : en mai sur la question, sensible entre toutes, de la "modernisation agraire"; en septembre sur la réduction des effectifs militaires, la création d'une police nationale civile et une réforme du système judiciaire; début décembre sur l'amnistie des délits liés au conflit. La paix est enfin signée le 29 décembre, devant une centaine de délégations internationales, mettant fin à un conflit vieux de trente-six ans et qui aura fait plus de cent mille morts. Une phrase prononcée au cours de la cérémonie par un "commandant" de l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque, qui regroupe les divers mouvements de guérilla, montre que l'on est conscient du chemin qui reste à parcourir pour parvenir à une paix durable : "La paix est signée, mais il faut désormais la construire et la protéger contre tous ceux qui n'en veulent pas." Elle reste fragile, en effet. En témoigne l'assassinat, le 26 avril 1998, du responsable du bureau des droits de l'homme de l'archevêché, qui venait de présenter un rapport sur les atrocités de l'armée pendant la guerre civile. Et en janvier 2000, au moment même où Arzu passe la main à son successeur, la mission des Nations Unies chargée de suivre la mise en place des accords de paix publie un rapport relevant la persistance et même une certaine aggravation des atteintes aux droits de l'homme au cours de l'année 1999.

DES ELECTIONS PROPRES

Le 3 octobre 1994, les électeurs du Brésil avaient à désigner le président de la République, les sénateurs et députés ainsi que les gouverneurs et les parlements des Etats. Devant la perspective de cette importante échéance politique, quelques Brésiliens ont pensé qu'il fallait lancer une campagne pour assainir les mœurs électorales du pays. Cette idée leur a été inspirée par le retentissement qu'avait eu en 1992 une campagne similaire organisée à Taïwan, elle-même suggérée à ses animateurs par la démarche qu'avaient entreprise trois ans auparavant quelques citoyens d'Australie. Un détour par le Pacifique s'impose donc avant de revenir au Brésil.

Du Queensland...

A la fin des années 1980, l'Etat australien du Queensland, connu pour ses richesses minières mais également doté d'importantes ressources agricoles et touristiques, s'est trouvé secoué par une série de scandales. Les révélations d'une commission d'enquête créée en 1987 et présidée par le juge Tony Fitzgerald faisaient découvrir à un public ébahi que les rouages de l'Etat étaient gravement corrompus. Un ancien préfet de police était accusé de dix-huit affaires de corruption et de faux témoignage. Les soupçons qui pesaient sur eux contraignaient deux anciens ministres à abandonner leur siège au parlement, tandis que d'autres étaient appelés à s'expliquer devant les tribunaux. Pourtant la commission n'avait mis au jour que le sommet d'un iceberg, de l'aveu même de son président. Celui-ci préconisait des réformes d'envergure dans l'administration, la police, le régime électoral. Mais, ajoutait-il, "l'éthique des

entreprises et le comportement moral ne s'enferment pas dans des structures légales. Le contrôle ultime, c'est l'opinion publique qui doit l'exercer". Malheureusement, une bonne partie du public était prête à considérer la fraude fiscale, les combines aux dépens de la sécurité sociale ou les notes de frais truquées comme de simples preuves d'astuce. Peu de gens faisaient le lien entre ces habitudes et la grande corruption dénoncée par la commission d'enquête.

Conscients de cette situation, quelques habitants de Brisbane appartenant à différents milieux professionnels décidèrent de réagir et de susciter un mouvement d'opinion contre ces pratiques. Ils convinrent de se réunir régulièrement pour le petit déjeuner et de réfléchir au problème sous un angle éthique. Entre cinq et huit hommes se retrouvèrent ainsi le matin entre 6^h30 et 7^h30 avant de partir au travail. C'est au cours de ces rencontres que naquit l'idée d'une "résolution pour un Queensland libéré de la corruption".

En octobre 1988, un des membres du groupe, Brian Lightowler, se rendit en Corée via Taïwan pour participer à un colloque à Séoul. Dans les deux pays, il fut frappé par d'importants changements qui dénotaient une évolution des régimes autoritaires en place vers davantage de démocratie. Voilà qui contrastait avec une démocratie bien établie, comme celle de l'Australie, engagée, singulièrement au Queensland, sur la voie de saper ses fondements en laissant se développer la corruption publique et privée. Lightowler rentra chez lui plus préoccupé que jamais par cette détérioration et persuadé qu'il était urgent d'y porter remède. La certitude grandit en lui qu'il fallait une déclaration qui offrît un moyen de remettre en cause ce qui n'allait pas au niveau de l'Etat, mais aussi sur laquelle le citoyen ordinaire pût s'engager. A mesure que la presse faisait connaître les turpitudes détectées par la commission Fitzgerald, diverses associations se saisissaient du problème. Le message spécifique que Lightowler et ses amis voulaient faire passer était que l'homme de la rue peut faire quelque chose en commençant par lui-même.

Au cours d'un moment de réflexion matinale, Lightowler coucha sur le papier l'esquisse d'une déclaration, qui fut discutée

par le groupe aux petits déjeuners suivants. Le texte définitif, après avoir rendu hommage au travail de la commission, constatait que "n'importe quel système, si bien conçu soit-il, n'a d'efficacité que celle des gens qui le mettent en oeuvre et celle du milieu dans lequel il fonctionne. En dernier ressort, la seule réponse effective et durable à la corruption, ce sont des hommes et des femmes incorruptibles. Notre État a ouvert la voie par la rigueur de ses investigations. C'est maintenant notre responsabilité, à nous citoyens, de bâtir l'infrastructure morale d'une société digne et libérée de la corruption. C'est pourquoi nous prenons les engagements suivants :

1. ne signer aucune note de frais, publique ou privée, qui ne corresponde à des dépenses réelles;
2. payer nos impôts honnêtement;
3. n'offrir aucun dessous-de-table pour obtenir une faveur, pour nous-mêmes ou pour le compte d'une entité quelconque;
4. n'accepter aucun dessous-de-table ou avantage pour accorder un traitement de faveur;
5. si un acte frauduleux a été commis, faire les restitutions qui s'imposent."

Ce dernier point fut longuement débattu. La conclusion fut qu'une personne ayant commis une malhonnêteté ne pouvait, à moins de l'avoir réparée, avoir aucune autorité pour combattre la corruption chez autrui. Se satisferait-on de voir un personnage public corrompu tourner simplement la page sans payer le prix des fautes passées ? La clarté acquise sur ce point amena deux participants aux petits déjeuners, un universitaire et un travailleur social, à remettre certaines choses en ordre avec l'administration fiscale.

Un petit groupe de gens engagés, ayant signé la déclaration, se trouvait alors constitué. Comment atteindre une communauté plus vaste ? Après avoir cherché la réponse dans le silence, un universitaire, Roger Duke, et Brian Lightowler allèrent trouver les pasteurs et le conseil des anciens de l'église de la "Uniting Church" de leur quartier, le faubourg d'Indooroopilly. La majorité des membres du conseil des anciens adhèrent à la déclaration et les pasteurs donnèrent leur accord pour que le

lancement de la déclaration eût lieu dans leur église. Les initiateurs du projet soulignèrent qu'il ne s'agissait pas d'une pétition destinée aux pouvoirs publics, mais bien d'un engagement personnel. Cent huit personnes signèrent l'engagement ce jour-là à la sortie du service. Quelques autres paroisses suivirent.

Peu après ce lancement, une équipe élargie, incluant les partenaires des petits déjeuners, se réunit pour voir comment aller plus loin. Quelques articles avaient paru dans la presse, notant que ce qui avait commencé par l'engagement de deux personnes s'était étendu à plus d'une centaine de paroissiens d'Indooroopilly. Deux ou trois stations de radio avaient aussi demandé une interview. A cette réunion, il fut décidé que le message devrait être transmis à tous les membres du parlement provincial, si possible en personne, sinon par courrier. Dans les semaines suivantes, chacun des quatre-vingt-neuf parlementaires fut touché. Deux d'entre eux firent à ce sujet une intervention en séance plénière.

Le modérateur d'une église protestante adressa le texte de la déclaration, signé de lui, à tous les pasteurs de son église dans le Queensland en les invitant à le diffuser et à encourager les fidèles à le signer. Certains des signataires de l'appel se rendirent à la sécurité sociale pour restituer des sommes fraudées, d'autres firent de même vis-à-vis du fisc; d'autres encore remboursèrent à leur employeur des communications téléphoniques privées. Un présentateur de radio, invité à signer lui-même le programme, s'exclama : "Mais cela va me coûter les yeux de la tête!" Divers journaux australiens et néo-zélandais rendirent compte de l'affaire⁶⁰.

Les importantes réformes institutionnelles qui suivirent découlèrent davantage des recommandations de la commission d'enquête que de l'initiative de Brian Lightowler et de ses compagnons, laquelle visait avant tout à changer l'attitude de la population face à la corruption. Mais, au delà de l'écho qu'elle reçut sur place, c'est à Taïwan qu'elle eut un de ses effets indirects les plus spectaculaires.

⁶⁰ *Sydney Morning Herald, The Sun, The Weekend Australian, The Chronicle, South West News, Journey, etc.*

...par Taïwan...

En 1991, Brian Lightowler et sa femme séjournèrent sept mois à Taïwan. Un de leurs hôtes, Ren-Jou Liu, prit un grand intérêt à l'opération du Queensland et demanda à son invité d'en parler à plusieurs de ses amis : des députés, des juristes, des industriels, des enseignants, des jeunes aussi. Quelques mois plus tard, en mars 1992, sa femme et lui déjeunaient avec deux hommes d'affaires, qui évoquèrent au cours du repas les élections législatives prévues pour la fin de l'année, d'autant plus importantes que c'étaient les premières élections générales depuis 1949. Ils exprimèrent la préoccupation que leur causaient les campagnes électorales extravagantes dans ce pays et la corruption qui les accompagnait sous sa forme la plus grossière : l'achat des voix. Que pourrait-on faire pour changer cet usage détestable et malsain? Si l'on s'endette pour acheter des voix, ensuite, une fois élu, on est tenté de se laisser acheter pour rembourser ses dettes. Le cercle vicieux est amorcé. Le ménage Liu partageait ce point de vue. Il fallait agir et lancer un mouvement contre la corruption dans la perspective du scrutin du mois de décembre.

Dans un premier temps, Ren-Jou consulta plusieurs amis et l'idée fut retenue. Mais, pour que l'opération eût l'audience requise dans la population, il parut souhaitable d'y faire participer un certain nombre d'associations et de mouvements civiques. Ren-Jou invita donc plusieurs personnalités connues pour leur souci du bien public afin de débattre de cette idée. Les personnes présentes convinrent que les mauvaises habitudes avaient pris des proportions alarmantes, d'autant plus inquiétantes qu'elles étaient fort répandues dans le parti dominant du Kuomintang. Mais, pour cette raison précisément, une campagne d'assainissement n'avait-elle pas bien peu de chances de modifier la situation ? Certes, le précédent du Queensland était plutôt encourageant, à une échelle et dans un domaine différents, il est vrai. "Ce genre de choses peut marcher chez les chrétiens, répondaient les sceptiques. Cela ne prendra pas chez nous, où la corruption est une tradition millénaire."

En dépit de ces objections, on finit par admettre qu'il valait encore mieux tenter quelque chose que rester les bras ballants. La décision fut prise de lancer une "campagne pour des élections propres", un titre volontairement positif, plutôt qu'une "campagne anti-corruption". Les électeurs seraient invités à signer l'engagement de ne pas accepter d'argent en échange de leur vote et de ne pas voter pour des candidats proposant des bakchichs. Aux candidats il serait demandé de s'engager à ne pas en offrir. Le principe était donc le même qu'au Queensland : inviter les gens à prendre un engagement personnel contre la pratique de la corruption.

Des groupements très divers furent conviés à prendre part à la campagne. Beaucoup hésitèrent parce qu'ils n'y croyaient pas ou, notamment parmi les organisations religieuses, par souci de ne pas se mêler de politique. Sept ou huit acceptèrent tout de suite, puis leur nombre grossit peu à peu et ils finirent par être soixante-sept, allant des handicapés aux chauffeurs de taxi. Des dignitaires catholiques, bouddhistes et taoïstes joignirent leurs voix à cet appel.

Les premiers participants constituèrent un petit comité d'une quinzaine de personnes qui se réunissaient chaque semaine. En septembre, deux mois avant l'échéance, ils organisèrent une conférence de presse et une série de visites au secrétaire général du comité électoral, au procureur général de la Cour Suprême, au Premier Ministre, au Chef de l'Etat lui-même, qui signa personnellement l'engagement et fit une déclaration publique largement reprise dans les médias. Le ministre de l'Education adressa une lettre aux parents de tous les élèves des écoles primaires et secondaires, les invitant à appuyer la campagne et leur demandant comment ils pouvaient espérer que leurs enfants ne tricheraient pas aux examens si eux-mêmes trafiquaient lors des élections. Des universités, des grandes écoles, certaines entreprises, entrèrent dans le jeu. Une ou deux manifestations furent organisées en plein air. Les deux principaux journaux apportèrent leur soutien à l'opération, l'un d'eux surtout, qui imprima à ses frais des formulaires d'engagement à découper et à envoyer ainsi que des autocollants à placer sur les voitures ou sur les portes d'entrée des maisons : "Nous ne vendons pas les voix

dans notre famille". La télévision programma quelques brèves séquences. Plusieurs municipalités engagèrent des actions pour combattre la corruption.

A la fin, les feuilles d'engagement affluaient à un tel rythme qu'on ne parvenait plus à les compter et qu'on prit le parti de les peser. On en estima le nombre à 650.000. Quant aux candidats, sur les 350 qui se disputaient les 125 sièges à pourvoir, ils furent 162 à signer. Quarante-et-un d'entre eux furent élus. De nombreux sortants furent battus, y compris parmi ceux que l'on appelle là-bas les "boeufs d'or" (*golden oxen*), les millionnaires dont la fortune avait jusqu'alors assuré la victoire. Il y eut encore des votes achetés, mais pas assez pour motiver des réclamations pour fraude électorale.

Au-delà du scrutin qu'elle concernait, cette campagne a laissé derrière elle un public davantage conscient de la nécessité d'assainir le processus électoral; conscient aussi des vertus d'une opposition reconnue, laquelle est d'ailleurs sortie renforcée de ce scrutin. Et une loi votée après coup, la "*sunshine law*", a imposé pour l'avenir aux élus de déclarer leur patrimoine.

...au Brésil.

Si les conférences de l'OIT ont été pour beaucoup de syndicalistes l'occasion d'un premier contact avec Caux, elles l'ont été aussi pour des représentants patronaux. Ce fut le cas en 1970 pour Jones Santos Neves Filho, qui devait faire une double carrière économique et politique, en qualité de vice-président de la Confédération Nationale des Industries du Brésil et de député au parlement fédéral. A ce double titre, il était préoccupé par l'ampleur de la corruption dans son pays. Une audience au Vatican lui donna en 1994 l'occasion d'en faire part au Saint-Père : "L'Eglise s'est beaucoup penchée au Brésil sur le problème de la pauvreté. Pourrait-elle porter une égale attention à celui de la corruption, dans laquelle sont impliqués la plupart des employeurs et des hommes politiques ? Tant que sévira la corruption, nous ne sortirons pas de la pauvreté." Jones Santos Neves avait été intéressé et impressionné par la campagne taïwanaise de 1992

pour des élections propres, qui lui paraissait riche d'enseignements pour son pays. Il en fit état au parlement en février 1993, mais son intervention n'eut pas de suite. A mesure qu'approchaient les élections multiples du 3 octobre 1994, la conviction grandit en lui qu'il fallait lancer au Brésil une campagne similaire.

L'opération démarra au dernier trimestre de 1993. Elle s'ouvrit par la diffusion d'un tract qui annonçait la campagne et en traçait les étapes :

1°) envoi d'imprimés en vue de constituer des comités locaux et distribution des formulaires d'engagement,
2°) collecte des signatures d'électeurs, puis de candidats,

3°) remise ou envoi des formulaires signés à l'une des adresses indiquées sur le tract, 4°) enregistrement des résultats.

A l'engagement demandé aux candidats était ajouté, par rapport à ce qui s'était fait à Taïwan, celui d'approuver, s'ils étaient élus, les lois qui seraient appelées à moraliser le processus électoral. Une lettre publique expliquait l'esprit de cette initiative et invitait les organisations qui le voudraient à s'y joindre. Parmi les signataires, à côté de Jones Santos Neves, on retrouvait plusieurs personnes rencontrées dans les chapitres précédents : la femme d'affaires Elza de Araújo, le favelado Luiz Pereira, le directeur de la coopérative Central de Taxi.

La campagne prit tout son essor avec la venue de trois des animateurs de l'opération taïwanaise, auxquels s'était jointe Alice Cardel, qui connaissait le Brésil⁶¹ et qui venait de travailler trois ans dans les services diplomatiques philippins. Au mois de juillet 1994, la mission constituée autour d'eux parcourut 8.700 km en vingt jours. Le Brésil a une autre dimension que Taïwan, mais les problèmes se ressemblent et une tentative réussie ailleurs est un argument qui porte. "A partir du mois d'août, écrivait le grand journal de Brasília *Correio Braziliense*, un vaste mouvement au-dessus des partis va s'emparer du Brésil. Une campagne "élections propres" va mettre électeurs et candidats devant un choix contre la

⁶¹ Cf. chapitre 12.

corruption, l'achat et la vente des voix. Vous pouvez penser que c'est une utopie, mais l'expérience a déjà été faite à Taïwan en 1992 avec succès."

Toutes les régions ne prirent pas une part égale à l'opération. São Paulo, par exemple, ne s'était pas engagée dans la campagne, mais la mission avait décidé de s'y rendre, ayant appris que là se trouvait la principale colonie taïwanaise du pays. Elle s'était embarquée avec un numéro de téléphone, celui d'un ami de Jones Santos Neves, qu'elle appela un matin à huit heures. A dix heures, ce correspondant la rejoignait à son hôtel. Il se révéla être le président de la fédération des chambres de commerce, qui regroupe deux millions et demi d'entreprises, et un introducteur remarquablement efficace. A Rio, le puissant syndicat des employés de commerce prit une part active à la campagne et mit à sa disposition des bureaux, où la Compagnie des Téléphones installa une ligne dotée d'un numéro qu'on pouvait appeler gratuitement. Il eut le renfort des coopératives de taxis et de dirigeants de favelas, qui lancèrent la fabrication de T-shirts et d'autocollants "Elections propres". Ces derniers, n'étant pas autorisés sur les pare-brise, furent conçus pour être portés sur la poitrine. Une présentation de la campagne fut organisée sur une des grandes places de Rio. La télévision s'y rendit et la retransmit à l'heure de la plus grande écoute.

A Vitória, le président de la chambre de commerce mobilisa la ville pour une grande manifestation publique et s'assura l'appui de quelque quatre-vingts associations civiques et professionnelles. A Salvador de Bahia, l'archevêque reçut la mission et la radio catholique de Bahia apporta son concours en donnant sur la campagne un programme d'une demi-heure chaque semaine. De son côté, la chaîne de télévision "Manchete", qui couvre l'ensemble du pays, passa pendant plus d'un mois un clip de trente secondes chaque jour à plusieurs reprises et notamment tous les soirs au moment des informations.

L'argent n'a pas été pour autant éliminé de ces élections, il s'en faut de beaucoup. Mais là où la hiérarchie catholique et les médias ont soutenu la campagne, comme dans le Nordeste, et où la population a été rendue attentive à la corruption, celle-ci a

reculé. Même ailleurs, les changements sont perceptibles. Les parlementaires sortants qui étaient accusés de malversations n'ont pas été réélus. Un scrutin frauduleux à Rio a été aussitôt annulé sans tergiversations et réorganisé un mois plus tard. Une prise de conscience s'est opérée. Avoir les mains propres est devenu un enjeu du débat électoral. Des personnes que leurs exigences morales et le spectacle des mœurs électorales tenaient jusqu'alors à l'écart de la politique ont été encouragées à s'y engager.

Les élections passées, le mouvement déclenché s'est poursuivi sous d'autres formes. Dans le sillage de la campagne pour des élections propres, les leaders de communautés venant d'une vingtaine de favelas de divers Etats du Brésil se sont réunis en novembre 1995 au *sítio São Luiz* afin de mobiliser leurs forces pour redonner une base morale à la vie sociale du pays. Leur initiative a été relayée au cours des mois suivants par une série d'actions locales dans diverses villes du pays : Cachazeiras (Etat de Bahia), Recife, Fortaleza, Vitória... En 1996, le SEBRAE, service brésilien d'appui aux petites entreprises, a édité un *Code de Conduite pour une Petite Entreprise*⁶² inspiré d'un document similaire établi en 1994 par la Table Ronde de Caux⁶³.

Entre temps, l'expression d'élections propres a acquis droit de cité. Le tribunal électoral fédéral l'a faite sienne et elle est entrée dans le vocabulaire courant. Et elle a, une fois de plus,

⁶² *Código de Conduta para a Pequena Empresa*, SEBRAE, Brasília 1996. Le SEBRAE regroupe une quinzaine d'organismes publics et privés: associations et confédérations professionnelles, établissements bancaires, instituts d'études, ainsi que le ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

⁶³ Née en 1986 de l'inquiétude de quelques chefs d'entreprise devant l'âpreté grandissante de la guerre commerciale entre le Japon et l'Occident, la Table Ronde de Caux réunit des hommes d'affaires européens, américains et japonais. Les "Principes pour la conduite des affaires" qu'elle a élaborés s'attachent à mettre en relief les responsabilités de l'entreprise vis-à-vis tant de ses actionnaires que de ses clients, de son personnel, de ses fournisseurs, de ses concurrents et des collectivités au sein desquelles elle opère. (Amaliarstraat 10, 2514 JC La Haye, Pays-Bas).

franchi les mers. En vue des élections législatives de 1997, un groupe de Kenyans, convaincus que leur pays doit se libérer de la corruption qui imprègne toute la vie nationale, a lancé, dès le mois de mars 1996, une campagne d'élections propres, inspirée de celles de Taïwan et du Brésil, et qui s'est prolongée, une fois les élections passées, par une campagne pour un Kenya propre⁶⁴.

⁶⁴ Comme au Brésil, cette campagne a mobilisé des groupements associatifs, des autorités religieuses (chrétiennes et musulmanes), des journaux... Voir notamment dans le *Sunday Nation* les numéros du 25 août 1996 (article de Kwendo Opanga sous le titre: "Comment vous, électeur, allez empêcher le truquage en 1997") et du 13 avril 1997 (grand placard d'une page intitulé "*We can do it!!!*").

UN SENS A LA VIE

Qu'ont donc en commun les hommes et les femmes rencontrés au fil de ces pages, issus des milieux les plus divers, venus d'horizons politiques opposés, dont un jour l'existence a pris un cours nouveau et qui ont, à partir de là, commencé à transformer leur environnement, proche ou lointain, alors que rien, semble-t-il, ne les y destinait au départ ?

Ils ont, sous différentes formes, fait une expérience semblable : celle d'un changement qui a touché le ressort même de leur vie, leurs mobiles les plus profonds, et qui les a amenés à prendre, sur des points bien concrets, une attitude nouvelle. Une attitude de sincérité, qui conduit à reconnaître les fautes commises, à en demander pardon et à les réparer lorsque c'est possible, quelles que soient les fautes que l'offensé ait à se reprocher de son côté. Une attitude aussi de respect envers l'autre, qui incite à rechercher avec lui une solution qui soit ressentie comme juste de part et d'autre, plutôt qu'à jouer sur les rapports de force.

Du même coup, ils ont découvert que leur changement personnel trouvait un écho chez d'autres autour d'eux et pouvait amorcer une réaction en chaîne et ils ont pris conscience du lien entre la vie personnelle de chacun et le destin des peuples. Alors que les hommes au pouvoir se plaignent volontiers des contraintes qui brident leur action et soulignent leur faible emprise sur les événements, voilà des gens ordinaires qui pensent pouvoir être autre chose que le jouet impuissant de forces qui les submergent et ne pas devoir considérer les grands conflits comme des cataclysmes naturels hors du champ de leur responsabilité. Les

chapitres qui précèdent relatent comment, en changeant de comportement, ils ont contribué à guérir des blessures, à assainir un climat, à éviter ou à résoudre des conflits.

L'expérience révèle que ces changements sont souvent contagieux. Ils sont ainsi créateurs d'unité, une unité qui ne repose pas sur l'adhésion à des thèses quelconques, mais sur l'adoption d'une approche commune. Quand ces personnes décident d'intervenir dans une situation bloquée, c'est en amenant les interlocuteurs en désaccord à aborder le problème dans un esprit d'ouverture, non en essayant de faire prévaloir une solution plutôt qu'une autre ou de trouver un compromis donnant quelques satisfactions à chacun. Autrement dit, c'est en agissant sur le facteur qui échappe le plus souvent aux négociations traditionnelles, diplomatiques, syndicales ou autres, c'est à dire le facteur humain, les motivations personnelles des acteurs en présence.

Ces personnes ne prétendent pas pour autant apporter des réponses aux problèmes de leurs interlocuteurs, ils leur proposent une voie pour la trouver eux-mêmes. Ils donnent moins de conseils qu'ils n'apportent de témoignages. Ils n'ont pas de doctrine à prêcher, mais une expérience à partager.

Ce partage crée entre eux un réseau de solides amitiés, mais ne suscite pas de structure. Il ne s'agit pas de faire entrer les gens dans un mouvement organisé, mais plutôt de mettre les gens en mouvement, de les éveiller à leurs responsabilités, de les amener à voir par eux-mêmes où doit commencer le changement dans leur vie personnelle et quelle part ils peuvent prendre à des actions de plus grande portée.

De là la priorité donnée au contact d'homme à homme plutôt qu'aux actions de masse. L'action publique a par moments sa place, quand les circonstances y conduisent. Elle l'a trouvée dans le grand périple de 1961 à travers le Brésil, le Pérou, la Bolivie, le Chili. Il s'agissait alors d'ouvrir un horizon, d'éveiller une soif, de donner un élan. Mais l'essentiel n'est pas d'intéresser beaucoup de monde, de susciter la curiosité sympathique de

multiples suiveurs. C'est d'amener un certain nombre d'hommes et de femmes à prendre une décision personnelle majeure sur le sens qu'ils donnent à leur vie, à découvrir et à accomplir leur vocation.

De l'absence de doctrine découle aussi l'absence d'un code moral, d'une liste de permissions et d'interdits. Les personnes qui défilent dans les chapitres précédents n'émettent pas d'injonctions ni n'édicte de règles. A chacun de trouver lui-même son itinéraire. Pour le trouver, il est invité à soumettre ses actes à une autorité intérieure, où les uns verront l'inspiration divine et que les autres nommeront simplement conscience.

La première condition pour entendre cette voix intérieure, c'est de l'écouter, donc de prendre régulièrement le temps du silence, d'un moment où l'on tâche de faire taire en soi le bouillonnement des soucis, des impulsions, des sentiments ; le temps d'un recueillement qui soit à la fois un acte de ressaisissement intérieur et un abandon conduisant à une entière désappropriation de soi. Il n'y a là rien d'automatique, l'esprit souffle quand il veut. Mais si l'on tient la voile tendue, il serait étonnant que jamais le vent ne se lève. Il ne s'agit pas non plus de mettre sa raison au rancart pour se livrer à sa seule intuition, mais bien d'ouvrir son esprit à une dimension qui souvent lui échappe. Pour beaucoup des personnages de ce livre, un de ces moments a constitué une expérience fondatrice.

Quant à l'habitude, parfois raillée, de se recueillir avec un bloc-notes, elle n'a rien d'un rite. Ce n'est qu'une sage précaution. Les pensées incommodes, inconfortables, qui sont parfois les plus fécondes, sont facilement chassées si elles ne sont pas saisies au vol. D'ailleurs il y a des précédents. Il y a l'ordre reçu de l'Eternel par le prophète Jérémie (Jér.36-2) : "Prends un rouleau de parchemin sur lequel tu écriras toutes les paroles que je t'ai dites." Sans remonter si loin, St. François de Sales ou le Père Gratry recommandent d'être à l'écoute la plume à la main.

Il va de soi qu'un recueillement ne met pas infailliblement à la disposition de l'âme les lumières du Saint-Esprit. Il lui arrive d'être indigent, encombré de pensées parasites. Quelques critères

aident à séparer le bon grain de l'ivraie. Ce sont des valeurs bien connues, puisées dans l'Evangile et communes à beaucoup de grandes religions : honnêteté, pureté, désintéressement, amour. Ce sont des critères simples mais absolus, comme doit l'être tout étalon. Qu'est-ce que du linge qui n'est pas tout à fait propre, sinon du linge sale ? Ce caractère absolu n'offre matière à aucune casuistique : être absolument honnête, c'est simplement faire passer le désir d'honnêteté avant toute autre considération, d'intérêt par exemple, ou d'amour-propre.

Un autre moyen de faire le tri consiste à partager les pensées reçues avec des amis eux aussi engagés dans la même recherche; et, de préférence, avec ceux d'entre eux qui ont des chances d'être les plus exigeants. Cela veut dire accepter de paraître devant eux tels que nous sommes et ne pas laisser notre vanité nous empêcher d'avouer une hésitation avec ceux qui peuvent nous conseiller ou une expérience peu flatteuse pour nous avec ceux que nous pouvons aider.

Une fois que la voie à suivre apparaît claire, reste à s'y engager. Ce n'est pas le plus facile. Euclides da Silva a déchiré à trois reprises la lettre d'excuses qu'il sentait devoir écrire à son rival Amfilofilo, mais il a fini par l'envoyer la quatrième fois. Pour le croyant, cette obéissance est la traduction concrète de sa décision de laisser Dieu prendre la direction de sa vie plutôt que de continuer à la mener à sa guise : on ne s'adresse pas à Dieu à titre consultatif. Pour tous, elle tend à faire de celui qui la pratique un homme "sans attache", pour reprendre le mot par lequel Aldous Huxley cherchait à décrire "l'homme idéal des philosophes libres, des mystiques, des fondateurs de religions"⁶⁵.

⁶⁵ "Sans attache avec ses sensations et ses désirs corporels, sans attache avec son appétit de pouvoir et de possessions. Sans attache avec les objets de ses désirs divers. Sans attache avec sa colère et sa haine. Sans attache avec ses amours exclusives. Sans attache avec la fortune, la gloire, la position sociale...L'absence d'attache n'a de négatif que le nom... [Elle] impose à ceux qui sont désireux de la pratiquer une attitude intensément positive envers le monde". *La fin et les moyens* (chap. 1^{er}).

Cette affermissement intérieur, soutenu par une fraternité informelle, n'est-ce pas le plus sûr antidote contre tout endoctrinement et tout embrigadement, par un Etat totalitaire comme par une secte ? Celui dont les décisions sont dictées par une obéissance à une conviction intérieure cesse d'être vulnérable aux pressions qui s'exercent sur lui, comme aux passions qui habitent en lui. Dans la même mesure, il cesse d'être ballotté entre une vie chargée de responsabilités, mais tendue et harcelante, et une vie plus calme, mais vide et languissante. Il accède à une "vie si active qu'il faudra mais toujours au repos en son centre"⁶⁶.

L'obéissance aux directions reçues dans le silence est aussi la condition pour que le recueillement ne devienne pas stérile. Il est de fait que le refus, conscient ou non, de franchir certains pas bloque l'inspiration. Le gouvernail ne sert à rien si le navire reste à l'ancre. L'obéissance, au contraire, nourrit l'inspiration. La vision de ce à quoi chacun est appelé lui devient d'autant plus claire qu'il est par avance prêt à faire ce qu'il sentira être juste, sans restriction, sans excepter certains domaines réservés. Dès lors, il prend conscience de l'unité de la vie. Il n'y a plus une morale pour la famille, une autre pour les relations d'affaires, une autre encore pour la vie de la cité, comme autant de compartiments étanches, mais bien une vie rassemblée, intégrée.

C'est ainsi que la novation radicale qui se produit dans les rapports entre un mari et sa femme, un père et ses enfants, des collègues de travail, se transpose sur une échelle insoupçonnée. Des dockers de Rio, qui ont mis fin à la guerre entre leurs syndicats rivaux, se retrouvent quelques années plus tard dans le cabinet du Chef de l'Etat argentin ; un de leurs camarades du port de Recife est appelé à livrer ses expériences au Mozambique ; une vieille dame de la haute société chilienne, naguère obsédée par sa santé vacillante, s'aventure à sillonner l'Italie avec de jeunes Péruviens et Boliviens pour y porter un message d'espoir ; des militants engagés dans des associations au sein des favelas ou dans des coopératives de taxis se battent côte à côte avec des

⁶⁶ Suzanne de Dietrich, *C'était l'heure de l'offrande*, Ed. Delachaux et Niestlé, 1952 (p.176).

hommes d'affaires pour faire cesser l'achat des voix dans les élections brésiliennes.

On abuse du mot révolution. C'en est tout de même une qui s'est produite dans la vie de ces hommes et des communautés dans lesquelles ils vivent. Et c'en est une qui montre que la révolution n'est pas l'apanage de ceux qui n'ont rien, mais de ceux qui donnent tout.

ANNEXE

Règlement d'un conflit aux National Airlines⁶⁷

Extrait d'une lettre écrite par Peter Howard en 1951

Selon les mots d'un administrateur des National Airlines, "au début de l'année on aurait pu estimer à mille dollars la valeur commerciale de la compagnie; aujourd'hui on ne l'achèterait pas pour des millions!"

Un conflit prolongé avait abouti à l'une des plus longues grèves de l'histoire des lignes aériennes et menaçait d'en provoquer une seconde. "Il a été réglé du jour au lendemain grâce au Réarmement moral". C'est ce que dit Slim Babbitt, vice-président de l'Association des pilotes de lignes d'Amérique (ALPA).

Au coeur du conflit, deux hommes : Babbitt lui-même et G.T. Baker, président des National Airlines. "Nous étions ennemis mortels", reconnaît Slim Babbitt.

Baker est un dur, un costaud. Il s'est hissé à la force du poignet jusqu'au sommet d'une grande industrie et cette lutte l'a rendu implacable. Slim Babbitt, lui, est un rusé compère, qui n'est pas dans les nuages. Passé maître dans l'art des négociations industrielles, il est le défenseur sans peur et sans reproche des intérêts des pilotes.

Les difficultés ont commencé il y a bien des années et, depuis lors, les méfiances, les peurs et les haines n'ont fait que grandir. L'explosion s'est produite en février 1948, lorsque Baker congédia un pilote sans lui donner, selon ses camarades, une chance de se défendre. Ce fut la grève. Baker fit appel à des pilotes non syndiqués pour continuer l'exploitation des lignes.

⁶⁷ *Peter Howard, Life and Letters*, par Anne Wolrige Gordon (Hodder and Stoughton Ltd., 1969), p.176.

Les pilotes du syndicat contre-attaquèrent : des avions promènèrent dans le ciel de Miami des banderoles proclamant : "Ne prenez pas les avions des National Airlines", on distribua dans les hôtels des boîtes d'allumettes avec le même slogan, des piquets de grève furent postés devant les bureaux de la ligne et avertirent les passagers que leur sécurité n'était pas assurée.

Baker réclama quinze millions de dollars de dommages et intérêts pour diffamation de la compagnie. Au bout de dix longs mois, le Conseil de l'Aviation Civile intervint et ordonna une enquête en vue de dissoudre les National Airlines et de redistribuer leurs lignes entre les autres compagnies.

Baker finit par reprendre les pilotes de l'ALPA, mais, si l'on en croit Slim Babbitt, la période qui suivit - de 1949 à 1951 - fut pire encore que la grève elle-même. L'association des pilotes, précise-t-il, dépensa des centaines de milliers de dollars pour essayer de démolir Baker. "Idem de mon côté", ajoute Baker! Fin 1950, Babbitt et ses pilotes décidèrent de frapper un coup décisif. Le démembrement prévu par l'administration demeura à l'ordre du jour et, en décembre, Babbitt proposa aux pilotes de voter une grève, qui, à son avis sonnerait le glas de la compagnie.

C'est alors qu'intervint le Réarmement moral : un homme d'affaires de Floride décida d'établir le contact entre ce mouvement, qu'il connaissait bien, et Baker, qu'il ne connaissait pas. Impossible d'avoir un rendez-vous avec Baker, lui opposa-t-on au siège de la compagnie. Mais il n'était pas homme à se laisser abattre. Il insista et alla jusqu'au bureau de Baker.

"Je m'attendais à ce qu'on me tende un piège, raconte Baker, mais je me trompais complètement." Dans l'après-midi qui suivit, Baker faisait irruption dans le bureau de son vice-président toutes les quinze ou vingt minutes ! Son esprit commençait à travailler dans une perspective nouvelle. "Nous n'avons pas agi honnêtement, dit-il. Je me suis toujours considéré comme un type honnête, mais l'honnêteté absolue, c'est une autre histoire."

Slim Babbitt eut vent de la nouvelle attitude de Baker. Il n'en crut pas un mot et envoya quelques-uns de ses pilotes aux nouvelles. Ceux-ci ne s'attendaient pas à voir Baker en personne. Mais aussitôt qu'il apprit leur venue, Baker fit prier les pilotes de monter. Jamais encore ils n'avaient pénétré dans son bureau et l'un d'eux téléphona bientôt à Babbitt : "Sais-tu où nous sommes ?

Baker est sorti pour un instant, mais nous sommes installés dans son bureau à fumer ses cigares."

Baker proposa à Babbitt de repousser à plus tard l'arbitrage de la grève prévue, auquel une commission devait procéder le 2 janvier : une conférence du Réarmement moral devait en effet avoir lieu au début de janvier à Washington et il proposait que Babbitt et un groupe de pilotes y viennent avec lui et quelques-uns de ses directeurs.

Babbitt était on ne peut plus méfiant. Il finit pourtant par donner son accord "juste pour voir de quoi il retournait". A Washington il refusa de loger dans le même hôtel que Baker et les autres participants à la conférence.

Ils se rencontrèrent cependant à l'issue d'une représentation théâtrale du Réarmement moral. C'était leur premier face-à-face ailleurs qu'au tribunal. Ils rentrèrent à l'hôtel pour continuer la conversation. "En trois heures, nous avons parcouru plus de chemin qu'au cours des trois années précédentes", devaient-ils raconter plus tard. Babbitt et Baker commencèrent par discuter de la situation internationale. Puis il y eut un silence. Baker dit tout d'un coup : "J'ai eu tort". Et il se mit à dire à Babbitt en quoi il n'avait pas agi comme il aurait dû dans ses tractations avec les pilotes. "Pas une fois, il n'articula de reproches envers les pilotes", s'étonna Babbitt. A son tour, celui-ci avoua à Baker qu'il avait inventé de toutes pièces la plupart des treize revendications qui devaient conduire à la grève; cela faisait partie de sa campagne pour mener Baker à la ruine.

Baker et ses directeurs, Babbitt et ses pilotes, repartirent pour la Floride, d'où Babbitt adressa à la conférence du Réarmement moral le télégramme que voici : "Nous nous activons à larguer les amarres qui retenaient la compagnie des National Airlines et ses pilotes. Ainsi les uns et les autres seront libres d'avancer en équipe et de construire ensemble une compagnie au potentiel illimité pour le bénéfice des deux parties. Sauf contre-ordre, je continuerai à considérer le Réarmement moral comme un remède-miracle qui change les gens en êtres humains."

En mars, l'accord était notifié à la presse. Le Conseil de l'Aviation Civile retirait son préavis de démantèlement. Les banques, qui depuis des années rechignaient à faire des avances aux National Airlines, accordaient un prêt permettant l'achat de nouveaux appareils.

Toutes ces nouvelles paraissaient en première page des journaux américains. Le *Miami Herald* titrait : "Le Réarmement moral inaugure une ère d'entente."

Le règlement du différend Baker-Babbitt ne mettait évidemment pas fin à jamais à toute revendication au sein des National Airlines, mais on était sorti de l'impasse où la compagnie était en train de tout perdre.

Le président du Conseil de l'Aviation Civile, D.W. Rentzel, fit la déclaration publique suivante : "Pour ceux qui ont suivi de près cette longue suite de conflits violents et hargneux, la transformation survenue dans l'attitude des deux parties tient du miracle."

